

LE  
SÉNAT DE NAPOLEÓN

(1800-1814)

PAR  
JEAN THIRY

ÉDITIONS BERGER-LEVRAULT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026







LE  
SÉNAT DE NAPOLEON



LE  
SÉNAT DE NAPOLEÓN

(1800-1814)

PAR

JEAN THIRY

*Docteur en Droit*

*Licencié ès lettres*

*Diplômé de l'École des Sciences politiques*

*Lauréat de la Faculté de Droit de Paris*

PARIS  
EDITIONS BERGER-LEVRAULT

5, RUE AUGUSTE-COMTE (VI<sup>e</sup>)

1932



*A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE*

LE DOCTEUR CHARLES THIRY

MORT AU CHAMP D'HONNEUR

LE 30 JANVIER 1915



## INTRODUCTION

---

*Création de Sieyès, qui rêva longuement durant toute la Révolution à une constitution sans défauts, le Sénat-Conservateur devenu première Assemblée Impériale, joua depuis le vote de la Constitution de l'an VIII jusqu'à la chute de Napoléon, un rôle de premier plan. Les sénateurs, pour la plupart républicains issus des Assemblées révolutionnaires, furent de dociles instruments entre les mains du Premier Consul, puis de l'Empereur qui sut rapidement dompter les velléités de résistance qui se manifestèrent parfois au sein de l'Assemblée. Celle-ci, ayant élevé Bonaparte à la suprême puissance, fut alors associée de très près à la réalisation de cet immense Empire que Napoléon avait rêvé de fonder ; puis, quand vinrent les revers, les sénateurs, oublieux des bienfaits reçus, reniant une deuxième fois leur passé républicain, furent les premiers à préparer le retour des Bourbons : faute lourde que l'histoire ne leur a point pardonnée. Cette brusque évolution prouve en tout cas que dans cette Assemblée d'où l'action semblait souvent absente, où les séances paraissaient vides et mornes, agissaient les personnages les plus divers d'opinions, de tendances et de caractère.*

*Cette vie cachée, difficile à découvrir au travers des maigres documents que contiennent les archives, est celle dont l'étude nous a attiré. Déjà un historien consciencieux, Trouillard, a publié un livre sur le Sénat-Conservateur (1), ouvrage de*

---

(1) TROUILLARD, *Le Sénat-Conservateur du Consulat et de l'Empire*. Mayenne, 1911, in-8.

*juriste dans lequel l'auteur étudie une à une les diverses fonctions de cette Assemblée. Mais ce livre, qui témoigne d'un intéressant effort de synthèse, ne révèle point la recherche de documents d'archives à laquelle nous nous sommes particulièrement attaché durant de longues années, espérant découvrir les ressorts de la vie politique du Sénat-Conservateur.*

*La lecture de cet ouvrage prouvera si nous avons réussi, ou si au contraire nous avons échoué. Dans ce cas il resterait seulement de notre travail le récit aussi fidèle et aussi complet que possible de l'œuvre d'une Assemblée dont nous ne nous sommes pas fait l'avocat, estimant que la première qualité des hommes politiques doit être la fidélité à leurs convictions et non le sacrifice de celles-ci à l'intérêt matériel, comme les sénateurs nous en montrent le très regrettable exemple.*

Jean THIRY.

---



PREMIÈRE PARTIE

**LES DÉBUTS  
DU SÉNAT-CONSERVATEUR**

---

CHAPITRE I

**LES ORIGINES**

« Dans l'ordre politique, autant que dans l'ordre purement physique, la nature ne procède point par innovations brusques; elle s'essaye d'abord en ébauches, en esquisses, en conceptions rudimentaires, avant d'aboutir à ses pleines réalisations, et ainsi se crée une ambiance de faits et d'idées favorables à leur éclosion. »

(VANDAL : *L'Avènement de Bonaparte*. — Introduction.)

## RÉSUMÉ

---

*Proclamation du 24 frimaire an VIII annonçant que la Révolution est finie. — Sieyès, père en 1789 du pouvoir constituant, a l'honneur de donner en l'an VIII une constitution à la France. — Longues méditations solitaires qui l'ont préparée. — En 1789, publication de « Qu'est-ce que le Tiers État, » où Sieyès établit la supériorité absolue du pouvoir constituant de l'Assemblée nationale. — La théorie de la dictature révolutionnaire. — En l'an III, projet exposé par Sieyès devant la Convention du jury constitutionnaire et d'un gouvernement où régnait la séparation des pouvoirs. — Échec de l'œuvre de Sieyès vivement combattue. — Vote de la Constitution de l'an III. — Ses imperfections. — Correspondance entre Talleyrand et Bonaparte après le 18 fructidor, au sujet d'une réforme éventuelle de la Constitution. — Opposition des idées de Bonaparte et de Sieyès. — Le cercle des « Montmorenciens ». — Influence de Benjamin Constant et de M<sup>me</sup> de Staël. — L'ouvrage « Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution » décèle ses tendances conservatrices. — Le projet de Daunou. — Sieyès sentant la fragilité du Directoire « cherche une épée ».*

---

Dans la proclamation adressée à la Nation, après le coup d'État de brumaire, les Consuls pour annoncer la nouvelle Constitution s'exprimaient ainsi :

## AUX FRANÇAIS

Paris, 24 frimaire an VIII.

Une Constitution vous est présentée.

Elle fait cesser les incertitudes que le Gouvernement provisoire mettait dans les relations extérieures, dans la situation intérieure et militaire de la République.

Elle place dans les institutions qu'elle établit les premiers magistrats dont le dévouement a paru nécessaire à son activité.

La Constitution est faite sur les vrais principes du gouvernement représentatif, sur les droits sacrés de la propriété, de l'égalité et de la liberté.

Les pouvoirs qu'elle institue seront forts et stables, tels qu'ils doivent être pour garantir les droits des citoyens et les intérêts de l'État.

Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée. Elle est finie.

BONAPARTE, Roger DUCOS, SIEYÈS.

L'homme qui avait ouvert la Révolution, qui « avait posé la pierre angulaire sur laquelle les révolutionnaires avaient appuyé toute leur lutte contre les institutions et

les hommes du passé » (1) et qui était le père de la « théorie du pouvoir constituant source et justification de la dictature résolument dressée par les révoltés contre leurs anciens maîtres » (2), était Sieyès. Il était le créateur d'un véritable art social qui consistait essentiellement à endiguer la force populaire en appliquant le principe de la division du travail aux diverses fonctions et aux divers pouvoirs de la société (3). Esprit systématique, misanthrope et prudent (4), aimant les idées abstraites, Sieyès, l'une des figures les plus importantes de la Révolution et en même temps l'une des plus singulières, exerçait une influence considérable, mais en partie occulte et voilée de mystère. A lui revenait également l'honneur, comme fondateur du régime représentatif et comme inventeur de la science politique, de clore la Révolution en donnant à la France une Constitution où chacune des fonctions politiques était décomposée et attribuée à des corps différents. Cette œuvre n'était pas une simple création issue de la nécessité du moment, car son auteur l'avait longuement préparée au cours de méditations solitaires qui avaient duré plusieurs années et elle avait été perfectionnée à plusieurs reprises. Pour en comprendre la force, en même temps que pour en pénétrer les défauts, il est donc indispensable d'en suivre la genèse durant les années qui s'écoulèrent entre sa première ébauche et son achèvement.

\* \* \*

Puissant esprit, Sieyès sans se cantonner sur le terrain de l'observation personnelle et de l'expérience, se meut au contraire dans le domaine des généralisations pures. Il a un certain dédain pour l'histoire et il trouve même que

---

(1) MATHIEZ, *La Révolution Française et la Théorie de la Dictature*, dans *la Revue historique*, 1929, p. 305.

(2) *Idem*, p. 305.

(3) SAINTE-BEUVE, *Causeries du lundi*, tome V, p. 189.

(4) BARONNE DE STAËL, *Considérations sur la Révolution Française*, t. III.

« les prétendues vérités historiques n'ont pas plus de réalité que les prétendues vérités religieuses » (1). Mépris cartésien que Descartes avait partagé avec Malebranche. Condorcet, Volney, Cabanis et Destutt de Tracy avaient des idées analogues. Tous disciples de Rousseau qui par un contrat fonde l'association politique d'où il déduit la Constitution, le Gouvernement et les lois (2), ces esprits dogmatiques devaient dominer la Révolution, et grâce à Sieyès diriger l'orientation constitutionnelle de la France. Ce dernier, vivant dans son utopie, couvant des ressentiments proches ou lointains, mais toujours vivaces, rempli aussi d'espérances, plein de mépris pour la constitution de l'Angleterre, se croyait en état d'en donner une bien meilleure à la France.

En 1789, faisant paraître son fameux ouvrage *Qu'est-ce que le Tiers État?* (3) où se trouve l'exposition originale de ses idées, Sieyès établissait que le Gouvernement n'exerçait de pouvoir véritable que s'il était constitutionnel; il n'était légal que s'il se soumettait aux lois. Seule la volonté nationale n'a « besoin que de sa réalité pour être toujours légale, elle est l'origine de toute légalité » (4). Et il ajoutait encore que la nation ne devait jamais se mettre dans les entraves d'une forme positive : « On doit concevoir les nations sur la terre comme des individus hors du lien social, ou, comme l'on dit, dans l'état de nature (5). » Ce disciple de Rousseau avait eu le génie de distinguer les lois constitutionnelles des lois ordinaires : « Les lois constitutionnelles ne pouvaient émaner que du *pouvoir constituant*, les lois ordinaires étaient l'œuvre des *pouvoirs constitués* (6). »

---

(1) Papiers de SIEYÈS, année 1772, d'après SAINTE-BEUVE, *Causeries du lundi*, t. V, p. 194.

(2) TAINE, *Les origines de la France contemporaine*, t. I, p. 316 et suivantes.

(3) *Qu'est-ce que le Tiers État?* Édit. Ed. Champion.

(4) SIEYÈS, *idem*, p. 68.

(5) *Idem*, p. 69.

(6) MATHIEZ, *La Révolution Française et la Théorie de la Dictature*, p. 306.

Le pouvoir constituant devait résulter d'une délégation spéciale du peuple, car la nation ne pouvant s'assembler, il lui fallait confier ses pouvoirs à des représentants extraordinaires. Le corps ainsi formé n'avait pas besoin d'avoir la *plénitude* de la volonté nationale, mais il lui fallait un pouvoir spécial et il remplaçait la nation dans son *indépendance* des formes constitutionnelles.

Ainsi Sieyès établissait la suprématie de l'Assemblée nationale qui lui conférait une dictature illimitée dans tous les domaines (1). Il avait donc ruiné le principe de la séparation des pouvoirs que la Constituante emprunta à Montesquieu, qu'elle inscrivit dans la Constitution de 1791, mais qu'elle n'observa pas.

Il avait permis l'établissement d'un pouvoir concentré et fort, capable de ruiner les résistances que l'ancien régime opposait aux révolutionnaires.

Mais une théorie si absolue qui devait nourrir la dictature des Assemblées révolutionnaires ne satisfaisait pas entièrement son auteur qui considérait la politique comme une science qu'il croyait avoir achevée (2). Son génie politique dépassait l'adroit pamphlet de 1789 qui lui avait permis d'asseoir sa réputation, et devant lui s'inclinaient ses contemporains : Mirabeau l'appelait son maître, et André Chénier déclarait que « tout se réunissait pour le respecter, l'honorer, l'admirer » (3).

En l'an III, devant la Convention, Sieyès eut l'occasion de développer ses théories politiques lors de la séance du 2 juillet 1795 (2 thermidor an III) qui précéda le vote de la Constitution de l'an III. Ayant aperçu les inconvénients que présentait l'exercice du pouvoir par une Assemblée

---

(1) MATHIEZ, *La Révolution Française et la Théorie de la Dictature*, p. 309.

(2) *Souvenirs sur Mirabeau et sur les deux premières Assemblées législatives*, par Étienne DUMONT (de Genève). Paris, 1832, in-8, p. 64. Paroles de Sieyès rapportées par Étienne Dumont.

(3) *Œuvres en prose d'André CHÉNIER*. Éd. Becq de Fouquières. Paris, 1872, in-12, p. 18.



toute puissante, sans freins et sans contrôle, Sieyès réclamait l'établissement d'un Tribunal, corps de représentants chargés de veiller aux besoins du peuple et de proposer à la Législature toute loi active, d'un Gouvernement de 7 membres et d'une Législature chargée de juger et de prononcer sur les propositions du Tribunal et sur celles du Gouvernement (1). Enfin, couronnant l'édifice, Sieyès réclamait à la Convention Nationale l'établissement d'un jury de constitution ou, comme il disait pour franchir un peu le mot de jury et le distinguer dans le son de celui de juré, une jurie constitutionnaire, présentée comme un frein salutaire capable de contenir « chaque action représentative dans les bornes de sa procuration spéciale ». Déjà Sieyès considérait cette assemblée comme un « conservateur », un « gardien de la Constitution » (2).

Ainsi devait être établi un système complexe où les diverses fonctions gouvernementales étaient confiées à des organes spéciaux dont les influences se balanceraient et s'équilibreraient. Fruit d'un esprit réfléchi et spéculatif, cette conception défendable en théorie pouvait donner dans la pratique de graves mécomptes.

Le projet de Sieyès assez bien accueilli, fut renvoyé pour examen devant une commission de onze membres qui adopta l'idée de la jurie constitutionnaire dont les attributions avaient été nettement délimitées (3). Elle avait pour mission de veiller sur l'acte constitutionnel dont elle était dépositrice. Les 108 membres qui devaient la composer se renouvelleraient par tiers aux mêmes époques que le Corps législatif. La première formation serait l'œuvre de la Convention à la condition qu'un tiers des

---

(1) Sieyès appelait le gouvernement « jurie de proposition » pour faire antithèse à sa « jurie de conservation de la constitution ».

(2) Réimpression du *Moniteur*, Septidi 7 thermidor an III (samedi 25 juillet 1795). Séance de la Convention Nationale du 2 thermidor, p. 293.

(3) Réimpression du *Moniteur*, 26 thermidor an III (13 août 1795). Opinion de Sieyès sur les attributions et l'organisation du jury constitutionnaire.

membres fussent choisis dans l'Assemblée législative et un autre tiers dans les membres de la Convention. Ensuite la jurie devait se recruter par cooptation, mais en choisissant ses membres parmi les 250 députés sortant à la même époque du Corps législatif. Il s'agissait donc en somme d'assurer une honorable retraite au personnel politique des assemblées révolutionnaires.

Le jury constitutionnaire (1) avait aussi pour mission de prononcer sur les violations de la Constitution dénoncées par les Assemblées, ou même par des citoyens en nom individuel. Il pouvait frapper de veto les décisions des assemblées considérées comme inconstitutionnelles et adresser une dénonciation aux tribunaux compétents avec ordre de poursuivre.

Tous les dix ans le jury pouvait communiquer aux Assemblées ses propositions pour la revision de la Constitution. Les Assemblées primaires saisies de celles-ci devaient donner ou refuser au Conseil des Anciens l'autorisation de statuer sur ces propositions.

Chaque année le dixième au moins des membres du jury constitutionnaire, tiré au sort, devait se former en jury d'équité naturelle pour prononcer sur les demandes officielles faites par les tribunaux désireux d'avoir un « arrêté d'équité naturelle sur les cas qu'ils déclareraient n'avoir pu juger, faute de loi positive qui pût s'y appliquer, ou ne pouvoir juger contre leur conscience d'après le texte seul de la loi ». Les arrêtés d'équité naturelle devaient être exécutés par le Tribunal qui aurait formulé la demande ou par tout autre, au choix du jury constitutionnaire. Celui-ci n'avait point toutefois le droit de rendre aucun arrêt de son propre mouvement (2).

---

(1) Sieyès emploie tantôt les expressions de la « jurie constitutionnaire » ou de « jury constitutionnaire ». Ni le genre, ni l'orthographe de la nouvelle Assemblée n'étaient donc fixés.

(2) Projet du décret du jury constitutionnaire dressé par Sieyès (*Moniteur* du 27 thermidor an III).



Le jury devait donc avoir pour mission « d'offrir à la liberté civile une ressource d'équité naturelle dans les occasions graves où la loi tutélaire aurait oublié sa juste garantie (1) ». Le jury était ainsi, par une curieuse confusion des pouvoirs, une assemblée législative, puisqu'elle était un jury de proposition et une sorte de Tribunal, un corps chargé de représenter le jugement national.

Dans cet organisme étrange, on retrouve la marque de l'esprit purement spéculatif de Sieyès. Son auteur ne s'apercevait sans doute pas que l'Assemblée devait ou se permettre des abus de pouvoirs, puisqu'elle était maîtresse de la Constitution, ou se renfermant strictement dans son rôle, elle devait perdre son prestige dans une inaction à peu près complète.

Finalement, sa seule utilité était de pourvoir d'une riche sinécure les membres les plus influents sortant des Assemblées révolutionnaires, ce qui avait toujours été l'une des préoccupations des Sieyès.

Le jury constitutionnaire devait d'ailleurs recevoir au cours des débats ouverts devant la Convention les justes critiques que méritait cette création.

Ardente, la discussion s'engagea immédiatement sur ce projet de constitution. Berlier, Louvet de la Somme, Thibaudeau et Lesage combattirent la jurie constitutionnaire. Laréveillère Lépiaux n'admettait qu'un conservateur sans pouvoir de réformer la constitution. Lesage exprimait un avis analogue. Si des divisions naissaient entre le Corps législatif et le Jury, il faudrait dans ce cas un « pilote royal ». « Ce jury lui-même, disait-il, ne s'écroulerait-il pas sous les coups d'une ambition habile qui saurait se glisser dans son sein ? » Les plus graves inconvénients de la jurie étaient évidemment l'excès des pouvoirs attribués à une seule assemblée. Berlier et Thibaudeau soulignaient encore ces vices du système. Tous deux redoutaient que cette insti-

---

(1) Paroles de Sieyès. *Moniteur* du 26 thermidor an III.

tution colossale, posée au sommet de l'édifice, n'écrasât de son poids toutes les autres. Thibaudeau se demandait quel pouvoir pourrait réprimer les usurpations de la jurie (1).

Ainsi combattu, le projet de Sieyès n'avait aucune chance sérieuse d'être admis. Il fut repoussé immédiatement par la Convention.

Malgré ses inconvénients il n'avait pas toutefois les graves défauts de la Constitution de l'an III qui n'était qu'un compromis entre diverses tendances, un résultat boiteux de l'expérience acquise au cours de la Révolution.

L'exécutif était en effet confié à un conseil électif, le Directoire. Il était sans action sur le pouvoir législatif composé des Cinq-Cents chargés de voter la loi et des Anciens qui la sanctionnaient. Le Corps législatif ainsi constitué ne pouvait renverser le Directoire exécutif composé de cinq membres renouvelés tous les ans par cinquième qui choisissaient librement les ministres.

L'Assemblée des Directeurs n'ayant ni l'initiative des lois, ni le droit de dissolution, l'exécutif et le législatif qui auraient dû se balancer et s'unir pour le bien du pays, menaçaient de se dresser l'un en face de l'autre. Sans action réciproque, ces deux pouvoirs rivaux se paralyssaient.

Mais le vice essentiel de la Constitution était le régime représentatif qu'elle avait établi et qui était incomplet. En effet, un corps électoral censitaire délégué par l'ensemble des citoyens nommait les deux conseils renouvelés par tiers tous les ans. Pendant la Révolution, ce mode d'élection à double degré avait prévalu puisque le système d'élection directe de la Constitution de 1793 n'avait jamais été appliqué. Les élections de ce collège censitaire devaient produire sous le gouvernement du Directoire de curieux

---

(1) *Moniteur* du 27 thermidor an III.

résultats. En l'an V les royalistes, en l'an VI et en l'an VII les montagnards devaient obtenir la majorité.

Le système institué par la Constitution de l'an III pouvait donc être justement qualifié de « République bourgeoise » ou de « République censitaire ».

La séparation des pouvoirs trop rigoureuse et l'absence de responsabilité ministérielle conduisirent aux coups d'État du 18 fructidor an V, du 22 floréal an VI et du 30 prairial an VII. Les entorses brutales données à la Constitution furent suivies de dix-sept actes législatifs dérogeant aux articles constitutionnels et qui augmentèrent généralement les pouvoirs du Directoire (1).

La Constitution considérée à l'origine comme un « chef-d'œuvre de l'esprit humain », comme un « monument de la sagesse », comme le « Palladium de la France » (2), était donc de plus en plus attaquée. Après le coup d'État du 18 fructidor, Talleyrand, alors ministre des relations extérieures, écrivit une lettre secrète pour demander à Bonaparte son opinion sur une réforme de la Constitution et pour lui annoncer l'arrivée prochaine de Sieyès en Italie. La lettre de Talleyrand n'a pas été retrouvée (3), mais nous possédons la réponse de Bonaparte qui traite sévèrement la Constitution de l'an III (4).

Malgré notre orgueil, nos mille et une brochures, nos harangues à perte de vue et très bavardes, nous sommes très ignorants dans la science politique morale. Nous n'avons pas encore défini ce que l'on entend par pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Montesquieu nous a donné de fausses définitions, non pas que cet homme célèbre n'eût été véritablement à même de le faire, mais son ouvrage, comme il le dit lui-même, n'est qu'une espèce d'analyse de ce qui a existé ou existait; c'est un résumé de notes faites dans ses lectures. Il a fixé les

---

(1) Cf. Raymond GUYOT, *Du Directoire au Consulat* (*Revue historique*, 1912, t. III, p. 3).

(2) Cf. *Idem*, p. 3.

(3) Cf. *Idem*, p. 4.

(4) Correspondance de Napoléon n° 2223.

yeux sur le Gouvernement d'Angleterre. Il a défini en général le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire.

Pourquoi, effectivement, regarderait-on comme une attribution du pouvoir législatif le droit de guerre et de paix, le droit de fixer la quantité et la nature des impositions? La Constitution a confié avec raison une de ces attributions à la Chambre des Communes, et elle a très bien fait, parce que la Constitution anglaise n'est qu'une charte de privilèges : c'est un plafond tout en noir, mais bordé en or.

Comme la Chambre des Communes est la seule qui, tant bien que mal, représente la nation, seule elle a dû avoir le droit de l'imposer; c'est l'unique digne que l'on a pu trouver pour modifier le despotisme et l'insolence des courtisans.

Mais dans un gouvernement où toutes les autorités émanent de la nation, où le souverain est le peuple, pourquoi classer dans les attributions du pouvoir législatif des choses qui lui sont étrangères? Depuis cinquante ans, je ne vois qu'une chose que nous avons bien définie, c'est la souveraineté du peuple; mais nous n'avons pas été plus heureux dans la fixation de ce qui est constitutionnel que dans l'attribution des différents pouvoirs.

L'organisation du peuple français n'est donc encore véritablement qu'ébauchée.

Le pouvoir du Gouvernement, dans toute la latitude que je lui donne, devrait être considéré comme le vrai représentant de la nation, lequel devrait gouverner en conséquence de la charte constitutionnelle et des lois organiques; il se divise, il me semble, naturellement en deux magistratures bien distinctes, dont une qui surveille et n'agit pas, à laquelle ce que nous appelons aujourd'hui pouvoir exécutif serait obligé de soumettre les grandes mesures, si je puis parler ainsi, la législature de l'exécution : cette grande magistrature serait véritablement le Grand Conseil de la nation; il aurait toute la partie de l'administration ou de l'exécution qui est, par notre Constitution, confiée au pouvoir législatif.

Par ce moyen, le pouvoir du Gouvernement consisterait dans deux magistratures nommées par le peuple, dont une très nombreuse, où ne pourraient être admis que des hommes qui auraient déjà rempli quelques-unes des fonctions qui donnent aux hommes de la maturité sur les objets du gouvernement.

Le pouvoir législatif ferait tout d'abord toutes les lois organiques, les changerait, mais pas en deux ou trois jours comme l'on fait : car une fois qu'une loi organique serait en exécution, je ne crois pas qu'on pût la changer devant quatre ou cinq mois de discussion.

Ce pouvoir législatif, sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure, n'aurait pas d'ambition et ne nous inonderait plus de mille lois de circonstances qui s'annulent toutes seules par leur absurdité et qui nous constituent une nation sans lois avec trois cents in-folios de lois.



Cette lettre de Bonaparte a une grande importance car on peut y découvrir le désir de réduire le rôle du pouvoir législatif en faveur de l'exécutif. La théorie de Sieyès exposée en 1789 avait amené la confusion des pouvoirs au profit de l'Assemblée Constituante, puis l'application pratique de ces idées ayant décelé ses inconvénients, crûment mis en lumière par les excès révolutionnaires, le vent avait de nouveau tourné et Sieyès avait en l'an III échafaudé le système complexe soumis à la Convention. Sieyès cependant divisait en quatre fonctions l'exercice du gouvernement, enlevant à l'exécutif l'initiative des lois confiée au Tribunat, réservant à la législature le soin de juger les propositions du Tribunat et de se prononcer sur elles. Bonaparte et Sieyès ne s'entendaient en somme que sur le rôle d'une Assemblée chargée non d'agir, mais de surveiller l'exécutif [et que Sieyès appelait la jurie constitutionnaire.

Bonaparte et Talleyrand n'étaient d'ailleurs pas les seuls à étudier la possibilité de réformer la Constitution. Dès le milieu de prairial an V, avait été organisé par des amis du Directoire — la plupart députés de l'ancien club de Noailles — le premier cercle constitutionnel (1). Talleyrand y avait certainement puisé les idées qu'il avait exposées à Bonaparte. Il y rencontrait Bréard, Garat, Réal, Marie-Joseph Chénier, le général Menou, le vaincu de Vendémiaire, Jourdan, le vainqueur de Fleurus, Tallien et Sieyès. Dans ce cercle on voyait aussi des publicistes comme Méhée, Ginguené, Riouffe; des députés ou des ministres comme Merlin de Douai, Treilhard, Daunou et Chazal (2). Tous ces personnages se réunissaient à l'hôtel de Montmorency, au faubourg Saint-Germain, et ils s'appelèrent alors les « Montmorenciens » (3). Ils voulaient

---

(1) Cf. MATHIEZ, *Le Coup d'État du 18 fructidor an V* (*Annales historiques de la Révolution Française*, année 1929, p. 529).

(2) Cf. *Idem*, p. 529 et suivantes.

(3) Cf. *Idem*, p. 529.

combattre le Club de Clichy dont on connaissait les opinions réactionnaires. Demeunier qui venait d'arriver à Paris disait que Talleyrand était « lancé au plus épais du Cercle constitutionnel » (1).

Dans ce milieu où toutes les nuances de l'opinion républicaine étaient représentées, à l'exception des démocrates compromis avec Babeuf ou qui avaient défendu les Babouvistes, se montrait aussi le suisse Benjamin Constant, l'ami intime de M<sup>me</sup> de Staël (2). Celle-ci, qui fréquentait Barras, à qui elle avait présenté l'ancien feuillant Talleyrand à son retour d'Amérique, avait des idées fort arrêtées sur la Constitution qu'il convenait de donner à la France. Elle estimait qu'il fallait stabiliser les conquêtes de la Révolution en les sanctionnant dans une constitution définitive (3). Il appartenait au gouvernement d'arrêter la Révolution à la destruction de l'hérédité, d'empêcher qu'elle n'ébranlât l'habile ordonnance sociale qui place sans danger le besoin à côté de la richesse. Ses tendances conservatrices, auxquelles s'associait Benjamin Constant qui retouchait de sa main le manuscrit de M<sup>me</sup> de Staël (4), trouvaient ainsi leur expression :

Mais la Révolution est finie, quand la force s'arrête d'elle-même dans un état durable, quand elle se refuse ce qu'elle peut, quand elle s'associe le temps, quand elle appelle la pensée et veut amener à ce qu'elle saurait conquérir.

Subissant l'influence de Sieyès dont on retrouve ici les idées, M<sup>me</sup> de Staël lançait l'idée d'un corps conservateur :

Rien au monde, écrivait-elle (5), n'est plus propre à déconsidérer dans l'esprit du peuple le système représentatif que de proclamer les

---

(1) *Mémoires de Barras*, t. III, p. 118.

(2) Cf. MATHIEZ, *Le Coup d'État du 18 fructidor an V* (*Annales historiques de la Révolution française*, année 1929, p. 529).

(3) M<sup>me</sup> DE STAËL, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution*, p. 109 et suivantes. Paris, Libr. Fischbacher, 1906.

(4) *Idem*.

(5) *Idem*, p. 164 de la Constitution.

principes illimités de liberté sur lesquels il se fonde et d'avoir recours à tous les sophismes, à tous les actes arbitraires pour commander les élections. Il vaudrait mieux former un corps conservateur, fortifier, proroger l'existence du Conseil des Anciens, y donner une place à tous les membres sortants du Directoire, et choisir toujours parmi eux les nouveaux, leur accorder un droit de proposition; enfin assurer, par une barrière invincible, la stabilité des bases constitutionnelles de la République et des principes de la Révolution, et laisser ensuite une pleine liberté dans l'élection du Conseil des Cinq-Cents.

M<sup>me</sup> de Staël défendait en somme la grande idée conservatrice qui était la raison profonde du coup d'État du 18 fructidor. « C'était moins la Monarchie et la République que la tranquille possession des avantages conquis par la bourgeoisie révolutionnaire qui était en cause (1). »

Il fallait avant tout assainir les finances, et faire la paix. Pour obtenir ce résultat une véritable dictature s'établit après le coup d'État. La Constitution de l'an III qui devait être défendue, avait été violée, mais le Directoire était devenu « le fondé de pouvoirs de cette partie de la bourgeoisie qui avait profité de la Révolution pour s'enrichir » (2).

Le désir de l'élément conservateur de sauver les fruits de sa victoire est donc parfaitement explicable et les idées de Sieyès devaient naturellement rallier ses amis les « Montmorenciens ». M<sup>me</sup> de Staël ne s'en cache point :

Le culte de cette Constitution (3) est détruit, écrit-elle (4), et c'est par la force même des pouvoirs qu'il faut défendre les premiers principes qui sont la base et de la République et de la Révolution : la représentation nationale et l'anéantissement de tout privilège héréditaire. Sieyès avait si bien prévu les défauts de la Constitution qu'il voulait prévenir par un jury constitutionnaire la lutte probable des deux pouvoirs.

---

(1) MATHIEZ, *Le Coup d'État du 18 fructidor an V* dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1929, p. 521.

(2) *Idem*, p. 549.

(3) La Constitution de l'an III.

(4) M<sup>me</sup> DE STAËL, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution*, p. 120.



Mais au lieu d'avoir un jury éligible et temporaire comme l'avait prévu Sieyès, M<sup>me</sup> de Staël demandait que les attributs de ce jury constitutionnaire fussent « réunis à la puissance du Conseil des Anciens » (1). Craignant qu'un corps uniquement destiné à régler les querelles entre les pouvoirs ne perde son crédit, elle voulait que l'on y prenne les membres du Directoire qui y retourneraient après avoir gouverné.

Soulignant le caractère conservateur de cette institution, M<sup>me</sup> de Staël ajoutait :

Les démocrates savent conquérir, les aristocrates conserver. Les démocrates, après leur triomphe, doivent étudier avec soin les moyens des aristocrates, pour adopter tous ceux qui ne sont pas préjugés, mais calculs (2).

Et M<sup>me</sup> de Staël, logique dans son système, demandait qu'une grande fortune soit attachée aux places du Conseil des conservateurs; ainsi « la fortune unie à la puissance aurait l'avantage sur la fortune sans crédit » (3). Ressuscitant au profit des sénateurs la grande propriété, M<sup>me</sup> de Staël pensait leur donner ainsi une plus grande indépendance et les rendre plus aptes à leur mission conservatrice. Il s'agissait en somme de rapprocher le personnel des anciennes assemblées révolutionnaires des propriétaires nantis et de ceux qui avaient été dépossédés. Les triomphateurs de fructidor se créaient ainsi d'utiles alliés pour la réaction qu'ils voulaient entreprendre contre le mouvement révolutionnaire définitivement arrêté.

Aucun des auteurs de cette époque ne s'exprime à cet égard avec plus de clarté que M<sup>me</sup> de Staël. Mais elle n'était certainement que l'interprète des idées de son milieu. Daunou, par exemple, sans se découvrir autant qu'elle, préparait de son côté le plan d'une « République libérale

---

(1) M<sup>me</sup> DE STAËL, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution*, p. 120 et suivantes.

(2) *Idem*, p. 121.

(3) *Idem*, p. 169.

réellement représentative », mais où la stabilité, la coordination des pouvoirs et la prépondérance de l'exécutif sur les points où l'expérience l'avait montrée nécessaire, étaient établies avec soin et avec habileté; il prévoyait un Consulat de trois membres dont un Premier Consul, élus tous les trois pour dix ans et participant à l'initiative des lois, un Conseil d'État, un Sénat-Conservateur se recrutant par cooptation et composé de membres inamovibles, un Corps législatif qui cessait d'être permanent. Le Premier Consul n'était pas rééligible, et s'il commandait aux armées, il était suspendu de ses pouvoirs civils. Les élections législatives étaient à trois degrés; la censure des journaux était rétablie. Les conflits des pouvoirs publics étaient résolus par une procédure spéciale d'arbitrage (1).

Les principales idées qui devaient se retrouver dans la Constitution de l'an VIII peuvent donc être discernées dans ces divers projets créés par ceux qui fréquentaient le cercle des Montmorenciens. Sieyès, qui devait être le père de la future Constitution, préparait lentement son œuvre. Depuis longtemps il jugeait que le Directoire devait disparaître, mais il pensait aussi qu'un gouvernement qui tombe n'entraîne pas toujours dans sa perte ceux qui sont à sa tête.

Autour de lui, on était persuadé qu'il présenterait toute rédigée la fameuse Constitution « dont on parlait depuis dix ans comme l'arche d'alliance qui devait réunir tous les partis; mais, par une bizarrerie singulière, il n'avait rien écrit sur ce sujet » (2). Cependant le temps pressait et dans ces hommes politiques usés, dans ces consciences minées, apparaissent peu à peu l'égoïsme et la perversité de leurs convoitises intimes. Ils ne se préoccupaient pas de la République, mais d'eux-mêmes et leurs intérêts. Selon un mot

---

(1) Cf. TAILLANDIER, *Documents biographiques sur Daunou*. Paris, 1841, in-8.

(2) M<sup>me</sup> DE STAËL, *Considérations sur la Révolution française*, chap. III.

de Sieyès, il ne s'agissait plus de sauver la Révolution, mais de sauver les révolutionnaires.

Pendant que Barras se tournait vers Louis XVIII et lui promettait de coopérer à la restauration de la monarchie légitime, Sieyès cherchait un appui dans l'armée. Il lui fallait une épée, aussi sondait-il Moreau, Jourdan, Bernadotte, Macdonald, et enfin Bonaparte. Ce général devait être le bras, lui serait la tête et imposant ses idées il dicterait à la France la Constitution à laquelle il pensait depuis longtemps.

---

CHAPITRE II

ÉLABORATION DE LA CONSTITUTION  
DE L'AN VIII

## RÉSUMÉ

---

*Le Coup d'État du 18 brumaire. — Élaboration par Sieyès de la Constitution de l'an VIII. — La place du Corps des Conservateurs. — Oppositions d'idées et de tendances entre Bonaparte et Sieyès. — Talleyrand et Rœderer s'entremettent. — Rapprochement des deux Consuls. — Habileté de Bonaparte pour augmenter le rôle du Premier Consul et pour réduire celui du Sénat-Conservateur. — Daunou devient secrétaire de la Commission chargée d'élaborer la Constitution. — Sieyès se sentant vaincu paraît se désintéresser de tout.*

---

Le 19 brumaire an VIII, après que l'on eut établi un gouvernement provisoire, les acteurs du coup d'État se hâtèrent de regagner Paris. A 2 heures du matin, Sieyès ramena Boulay de la Meurthe dans sa voiture et tous deux rentrèrent au Luxembourg (1). Le lendemain matin Boulay alla trouver Sieyès et lui dit (2) : « Eh bien ! citoyen, vous voilà dans le provisoire, c'est un état que je n'aime pas, il faut en sortir au plus tôt. J'ai lieu de croire, et c'est l'opinion générale, que vous avez une Constitution toute prête ; il faut la produire, la discuter et la faire adopter. Il n'y a pas de temps à perdre, on compte généralement sur vous. — J'ai bien quelques idées dans la tête, répondit Sieyès, mais rien n'est écrit et je n'ai ni le temps, ni la patience de les rédiger. » Boulay servit alors de secrétaire à Sieyès du 20 au 30 brumaire et un projet de Constitution fut rédigé.

L'autorité devait venir d'en haut, c'est-à-dire de la représentation nationale ou du peuple représenté. Des listes de notabilités communales et départementales étaient formées par suffrages successifs. Un collège des Conservateurs était chargé de recevoir les listes élémentaires de la liste nationale, de les examiner, de les épurer en usant de la faculté d'en retrancher jusqu'à un dixième, d'en

---

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *Théorie constitutionnelle de Sieyès*, p. 1.

(2) *Idem.*



composer une liste générale et de la publier comme liste nationale (1).

D'après Sieyès, le Corps des Conservateurs composé de quatre-vingts membres au moins et de cent au plus, qui devaient se recruter par cooptation, n'était rien dans l'ordre exécutif, rien dans le gouvernement, rien dans l'ordre législatif. C'était une « magistrature constitutionnelle » (2) chargée de maintenir la Constitution dans toute sa pureté, en statuant sur les difficultés d'application et les conflits de compétence, ou bien de réprimer les atteintes qui auraient pu lui être portées (3). Ce corps devait, en outre, choisir dans la liste nationale les représentants de l'ordre législatif. Il établissait ainsi un corps, ou pour mieux dire un jury législatif, composé de 400 membres, renouvelé chaque année par quart. Ce corps devait faire les lois, c'est-à-dire « les actes imposant obligation aux citoyens » (4). Un Tribunat avait pour mission spéciale de mettre le corps en action.

En somme, Sieyès établissait un système qui ressemblait à une vaste pyramide assise sur une base immense et se terminant en pointe. La base était la masse du peuple, et la pointe le Grand Électeur, magistrat suprême chargé « d'observer l'étendue de l'horizon politique, d'y dissiper les nuages et d'y rétablir la sérénité » (5).

Sieyès revenant de Saint-Cloud n'imaginait pas qu'en fait de talents politiques, Bonaparte se portât son égal (6). Dans son plan il avait arrangé les choses de façon à avoir le maniement de toutes les affaires et la représentation extérieure; le général n'eût été à côté de lui qu'un connétable commandant d'armée (7). Mais Bonaparte fut assez

---

(1) BOULAY, *Théorie constitutionnelle de Sieyès*, p. 19.

(2) *Idem*, p. 32.

(3) *Idem*, p. 33.

(4) *Idem*, p. 21.

(5) *Idem*, p. 29.

(6) LAREVEILLIÈRE-LÉPEAUX, t. II, p. 421.

(7) *Idem*.

habile pour prendre de la Constitution ce qui lui convenait, pour rejeter ce qui le gênait et pour y substituer ce qui pouvait le mener rapidement à la puissance souveraine. Sans qu'il n'y ait eu aucune délibération préparatoire, il était bien entendu que Bonaparte devait occuper un rang éminent dans le nouveau gouvernement qu'il s'agissait d'établir. « Ainsi, écrit Boulay, le voulait la force des choses et des circonstances; cela était dans l'attente générale et en quelque sorte commandé par l'opinion publique, qui attachait son principal espoir à ce que la direction des affaires fût confiée aux mains de ce général (1). » Sieyès apprit d'ailleurs bientôt que le général élevait des doutes et faisait des objections sur certaines parties de son plan. Il en fut alarmé car ce dernier, fruit de longues méditations solitaires, ne pouvait pas être mutilé sans risquer, selon lui, d'être complètement défiguré (2). Sieyès voulut alors défendre son œuvre; il invita chez lui les personnes les plus influentes parmi celles qui devaient concourir à l'acte constitutionnel : plusieurs membres des deux commissions, Rœderer, Talleyrand. Ces personnages approuvèrent son projet (3). Pendant ce temps Bonaparte se tenait sur la réserve. Rœderer lui expliquait les idées de Sieyès et il reportait ensuite les objections de Bonaparte à Sieyès (4). Il passa ainsi huit ou dix jours de suite au Luxembourg, allant et venant d'un pavillon à l'autre pour tout éclaircir et tout arrêter entre les deux Consuls (5). Le point principal du dissentiment entre les Consuls était de décider si le chef de l'État serait uniquement le Grand Électeur des ministres, des généraux, des ambassadeurs, n'ayant qu'à veiller à l'activité de chacun sans rien avoir à faire par lui-même; ou si le chef de l'État étant le plus illustre guerrier

---

(1) BOULAY, *Constitution de l'an VIII*, p. 45.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) RŒDERER, *Œuvres*, t. III, p. 303.

(5) *Idem.*

de l'Europe serait obligé de remettre en cas de guerre le sort de l'État à des généraux moins capables que lui (1). Bonaparte après avoir entendu de Rœderer ce que Sieyès voulait faire de son grand électeur et lui avoir dit qu'il ne comprenait pas le rôle attaché à ce titre ajouta : « Il me semble que Sieyès, Roger Ducos et moi exerçant le pouvoir exécutif sous le nom de consuls, il n'y a pas besoin d'autre autorité dans le gouvernement. » Sieyès, à qui furent rapportées ces paroles, dit : « Le général Bonaparte, consul et général entre Roger Ducos et moi, n'a qu'un coup de coude à donner pour nous mettre de côté. » Bonaparte multiplia alors ses assurances d'affection, de reconnaissance et de considération pour Sieyès (2). Ce dernier chargea Rœderer de dire à Bonaparte que Roger Ducos et lui ne voulaient point être consuls et qu'ils bornaient leur ambition à entrer au Sénat. Talleyrand s'entremet alors et il se chargea de ménager entre Sieyès et Bonaparte une entrevue qui dura six heures. La discussion fut fort vive, elle porta principalement sur certaines attributions du Collège des Conservateurs, sur la structure du gouvernement et sur le Grand Électeur (3).

Les esprits s'aigriissaient sans que les négociations parussent avancer. Lucien Bonaparte de son côté s'emportait. Il disait à Rœderer et à Boulay :

Vous voulez des conservateurs à vie et qui mettez-vous dans ce corps ? des hommes qui auront été membres des assemblées nationales ? Mais tous ces hommes déplaisent à la nation. On dira que vous voulez ressusciter les ducs et les pairs et qu'il vaudrait beaucoup mieux les avoir conservés, ainsi que le roi au lieu d'un Grand Électeur.

Enfin une nouvelle conférence eut lieu le lendemain où on se rapprocha. Les deux sections poursuivirent rapidement leur travail et il fut arrêté que tous les jours on se

---

(1) RŒDERER, *Œuvres*, t. III, p. 303.

(2) *Idem*, p. 304.

(3) BOULAY, *Constitution de l'an VIII*, p. 49.

réunirait, le soir, dans le salon de Bonaparte pour l'examen et la discussion du projet. Cette réunion se composa constamment des deux commissions et des trois consuls provisoires. On y consacrait une grande partie de la nuit (1). Bonaparte précipita le débat de telle sorte qu'en dix ou douze séances tout fut terminé. Il eut l'art de se servir de Sieyès contre les commissions, et des commissions contre Sieyès. Il dit à son collègue : « Ces gens-là sont trop vils pour vous et pour moi (2). » Après que Sieyès eut exposé son plan, les assistants l'admirent, mais ils trouvèrent qu'il ne fournissait pas à la discussion une base positive. Daunou se chargea alors de fournir un projet nouveau qui pécha par la complication des rouages. Mais la coexistence des deux plans permit à Bonaparte de les opposer l'un à l'autre et de retenir dans chacun d'eux ce qui lui agréait. Il dit à Daunou : « Citoyen Daunou, prenez la plume et mettez-vous là (3). » C'est ainsi que ce dernier devint rédacteur de la nouvelle Constitution.

Les listes de notabilités, le droit d'élection transféré du peuple au Sénat, le Tribunat et le Corps législatif passèrent sans difficultés.

Au titre de Collège des Conservateurs, les commissions préférèrent celui de Sénat-Conservateur. Bonaparte voyait cette institution d'un œil inquiet et il fit tous ses efforts pour l'affaiblir (4). Il demanda que l'âge de quarante-cinq ans fût exigé pour être éligible, et comme les assistants faisaient remarquer que cette condition était incompatible avec la faculté donnée à ce Corps d'appeler à lui tout

---

(1) BOULAY, *Constitution de l'an VIII*, p. 56. Voir également sur le travail des commissions législatives et les modifications du projet de Sieyès-Rœderer, t. III, p. 303 et suivantes.

THIBAUDEAU, *Le Consulat et l'Empire*, t. I, p. 100 et suivantes.

VANDAL, *L'Avènement de Bonaparte*, t. I, p. 508 et suivantes.

(2) Notes manuscrites de Grouvelle citées par VANDAL, *L'Avènement de Bonaparte*, t. I, p. 510.

(3) TAILLANDIER, *Notice sur Daunou*, 174-188. Cité par VANDAL, t. I, p. 511.

(4) BOULAY, *Constitution de l'an VIII*, p. 61.

citoyen dont l'ascendant lui paraîtrait dangereux pour l'ordre public, Bonaparte soutint que ce droit ne devait pas lui être accordé parce qu'ayant ordinairement quinze à vingt places vacantes dans son sein, il pourrait désorganiser le gouvernement en lui enlevant brusquement les hommes les plus essentiels (1). Boulay fit admettre l'âge de quarante ans et sur la demande de Sieyès on décida que la nomination pour chaque place vacante ne pourrait se faire par le Sénat que par un choix entre trois candidats présentés, le premier par le Corps législatif, le second par le Tribunat et le troisième par le chef du gouvernement.

Une autre question, fort épineuse, fut de savoir si le Sénat aurait le droit d'appeler à lui extraordinairement tout citoyen dont l'ambition et la trop grande supériorité lui paraîtraient inquiétantes pour le maintien de l'ordre public. Bonaparte s'était élevé contre cette disposition qu'il estimait avoir été inventée spécialement pour lui (2). Boulay prit alors la parole et il montra que ce droit conféré au Sénat ne pouvait être entre ses mains qu'une cause toujours présente d'inquiétude et une entrave pour le Gouvernement. Les assistants approuvèrent les paroles de Boulay et Sieyès n'insista pas (3). Il fut également décidé que le nombre des sénateurs serait réduit à 80, dont 60 seraient d'abord nommés et dont 20 autres devaient être élus en dix ans, par l'addition de deux par an.

Le Sénat n'obtint pas non plus le droit de censure qu'on voulait lui donner relativement à la liste nationale. Enfin le traitement de chaque sénateur fut réduit au quart de celui que Sieyès lui avait assigné.

Les difficultés recommencèrent quand on en vint au Grand Électeur. Dans la conception de Sieyès, Bonaparte planait inactif au-dessus des deux consuls. Daunou conférait au Grand Électeur le droit de nommer seul tous les

---

(1) BOULAY, *Constitution de l'an VIII*, p. 61.

(2) *Idem*, p. 62.

(3) *Idem*, p. 68.



agents dont la désignation appartiendrait à l'Exécutif, mais il ajoutait : « Dans tous les autres actes du pouvoir exécutif, le deuxième et le troisième Consuls ont voix délibérative comme le premier. » Bonaparte dicta à Daunou ces lignes décisives qui remplacèrent le texte proposé (1) : « Dans les autres actes du Gouvernement le deuxième et le troisième Consuls ont voix consultative. Ils signent le registre de ces actes pour constater leur présence, et s'ils veulent ils y consignent leurs opinions; après quoi la décision du Premier Consul suffit. »

Sieyès se sentant vaincu parut dès lors se désintéresser de tout. A Bonaparte, qui lui demanda quelle compensation il désirait, il répondit : « Rien, je ne demande qu'une retraite (2). »

Bonaparte avait marqué profondément de son empreinte la nouvelle Constitution qui allait être imposée à la France.

---

(1) Voir VANDAL, *L'Avènement de Bonaparte*, t. I, p. 513.

(2) Notes manuscrites de Grouvelle, citées par VANDAL, *Avènement de Bonaparte*, p. 514.





CHAPITRE III

**LA PLACE DU SÉNAT-CONSERVATEUR  
DANS LA  
CONSTITUTION DE L'AN VIII**

## RÉSUMÉ

---

*Rôles respectifs dans la Constitution de l'an VIII du Premier Consul et du Sénat-Conservateur. — Les lacunes du nouvel acte constitutionnel. — Critiques adressées à la Constitution. — Elle est néanmoins bien accueillie par la masse de la nation. — Son éloge par Cabanis devant les Cinq-Cents et par Rœderer dans le journal de Paris. — Les milieux politiques espèrent que la situation respective des pouvoirs établira des « coalitions », des « systèmes d'oppositions » qui aideront le progrès politique. — Le peuple ne voit dans la Constitution que le pouvoir donné à Bonaparte. — Mise en vigueur de la Constitution.*

---

Le Grand Électeur avait disparu pour faire place à un Premier Consul qui ne pouvait plus être absorbé par le Jury constitutionnaire devenu le Sénat-Conservateur, nom plus digne et qui sentait moins la création révolutionnaire. Les listes de notabilités étaient admises telles que les avait créées Sieyès. Le Conseil d'État préparait la loi, le Tribunal la discutait, le Corps législatif la votait ou la rejetait. Enfin au sommet de l'édifice se trouvait le Sénat-Conservateur (1).

Il demeurait un électeur et un gardien de la Constitution. La première fonction lui donnait le droit d'élire sur la liste nationale les tribuns, les consuls, les juges de cassation et les commissaires à la comptabilité nationale. Cette attribution donnait à ce corps un pouvoir considérable, car en modifiant progressivement la composition des assemblées il pouvait influencer sur la politique tout entière.

Conservateur de la Constitution, le Sénat maintenait ou annulait tous les actes qui lui étaient déférés comme inconstitutionnels par le Tribunal ou par le Gouvernement.

La Constitution de l'an VIII contenait une regrettable lacune car elle était muette sur la procédure à suivre en cas de revision constitutionnelle. En l'an III, le jury constitutionnaire devait rédiger le cahier de propositions de

---

(1) Le titre II de la Constitution de nivôse an VII est tout entier consacré au Sénat-Conservateur. Archives Nationales. Registres du Sénat-Conservateur, série C. C. I, p. 1.

revisions. Pourquoi la nouvelle Constitution laissait-elle dans l'ombre ce point important? Sans doute Bonaparte voulait-il donner à la nation l'impression que l'acte nouveau était définitif. Dès cette époque cependant il était facile de prévoir que ce serait au Conservateur de la Constitution que reviendrait la tâche de la modifier.

Les sénateurs étaient richement dotés et des revenus du domaine national étaient affectés aux dépenses de l'Assemblée et au traitement annuel de ses membres. Celui-ci s'élevait au vingtième de celui du Premier Consul. Les sénateurs devaient ainsi toucher chacun 25.000 francs, somme considérable pour l'époque et de beaucoup supérieure aux traitements des tribuns et de législateurs qui ne recevaient respectivement que 10.000 à 15.000 francs.

Pour empêcher que les sénateurs n'acquissent trop d'influence, la Constitution décidait qu'ils seraient à jamais inéligibles à tout autre fonction publique. Par cette disposition, les rédacteurs de l'acte nouveau avaient pensé empêcher la formation d'une aristocratie trop puissante dont l'opposition eût pu gêner l'action politique du Gouvernement.

La Constitution de l'an VIII n'était pas à l'abri de toute critique. Les objections que les membres des anciennes assemblées élevèrent dès le début portaient sur l'organisation du Tribunat dont ils redoutaient la turbulence et les excès, sur l'attribution exclusive donnée au Conseil d'État de rédiger les lois avant qu'elles aient pu être discutées au Corps législatif, sur la durée à vie des fonctions des Conservateurs et enfin sur la force immense donnée au pouvoir exécutif (1).

Le système de Sieyès décomposait chacune des fonctions politiques en les attribuant à des corps différents; les

---

(1) CABANIS, *Quelques considérations sur la nouvelle Constitution*, rapport à la Commission du Conseil des Cinq-Cents. Séance du 25 frimaire an VIII. Archives Nationales, A. D. XVIII, A 13.

rôles du Tribunat et du Corps législatif paraissaient assez vains puisque toute la force véritable résidait dans le pouvoir exécutif; le Sénat lui-même devait sentir peser sur lui l'ennui de l'inaction. Les fonctions de gardien de la Constitution et d'électeur étaient en effet bien peu absorbantes.

Les contemporains espéraient que la situation respective des pouvoirs établirait des « coalitions », des « systèmes d'opposition » destinés à aider le progrès politique (1). Mais la complexité même de la Constitution rendait les rapports des Assemblées fort délicats, toutes devaient se montrer jalouses de la supériorité du pouvoir exécutif et se jeter dans une vaine opposition. Cependant le Sénat-Conservateur semblait dès l'an VIII le plus ferme appui politique du Gouvernement. La possibilité de conspirations ourdies au sein de cette Assemblée paraissait bien improbable. En effet, le Sénat devait périr si le pouvoir exécutif perdait de sa force constitutionnelle et il devait périr également si l'esprit de la liberté s'affaiblissait dans le Tribunat et dans le Corps législatif. Son intérêt le plus évident était donc de « maintenir l'équilibre entre toutes les autorités » (2).

Le rôle du Sénat paraissait alors particulièrement facile, car la Constitution de l'an VIII avait réellement créé un Gouvernement solidement armé. Sans doute, la puissante immobilité du Sénat, la turbulence du Tribunat, la responsabilité des ministres ne pouvaient constituer des barrières durables aux usurpations de pouvoir des Consuls, mais le souvenir des inconvénients, de l'instabilité des lois, des révolutions sanglantes était si vivace que la nouvelle Constitution fut bien accueillie par la masse de la nation, surtout parce qu'elle établissait un gouvernement stable. Tous les autres inconvénients disparurent devant ce grand bienfait. Cabanis, philosophe et membre de l'Institut, fai-

---

(1) CABANIS. Archives Nationales, A. D. XVIII, A 13.

(2) *Idem.*



sait l'éloge de l'œuvre nouvelle devant les Cinq-Cents (1). Les métaphysiciens, dont la place paraissait assurée au Sénat, se félicitaient d'une constitution susceptible de consacrer l'inaltérabilité de leurs privilèges.

Cabanis s'écriait dans son rapport : « Hommes de tous les partis, respirez enfin : toutes les dénominations de la haine sont abolies; il n'y a maintenant que des Français. Vous ne pouvez plus être oppresseurs, mais aussi vous ne serez plus opprimés... » Garat devant les Anciens tenait le même langage, toutefois il reconnaissait que les libertés publiques avaient peu de garanties. La gloire de Bonaparte suffirait, selon lui, à les leur donner. « La borne, disait-il non sans quelque naïveté, sera d'autant plus sûre qu'elle ne sera plus dans une charte, mais dans le cœur et dans les passions mêmes du grand homme » (2). Roederer de son côté étalait dans le *Journal de Paris* le même enthousiasme et la même confiance. Il affirmait que « grâce à la double combinaison des listes de notabilités et du Sénat électeur, la France, pour la première fois, aurait l'avantage de ne recevoir d'ordres et de lois que de la part d'hommes de son choix ».

L'erreur des milieux politiques paraît donc évidente : ils pensaient que la Constitution consacrerait le règne d'une élite intellectuelle, issue des assemblées révolutionnaires et qui trouverait sa place dans les corps nouvellement constitués, particulièrement dans le Sénat. La population française plus simpliste ne se laissa pas ainsi égarer. Le nom éclatant de Bonaparte couvrait l'œuvre tout entière. Qu'importaient les détails ignorés de la masse pourvu que le grand vainqueur fût partie du Gouvernement. Un officier municipal se promena dans Paris au mois de frimaire pour proclamer aux carrefours la Constitution, et chacun

---

(1) CABANIS, *Quelques considérations sur l'organisation sociale en général et particulièrement sur la nouvelle Constitution*, imprimées par ordre de la Commission des Cinq-Cents. Séance du 25 frimaire an VIII, A. D. XVIII, A 13.

(2) GARAT, *Rapport aux Anciens*, A. D. XVIII, A. 32.

s'agitait si bien pour en entendre la lecture que personne n'en attrapait une phrase de suite. Une femme dit à sa voisine : « Moi, je n'ai rien entendu. — Moi, je n'ai pas perdu un mot. — Eh bien ! qu'y a-t-il dans la Constitution ? — Il y a Bonaparte !... (1). »

La loi sur la mise en vigueur de la Constitution porte que le Sénat-Conservateur et les Consuls entreraient en fonction le 4 nivôse an VIII (2). La première séance de cette assemblée se tint donc à cette date. Le 6 nivôse les Consuls adressèrent au Sénat un message faisant connaître l'installation définitive du Gouvernement :

Les Consuls emploieront, disait-il, dans toutes les circonstances, tous les moyens pour détruire l'esprit de faction, créer l'esprit public et consolider la constitution qui est l'objet des espérances du peuple français. Le Sénat des Conservateurs sera animé du même esprit, et par sa réunion avec les Consuls, seront déjoués les malintentionnés, s'il pouvait en exister dans les premiers corps de l'État (3).

Les nominations des sénateurs allaient sceller de plus en plus l'union du Sénat et du Gouvernement. Elles allaient ruiner les derniers obstacles qui séparaient Bonaparte du pouvoir absolu.

---

(1) *Gazette de France* du 26 frimaire.

(2) Archives Nationales, carton C. C. 1, p. 6.

(3) *Moniteur* du 8 nivôse an VIII.

---



DEUXIÈME PARTIE

**LE CONSULAT**

---

CHAPITRE IV

**LA FORMATION DU SÉNAT**

Plus je vieillis, plus je m'aperçois  
que chacun doit remplir son destin.

*(Lettre de Bonaparte à Cam-  
bacérés, 28 nivôse an X.)*

## RÉSUMÉ

---

*Le mode d'élection des premiers sénateurs. — Les listes de Regnault de Saint-Jean-d'Angely et de Lucien. — Influence prépondérante de Sieyès. — Le parti Sieyès. — La première et la seconde promotion. — Majorité d'anciens membres des assemblées révolutionnaires. — Le Sénat reçoit des illustrations des milieux les plus divers. — Don de la terre de Crosne à Sieyès. — Son influence décroît. — Les nominations en l'an VIII et en l'an IX. — La conspiration de Marengo. — L'aventure de Clément de Ris. — Soumission des Assemblées politiques. — Symptôme d'opposition.*

---

La Constitution attribuant au Sénat-Conservateur des pouvoirs considérables, il convenait de prendre des précautions spéciales pour le mode de nomination et pour le choix des membres de la nouvelle Assemblée.

Les Consuls sortants : Sieyès et Roger Ducos, les deuxième et troisième Consuls : Cambacérès et Lebrun, furent chargés de la nomination des premiers membres du Sénat, c'est-à-dire des 29 personnages qui, avec les deux Consuls sortants, formeraient le nombre de 31, majorité absolue de l'Assemblée. Le corps se recruterait ensuite par cooptation, 60 sénateurs devant être nommés au cours de l'an VIII. Durant les dix années suivantes, deux nouveaux membres devaient être choisis chaque année de façon à élever le nombre des sénateurs à 80 par addition graduelle (1).

Le choix des membres n'était point libre comme en l'an III puisqu'il devait se porter sur un des trois candidats présentés, le premier par le Corps législatif, le second par le Tribunat et le troisième par le Premier Consul. Le personnage présenté à la fois par les trois autorités devait d'ailleurs être admis d'office. Le Premier Consul sortant de place devenait nécessairement sénateur, disposition qui constituait le seul vestige de l'absorption prévue par

---

(1) Titre II de la Constitution de nivôse an VIII. Archives Nationales, registre du Sénat-Conservateur, série C. C. 1, p. 1.



Sieyès pour le Grand Électeur. Les deux autres Consuls durant le mois qui suivait l'expiration de leurs fonctions pouvaient prendre place au Sénat sans que la Constitution les eût obligés d'user de ce droit.

Le 3 nivôse (24 décembre), Sieyès, Roger Ducos, Cambacérès et Lebrun se réunirent dans une salle du Luxembourg pour procéder à la nomination des premiers sénateurs. Les listes avaient été préparées à l'avance par Sieyès qui dicta les premiers choix en une nuit (1). Il n'avait point abandonné à cette époque l'idée de peupler la première assemblée de ses amis, de se créer ainsi une position inviolable susceptible de lui fournir les moyens de contre-balancer l'influence de Bonaparte. Du reste, celui-ci arrivant à la tête des affaires connaissait peu le personnel administratif (2) et les hommes attachés aux emplois civils (3) et il dut s'en remettre à ceux qui, comme Sieyès, avaient fait partie des assemblées révolutionnaires. Cependant, le Premier Consul s'entourait de tous les renseignements qu'il pouvait recueillir (4) et durant le commencement de nivôse furent dressées des listes comprenant les noms des futurs sénateurs. Regnault de Saint-Jean-d'Angely et Lucien en étaient les auteurs (5); elles comprenaient surtout un grand nombre de constituants et de conventionnels désignés avec un esprit assez large puisqu'à côté d'évêques constitutionnels comme Grégoire, d'hommes comme Daunou, Homberg aîné, juif ancien commissaire du Comité de Salut Public au Havre, elles comprenaient des modérés comme Lacuée, Emmery, Tronchet, Volney, Lacépède, Monge, Berthollet, Fourcroy.

Cependant leur choix avait été fait avec une certaine

---

(1) Notes manuscrites de Grouvelle citées par VANDAL, t. I, p. 547.

(2) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. II, p. 103.

(3) *Idem*, p. 103.

(4) *Idem*, p. 90, 96 à 102.

(5) *Idem*, p. 102.

prudence car Bonaparte, ne voulant point encourager la réaction, avait mis la commission du Luxembourg en garde contre le parti d'Orléans susceptible de devenir un jour dangereux (1). Ces listes ne furent d'ailleurs point acceptées. Quelques-uns des personnages proposés entrèrent au Conseil d'État, d'autres devinrent ministres, d'autres enfin furent jugés trop obscurs pour faire partie du Sénat (2). Beaucoup des candidats proposés par Lucien furent également rejetés (3). Daunou et Chénier, qui avaient été proposés, furent ensuite écartés parce qu'ils avaient essayé de stipuler des garanties dans la Constitution. Bonaparte les élimina en faisant décider que nul ne pourrait entrer au Sénat s'il n'avait quarante ans. La candidature de Grégoire fut également repoussée; l'intransigeance de l'ancien évêque laissant en effet déjà pressentir en lui un dangereux opposant.

Malgré ces radiations, Sieyès fit entrer dès le début au Sénat une très grande majorité de membres des anciennes assemblées révolutionnaires, ses amis, les modérés des Conseils des Anciens et des Cinq-Cents. Déjà ce groupe qui

---

(1) Une de ces listes rédigée par Regnault de Saint-Jean-d'Angely dictée ou du moins inspirée par Bonaparte est précédée d'observations générales disant : « Il est certain que les partisans de cette Maison (d'Orléans) intriguent sourdement. Parmi les différentes preuves qu'on peut en avoir, en voici une bien frappante. Le journal dit l'Aristarque qui prêche ouvertement le royalisme est rédigé par un nommé Voidel, ancien membre de l'Assemblée Constituante, l'un des patriotes les plus fougueux de la Révolution. Il fut pendant plusieurs mois président du Comité des recherches qui fit arrêter et pendre le marquis de Favras et qui donna tant d'inquiétude à la Cour. » (Cf. BOURRIENNE, t. II, p. 96.)

(2) Ce fut le cas de Camus archiviste du Corps législatif, de Laloi ancien conventionnel et membre des Anciens, de Mollevault des Anciens, de Thibault du Cantal des Cinq-Cents et de l'homme de lettres Giraudet, auteur d'un ouvrage sur la doctrine de l'impôt. (BOURRIENNE, t. II, p. 100.)

(3) C'étaient Colin, homme de loi à Paris qui n'avait jamais parlé en public et dont le seul mérite était l'amitié du ministre de l'Intérieur; Parrant, négociant à Limoges et ancien directeur de la monnaie; Buffault, manufacturier à la Sênetière; Senès de Toulon, ancien procureur syndic de 1792; Demeunier, ex-constituant et Mourges, ancien ministre de l'Intérieur en 1792 et ami de Talleyrand et de Maret. (BOURRIENNE, t. II, p. 102.)

avait soutenu la politique du Directoire avait reçu le nom de parti Sieyès (1).

La commission du Luxembourg commença par choisir les membres des commissions législatives (2). Cornet (3), ancien député du Loiret au Conseil des Anciens et l'un des principaux collaborateurs de Bonaparte durant les journées des 18 et 19 brumaire, Beaupuy (4), Lemer cier (5), Fargues (6) et Lenoir Laroche (7) des Anciens. Ce dernier ayant siégé à l'Assemblée constituante avait eu le courage d'élever la voix en faveur de Louis XVI. Plus tard, il avait professé la législation à l'École Centrale du Panthéon et il avait été appelé par le Directoire au ministère de la Police. Il avait participé au coup d'État du 18 brumaire. Creusé Latouche (8) de la Commission des Cinq-Cents, ancien constituant et ancien conventionnel où il s'était tenu parmi les modérés et les circonspects, était aussi un brumairien. Il avait voté la détention de Louis XVI et son bannissement à la paix. Son influence aux Cinq-Cents avait été considérable et il avait été un orateur écouté aux Anciens.

Cabanis (9) de la Commission des Cinq-Cents fut également nommé. Ancien ami de Mirabeau, il avait embrassé avec ardeur les principes de la Révolution dont il s'était

---

(1) Notes manuscrites de Grouvelle citées par VANDAL, t. I, p. 516.

(2) Archives Nationales, registre C. C. 1, p. 7.

(3) CORNET (Mathieu-Augustin), né à Nantes le 19 avril 1750, mort à Paris le 1<sup>er</sup> mai 1832.

(4) BEAUPUY (Nicolas-Charles Bacharetie DE), né à Limœuil-Mussidan (Dordogne) le 5 avril 1751, mort à Pau, commune de Saint-Géry (Dordogne) le 19 septembre 1802.

(5) LEMERCIER (Louis-Nicolas), né à Saintes le 23 décembre 1755, mort à Paris le 11 janvier 1849.

(6) FARGUES (Henri), né à Saint-Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées) le 13 novembre 1757, mort à Paris le 24 septembre 1804.

(7) LENOIR LAROCHE (Jean-Jacques), né à Grenoble le 29 avril 1749, mort à Paris le 17 février 1825.

(8) CREUSÉ LATOUCHE (Jacques-Antoine), né à Châtellerault le 18 septembre 1849, mort au Pou, commune de Vaux (Vienne), le 23 octobre 1800.

(9) CABANIS (Pierre-Jean-Georges), né à Cosnac (Corrèze) le 5 juin 1757, mort à Rueil, commune de Seraincourt (Seine-et-Oise) le 6 mai 1808.

constitué le théoricien. Très lié avec Sieyès qui l'avait chargé de rédiger la proclamation recommandant au peuple la révolution du 18 brumaire, Cabanis, membre de l'Institut, devait retrouver au Sénat quelques-uns de ses collègues : Berthollet (1), ancien collaborateur de Lavoisier qui avait accompagné Bonaparte en Égypte, Lacépède (2), ancien président de l'Assemblée législative et professeur au Muséum d'histoire naturelle; Monge (3), ancien ministre de la Marine qui avait mis toute sa science au service de la Révolution et Volney (4), ancien député aux États généraux de 1789 et complice du 18 brumaire; enfin, Laplace (5) qui s'était rendu insupportable au ministère de l'Intérieur. Bonaparte l'avait transporté au Sénat avec de grands ménagements et lui avait ainsi donné une compensation pour la perte de son portefeuille (6).

Le poète Ducis, membre, lui aussi, de l'Institut, avait été désigné, mais il avait refusé ne voulant pas aliéner sa liberté en acceptant un poste officiel.

Bonaparte avait désiré faire entrer au Sénat ces savants qu'il flatta toujours. Lacépède, Monge, Berthollet et Laplace acceptèrent les faveurs de Bonaparte avec empressement et les payèrent d'une admiration soutenue.

L'idée de faire du Sénat une réunion des plus grandes illustrations de la politique, des sciences et des arts ne manquait pas de grandeur. Le Premier Consul voulut y joindre un certain nombre de généraux. Ainsi le vieux

---

(1) BERTHOLLET (Claude-Louis), né à Talloires (Haute-Savoie) le 9 décembre 1748, mort à Arcueil (Seine) le 6 novembre 1822.

(2) LACÉPÈDE (Bernard-Germain-Étienne) (de la Ville-sur-Ilлон), né à Agen le 26 décembre 1756, mort à Épinay (Seine) le 6 octobre 1825.

(3) MONGE (Gaspard), né à Beaune le 10 mai 1746, mort à Paris le 28 juillet 1818.

(4) VOLNEY (Constantin-François Chassebeuf Boisgirois), né à Craon (Mayenne) le 3 février 1757, mort à Paris le 20 avril 1820.

(5) LAPLACE (Pierre-Simon), né à Beaumont-en-Auge (Calvados) le 23 mars 1749, mort à Paris le 5 mars 1827.

(6) M<sup>me</sup> DE RÉMUSAT, t. II, p. 412.

Kellermann (1), Hatry (2), de Lespinasse (3) et le vice-amiral Pléville le Pelley (4) vinrent grossir au Sénat le nombre des admirateurs du premier général de l'époque.

Un diplomate, Resnier (5), archiviste des relations extérieures fut encore adjoint à ces personnages. D'autres membres issus des anciennes assemblées révolutionnaires furent alors nommés. Tels étaient : Lambrechts (6), ancien ministre de la Justice et président de l'Administration centrale de la Dyle; puis des Anciens : Cousin (7), Dubois-Dubais (8), Garat (9), ancien député aux États généraux de 1789, successeur de Danton à la Justice en 1792, ministre de l'Intérieur en 1793, professeur à l'École normale, membre de l'Institut et ambassadeur à Naples; Porcher (10), Rousseau (11) et Vimar (12); puis quelques constituants comme Dailly (13), Destutt-Tracy (14), le philosophe et le dernier

---

(1) KELLERMANN (François-Christophe), né à Strasbourg le 28 mai 1755, mort à Paris le 13 septembre 1820.

(2) HATRY (Joseph-Maurice), né à Strasbourg le 13 février 1742, mort à Paris le 30 novembre 1802.

(3) DE LESPINASSE (Augustin), né à Pouilly-sur-Loire (Nièvre) le 8 octobre 1736, mort à Paris le 21 novembre 1816.

(4) DE PLÉVILLE LE PELLEY (Georges-René), né à Granville (Manche) le 18 juin 1726, mort à Paris le 2 octobre 1805.

(5) RESNIER (Louis-Pierre-Pantaléon), né à Paris le 23 novembre 1759, mort à Paris (Bains de Tivoli) le 8 octobre 1807.

(6) LAMBRECHTS (Charles-Joseph-Mathieu), né à Saint-Trond (Belgique) le 20 novembre 1753, mort à Paris le 23 août 1823.

(7) COUSIN (Jacques-Antoine-Joseph), né à Paris le 29 janvier 1739, mort à Paris le 20 décembre 1800.

(8) DUBOIS-DUBAIS (Louis-Thibault), né à Cambremer (Calvados) le 13 avril 1743, mort à Cambremer le 1<sup>er</sup> novembre 1834.

(9) GARAT (Dominique-Joseph), né à Bayonne le 8 septembre 1749, mort à Ustaritz (Basses-Pyrénées) le 9 décembre 1833.

(10) PORCHER DE RICHEBOURG (Charles-Gilles), né à La Châtre le 22 mars 1752, mort à Paris le 10 avril 1824.

(11) ROUSSEAU (Jean), né à Vitry-le-François le 13 mars 1738, mort à Châtillon-sous-Bagneux (Seine) le 17 novembre 1813.

(12) VIMAR (Nicolas), né à Mesnières (Seine-Inférieure) le 30 octobre 1744, mort à Paris le 29 décembre 1839.

(13) DAILLY (Michel-François), né à Rocquencourt (Seine-et-Oise) le 26 décembre 1724, mort à Pannes (Loiret) le 20 août 1800.

(14) DESTUTT-TRACY (Antoine-Louis-Claude), né à Paris le 20 juillet 1754, mort à Paris le 9 mars 1836.



des Idéologues, ancien maréchal de camp en 1792, Lecouteux de Canteleu (1); enfin un ancien conventionnel devenu substitut du Gouvernement au Tribunal de cassation, Garan Coulon (2).

Ces personnages, membres des anciennes assemblées, étaient rompus à la politique et ils formaient l'élément essentiel de la matière sénatoriale. Parvenus grâce à la Révolution, ils devaient naturellement s'efforcer d'en maintenir les résultats. Leur mission conservatrice leur convenait donc parfaitement.

Choisis dans le même personnel, les membres de la seconde liste ne devaient pas altérer la physionomie primitive du corps. Comme la première, elle comprenait des membres des anciennes assemblées, des généraux et des savants. Chasset (3), Cornudet (4), Cretet (5), Depère (6), Herwyn (7), Péré (8), Régnier (9) et Vernier (10) représentaient le Conseil des Anciens. Ils avaient tous appuyé Bonaparte au 18 brumaire, c'étaient des hommes instruits, probes et attachés aux principes révolutionnaires (11). Du

---

(1) LECOUTEULX DE CANTELEU, comte DE FRESNELLES (Jean-Barthélemy), né à Canteleu (Seine-Inférieure) le 4 mars 1746, mort à Farceaux (Eure) le 18 septembre 1818.

(2) GARAN COULON (Jean-Philippe), né à Saint-Maixent (Deux-Sèvres) le 29 avril 1749, mort à Paris le 19 décembre 1816.

(3) CHASSET (Charles-Antoine), né à Villefranche (Rhône) le 5 mars 1745, mort à Tournus (Saône-et-Loire) le 10 septembre 1824.

(4) CORNUDET (Joseph), né à Crocq (Creuse) le 15 septembre 1755, mort à Paris le 13 septembre 1834.

(5) Cretet fit connaître le 4 nivôse au Sénat qu'il ne pouvait en faire partie ayant accepté d'autres fonctions.

(6) DEPÈRE (de Père de Meilhan Mathieu), né à Mézin-en-Agenais (Lot-et-Garonne) le 10 octobre 1746, mort à Toulouse le 6 décembre 1825.

(7) HERWYN DE NOVÈLE (Pierre-Antoine), né à Hardschoote (Nord) le 18 septembre 1753, mort à Paris le 16 mars 1824.

(8) PÉRÉ (Antoine-François), né à Arcizac-Adour (Hautes-Pyrénées) le 6 septembre 1746, mort à Tarbes le 9 janvier 1835.

(9) Régnier fit connaître le 4 nivôse que nommé Conseiller d'État il ne pouvait être sénateur.

(10) VERNIER (Théodore), né à Lons-le-Saunier le 31 mai 1731, mort à Paris le 3 février 1818.

(11) Notes de Regnault de Saint-Jean-d'Angely (BOURRIENNE, t. II, p. 90 et suivantes).

Conseil des Cinq-Cents avaient été nommés Cholet (1), Villetard (2) et Jacqueminot (3).

D'anciens constituants comme Laville-Leroulx (4), Choiseul-Praslin (5) et Røederer (6), d'anciens membres de l'Assemblée législative comme François de Neufchâteau (7) littérateur, ministre de l'Intérieur sous le Directoire et directeur à la place de Carnot après le 18 fructidor (8) et Journu Aubert (9); d'anciens conventionnels comme Dyzez (10), commissaire du gouvernement à l'administration centrale du département des Landes, furent élus sénateurs.

Des représentants du haut commerce et de la finance commencèrent à entrer au Sénat car, outre Journu Aubert, négociant à Bordeaux et Laville-Leroulx; Sers (11) négociant également à Bordeaux, Drouin (12) négociant à Nantes, Lazare Lejean (13) négociant à Marseille et le banquier Perregaux (14) qui avait fourni des fonds importants au 18 brumaire, furent choisis par l'Assemblée.

---

(1) CHOLET (François-Auguste), né à Bordeaux le 8 juillet 1747, mort à Paris le 4 novembre 1826.

(2) VILLETARD (Edme-Pierre-Alexandre), né à Auxerre le 28 mars 1755, mort à Charenton (Seine) le 2 mars 1824.

(3) JACQUEMINOT (Jean-Ignace), né à Naives (Meuse) le 14 janvier 1754, mort à Paris le 13 juin 1813.

(4) LAVILLE-LEROULX (Joseph de), né au Blanc le 22 mars 1747, mort à Paris le 3 avril 1803.

(5) DE CHOISEUL-PRASLIN (Charles-Raynal-Laure-Félix, duc), né à Paris le 6 avril 1756, mort à Paris le 28 janvier 1808.

(6) Il n'accepta pas sa nomination de sénateur étant déjà conseiller d'État.

(7) FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU (Nicolas-Louis), né à Saffais (Meurthe) le 17 avril 1750, mort à Paris le 10 janvier 1828.

(8) Archives Nationales, A. B. XIX.

(9) JOURNU AUBERT (Bernard), né à Bordeaux le 15 mai 1745, mort à Paris le 28 janvier 1815.

(10) DYZEZ (Jean), né à Bayonne le 11 novembre 1742, mort à Paris le 6 mars 1830.

(11) SERS (Jean-Pierre), né à Hégades (Tarn) le 10 mai 1746, mort à Bessonie, commune de Montredou (Tarn), le 16 septembre 1809.

(12) Drouin n'accepta pas à cause de son grand âge. Archives Nationales, C. C. 1, séance du 8 pluviôse.

(13) LEJEAN (Lazare), né à Marseille le 21 janvier 1738, mort à Paris le 11 janvier 1803.

(14) PERREGAUX (Jean-Frédéric), né à Neuchâtel (Suisse) le 4 septembre 1744, mort à Viry-Châtillon (Seine-et-Oise) le 17 février 1808.



Désormais le Sénat comprenait des représentants des grands corps de l'État, de l'armée, de la marine, des arts, du commerce et de la finance. Des administrateurs et des magistrats comme Abrial (1) commissaire du gouvernement au Tribunal de Cassation, Clément de Ris (2) ancien commissaire de l'instruction publique et ancien président de l'administration de l'Indre-et-Loire, ami personnel de Sieyès, et Davous (3), administrateur départemental de la Seine furent aussi désignés.

Enfin, respectant le désir du Premier Consul de voir le Sénat composé de personnages tirés de divers milieux, l'Assemblée choisit encore des généraux : Casabianca (4) ancien officier de Louis XV, député de la Constituante qui avait glorieusement combattu aux armées du Nord et des Alpes et défendu Calvi contre les Anglais et Serrurier (5); des amiraux comme Bougainville (6), le célèbre navigateur, et Morard de Galles (7); un peintre, Vieu (8), et des savants

---

(1) Celui-ci refusa, ayant accepté d'autres fonctions.

(2) CLÉMENT DE RIS, comte DE MONY (Dominique), né à Paris le 1<sup>er</sup> février 1750, mort au château de Beauvais, commune d'Azay-sur-Cher (Indre-et-Loire), le 21 octobre 1827.

(3) DAVOUS (Pierre-Louis), né à Versailles le 16 août 1749, mort à Paris le 8 décembre 1819.

(4) CASABIANCA (Raphaël), né à Vescovato (Corse) le 27 novembre 1738, mort à Bastia le 28 novembre 1825.

(5) SERRURIER (Jean-Mathieu-Philibert), né à Laon le 8 décembre 1742, mort à Paris le 21 décembre 1819.

(6) BOUGAINVILLE (Louis-Antoine), né à Paris le 11 novembre 1729, mort à Paris le 31 août 1811.

(7) MORARD DE GALLES (Justin-Bonaventure), né à Goncelin (Isère) le 30 mars 1741, mort à Paris le 21 décembre 1819.

Jacqueminot, Serrurier, Bougainville et Morard de Galles furent élus sénateurs le 4 nivôse en remplacement d'Abrial, Cretet, Régnier et Rœderer démissionnaires. *Moniteur* du 7 nivôse an VIII (Archives Nationales, C. C. 1, p. 10).

Bonaparte avait présenté comme candidats Morard de Galles, le général Frégeville, Jacqueminot et le général Sauret, et dans son message à Sieyès, président du Sénat, il disait : « Je crois politique et d'une stricte justice qu'il y ait au moins huit à dix militaires dans le Sénat ». Paris, 3 nivôse an VIII. *Correspondance de Napoléon*, t. VI, n° 4444.

(8) VIEU (Joseph-Marie), né à Montpellier le 18 janvier 1716, mort à Paris le 27 mars 1809.

comme Daubenton (1) professeur au Muséum d'histoire naturelle, Darcet (2) et Lagrange (3) de l'Institut. Ce dernier, s'occupant peu de politique devait vivre assez loin de Bonaparte (4).

Un Corps composé d'éléments aussi hétérogènes devait être quelques temps avant d'adopter une attitude nettement tranchée. Dès le début, les membres des anciennes assemblées révolutionnaires se groupèrent autour de Sieyès qui les avait fait nommer sénateurs. Ce dernier eût été alors capable, semble-t-il, d'organiser l'opposition au sein du Sénat dont il gouvernait la majorité et de la rendre fort gênante pour le Premier Consul. Mais Sieyès, mécontent de se voir écarté du gouvernement et jaloux de Bonaparte, n'était pas un homme d'action. Le Premier Consul, en profond politique, ne heurta point de front le président du Sénat et il s'efforça d'apaiser son mécontentement. Au mois de frimaire, il lui fit donner une terre magnifique, le domaine de Crosne, proche de Versailles (5).

---

(1) DAUBENTON (Louis-Jean-Marie), né à Montbard (Côte-d'Or) en 1716, mort en 1799.

(2) DARCET (Jean), né à Douazit (Landes) en 1725, mort en 1801.

(3) LAGRANGE (Joseph-Louis), né à Turin le 25 janvier 1736, mort à Paris le 10 avril 1813.

(4) M<sup>me</sup> DE RÉMUSAT, t. II, p. 412.

(5) Pour décider les Cinq-Cents au don de cette terre, Bonaparte leur avait adressé le 29 frimaire le message suivant :

« Citoyens représentants, les Consuls de la République s'unissent au vœu unanimement manifesté par les deux commissions législatives en vous proposant de décerner au citoyen Sieyès un témoignage éclatant de la reconnaissance nationale.

« Le citoyen qui, après avoir éclairé les peuples par ses écrits et honoré la révolution par ses vertus désintéressées, refusa d'abord la première magistrature et ne l'accepta ensuite que par le sentiment des dangers dont elle était entourée, est assurément digne de la distinction que vous lui destinez, et sur laquelle un refus ne lui sera pas permis lorsque les organes de la loi auront parlé.

« Les Consuls de la République, afin d'adhérer à votre désir et en conformité de la loi du 19 brumaire, vous font la proposition nécessaire et formelle de décerner au citoyen Sieyès, à titre de récompense nationale, la propriété de l'un des domaines qui sont à la disposition de l'État.

« BONAPARTE. — Roger Ducos. »

(*Correspondance de Napoléon*, t. VI, n° 4431.)

L'acceptation de ce cadeau dévoila la cupidité de Sieyès et le rendit rapidement impopulaire (1). Il ne pouvait plus songer désormais à organiser une opposition que l'influence du Premier Consul n'eût point manqué à cette époque de rendre inconsistante. La retraite de Sieyès laissait par contre le champ libre aux hommes tels que Cambacérès qui approchaient quotidiennement Bonaparte. Leur influence servait à calmer les mécontents, à les contenir, à les ramener.

Privé d'une opposition puissante, le Sénat-Conservateur élut, au cours de l'an VIII et de l'an IX, des personnages amis du Gouvernement. Ces choix furent assez heureux, étant effectués avec un esprit large et très conciliant. Durant cette période, en effet, des hommes comme Barthélemy (2), d'ailleurs présenté par le Premier Consul, ancien diplomate et ancien directeur fructidorisé et rappelé en l'an VIII des États-Unis où il s'était réfugié (3), comme Dedelay d'Agier (4), comme le général

---

(1) Une chanson circula à cette époque :

Sieyès à Bonaparte a fait présent du trône,  
Sous un pompeux débris croyant l'ensevelir;  
Bonaparte à Sieyès a fait présent de Crosne  
Pour le payer et l'avilir.

(Citée par VANDAL, t. I, p. 539.)

(2) BARTHÉLEMY (François), né à Aubagne (Bouches-du-Rhône) le 20 octobre 1747, mort à Paris le 3 avril 1830. Il entra au Sénat le 24 pluviôse an VIII. Archives Nationales, C. C. 1.

(3) Fouché avait écrit le 17 pluviôse an VIII à Barthélemy pour lui annoncer l'intention des Consuls de lui laisser jouir de toute sa liberté et la levée de la surveillance à laquelle il était encore soumis. Archives de la famille Barthélemy.

(4) DEDELAY D'AGIER (Pierre-Claude), né à Romans (Drôme) le 25 décembre 1750, mort à Bourg-de-Péage (Drôme) le 4 août 1827. Dedelay d'Agier avait été présenté par le Gouvernement, le Corps législatif et le Tribunal. Au Corps législatif, Grégoire opposant notoire, avait failli être élu car il avait obtenu 122 voix contre 128 à Dedelay d'Agier. Corps législatif, séance du 9 frimaire. *Moniteur* du 11 frimaire an IX.

La note de Regnault de Saint-Jean-d'Angely sur les futurs sénateurs porte : Ex-constituant, très grand travailleur. Il réunit en finances et sur la théorie de l'agriculture infiniment de moyens. Patriote sage, il jouit de l'estime de tous ceux qui le connaissent, homme vraiment précieux sous tous les rapports.

Rampon (1) avaient été élus à côté de personnages comme Lanjuinais (2). Ce dernier avait été désigné par 166 voix du Corps législatif. Il avait été député du Tiers aux États Généraux et il avait fait partie de la Constituante, de la Convention et du Conseil des Anciens où 73 départements l'avaient élu. Il était le dernier représentant de la Gironde et fort ami de Sieyès.

L'élection d'un homme comme Lanjuinais peut être toutefois considérée comme une exception. L'opposition s'organisait au Tribunat, au Corps législatif et au Sénat où les multiples scrutins d'indication et de présentation nécessaires pour la désignation et la nomination des sénateurs permettaient aux mécontents de se compter et de se grouper, mais elle disposait encore de trop faibles moyens pour être gênante.

Cependant, le Corps législatif désigna comme candidat au Sénat, Grégoire, un adversaire bien affirmé de Bonaparte. Cette élection était le premier symptôme de l'opposition qui devait éclater en l'an X. Le Sénat-Conservateur moins hardi, lui préféra d'ailleurs le général d'Harville (3), candidat du Gouvernement. Désirant être agréable au Premier Consul, l'Assemblée élut encore plusieurs généraux : Darçon (4) « l'officier le plus estimé du Corps du génie, l'un des corps militaires les plus considérés de l'Eu-

---

(1) RAMPON (Antoine-Guillaume), né à Saint-Fornat (Ardèche) le 16 mars 1759, mort à Paris le 2 mars 1842. Bonaparte, dans un message au Sénat, avait présenté le général Rampon comme un homme ayant rendu d'éminents services dans les circonstances les plus dures de la guerre. Il regarderait son élection comme une marque d'estime donnée à l'armée d'Égypte. Rampon avait été également candidat désigné par le Corps législatif à une forte majorité. *Moniteur* du 29 frimaire an IX, élection du 28 frimaire (19 décembre 1800).

(2) LANJUINAIS (Jean-Denis), né à Rennes le 12 mars 1753, mort à Paris le 13 janvier 1827. Élection du 18 ventôse an VIII (9 mars 1800).

(3) D'HARVILLE (Louis-Auguste-Juvénal des Ursins), né à Paris le 23 avril 1749, mort à Lisy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne) le 19 janvier 1836.

(4) Nomination du 24 ventôse an VIII. Darçon avait été désigné comme candidat par le Tribunat où il avait obtenu 53 voix sur 83 et par le Corps législatif par 162 voix sur 272.



rope » (1), Lefebvre (2), le héros de Lambach, de Giesberg, de Fleurus et d'Altenkirchen, puis Vaubois (3), Pérignon (4), ancien législateur et ancien ambassadeur à Madrid, et Colaud (5).

Pour compenser cet afflux de généraux, quelques personnages politiques furent choisis par le Sénat : Crassous (6) et Tronchet (7), ancien député aux États Généraux, ancien membre du Conseil des Anciens, premier président du Tribunal de Cassation et l'un des auteurs du Code civil.

A part l'élection de Lanjuinais, toutes les autres désignations ne pouvaient être qu'agréables au Premier Consul : huit généraux avaient été choisis. Cependant à la veille de Marengo, une sourde opposition s'était manifestée dans le Sénat. La conspiration ébauchée par Fouché à cette époque où l'avenir politique de Bonaparte pouvait être menacé par une défaite, rencontra une certaine sympathie chez les sénateurs amis de Sieyès. Clément de Ris en particulier se laissa entraîner; faiblesse qui lui valut la plaisante aventure que voici.

---

(1) Message du Premier Consul au Sénat-Conservateur.

(2) Nomination du 11 germinal an VIII (1<sup>er</sup> avril 1800) : Lefebvre (François-Joseph), né à Rouffach (Haut-Rhin) le 25 octobre 1755, mort à Paris le 13 septembre 1820.

(3) Élection du 8 thermidor : Vachet, législateur, était candidat du Corps législatif, Saget (de Nantes), candidat du Tribunat et Vaubois, candidat du Premier Consul. VAUBOIS (Claude-Henri-Belgrand), né à Longchamp (Aube) le 1<sup>er</sup> octobre 1784, mort à Beauvais le 14 juillet 1839.

(4) Nomination du 8 germinal an IX (29 mars 1801). PÉRIGNON (Dominique-Catherine), né à Grenade (Haute-Garonne) le 31 mai 1754, mort à Paris le 25 décembre 1818.

(5) COLAUD (Claude-Sylvestre), né à Briançon le 11 décembre 1754, mort à Paris le 3 décembre 1819. Nomination du 24 pluviôse an IX.

(6) Nomination du 27 nivôse an IX (17 janvier 1801). CRASSOUS (Aaron-Jean-François), né à Montpellier le 7 août 1746, mort à Montpellier le 10 septembre 1801.

(7) Nomination du 8 ventôse an IX (27 février 1801). TRONCHET (François-Denis), né à Paris le 23 mars 1726, mort à Paris le 10 mars 1806.

La note de Regnault de Saint-Jean-d'Angely publiée par Bourrienne porte : 27. — Tronchet : de l'Assemblée Constituante et du Conseil des Anciens, conserve de l'énergie et beaucoup de moyens malgré son grand âge; c'est un des hommes les plus instruits qui aient paru dans les diverses Assemblées représentatives.

Fouché ayant reçu la nouvelle de la victoire de Marengo, pensa que sa conspiration était vouée à un échec certain et il voulut en faire retomber toute la responsabilité sur Clément de Ris qui semble bien n'avoir cependant joué dans cette obscure affaire qu'un pâle rôle de comparse.

Pour l'empêcher de se défendre et lui ôter le moyen de parler il le fit enlever à 3 heures de l'après-midi dans son château de Beauvais près de Tours, tandis qu'une partie de ses gens et sa famille étaient dans cette ville pour voir célébrer la fête nationale. Quatre coquins promènèrent le malheureux sénateur dans les bois des environs pendant plusieurs semaines.

Bonaparte, instruit de cet étrange enlèvement, donna à Fouché (1) et à Savary, son aide de camp (2), des ordres sévères pour que Clément de Ris fût retrouvé. Lorsque le ministre de la police jugea n'avoir plus rien à craindre, il fit relâcher le prisonnier après un simulacre de combat (3).

---

(1) Au citoyen Fouché, Ministre de la Police générale. Paris, 4 vendémiaire an IX.

« Faites connaître, Citoyen Ministre, au Président du Sénat-Conservateur, tout ce que vous savez de l'accident arrivé au citoyen Clément de Ris, ainsi que les mesures qui ont été prises pour découvrir les auteurs de ce crime et les faire punir.

« Envoyez-moi également une note sur cet objet. Je pense que vous aurez envoyé des agents secrets extraordinaires et pris des mesures pour parvenir absolument à faire saisir les coupables, quelque chose qu'il dût en coûter.

« BONAPARTE. »

(Correspondance de Napoléon, n° 5110.)

(2) Au chef de brigade Savary, aide de camp du Premier Consul, Paris, 5 vendémiaire an IX (27 septembre 1800).

« Vous trouverez ci-joint copie de la lettre que le Préfet de Tours écrit au Ministre de la Police.

« Vous vous rendrez sur-le-champ dans la commune la plus proche pour vous mettre sur les traces des brigands qui ont enlevé Clément de Ris, vous activerez les préfets, maires, commandants de gendarmerie et de force armée, et vous suivrez les traces des brigands jusqu'à ce que vous les ayez atteints.

« BONAPARTE. »

(Correspondance de Napoléon, n° 5114.)

(3) « Toujours est-il que peu de jours après, Fouché annonce que Clément de Ris est retrouvé. Mais où l'a-t-il été? Comment? Dans une forêt, les yeux bandés, marchant au milieu de quatre coquins qui se promenaient ainsi, tranquillement, comme pour une partie de colin-maillard ou de quatre



Clément de Ris revint à Paris. Peut-être n'avait-il point de preuves suffisantes pour attaquer celui qui avait voulu le sacrifier à sa sûreté et il se serait compromis lui-même en le dénonçant (1).

Bonaparte dont la victoire de Marengo avait encore accru le prestige, se jugeant maître du pays, pardonna aux conspirateurs et tout fut oublié. Cependant, cette ténébreuse affaire, comme dit Balzac, décelait le mécontentement de certains sénateurs dont la sourde influence allait jeter le Sénat dans une opposition inconsidérée.

---

coins. On tire des coups de pistolets, on crie et voilà la victime délivrée absolument comme dans « Ma Tante Aurore », excepté cependant que l'honnête et bon Clément de Ris fut pendant trois semaines au pouvoir d'infâmes scélérats qui le promenaient au clair de lune, tandis qu'ils faisaient les clercs de Saint-Nicolas. »

(*Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. VI, p. 551.)

(1) *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, p. 552.

---



CHAPITRE V

**L'ORGANISATION INTÉRIEURE  
DU SÉNAT-CONSERVATEUR**

## RÉSUMÉS

---

### I

#### Le Palais et les biens.

*Le Sénat installé dans le Petit Luxembourg, puis dans le Grand Luxembourg. — Les améliorations de Chalgrin. — Accroissement des jardins du Sénat. — Revenus des domaines nationaux affectés aux dépenses du Sénat.*

### II

#### Les costumes des sénateurs.

### III

#### Les séances. — Les commissions.

*Le Bureau. — Le vide des procès-verbaux des séances. — Le Sénat, assemblée de transition entre les assemblées révolutionnaires et les assemblées modernes. — Les Commissions. — La réglementation intérieure. — Les nominations de l'an VIII.*

---

## Le Palais et les biens.

Les Consuls par la loi sur la mise en activité de la Constitution de l'an VIII affectèrent le Palais du Luxembourg au Sénat-Conservateur (1). Cette assemblée était donc appelée à succéder au Directoire qui depuis 1795 y tenait ses séances. L'ampleur des bâtiments, les vastes proportions des salles, la beauté des jardins dessinés par Debrosse rendaient cet édifice digne de la première assemblée de la Nation.

Mais les Consuls ayant décidé de s'y installer également, le Sénat dut se contenter du Petit Luxembourg où étaient situés les appartements des cinq directeurs.

La grande cour ouverte sur la rue de Vaugirard et sur les jardins, et le péristyle décoré de colonnes donnaient une certaine allure à ce bâtiment. Les sénateurs n'étant pas très nombreux siégèrent dans les salles du premier étage, vastes et commodément distribuées (2). Les prêteurs et le chancelier du Sénat habitèrent divers appartements attenants à ce bâtiment ou situés au-dessus des salles des séances. Mais les dimensions assez restreintes du Petit Palais devinrent gênantes lorsque l'Assemblée sénatoriale crût en nombre ; aussi, lorsque les Consuls quittèrent

---

(1) Archives nationales, registre C. C. 1, p. 6.

(2) Rapport d'architecte. Archives nationales, A. F. IV 1401.

le Luxembourg pour les Tuileries, le Sénat fut-il autorisé à prendre possession du Grand Palais.

La résidence gouvernementale malgré son ampleur devait subir des transformations pour être adaptée aux besoins de l'Assemblée qu'elle allait abriter. Il n'existait, dans le Palais des Médicis, ni salle des séances, ni bibliothèque. Chalgrin adapta l'édifice à sa destination nouvelle. Il supprima des escaliers et des terrasses, boucha des arcades, jeta bas des voûtes dans la galerie de Rubens, puis il créa diverses salles, évida les piliers de la façade, rapporta des colonnes, bouleversa l'appartement de la Reine (1). Ayant ainsi transformé le vieux palais, il finit par le rendre habitable pour l'Assemblée sénatoriale.

La grande cour d'honneur s'ouvrait sur la rue de Tournon. A droite, en entrant, se trouvait le grand escalier qui conduisait au premier étage. La salle des gardes occupait l'ancien emplacement de l'oratoire et de la chambre contiguë de Marie de Médicis. Dans la chambre à coucher d'apparat, où étaient des colonnes de marbre du Languedoc, on installa les garçons de salle et les huissiers. Le cabinet doré fut occupé par les messagers. Puis dans le corps de bâtiment principal et faisant suite à cette série de pièces, était la salle de réunion pour les sénateurs. Sur l'emplacement de la chapelle fut aménagée la salle des séances du Sénat où les fauteuils des sénateurs formaient un demi-cercle, pendant qu'à côté, à l'est, on réservait la salle du Trône (2). En 1806, la restauration du Palais ayant été entreprise, cette salle fut transformée. Le dais immense qui s'élevait au-dessus du trône fut supporté par 6 statues dorées de grandeur naturelle, représentant : la Sagesse, le Courage, la Force, la Modération, la Résolution et la Fidélité (3).

---

(1) Voir HUSTIN, *Le Palais du Sénat*, p. 21 et le rapport aux Archives nationales, C. C. carton 116, pièce n° 418.

(2) Cf. HUSTIN, p. 21.

(3) *Journal de l'Empire* du 2 octobre 1806.



La bibliothèque et les archives avaient été installées dans les combles et sur la terrasse qui faisait face au jardin et que Chalgrin avait couverte (1). Les orateurs du Gouvernement, les commissions, le secrétariat avaient été placés de tous côtés mais surtout dans les appartements de l'aile gauche. La buvette se trouvait dans le pavillon du Sud-Est donnant sur le Luxembourg. Toutes ces salles formaient un ensemble en somme assez disparate, peu pratique, noir et bien peu attrayant. Les tableaux de Vernet et de Le Sueur ne parvenaient point à l'égayer.

Fort heureusement le Palais de Marie de Médicis était entouré de beaux jardins. Ils s'étendirent peu à peu jusqu'aux boulevards neufs et ils englobèrent même l'ancien terrain des chartreux. Chalgrin dessina ces parterres et il créa ainsi l'actuel jardin du Luxembourg.

L'ensemble ne manquait donc pas de grandeur et le Sénat en profita pour donner dans son domaine des fêtes avec illuminations et feu d'artifice qui attiraient une extrême affluence (2).



Pour régler les dépenses assez élevées qu'entraînait l'existence de l'Assemblée, les commissions législatives chargées en l'an VIII de rédiger la Constitution, avaient voulu mettre le Sénat hors de toute dépendance du Gouvernement en affectant à ses dépenses et au traitement des sénateurs, une dotation particulière, non confondue avec les revenus de l'État et à laquelle aucune autre autorité que l'Assemblée n'aurait le droit de toucher.

Mais Bonaparte ne désirait pas voir un corps aussi fortement constitué que l'était le Sénat par la Constitution de l'an VIII, jouir d'une pareille indépendance et il éluda

---

(1) Cf. HUSTIN, p. 21.

(2) Un rapport de la Préfecture de police du 13 décembre 1804 (22 frimaire XIII) décrit la fête du 12 décembre 1804.

constamment la demande que lui firent les commissions de déterminer les domaines qui devaient être affectés à la dotation du Sénat (1). Il prétendait que des biens immeubles étaient mal administrés par des corps et qu'il valait beaucoup mieux, pour le Sénat lui-même, affecter à sa dotation, les domaines mêmes de l'État (2).

En conséquence, la Constitution de l'an VIII (3) décida que les revenus de domaines nationaux déterminés seraient affectés aux dépenses du Sénat. Bonaparte s'empressa d'ailleurs de pourvoir à la dotation de l'Assemblée par des arrêtés. Le premier est du 22 nivôse an VIII : il décida que le ministre des finances pourrait ordonner à la régie de l'enregistrement et des domaines de tenir à la disposition du Sénat, sur les revenus de domaines nationaux, la somme nécessaire pour le traitement de ses membres et de ses dépenses administratives jusqu'à concurrence de la somme fixée par la loi du 3 nivôse rendue par les commissions législatives pour les neuf derniers mois de l'an VIII.

## II

### Les costumes des sénateurs.

Le Sénat-Conservateur, logé au Petit Luxembourg, était une Assemblée qui n'obéissait pas à des règles fixes d'étiquette. Les séances étaient dirigées par le Président, assis sur une estrade élevée, entouré de secrétaires placés au-dessous de lui. Au début du Consulat, les sénateurs siégeaient donc très simplement; seule la garde d'honneur composée de 6 brigades était chargée de veiller à l'ordre dans le Palais, le jardin et les dépendances du Sénat,

---

(1) Historique fait par le comte de Cholet à Lally Tolendal le 13 juillet 1819. Archives de la famille Cholet.

(2) Comte de Cholet. Archives de famille.

(3) Titre 2, paragraphe 22.

et elle entourait l'Assemblée sénatoriale d'un certain appareil militaire (1). Mais le Directoire avait donné le goût des uniformes étincelants et pompeux. L'habit étant une marque de hiérarchie avait son importance. La loi du 3 nivôse an VIII (2) invita donc le Sénat-Conservateur à déterminer lui-même son costume et celui de ses messagers et de ses huissiers. Les sénateurs décidèrent, en conséquence, de porter un grand costume composé d'un habit français formé de drap bleu barbeau, brodé en or. Le gilet était de casimir blanc avec la même broderie réduite. La culotte était pareille à l'habit avec jarrettières et boutons dorés. Des écharpes de soie blanches avec broderies et franges d'or et un chapeau avec ganse et bouton d'or complétaient ce costume de cérémonie. L'habit plus simple appelé petit costume était composé d'un déshabillé de drap bleu avec collet, parements et liseré brodé d'or.

Le secrétaire général et son adjoint avaient un habit, veste et culotte de même étoffe et de même nuance que les sénateurs. La broderie en soie était d'une autre nuance. Ils avaient une écharpe de soie blanche avec broderie et frange d'argent. Leur chapeau était pareil à celui des sénateurs.

Les messagers d'État avaient un habit spécial fermé en drap violet brodé en soie aurore nuancée, pareille à celle du secrétaire général, sur le collet, les manches et les poches de l'habit. Ils avaient une ceinture de soie aux trois couleurs avec frange en soie bleue, le chapeau enfin était surmonté de plumes tricolores.

Les huissiers avaient un costume plus simple : habit fermé en drap noir, plume bleue au chapeau et pour marque de leurs fonctions la baguette d'ébène garnie d'ivoire à ses extrémités.

---

(1) La loi du 3 nivôse an VIII avait décidé la création de cette garde d'honneur. Archives nationales, registre C. C. 1, p. 6.

(2) Archives nationales, registre C. C. 1, p. 16.

### III

#### Les séances. — Les commissions.

Sieyès, écarté du pouvoir après avoir élaboré la Constitution de l'an VIII, reçut en compensation la présidence du Sénat-Conservateur, situation qui ne comportait que des attributions peu importantes mais qui lui permit cependant de créer dans ce corps une opposition gênante. Le Président (1) ouvrait et clôturait les séances, accordait la parole, énonçait les questions sur lesquelles le Sénat devait délibérer et annonçait le résultat des suffrages. C'est lui, enfin, qui, lorsque les circonstances l'exigeaient, portait la parole au nom du Sénat.

Lorsque Sieyès se fut retiré dans sa terre de Crosne, Roger Ducos (2), Lemercier (3), Kellermann (4), Lacépède (5), Barthélemy (6) furent successivement nommés présidents et ils eurent pour assesseurs des secrétaires tels que : Bougainville et Laplace (7), Kellermann et Garat (8), Monge et Barthélemy (9), Lefebvre et Jacqueminot (10), Vaubois et Fargues (11) dont les fonctions consistaient essentiellement à prendre des notes pour la rédaction des procès-verbaux, à surveiller leur tenue et à faire à l'ouverture de chaque séance, la lecture du procès-verbal de la séance précédente.

Le formalisme le plus minutieux est décrit dans les pro-

---

(1) *Moniteur* du 7 nivôse an VIII (Archives nationales, carton C. C. 1, p. 9 et 16).

(2) *Idem* de germinal an VIII.

(3) *Idem* du 5 thermidor an VIII.

(4) *Idem* du 15 thermidor an IX.

(5) *Idem* du 5 frimaire an X.

(6) *Idem* du 7 thermidor an X.

(7) *Idem* de germinal an VIII.

(8) *Idem* du 5 thermidor an IX.

(9) *Idem* du 15 thermidor an IX.

(10) *Idem* du 5 frimaire an X.

(11) *Idem* du 7 thermidor an X.

cès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur (1). On finit par ne plus voir que lui; il y règne en maître, car ces pièces officielles donnent nettement l'impression qu'en séance l'Assemblée entrerait en léthargie, qu'aucune discussion n'animait ses assises.

La vie était-elle donc absente à ce point du Sénat ou bien ces procès-verbaux ont-ils été expurgés, filtrés au point de n'être plus que des squelettes? Aucun document vivant, précis, ne nous reste des séances du Sénat. Les contemporains en parlent très incidemment et sans jamais insister. Ce silence unanime est l'indice que les sénateurs tous réunis sanctionnaient seulement des décisions prises d'avance. Tout était machiné soigneusement dans les coulisses afin d'éviter au Gouvernement le désagrément du grand jour, car les relations les plus suivies existaient entre les Consuls et les membres du bureau et des commissions (2), entre ces émissaires et les sénateurs, qui d'ailleurs, discutaient dans les couloirs comme nos hommes politiques d'aujourd'hui. Et ce trait est très caractéristique parce qu'il marque au Sénat une place à part dans les assemblées délibérantes : il sert de transition.

Les assemblées révolutionnaires travaillaient généralement en séances plénières; l'œuvre de leurs commissions est peu importante. Les grandes questions comme les petites venaient en discussion à la tribune et le grand nombre des auditeurs retardait la rapidité de la décision et compliquait le travail. La nécessité impérieuse de reconstruire vite l'édifice politique et administratif porta les assemblées à se fractionner en commissions. Certaines, comme le Conseil d'État, restent à ce stade, d'autres, comme le Tribunat et le Corps législatif, le dépassent et ne sont que de grands vaisseaux sonores et inutiles. Le Sénat

---

(1) Archives nationales, carton C. C. 1 à 9.

(2) Voir la correspondance de Bonaparte et de Napoléon avec Cambacérès, Talleyrand, Joseph et François de Neufchâteau.



réunit les deux formes, mais c'est dans ses commissions que s'effectue le travail; exemple qui sera repris avec grand profit par les assemblées françaises du XIX<sup>e</sup> siècle et par nos assemblée actuelles.

Au début de l'an VIII, le Sénat n'était pas encore complètement organisé; la commission administrative, la première créée, fonctionna seule et remplaça toutes les autres. Ensuite, il n'y eut pas à proprement parler de commission législative permanente, mais seulement des commissions temporaires chargées de l'étude des sénatus-consultes : lorsque les orateurs du Gouvernement étaient venus exposer au Sénat les motifs de ce dernier, l'Assemblée procédait à l'élection d'une commission (1). A une séance ultérieure, un rapporteur pris dans son sein et choisi par elle exposait l'avis de cette commission. Ce dernier était toujours favorable et il n'apportait en général aucun élément nouveau en faveur du sénatus-consulte. On peut donc conclure que l'existence de ces commissions fut purement formaliste et sans utilité véritable.

C'est d'ailleurs dans le vide des séances du Sénat qu'il faut chercher une des raisons essentielles du peu d'éclat qu'eut l'opposition de la Société d'Auteuil, dirigée par Sieyès et par Lanjuinais et privée de la publicité dont vivent les minorités.

Dès le début de son avènement, Bonaparte s'était d'ailleurs préoccupé d'ôter aux séances du Sénat tout caractère vivant et animé en étouffant l'âme de l'Assemblée sous un formalisme encombrant et vain.

La Constitution de l'an VIII n'avait point posé les règles

---

(1) Aucun texte n'a créé ces commissions spéciales. Le sénatus-consulte organique du 3 floréal an XII dans son article LXXI fait néanmoins état de leur existence. « Le Sénat dans les six jours qui suivent l'adoption du projet de loi (il s'agissait du décret rendu par le Corps législatif pouvant être dénoncé au Sénat par un sénateur) *délibérant sur le rapport d'une Commission spéciale* et après avoir entendu trois lectures du décret dans trois séances tenues à des jours différents, peut exprimer l'opinion qu'il n'y a pas lieu de promulguer la loi » (*Moniteur* du 20 mai 1804).



du travail législatif au sein du Sénat. Elle déclarait seulement que les séances de l'Assemblée n'étaient pas publiques (1). Ce fut seulement dans la séance du 8 nivôse que fut voté le règlement intérieur du Sénat qui prévoyait avec minutie la nomination et le fonctionnement du bureau, les attributions des messagers et des huissiers et qui créait une commission administrative. Le Sénat devait s'assembler les 4 et 8 de chaque décade à l'heure de midi, s'ajourner quand les affaires le permettraient et s'assembler extraordinairement sur la réquisition du Président dans le cas où quelques circonstances urgentes l'exigeaient.

Mais le Sénat devant être au début l'Assemblée génératrice de toutes les autres, ce furent les modes d'élection qui furent le plus minutieusement prévus. Toutes les élections et décisions (2) attribuées par la Constitution au Sénat-Conservateur ne devaient être faites qu'à l'appel nominal, au scrutin individuel et à la majorité des suffrages. Il fallait de plus (3), pour empêcher trop de précipitation ou des surprises dans le travail législatif, que les élections, les décrets et généralement tous les actes dont le Sénat était chargé par la Constitution, fussent faits dans une Assemblée convoquée spécialement pour ces objets.

Malgré ces prescriptions, il fallait encore déterminer le mode à suivre pour les nominations accidentelles qu'il y avait lieu de faire avant l'époque déterminée par l'article 14 de la Constitution pour la formation des listes d'éligibles. A ce moment, on ne nomma pas, comme on le fit ensuite, de commission spéciale pour l'étude de ce sénatus-consulte. Ce fut la commission administrative créée par le règlement intérieur du 8 nivôse et comprenant les sénateurs Cornet, Davous, Fargues, Praslin et Serrurier qui fut chargée de cette étude. Le sénatus-consulte

---

(1) Séance du 3 nivôse an VIII. Procès-verbal des séances du Sénat-Conservateur. Archives nationales, carton C. C. 1, registre, p. 1 et 2.

(2) Article VIII.

(3) Article IV.

du 14 nivôse (1), après de laborieux travaux, institua un mode de scrutin très compliqué, d'ailleurs également admis par le Tribunat et le Corps législatif et qui comprenait : un scrutin d'indication, un scrutin de présentation et enfin un scrutin définitif.

Cette réglementation si minutieuse engendra des difficultés considérables qui nécessitèrent des séances de discussions préparant les élections (2).

---

(1) Séance du 14 nivôse an VIII. Archives nationales, carton C. C. 1, p. 19.

Dix jours après la mention faite au procès-verbal du Sénat-Conservateur de la vacance d'une place qui était à sa nomination, il y avait un premier scrutin appelé de présentation, lors duquel chacun des membres du Sénat déposait dans une urne fermée un bulletin contenant les nom, prénoms et qualités de deux citoyens qu'ils voulaient présenter comme candidats pour la place dont il s'agissait. Les bulletins devaient être séparés d'un talon commun par le secrétaire général, fonction créée par le règlement intérieur du 8 nivôse. Ce fonctionnaire devait en détacher un nombre égal à celui des membres présents et leur en faire remise. Cette disposition était également applicable au scrutin d'indication.

D'après le dépouillement du scrutin de présentation, il était dressé par le secrétaire général un tableau des candidats présentés pour chaque place vacante; ce tableau signé de lui devait contenir par ordre alphabétique les nom, prénoms et signatures des candidats présentés. Il demeurait affiché pendant dix jours dans la salle des séances du Sénat-Conservateur afin que chacun de ses membres pût en prendre connaissance.

Ces dix jours expirés, le Sénat procédait à un scrutin appelé d'indication lors duquel chacun des votants inscrivait cinq noms sur le bulletin qu'il déposait dans l'urne.

Les cinq individus qui, par suite de ce scrutin, réunissaient la majorité absolue des suffrages étaient extraits de la liste générale des candidats et déclarés les seuls sur qui pussent tomber les votes pour l'élection définitive. Ce mode de scrutin était bien compliqué, mais nécessaire puisque le choix des sénateurs pouvait se porter sur une très grande quantité de personnes.

Si, après le troisième tour de scrutin il ne se trouvait pas cinq candidats qui réunissaient la majorité absolue, on procédait à un nouveau tour de scrutin entre les sujets qui avaient obtenu le plus de suffrages et en nombre double de celui qui restait à désigner.

Dix jours après le scrutin d'indication, le Sénat-Conservateur procédait à l'élection définitive dans les formes prescrites par son règlement.

Le secrétaire général devait envoyer des lettres de convocation à chaque membre du Sénat, tant pour la séance où se faisait le scrutin de présentation et d'indication que pour celle où se faisait l'élection définitive.

(2) Ces séances de discussions furent réglementées dans la séance du 8 germinal an VIII : elles ne devaient avoir lieu qu'après la formation des listes de présentation. Dans les cas ordinaires, il ne pouvait être procédé à

Le 6 germinal, les scrutins exceptionnels étant enfin à peu près terminés, on voulut réglementer une fois pour toutes les élections à venir (1). Le Sénat dut nommer à chaque place séparément. Toutes les opérations devaient se faire au scrutin et à jour fixe. On gardait le système d'un premier scrutin indicatif où chaque sénateur présentait sur son bulletin le candidat qu'il choisissait sur la liste nationale, puis on faisait le scrutin d'élection sur la totalité des noms présentés. S'il y avait une majorité absolue à ce second tour, on allait au ballottage entre les deux candidats qui avaient obtenu le plus de voix. Dans les cas d'égalité de suffrages le sort décidait (2).

Les élections multiples auxquelles avait procédé le Sénat avaient eu du moins un immense mérite, celui de l'occuper. Cet aliment épuisé, l'ordre du jour devint vide et l'Assemblée ne sachant plus comment utiliser son activité décida de ne plus tenir que deux séances par mois (3).

D'ailleurs un règlement intérieur aussi rudimentaire est à lui seul révélateur : il ne peut être appliqué qu'à une Assemblée fort peu active. Pourtant il ne fut point sensiblement modifié jusqu'à la fin de l'Empire.

En l'an X (4), les Consuls reçurent le droit de convoquer le Sénat et d'indiquer les jours et heures des séances. Les orateurs du Gouvernement, chargés de présenter et de discuter les projets de sénatus-consultes devaient venir devant l'Assemblée et lui adresser la parole. Les délibéra-

---

l'élection le jour même où la séance de discussion avait eu lieu pour laisser aux sénateurs le temps de réfléchir sur les choix qu'on aurait pu essayer de leur imposer. Les sénateurs étaient convoqués spécialement par le secrétaire général pour chaque séance de discussion. Archives nationales, carton C. C. 1.

(1) Archives nationales, carton C. C. 1, registre, p. 32.

(2) Une dernière disposition votée dans la séance du 8 thermidor était ainsi conçue : lorsque dans le cours d'une élection, le second tour de scrutin n'avait donné la majorité absolue à aucun candidat, le Sénat suspendait momentanément la séance et se formait en comité de discussion. Archives nationales, carton C. C. 1, registre, p. 41.

(3) Archives nationales, carton C. C. 1, p. 41.

(4) Fructidor an X. *Moniteur* du 15 fructidor an X.

tions sur toutes sortes de matières devaient toujours être prises et les nominations des secrétaires et commissaires toujours être faites au scrutin, à la majorité absolue, et lorsque la délibération avait lieu sur un projet de sénatus-consulte, aux deux tiers des voix comme le prescrivait d'ailleurs l'article LVI du sénatus-consulte organique de la Constitution.

Le Premier Consul devait présider le Sénat; s'il ne présidait pas, il devait désigner celui des deux autres Consuls qui devait présider à sa place. L'acte de désignation était lu au Sénat à l'ouverture de la séance. Quand il s'agissait d'élire des membres du Sénat ou des députés au Corps législatif, des membres du Tribunat, du tribunal de Cassation, des commissions de la Comptabilité, le Premier Consul pouvait désigner un sénateur pour présider à sa place. Celui-ci prenait le titre de vice-président : la durée de ses fonctions était limitée aux séances pour lesquelles il était désigné.

Ainsi le Premier Consul ou, à défaut de lui, ses collègues devaient présider le Sénat. L'Assemblée passait donc insensiblement sous sa domination exclusive à mesure que s'affirmait la docilité de ses membres.

---

CHAPITRE VI

**TENTATIVE D'OPPOSITION**

# RÉSUMÉS

---

## I

### Rapports du Sénat avec le Tribunal, le Corps législatif et le Conseil d'État.

*Place du Sénat-Conservateur dans la Constitution de l'an VIII. — Nomination par le Sénat des membres du Corps législatif et du Tribunal. — Présentation de candidats au Sénat par le Corps législatif et par le Tribunal.*

## II

### Opposition de l'an X.

*Le mécontentement des Assemblées. — Influence de l'Institut. — Opposition du Tribunal et du Corps législatif. — Grégoire candidat du Corps législatif. — Attitude tranchante de Bonaparte. — Sieyès intrigue au Sénat. — Grégoire élu sénateur. — Daunou candidat du Tribunal et du Corps législatif. — Éclat de Bonaparte. — L'opposition brisée.*

## III

### La fin du Consulat à vie.

*Épuration par le Sénat-Conservateur du Tribunal et du Corps législatif. — Renouvellement du cinquième de ces Assemblées. — Nominations agréables au Gouvernement — Préparation du sénatus-consulte sur les émigrés. — Vote de l'amnistie. — Ses conditions.*

---



# I

## **Rapports du Sénat avec le Tribunat, le Corps législatif et le Conseil d'État.**

Les commissions des Anciens et des Cinq-Cents chargées en l'an VIII de l'étude de la Constitution pensaient que le rôle réciproque des Assemblées serait le suivant (1) : le Sénat-Conservateur devait donner à l'organisation sociale beaucoup de consistance en ne permettant pas que des maximes nouvelles missent les citoyens et l'État dans une perpétuelle agitation ; le Tribunat était fortement organisé pour la défense des droits du peuple, pour l'exposition de ses besoins journaliers, pour la discussion des lois, pour la censure de tous les actes du Gouvernement ; le Corps législatif, dont les attributions se réduisaient à adopter ou à rejeter les lois, devait remplir, à l'égard du Pouvoir exécutif et du Tribunat les froides fonctions d'un juge. La loi rédigée et proposée par le Pouvoir exécutif, débattue contradictoirement entre les orateurs du Tribunat et ceux du Conseil d'État, votée par le Corps législatif, ne pouvait être annulée que par le Sénat. Ainsi, l'activité était la part du Conseil d'État, la vie intense était per-

---

(1) Quelques considérations sur l'organisation sociale en général et particulièrement sur la nouvelle Constitution, imprimées par ordre de la commission. Séance du 25 frimaire an VIII, Arch. Nat. A. D. XVIII, A. 13.

mise au Tribunat, le Corps législatif et le Sénat-Conservateur devaient se renfermer dans une froide immobilité.

Cependant les Anciens et les Cinq-Cents ne pouvaient se dissimuler leurs craintes de voir le Tribunat devenir trop actif et peut-être séditieux. Mais pour reposer leur esprit, ils se disaient que les tribuns pourraient faire beaucoup de bruit dans leur chambre mais que tout ce qu'ils diraient n'aurait d'autre force que celle de l'opinion (1).

Ils ne voyaient pas non plus sans la redouter la puissance des sénateurs élus membres inamovibles. Cabanis pensait que par la nature et la situation respective des différents pouvoirs, il ne manquerait pas de s'établir entre eux des rapports très étendus soit fixes, soit variables. Il se formerait ainsi certaines coalitions ou certains systèmes d'opposition dont on devait d'avance prévoir ou calculer les résultats.

L'équilibre des pouvoirs devait être soigneusement observé : dans le cours ordinaire des choses, le Tribunat et le Sénat-Conservateur s'appuieraient mutuellement, marcheraient vers le même but par des routes différentes; la coalition du Gouvernement et du Corps législatif ne devait avoir lieu que très difficilement, car il faudrait pour cela que le Tribunat devint très redoutable et que le Sénat-Conservateur se refusât à le réprimer, en continuant de nommer des tribuns factieux; l'entente du Gouvernement et du Tribunat pourrait être dangereuse, car l'immobilité du Corps législatif et du Sénat-Conservateur, même en les supposant étroitement unis, devait être bien faible pour résister au choc de deux pouvoirs, l'un très fort et l'autre très turbulent; seule l'opinion publique devait ici venir au secours de la force morale qui résiste contre la force physique ou la violence qui veulent opprimer.

---

(1) Opinion de Cabanis, Arch. Nat. A. D. XVIII, A. 13.

Mais les membres des commissions avaient bien vu que la plus dangereuse de toutes les coalitions contre la liberté publique serait celle du Pouvoir exécutif et du Sénat-Conservateur (1). Ils la jugeaient impossible, le Sénat ne pouvant se coaliser avec le Pouvoir exécutif qu'autant qu'il le verrait menacé par le Corps législatif et le Tribunat réunis. D'ailleurs pensaient les législateurs, il était bien inutile de prévoir des possibilités de conspirations ourdies au sein du Sénat-Conservateur, car comme le Sénat périrait infailliblement si le Pouvoir exécutif perdait de sa force constitutionnelle et qu'il périrait également si l'esprit de liberté s'affaiblissait dans le Tribunat et dans le Corps législatif, ses intérêts devaient lui prescrire, comme son devoir, de veiller sur l'équilibre des pouvoirs.

Cette dernière hypothèse de la coalition entre le Gouvernement et le Sénat-Conservateur était cependant celle qui devait se réaliser et qui devait écraser toute velléité d'opposition au sein des Assemblées.

\*  
\* \*

L'élection des membres du Tribunat et du Corps législatif fut pour le Sénat le premier moyen de pression sur ces deux Assemblées.

L'article XX de la Constitution de l'an VIII (2) portait, en effet, que le Sénat devait choisir dans la liste d'éligibilité nationale, composée de listes faites dans les départements et envoyées à l'Assemblée, les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de Cassation et les commissaires de la Comptabilité.

Grâce à cette disposition, l'influence du Sénat sur le Tribunat et le Corps législatif demeura très réelle. Bonaparte l'avait désiré car il n'avait jamais aimé ces

---

(1) Opinion de Cabanis, A. D. XVIII, A. 13.

(2) Archives nationales, carton C. C. 1, p. 1 et 2.

Assemblées et surtout le Tribunat dont il disait en l'an VIII (1) :

Il y a dans la Constitution une dépense bien mauvaise : c'est celle de 4 millions pour le Tribunat. Pourquoi un corps de 100 membres inutile et ridicule quand tout va bien, perturbateur quand quelque chose cloche, un véritable tocsin. Il faut réduire cela à 30 membres sans séances publiques si ce n'est devant le Corps législatif.

La composition des Assemblées se fit très rapidement sans que Bonaparte ait influé sur les choix effectués par les sénateurs (2). Sieyès avait préparé les listes qui furent votées rapidement à main levée. Peu d'hommes nouveaux étaient nommés, car on voyait reparaître le personnel des anciennes Assemblées. Dans le Corps législatif furent placés des modérés de toutes les époques : des représentants de l'Assemblée constituante, de l'Assemblée législative, de la Convention nationale, des Cinq-Cents et du Conseil des Anciens. La nomination de ces personnages peu connus et peu marquants ne devait provoquer aucun scandale. Deux noms ressortaient au milieu des autres : celui de Grégoire, l'évêque constitutionnel et celui de La Tour d'Auvergne, capitaine de grenadiers dont le courage était légendaire.

Le Tribunat devant être l'Assemblée où les lois allaient être discutées, des esprits remuants et d'instinct combatif y furent nommés, tels que Marie-Joseph Chénier, le poète Andrieux, Chauvelin, Stanislas de Girardin, qui avait cependant pris fait et cause pour les vaincus de fructidor, Daunou, Benjamin Constant, Riouffe, Goupil Préfeln, Jard Panvillier, Laloi, l'économiste Jean-Baptiste Say, et Fabre de l'Aude.

Les nominations avaient été si précipitées qu'un extrait

---

(1) Journal de Rœderer, 18 août 1800 (30 thermidor an VIII), à la Malmaison, au jardin.

(2) Rœderer, t. III, p. 330. Stanislas de Girardin, *Journal et Souvenirs*, t. I, p. 187. Barante, t. I, p. 74. *Gazette de France*, nivôse an VIII, *passim* et une note de la police de Condé du 2 janvier 1800. Archives de Chantilly.

du procès-verbal de la séance du 6 nivôse paru dans le *Moniteur*, prévenait les élus qu'étant donnée la difficulté de leur faire parvenir l'extrait du procès-verbal qui constatait leur élection avant l'époque déterminée par la loi pour la réunion du Corps législatif et du Tribunat, ils devaient recevoir aux archives du Corps législatif les extraits du procès-verbal constatant leur élection.

Si le Sénat-Conservateur eut comme attribution la nomination des législateurs et des tribuns, en retour, ceux-ci eurent dans la Constitution de l'an VIII une part importante dans la nomination des sénateurs. La Constitution de l'an VIII en effet (1), portait que la nomination à une place de sénateur se faisait par le Sénat qui choisissait entre trois candidats présentés, le premier par le Corps législatif, le second par le Tribunat et le troisième par le Premier Consul.

Le Sénat ne choisissait qu'entre deux candidats, si l'un était proposé par deux des trois autorités présentes; il était tenu d'admettre celui qui était proposé à la fois par les trois.

Le *Moniteur* de l'an VIII et de l'an IX contient un grand nombre de présentations de candidats au Sénat par le Corps législatif et le Tribunat.

Ces présentations étaient fort compliquées car il fallait d'abord un scrutin d'indication. C'est ainsi que dans la séance du 29 nivôse an VIII (2) le Tribunat procédant à un semblable scrutin, éparpilla ses votes sur 31 personnages dont beaucoup n'avaient qu'une voix. Tronchet et Dupuis, membre de l'Institut, en avaient 12.

Ensuite on procédait dans une séance suivante à un premier tour de scrutin d'élection. C'est ainsi que le 3 pluviôse (3) le Tribunat procéda à son premier tour de scrutin : Tronchet eut 39 voix, Dupuis 40, mais 11 autres can-

---

(1) Archives nationales, C. C. 1, 6 nivôse an VIII, p. 1 et 2.

(2) *Moniteur* du 30 nivôse an VIII.

(3) *Moniteur* du 4 pluviôse an VIII.



didats eurent des voix. Il fallait alors procéder à un second tour de scrutin entre les deux candidats qui avaient obtenu le plus de voix.

Par exemple au Corps législatif le 7 pluviôse (1) sur 274 votants, Tronchet avait obtenu 91 voix, Dupuis 87, Duval, alors président du Corps législatif 50, Merlin de Douai 30, Lareveillière-Lépeaux 30, Bernardin de Saint-Pierre 30, etc... On décida que personne n'ayant obtenu la majorité absolue, le prochain suffrage n'aurait lieu qu'entre les citoyens Tronchet et Dupuis. Et le 11 pluviôse, Dupuis eut 162 voix et Tronchet 115. La majorité relative étant de 141 suffrages, Dupuis fut proclamé candidat de l'Assemblée à une place au Sénat-Conservateur.

On conçoit que de nombreux scrutins eussent été nécessaires avec un pareil mode de nomination (2).

D'ailleurs, le Corps législatif et le Tribunal n'attachaient pas une importance extrême à ces présentations. Le 7 germinal an IX (3), le président du Tribunal ayant proposé de procéder à un scrutin d'indication pour l'élection d'un candidat à présenter au Sénat-Conservateur, Émile Gaudin fit remarquer que le Sénat n'avait encore nommé à l'une des places vacantes dans son sein aucun des candidats présentés, que si le Tribunal proposait un autre candidat avant qu'il eût prononcé, les tribuns s'ôtaient le moyen de représenter le candidat qui n'aurait pas été agréé. Benjamin Constant se rangeait d'ailleurs à cet avis, mais le tribun Thiessé dit que le Corps législatif n'avait point suivi cette marche. Il avait en effet présenté des candidats, sans attendre que le vœu du Sénat fût connu sur les premiers candidats présentés.

Était-ce la peine de continuer les séances du Tribunal

---

(1) *Moniteur* du 10 pluviôse an VIII.

(2) On peut consulter à ce propos le *Moniteur* de pluviôse an VIII, des 2, 7, 22, 25, 29 ventôse, de germinal, du 6 messidor an VIII, 2 brumaire, 11, 29 frimaire, 5, 9, 12 nivôse, 4, 5, 26 et 28 pluviôse, 30 ventôse en IX.

(3) *Moniteur* du 9 germinal an IX.



pour procéder à ces scrutins : « Pourquoi, disait-il, nous réunirions-nous, si nous n'avons aucun projet de loi qui nécessite l'émission de notre vœu. Nos séances, sans objet d'occupation, seraient inutiles ou presque désertes ; peu de membres s'y rendraient. »

Malgré que Ginguené et Demeunier eussent demandé à répliquer, l'ordre du jour écarta l'ajournement à une grande majorité et le Tribunal procéda au scrutin.

Ces présentations de candidats allaient cependant présenter, pour les Assemblées, un grand intérêt, car elles leur servirent à marquer leur opposition déclarée au gouvernement du Premier Consul.

## II

### **L'opposition de l'an X.**

Les Assemblées créées en l'an VIII étaient mécontentes. Le Tribunal sentait toute la vanité déclamatoire de son rôle. Le Corps législatif, ennuyé de son inaction, immobilisé dans son silence, était sourdement travaillé par Grégoire. Enfin le Sénat-Conservateur jalousait le Conseil d'État au milieu duquel le Premier Consul discutait les affaires du Gouvernement et prenait les décisions essentielles.

Tracy, le philosophe Garat, le théoricien Cabanis et Lanjuinais qui défendaient avec âpreté le régime constitutionnel, se retrouvaient à l'Institut et ils servaient de lien entre le Corps et l'Assemblée sénatoriale.

L'Institut, créé en l'an IV et dont les membres avaient été nommés par le Directoire, était devenu rapidement un foyer d'opposition. Son esprit était passé facilement au Sénat grâce aux amis de Sieyès qui retiré à Crosne avait gardé d'étroits rapports avec les sénateurs idéologues. Il regrettait de n'être pas Grand Électeur et il

poussait son entourage à résister aux désirs de Bonaparte (1). Cette opposition latente ne tarda pas à se manifester. Il y avait en novembre 1801 trois places vacantes au Sénat : une par la mort du sénateur Crassous et deux en vertu de la Constitution (2).

Le Tribunal devant désigner un candidat au Sénat hésita entre Daunou et Bigot de Préameneu soutenu par le Gouvernement. Finalement un modéré, le tribun Demeunier, fut élu (3). Le Corps législatif prit plus nettement position. Le scrutin d'indication du 5 frimaire (4) avait donné 32 voix à Bigot de Préameneu, 20 à Grégoire, 13 à Daunou et 6 à Demeunier. Le scrutin de présentation du 7 n'ayant rien donné, au second tour du 8, Grégoire obtint 100 voix sur 255 et Bigot de Préameneu 67. Enfin le 9 frimaire, Grégoire ayant obtenu 158 voix sur 232 fut proclamé candidat du Corps législatif (5). L'opposition longtemps hésitante avait donc fini par triompher.

En présence de cette situation et devinant que le Tribunal allait présenter Daunou, le Premier Consul n'hésita pas. Il prit cette attitude tranchante qu'il adoptait si volontiers en face des Assemblées politiques lorsqu'elles lui résistaient. Bonaparte présenta à la fois trois candidats le 25 frimaire an X (6). Il faisait remarquer que depuis la paix générale, c'était la première fois que, pour se conformer au vœu de la Constitution, le Premier Consul présentait des candidats. « Dans cette mémorable circonstance, disait-il, il a paru convenable de choisir des citoyens mili-

---

(1) Voir paroles prononcées par le Premier Consul au Conseil d'État rapportées par THIBAUDEAU, *Histoire du Consulat*, t. II, p. 419 et dans les *Mémoires d'un Conseiller d'État*, CORNET, *Souvenirs sénatoriaux*, p. 49.

(2) Article XV du titre II de la Constitution de l'an VIII.

(3) Séance du 28 ventôse. *Moniteur* du 30 ventôse an XI.

(4) *Moniteur* du 6 frimaire an X.

(5) *Moniteur* du 18 frimaire an X.

(6) Message du Premier Consul au Sénat-Conservateur du 25 frimaire an X. *Moniteur* du 28 frimaire. Une notice sur les généraux Jourdan, Lamartillière et Berruyer parut au *Moniteur* du 4 nivôse an X.

taires pour donner aux armées un témoignage de la satisfaction et de la reconnaissance nationale. »

Les candidats étaient trois généraux : Lamartillière « qui n'avait voulu se donner aucun repos tant qu'il y avait eu des ennemis à combattre », Jourdan, le vainqueur de Fleurus, administrateur général du Piémont et Berruyer, commandant en chef des invalides. Ces choix étaient particulièrement habiles : Jourdan était très respecté, il n'avait pas nettement pris parti au moment du 18 brumaire et il n'était pas l'ami déclaré du Premier Consul. Les autres généraux étaient de vieux soldats qui avaient fait toutes les campagnes de la République. Berruyer avait même pris part à la guerre de Sept Ans. Néanmoins, la désignation de trois généraux décelait l'intransigeance de Bonaparte qui se sentait tout entouré de ses ennemis dans les Assemblées politiques (1). Cependant, il ne redoutait pas leur opposition. Une conversation rapportée par Rœderer en témoigne (2) :

BONAPARTE. — Le Tribunat, les législatifs ne peuvent pas s'aimer.

DEVAISNES. — Pourquoi n'avez-vous pas composé ces corps-là autrement ?

BONAPARTE. — Je ne connaissais pas assez de monde, j'ai cinq places de sénateurs à nommer, je ne sais pas qui nommer. D'ailleurs, si je n'avais là que des hommes de mon choix, il y aurait eu une réaction. J'ai voulu que chaque parti eût sa garantie, et peut-être cela n'est-il pas mauvais.

RŒDERER. — Je le pense ; il vaut mieux que vos amis aient le soin de vous soutenir que l'ambition de vous mener.

BONAPARTE. — Oui, oui, sans doute. (Bonaparte répondit à Rœderer avec une expression et un regard de conviction intime.)

Cependant, ce libéralisme eût pu sans danger s'exprimer autrement qu'en paroles. Une conduite modérée pouvait être aisément suivie. Le Corps législatif avait élu Grégoire, mais le Tribunat avait désigné Demeunier que Bona-

---

(1) *Journal* de Rœderer, p. 52.

(2) *Idem.*

parte pouvait parfaitement admettre. Rien ne l'empêchait donc de présenter lui aussi Demeunier, ce qui eût assuré le succès de cette candidature. Mais le Premier Consul répugnait à un moyen si simple qui paraissait le mettre à la remorque du Tribunat et du Corps législatif.

L'opposition latente du Sénat s'organisa dès lors activement. Sieyès revenu de Crosne dirigea la manœuvre. Son entourage proposait aux membres de l'Assemblée d'élire Grégoire après quoi, on élirait Lamartillière qui serait certainement proposé par le Corps législatif. Ainsi les deux autorités seraient satisfaites à la fois. Nommer Lamartillière immédiatement, c'était d'ailleurs, selon les opposants, obéir avec trop de servilité au Premier Consul. Les sénateurs hésitèrent. Les amis de Bonaparte rappelaient la crudité avec laquelle Grégoire s'était exprimé au Corps législatif à l'égard du Gouvernement et ils parlaient aussi du passé religieux de l'ancien évêque (1). Grégoire, homme de caractère, écrivit alors à Sieyès : « Si quelques hommes prétendent subordonner ma nomination, je ne dis pas à l'abandon des principes qui me sont chers et qu'on veut bien me laisser, mais à l'omission des actes qui en sont la conséquence, cette injustice de leur part ne m'arrachera pas une lâcheté; ils peuvent appliquer ailleurs des suffrages que je suis loin de demander. Ce serait pour eux un triomphe, s'ils pouvaient me faire dévier un moment de la ligne que j'ai suivie. Je ne veux pas acquérir de titre à leur mépris. Quand on a bravé les dangers de la déportation et de l'échafaud, on peut défier les pervers... J'ai dit dans un écrit que l'Univers n'est pas assez riche pour acheter, ni assez puissant pour forcer ma volonté. Je sais souffrir, je ne sais pas m'avilir, je conserverai jusqu'au dernier soupir ma fierté et mon indépendance (2). » Les sénateurs prétextèrent que cette élection contribue-

---

(1) *Mémoires de Grégoire*, t. I, p. 432.

(2) *Idem*, p. 432 et 433.

rait à rattacher les prêtres jureurs. Ce motif avait déjà été invoqué en l'an VIII (1) lorsque Grégoire avait été porté sur les listes des futurs sénateurs. Le parti Sieyès intrigua, convertit les hésitants et les irrésolus. Enfin, le 4 nivôse an X (25 déc. 1801) eut lieu le scrutin. Clément de Ris, malade, se fit porter à la séance pour voter (2). Grégoire fut élu sénateur (3).

Cette victoire ne suffit pas aux opposants qui continuèrent leurs manœuvres pour obtenir un second vote désagréable au Premier Consul. Ils voulurent obtenir la présentation de Daunou par le Tribunat et le Corps législatif. Daunou fut mis au ballottage à cette dernière Assemblée avec le général Lamartillière (4). Au scrutin du 8 nivôse, Lamartillière avait obtenu 102 voix sur 225, Daunou 100. Au deuxième scrutin d'élection, Daunou obtint 125 voix et Lamartillière 122. Au Tribunat, ces deux candidats se retrouvèrent en présence. Enfin, le 12 nivôse, sur 88 votants, Lamartillière obtint 39 voix et Daunou 48. Il devenait dès lors à peu près certain que le Sénat se laisserait gagner par l'entraînement général et que Daunou serait élu sénateur.

Bonaparte voulait rompre violemment les obstacles qu'on lui opposait. Chaque décade, les sénateurs avaient audience chez le Premier Consul. Le 2 nivôse (12 janvier) ils vinrent fort nombreux. Le Premier Consul les apostropha vivement : « Vous ne voulez donc plus, dit-il, nommer des généraux ? Cependant vous leur devez la paix : ce serait le moment de leur témoigner votre reconnaissance. »

---

(1) Note de Regnault de Saint-Jean-d'Angely. *Mémoires de Bourrienne*, t. II, p. 90.

(2) *Mémoires de Grégoire*, p. 433.

(3) GRÉGOIRE (Henri), né à Vého (Meurthe) le 4 décembre 1750, mort à Paris le 26 mai 1831.

(4) Le général Jourdan avait mandé au Premier Consul le 26 nivôse qu'étant né le 29 avril 1762, il lui manquait encore quatre mois pour avoir l'âge requis par la Constitution pour entrer au Sénat. *Moniteur* du 27 nivôse an X.



Après ces mots, les sénateurs Kellermann et François de Neufchâteau qui avaient voté contre les candidats du Gouvernement furent rudement interpellés. Bonaparte dit encore en regardant Sieyès : « Il y a des gens, dit-il à très haute voix, qui veulent vous donner un Grand Électeur et qui songent à un prince de la Maison d'Orléans. Ce système, je le sais, a des partisans, même au Sénat. » Sieyès se retira alors sans répliquer. Bonaparte continua : « Je vous déclare que si vous nommez M. Daunou sénateur, je prendrai cela pour une injure personnelle et vous savez que je n'en ai jamais souffert aucune (1). » En parlant du Tribunat il leur dit : « Ils sont douze ou quinze métaphysiciens bons à jeter à l'eau. C'est une vermine que j'ai sur mes habits... Il ne faut pas croire que je me laisserai attaquer comme Louis XVI. Je ne le souffrirai pas (2). »

La vivacité de ces paroles fit réfléchir les sénateurs. Leur opinion fut ébranlée et la plupart, qui s'étaient laissés inconsidérément entraîner dans l'opposition, se montrèrent disposés à écarter Daunou et à élire Lamartillière.

Mais il fallait aussi briser l'opposition du Tribunat et du Corps législatif. L'article 38 de la Constitution de l'an VIII portait que le premier renouvellement du Corps législatif et du Tribunat aurait lieu dans le cours de l'an X. La date du renouvellement n'étant pas fixée avec plus de netteté, on pouvait facilement y procéder de suite et exclure ainsi les hommes les plus notoirement opposants des deux Assemblées pour les remplacer par des hommes dévoués au Gouvernement. Le Sénat paraissait prêt à se plier à ce qu'on lui demanderait. Le Gouvernement retira donc le projet de loi du Code civil au Corps législatif et il ordonna le renouvellement des cinquièmes du Corps légis-

---

(1) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. II, *Le Tribunat*, p. 355.

(2) *Mémoires sur le Consulat*, par un ancien conseiller d'État, p. 57 (THIBAUDEAU).



latif et du Tribunat (1). Cette double nouvelle frappa de stupeur les membres des Assemblées. Le Corps législatif demanda à voter immédiatement pour la désignation d'un candidat au Sénat-Conservateur. Cette fois, Lamartillière obtint 233 suffrages sur 252 votants.

Bonaparte partit alors pour Lyon, mais durant tout le mois de nivôse il continua à surveiller étroitement le Sénat et à ruiner l'autorité des principaux personnages de l'opposition. Toutefois, ils ne subirent aucune vexation personnelle. Le 28 nivôse an X (18 janvier 1802) il écrivait à Cambacérès : « La conduite de Sieyès dans cette circonstance prouve parfaitement qu'après avoir concouru à la destruction de toutes les constitutions depuis 1791, il veut encore s'essayer contre celle-ci. Il est bien extraordinaire qu'il n'en sente pas la folie. Il devrait faire brûler un cierge à Notre-Dame pour s'être tiré de là si heureusement et d'une manière inespérée. Mais plus je vieillis et plus je m'aperçois que chacun doit remplir son destin (2). »

Le Sénat-Conservateur était d'ailleurs entièrement soumis. Les sénateurs ne songeaient plus qu'à masquer leur défaite. Il était de règle, sans que cette coutume fût portée dans aucun texte législatif, qu'un candidat présenté par deux autorités fût élu au Sénat. Daunou l'était par le Corps législatif et par le Tribunat, le Sénat eût donc dû l'élire. Il n'y songeait pas et pour pouvoir honorablement élire Lamartillière, les membres de cette Assemblée usèrent d'un subterfuge. Réuni le 4 janvier (14 nivôse) le Sénat supposa que la présentation de Daunou, faite par le Corps législatif le 30 décembre, n'avait pas été reçue et que celle de Lamartillière du 13 nivôse (3 janvier) était parvenue au Sénat. L'assemblée devait donc choisir entre Lamartillière candidat du Corps législatif et du Gouvernement et Daunou, candidat du Tribunat.

---

(1) Message des Consuls au Sénat du 17 pluviôse. *Moniteur* de pluviôse an X.

(2) *Correspondance*, t. VII, n° 5922.

Par un dernier stratagème les sénateurs feignirent de croire que Jourdan, second sur la liste de présentation du Premier Consul, était le candidat du Gouvernement (1). Ainsi, le Sénat paraissait opérer ses choix en pleine indépendance et le 14 nivôse, le général Lamartillière fut élu sénateur (2). Le 28 nivôse, Demeunier (3) fut également choisi. Il avait d'ailleurs été proposé par le Tribunal où il avait réuni 62 voix sur 89, 14 voix étaient allées à Dournou. Cette élection, autrefois combattue par le Premier Consul, le satisfit cette fois. Demeunier, ancien constituant, avait montré dans cette Assemblée beaucoup de facilité, de talent et de connaissances (4).

La paix était faite entre Bonaparte et le Sénat et l'opposition des Assemblées était définitivement brisée.

### III

#### La fin du Consulat à vie.

Au mois de janvier 1802, Bonaparte séjournait à Lyon pour constituer la République italienne et pour laisser à Cambacérès le temps de préparer l'exclusion des membres les plus remuants de l'opposition du Corps législatif et du Tribunal.

Cambacérès pour parvenir à cette épuration pensa qu'il suffisait d'interpréter l'article 38 de la Constitution qui fixait en l'an X la sortie du premier cinquième du Tribunal et du Corps législatif et qu'il fallait donner au Sénat,

---

(1) Archives nationales carton C. C. 1., registres du Sénat du 14 nivôse an X.

(2) FABRE DE LAMARTILLIÈRE (Jean), né à Beaucaire (Gard) le 10 mars 1732, mort à Paris le 27 mars 1819.

(3) DEMEUNIER (Jean-Nicolas), né à Nozeroy le 15 mars 1751, mort à Paris le 7 février 1814.

(4) Note de Regnault de Saint-Jean-d'Angely. BOURRIENNE, t. II, p. 98.

dont le Premier Consul était sûr, la désignation de ce cinquième.

Pour briser ainsi l'opposition des assemblées, le Second Consul pressentit Tronchet qui faisait partie du Sénat et qui s'était rendu compte que l'opposition des Assemblées ne pourrait avoir d'autre résultat que d'irriter Bonaparte et de le porter à des mesures extrêmes et regrettables. Il pensa que le Sénat accomplirait le renouvellement demandé selon les vues du Gouvernement et il gagna à son opinion : Laplace, Lacépède, Jacqueminot et les principaux membres du Sénat.

Bonaparte dirigeait d'ailleurs les choix des membres de l'Assemblée et il écrivait à Cambacérès le 28 nivôse (18 janvier 1802) (1) : « Je vous prie de tenir la main à ce qu'on nous débarrasse exactement de 20 et de 60 mauvais membres que nous avons dans les autorités constituées. La volonté de la Nation est que l'on n'empêche point le Gouvernement de faire le bien et que la tête de Méduse ne se montre plus dans nos tribunes, ni dans nos assemblées », et le 1<sup>er</sup> pluviôse an X (21 janvier 1802) il écrivait encore aux consuls Cambacérès et Lebrun (2) : « Je reçois votre courrier du 28. Demeunier et Berruyer étaient l'un et l'autre bons pour le Sénat. Portez grande attention à ce que les 20 mauvais membres du Tribunal soient ôtés. Vous pouvez très certainement assurer que tant que des hommes comme Thiessé, Chazal, Chénier et Garat seront au Tribunal, je ne présenterai aucun projet de loi », et le lendemain, Bonaparte ajoutait : « Je ne crois pas qu'il soit possible de continuer à marcher lorsque les autorités constituées sont composées d'ennemis; le système n'en a pas de plus grand que Daunou et puisque enfin toutes ces affaires du Corps législatif et du Tribunal ont fait un esclandre, la moindre chose que puisse faire le Sénat, c'est d'ôter

---

(1) *Correspondance de Napoléon*, 28 nivôse an X (18 janvier 1802).

(2) *Idem*, 1<sup>er</sup> pluviôse an X (21 janvier 1802), t. VII, n° 5927.

les 20 membres dissidents et d'y mettre 20 hommes bien pensants. »

Le 17 pluviôse (1), les Consuls par un message au Sénat-Conservateur rappelèrent qu'en vertu de l'article XXXVIII de la Constitution le renouvellement du premier cinquième du Corps législatif et du Tribunat devait avoir lieu en l'an X et que l'on touchait au quatrième mois de cette année :

« Les Consuls, disait le message, ont cru devoir appeler votre attention sur cette circonstance. Votre sagesse y trouvera la nécessité de vous occuper sans délai des opérations qui doivent précéder ce renouvellement. »

Ce message surprit vivement les opposants qui ne s'attendaient pas à une manœuvre aussi brusque. Ils s'assemblèrent et voulurent protester par un message au Sénat. Mais soit par crainte de se signaler, soit à cause des justes observations de Cambacérès qui joua ici le rôle de modérateur, ils se tinrent sur la réserve.

Le Sénat, les 24 et 25 nivôse réglementa la façon dont on allait procéder au renouvellement du cinquième du Corps législatif et du cinquième du Tribunat.

Deux questions avaient été soulevées : La Constitution autorisait-elle ce renouvellement ? De quelle façon se ferait-il ? Fallait-il tirer le nom des exclus ou des maintenus au sort, ou bien fallait-il voter les exclusions ? Le sort était à rejeter, car il pouvait tout aussi bien tomber sur les amis que sur les ennemis du Gouvernement. Le vote présentait un caractère vexatoire qui constituait un grave inconvénient.

Une commission spéciale avait été constituée pour étudier ces questions. Elle se prononça dans la séance du 24 nivôse (2) en disant qu'il y avait effectivement lieu à renouvellement, car la Constitution portait qu'il fallait le faire dans le cours de l'an X, sans spécification de date. Le rapporteur, qui était Tronchet, s'attacha, d'autre part,

---

(1) *Moniteur* de pluviôse an X.

(2) Archives nationales, carton C. C. 1, p. 117.

à développer les avantages d'un scrutin de préférence qui désignerait les membres du Corps législatif et du Tribunat devant garder leurs fonctions. Le Sénat-Conservateur approuva fort ce subterfuge qui ôtait le caractère vexatoire aux exclusions prononcées puisque seuls les noms des membres maintenus étaient proclamés.

Les tribuns et les législateurs qui avaient tous passé une partie de leur vie dans les assemblées révolutionnaires n'avaient pas trouvé pour la plupart le moyen de s'y enrichir : pour eux la politique était devenue une véritable profession et ils redoutaient de perdre soit la place de tribun qui rapportait 15.000 francs, soit celle de législateur qui rapportait 10.000 francs.

Il y avait 20 tribuns et 60 législateurs à écarter et autant à renommer. C'était là un mouvement important qui soulevait mille intrigues, mille manœuvres autour d'un personnel électoral très restreint puisqu'il ne comprenait que les sénateurs.

Enfin, les législateurs qui avaient montré le plus d'opposition furent éliminés ainsi que 20 tribuns des plus marquants : tels que Benjamin Constant, Chazal, Chénier, Daunou, Courtois et Gamlh. Les autres étaient simplement des membres de la coterie Sieyès : excellent titre pour être rendu suspect à des gens aussi amis du Gouvernement que l'étaient les sénateurs.

Mais l'épuration terminée, il fallut procéder au renouvellement des exclus, œuvre à laquelle s'employa le Sénat-Conservateur. Les élus devaient être choisis sur les listes d'éligibilité nationale qui avaient été extrêmement difficiles à dresser parce que les citoyens ne se pressaient nullement de se faire inscrire. Les membres des Assemblées étaient trop loin d'eux et dans ces listes nombreuses de candidats ils n'apercevaient pas comment leur vote pourrait influencer sur la composition du Corps législatif ou du Tribunat. D'ailleurs ce système compliqué imaginé par Sieyès n'était en effet qu'une simple façade destinée à cacher



la nécessité où se trouvait le Gouvernement de ne pas laisser faire d'élections directes, mais seulement de laisser les Assemblées se recruter par cooptation. Dans un message du 19 pluviôse an X (1), les Consuls annonçaient d'ailleurs au Sénat que la loi du 13 ventôse an IX concernant les listes d'éligibilité n'avait pas encore pu être publiée dans les départements de la Roër, de la Sarre, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre. Les départements du Golo et de Liamone étaient hors de la Constitution. Ainsi la loi du 13 ventôse an IX devait, sur 102 départements, être exécutée dans 96.

Le Gouvernement transmettait les listes d'éligibilité nationale dans 83 départements (2).

---

(1) *Moniteur* du 28 pluviôse an X.

(2) Voici la liste de ces 83 départements : Ain, Aisne, Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ardennes, Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Dyle, Escaut, Eure, Eure-et-Loir, Forêts, Gard, Gers, Gironde, Hérault, Indre-et-Loire, Indre, Isère, Jemmapes, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Lys, Maine-et-Loire, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe, Meuse, Meuse-Inférieure, Mont-Blanc, Morbihan, Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Ourthe, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Rhône, Sambre-et-Meuse, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, Vendée, Haute-Vienne, Vosges, Yonne.

Sur les 13 départements en retard, le message annonçait que 4 d'entre eux : le Loiret, les Deux-Nèthes, la Manche et les Hautes-Pyrénées, auraient terminé leurs opérations dans la dernière décade du mois ; 6 : la Haute-Garonne, le Puy-de-Dôme, le Pas-de-Calais, l'Ille-et-Vilaine, le Léman, les Bouches-du-Rhône, auraient terminé dans le courant de ventôse et 3 : le Calvados, le Haut-Rhin et le Finistère annonçaient la liste d'éligibilité nationale pour le commencement de germinal.

Dans un message du 24 pluviôse (*Moniteur* du 28 pluviôse an X), le Gouvernement annonçait la transmission des listes d'éligibilité nationale des départements : d'Ille-et-Vilaine et des Deux-Nèthes.

Les réclamations élevées contre les listes parvenues à ce moment étaient très peu nombreuses et aucune n'avait paru motiver une dénonciation. En effet, les citoyens s'étaient complètement désintéressés de ces listes d'éligibilité nationales.

Le 28 pluviôse (Archives nationales, carton C. C. 2), le Sénat forma quatre commissions composées de chacune trois membres désignés par le sort et qui furent chargées de vérifier la forme authentique des listes et d'en faire le rapport au Sénat.



Le Sénat alors procéda aux élections. On envoya au Corps législatif un bon nombre de gros propriétaires, des magistrats, puis trois personnalités marquantes : Lucien Bonaparte, Carnot et Daru. Lucien revenait d'Espagne et paraissait vouloir servir le Premier Consul dans une Assemblée. Carnot avait rendu de grands services à la France pendant la Révolution ; il était opposé au Gouvernement des Consuls, mais son opposition ne devait pas avoir de résultat. Daru était un excellent administrateur.

\* \* \*

Revenant de Lyon le 31 janvier (11 pluviôse), Bonaparte, revêtu d'une nouvelle dignité puisque la République italienne venait d'être réunie à la République française, ne trouva plus trace d'opposition au sein des Assemblées. Celles-ci vinrent le féliciter non seulement avec enthousiasme mais aussi avec respect.

Le Premier Consul délivré de ce souci put donc, dès lors, songer à l'organisation de la France qui devait avoir pour indispensable préface la pacification définitive du pays. Or, beaucoup de Français vivaient encore dans l'émigration ; des familles étaient désunies et ces situations pénibles entretenaient la fermentation des esprits. Sur les 150.000 Français émigrés, les neuf dixièmes s'étaient expatriés par peur, par contrainte ou dans des espérances chimériques qui bientôt s'étaient évanouies (1).

Il était évident que leur retour offrait peu de dangers ; mais la restitution de leurs biens invendus était plus grave, car elle inquiétait tous les acquéreurs de biens nationaux qui considéraient l'exil de leurs anciens propriétaires comme la garantie de leur sûreté.

Le Premier Consul décida de rendre tous les domaines invendus à l'exception des maisons ou bâtiments affectés

---

(1) *Mémoires de Meneval*, t. I, p. 164.

à un service public. Le projet fut soumis à un conseil privé auquel assistèrent les Consuls, les ministres, des conseillers d'État et des sénateurs.

Il fallait donner à la mesure un caractère élevé et, puisqu'elle touchait à la Constitution même qui s'opposait au rappel des émigrés, on décida d'en faire l'objet d'un sénatus-consulte organique.

Le projet d'amnistie discuté au Conseil d'État le 16 avril (26 germinal) fut porté au Sénat le 26 avril 1802 (6 floréal) par Régnier, Roederer et Fourcroy, conseillers d'État.

Roederer exposa (1) qu'une multitude d'individus étaient inscrits sur la liste des émigrés et que l'expérience avait démontré qu'en continuant de procéder par la voie nécessairement lente des radiations individuelles, des années s'écouleraient avant qu'on eût pu se prononcer entièrement sur le sort de tant de milliers d'hommes.

Pour éviter aux émigrés les gênes et les contrariétés qui les tourmentaient depuis plusieurs années on pouvait substituer au système des radiations partielles une mesure à la fois plus expéditive et plus digne de la magnanimité nationale. L'amnistie avait été destinée, dans tous les temps, à effacer les délits politiques lorsqu'à la fin des troubles civils, les circonstances avaient permis de remplacer la sévérité par l'indulgence.

L'acte d'amnistie toutefois faisait à la grâce générale qu'il accordait des exceptions jugées indispensables.

Les individus amnistiés et ceux dont la radiation définitive ne remontait point au delà du 28 vendémiaire an X devaient demeurer soumis à la surveillance spéciale du Gouvernement jusqu'à ce qu'une conduite sage et soutenue pendant une assez longue période ait fourni de leur part une garantie suffisante pour la tranquillité publique.

La rentrée des amnistiés en France ne devait d'ailleurs pas être marquée par des prétentions hasardées, par des

---

(1) *Moniteur* du 7 floréal an X.

procès susceptibles de troubler le repos des citoyens qui avaient traité avec la nation et qui avaient dû compter sur l'irréfragabilité des actes émanés de sa puissance.

L'Assemblée fit précéder le sénatus-consulte des considérants suivants :

Considérant que la mesure proposée est commandée par l'état actuel des choses, par la justice, par l'intérêt national et qu'elle est conforme à l'esprit de la Constitution;

Considérant qu'aux diverses époques où les lois sur l'émigration ont été portées, la France, déchirée par les divisions intestines, soutenait contre presque toute l'Europe une guerre dont l'histoire n'offre pas d'exemple et qui nécessitait des dispositions rigoureuses et extraordinaires;

Qu'aujourd'hui la paix étant faite au dehors, il importe de la cimenter à l'intérieur par tout ce qui peut rallier les Français, tranquilliser les familles et faire oublier les maux inséparables d'une longue révolution;

Que rien ne peut mieux consolider la paix au dedans qu'une mesure qui tempère la sévérité des lois et fait cesser les incertitudes et les lenteurs résultant des formes établies pour les radiations;

Considérant que cette mesure n'a pu être qu'une amnistie qui fit grâce au plus grand nombre, toujours plus égaré que criminel, et qui fit tomber la punition sur les grands coupables, par leur maintenue définitive sur la liste des émigrés;

Que cette amnistie, inspirée par la clémence, n'est cependant accordée qu'à des conditions justes en elles-mêmes, tranquillisantes pour la sûreté publique, et sagement combinées avec l'intérêt national;

Que des dispositions particulières de l'amnistie, en défendant de toute atteinte les actes faits avec la République, consacrent de nouveau la garantie des ventes de biens nationaux dont le maintien sera toujours un objet particulier de la sollicitude du Sénat-Conservateur, comme il l'est de celle des Consuls.

En vertu de ce sénatus-consulte, amnistie était accordée pour fait d'émigration à tout individu qui en était prévenu et n'était pas rayé définitivement.

Au moment de leur rentrée, les émigrés déclareraient devant des commissaires délégués dans les villes frontières qu'ils rentraient en vertu de l'amnistie. Ils devaient prêter serment d'être fidèle au gouvernement établi par la Constitution et de n'entretenir, ni directement ni indirectement,

aucune liaison ni correspondance avec les ennemis de l'État. Ceux qui avaient obtenu des puissances étrangères des places, titres, décorations, traitements ou pensions devaient les déclarer devant les commissaires et y renoncer formellement.

Jusqu'à la délivrance du certificat d'amnistie, les émigrés devaient demeurer dans la commune où ils auraient fait leur déclaration de rentrée.

Étaient exclus de l'amnistie : les individus qui avaient été chefs de rassemblements armés contre la République, ceux qui avaient eu des grades dans les armées ennemies, ceux qui depuis la fondation de la République avaient conservé des places dans les maisons des ci-devant princes français, ceux qui étaient connus pour avoir été ou pour être encore des agents de guerre civile ou étrangère, les commandants de terre ou de mer ainsi que les représentants du peuple qui s'étaient rendus coupables de trahison envers la République, enfin, les archevêques et évêques qui, méconnaissant l'autorité légitime, avaient refusé de donner leur démission.

La liste de ces individus ne pouvait excéder mille. Cinq cents d'entre eux devaient être désignés dans le cours de l'an X.

Les émigrés amnistiés devaient rester dix ans sous la surveillance de la haute police et ils pouvaient être éventuellement soumis à certaines conditions de résidence ; ils jouissaient néanmoins de tous leurs droits de citoyens.

Les émigrés ne pourraient en aucun cas et sous aucun prétexte attaquer les partages de présuccession, succession ou autres actes passés entre la République et les particuliers avant l'amnistie.

Enfin, leurs biens encore dans les mains de la Nation et autres que les bois et forêts déclarés inaliénables par la loi du 2 nivôse an IV, les immeubles affectés à un service public leur étaient rendus.

Cet acte d'une politique à la fois hardie et généreuse

obtint une approbation générale et elle ne fut blâmée que par un petit nombre de républicains et par quelques généraux qui voyaient avec peine des vaincus, qu'ils ne pouvaient s'empêcher de regarder comme des ennemis, entrer en partage avec les vainqueurs (1).

L'amnistie due tout entière à la confiance où était le Premier Consul qu'il pouvait en braver les conséquences, donna la mesure de la force et de la solidité du nouveau Gouvernement.

---

(1) *Mémoires de Meneval*, t. I, p. 163.

---





## CHAPITRE VII

# LE RÔLE DU SÉNAT DANS L'ÉTABLISSEMENT DU CONSULAT A VIE

« Aucune constitution n'est restée telle qu'elle a été faite. Sa marche est toujours subordonnée aux hommes et aux circonstances. »

(Paroles de Bonaparte au Conseil d'État. THIBAudeau, *Histoire du Consulat*, tome II, page 414.)

## RÉSUMÉ

---

*Brillante situation de la France au mois de floréal an X. — Comment témoigner à Bonaparte la reconnaissance nationale? — Une prolongation des pouvoirs du Premier Consul est proposée par son entourage. — Opposition de Fouché et de M<sup>me</sup> Bonaparte. — Attitude ambiguë du Premier Consul. — Conciliabules préliminaires avec quelques sénateurs. — Influence de Cambacérès. — Le traité d'Amiens communiqué au Tribunat. — Rœderer écrit « La lettre d'un citoyen à un Sénateur ». — La séance sénatoriale. — Le Sénat vote la prolongation du consulat pour dix ans. — Mécontentement du Premier Consul. — Il décide de consulter le peuple. — La consultation populaire doit se prononcer sur une seule question : Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie? — Élaboration de la nouvelle Constitution. — Importantes attributions du Sénat-Conservateur. Il demeure seul en face de Bonaparte, mais il lui est entièrement soumis. — Menaces pour l'avenir. — L'audience du 15 thermidor : Bonaparte proclamé consul à vie. — Discours de Barthélemy. — Réponse remarquable du Premier Consul. — La séance officielle du 3 fructidor. — Bonaparte ressemble déjà à un monarque constitutionnel.*

---

La gloire de Bonaparte ne fut jamais plus éclatante qu'au mois de floréal an X (avril 1802). La paix si ardemment souhaitée par la Nation tout entière paraissait définitivement assurée : la signature récente du traité d'Amiens consacrait la victoire des armées françaises, le Concordat et le sénatus-consulte sur les émigrés démontraient la volonté conciliatrice du Premier Consul. Sous son impulsion vigoureuse, la France se réorganisait lentement et renaisait des ruines accumulées par la Révolution. Dans les nombreux voyages qu'il effectuait alors à travers la France, Bonaparte recevait de tous des témoignages d'attachement. L'enthousiasme soulevé à son passage se manifestait même en Vendée (1), elle aussi récemment pacifiée. Seuls quelques royalistes enragés et quelques jacobins irréductibles demeuraient les adversaires du Premier Consul.

La situation politique de Bonaparte était aussi particulièrement brillante. L'opposition des assemblées avait été définitivement brisée en l'an X et les renouvellements partiels du Corps législatif et du Tribunat avaient fait entrer dans ces assemblées beaucoup d'amis du Gouvernement. Le Concordat avait été approuvé par des majorités considérables (2). Le Conseil d'État n'avait jamais cessé

---

(1) *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. VI, chapitre XXV, p. 443.

(2) Au Tribunat par 78 suffrages contre 7; au Corps législatif par 228 voix contre 21.

d'être dévoué à Bonaparte et le Sénat-Conservateur ne contenait qu'une faible minorité d'opposants que l'absence de Sieyès laissait absolument désorganisée et sans direction.

Le Premier Consul n'était pas homme à laisser passer ce moment favorable sans réaliser ses ambitieux desseins. D'ailleurs la pensée de payer au bienfaiteur de la Patrie tous les services qu'il lui rendait s'affirmait chaque jour. L'entourage de Bonaparte, sa famille et les personnages qui lui étaient particulièrement dévoués comme Regnault, Talleyrand, Laplace et Roederer s'employaient activement afin que la reconnaissance nationale s'exprimât d'une manière agréable au Premier Consul. Le témoignage de cette gratitude serait-il une statue, un monument, une terre, une dotation ? Il ne manquait pas de bons apôtres pour l'affirmer, mais les assemblées politiques connaissaient assez le Premier Consul pour deviner que de vains honneurs ou le don de biens matériels ne le satisferaient point. Seule la prolongation d'une autorité qui n'avait été employée jusqu'ici que pour le bien de la France pouvait lui être agréable (1).

Dans l'entourage même de Bonaparte ces projets rencontraient deux opposants : M<sup>me</sup> Bonaparte et Fouché. Cet ancien jacobin avait conservé les idées de son parti avec lequel il était resté en étroite liaison. En l'an IX il s'était déjà montré l'adversaire du Consulat à vie. Sentant de nouveau la menace, Fouché va s'employer activement. Tous ses ennemis voulaient le Consulat à vie : Lucien, Roederer, Talleyrand. Il les combattra donc avec toute sa ruse et toute son influence. Il redoutait d'ailleurs de voir ressusciter autour du Premier Consul une cour composée des membres de l'ancienne noblesse et peuplée de ses ennemis les plus irréductibles qui avaient toujours dédaigneusement repoussé les avances réitérées de Fouché de Nantes.

---

(1) Voir SAGNAC, L'avènement de Bonaparte à l'Empire. Le Consulat à vie, dans la *Revue des Études Napoléoniennes*, 1925, p. 133 à 154 et p. 193 à 211.

Joséphine devint ainsi son alliée, car, voyant poindre à l'horizon la question de l'hérédité, elle craignit une élévation trop rapide de Bonaparte. Dès ce moment, elle redoutait le divorce, aussi dénonçait-elle les projets de l'entourage du Premier Consul. « Vous ne savez pas ce qui se passe, dit-elle à un conseiller d'État. Lucien vient très souvent ici, il a de longues conférences avec Bonaparte. Il veut absolument l'hérédité. Il y travaille avec Rœderer et Fontanes. Il y a eu ici (1) des diners et de longues conférences avec les sénateurs Laplace, Lacépède, Jacqueminot et tout cela a été convenu (2). »

Assurer l'hérédité est bien le désir du Premier Consul, mais il n'est pas certain qu'il ait communiqué dès ce moment sa pensée aux sénateurs qu'il rencontrait. Seule une prolongation de pouvoirs paraissait inévitable. Ce projet ne rencontrait que peu d'opposants. Les hommes de la révolution s'apercevant que ce mouvement ne pouvait être arrêté se taisaient, les autres le favorisaient se consolant de la ruine de la République par les avantages personnels que leur offrait la nouvelle Monarchie (3). Mais l'attitude ambiguë du Premier Consul, son silence embarrassaient fort ses amis. Lucien, Rœderer, Talleyrand (4), et surtout Cambacérès (5) furent pour Bonaparte des auxiliaires extrêmement précieux. Mais un seul corps, le Sénat, pouvait donner au Premier Consul une prolongation de pouvoirs entraînant une modification de la Constitution. Déjà cette Assemblée avait rendu le 6 floréal un sénatus-consulte sur l'amnistie aux émigrés. Cette innovation ouvrait la voie à d'autres modifications constitutionnelles. Le Premier Consul concerta donc ses plans avec quelques

---

(1) A la Malmaison.

(2) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 271, et *Meneval*, t. I, p. 173.

(3) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 236.

(4) *Idem*, p. 235.

(5) *Mémoires de Meneval*, t. I, p. 773, et BOURRIENNE, *Mémoires*, p. 248 et 249.

sénateurs, notamment Laplace, Lacépède, Fargues et Jacqueminot (1). Cambacérès s'offrit pour être l'intermédiaire entre le Premier Consul et l'Assemblée où son influence ne cessait de grandir. Sans doute ne voyait-il pas sans ennui l'élévation future de son collègue au Consulat, mais il était trop fin pour lutter contre l'impossible. Au lieu de se jeter dans une opposition stérile où tout était à perdre, il aima mieux servir Bonaparte.

Les jours qui précédèrent l'établissement du Consulat à vie, l'hôtel de Cambacérès fut assidûment fréquenté par les sénateurs qui espéraient avoir quelques renseignements sur la conduite à tenir. Le second Consul ne pouvait rien leur dire puisque Bonaparte s'obstinait dans son mutisme. Cependant, Cambacérès et Lebrun laissaient entendre qu'il fallait lui forcer la main (2), qu'une prolongation de dix ans n'était qu'une demi-mesure et qu'on devait profiter de l'occasion pour en finir (3).

Mais ces conciliabules préparatoires avaient permis de reconnaître que la majorité ne semblait pas disposée à conférer à Bonaparte le Consulat à vie (4). On faisait d'ailleurs circuler qu'il ne s'agissait que d'une prorogation de dix ans, que Bonaparte ne voulait point de nomination à vie (5). A un dîner de conseillers d'État et de sénateurs chez Defermon, on parla tout bas des changements qu'allait subir la Constitution. Lanjuinais était indigné du rôle que l'on faisait jouer au Sénat : « On veut, disait-il, que nous donnions un maître à la France. Qu'y faire? Toute résistance est désormais inutile, il faudrait des années pour s'opposer à tout cela, il ne reste plus qu'à se taire, c'est le parti que je prends (6). » Les modifications désirées par Bonaparte

---

(1) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 236. Bourrienne cite Laplace, Lacépède et Cambacérès.

(2) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 236.

(3) *Idem*, p. 237.

(4) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 67.

(5) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 237.

(6) *Idem*, p. 283.



n'étaient cependant point connues. Le 5 mai, Laplace confiait à Roederer que le Sénat songeait à réélire Bonaparte pour dix ans : « Le Premier Consul, disait Laplace, pense qu'il y aurait de l'inconvénient à aller plus loin. Plusieurs doutent du Sénat même pour une élection anticipée de dix ans (1). » Roederer s'éleva naturellement contre ce projet si peu conforme aux désirs cachés du Premier Consul.

Cependant, le souvenir de la brochure de Lucien : *Parallèle entre César et le général Bonaparte* était encore trop récent pour que les sénateurs aient pu s'égarer aussi longtemps. Leur hésitation se prolongeant, l'entourage de Bonaparte décida d'agir. Le traité d'Amiens n'avait pas encore été communiqué au Corps législatif; Bonaparte voulait le présenter comme un couronnement de son œuvre. Enfin, il fut décidé qu'il serait porté le 16 floréal (6 mai) aux Assemblées. Cambacérès pensa que l'occasion ne devait pas être perdue. Il s'entendit avec son ami, le président du Tribunal, Chabot de l'Allier, sur la marche à suivre.

Lorsque le traité fut transféré du Corps législatif au Tribunal (2), le tribun Siméon proposa d'envoyer une députation au Premier Consul pour le remercier de la communication du traité et lui exprimer la satisfaction de l'Assemblée. Chabot de l'Allier quitta sa place et s'étant fait remplacer au fauteuil présidentiel par Stanislas de Girardin, il prononça un discours où il demandait qu'une récompense nationale fût votée sur-le-champ et que cette délibération fût communiquée au Sénat, au Corps législatif et aux Consuls.

Les intrigues continuèrent alors autour des sénateurs. Les républicains et surtout Fouché exploitaient le mutisme du Premier Consul. Ils allaient voir les hésitants et aux membres du parti Sieyès, ils disaient que seul le vote d'une prolongation temporaire pouvait empêcher l'établissement

---

(1) *Journal de Roederer*, p. 145.

(2) Voir le *Moniteur* de floréal an X.

d'une magistrature à vie. L'attitude de Bonaparte restait ambiguë. Le 27 floréal (7 mai) une députation du Tribunat avait été reçue aux Tuileries. Répondant à Siméon qui avait prononcé un long discours, le Premier Consul feignant l'humilité avait dit : « Je ne désire d'autre gloire que celle d'avoir rempli tout entière la tâche qui m'était imposée. Je n'ambitionne d'autre récompense que l'affection de mes concitoyens ; heureux s'ils sont bien convaincus que les maux qu'ils pourraient éprouver seraient toujours pour moi les maux les plus sensibles, que la vie ne m'est chère que par les services que je puis rendre à ma patrie ; que la mort même n'aura point d'amertume pour moi, si mes derniers regards peuvent voir le bonheur de la République aussi assuré que sa gloire. » Paroles d'une grande élévation mais qui laissaient les sénateurs dans une complète incertitude.

Cambacérès ne doutait pas du Sénat et il espérait une réussite complète. Bonaparte, plus fin, hochait la tête en l'écoutant et il disait ensuite à un de ses familiers : « Ils feront peut-être quelques simagrées, mais il faudra bien qu'ils en viennent là (1). » Cependant, une telle confiance était une faute. La grande majorité des sénateurs était hésitante, prise entre les amis du Premier Consul et le parti de Sieyès dirigé par Fouché (2). L'entourage de Bonaparte commençait à s'inquiéter. Le consul Cambacérès prit Roederer en particulier dans la salle d'audience des Consuls et lui dit : « Quoique je ne partage pas vos craintes, je veux vous dire, mais de moi-même et contre le vœu du Premier Consul, que je suis tout à fait de la même opinion que vous sur ce qui se fait au Sénat. Mais

---

(1) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 67.

(2) Thiers rapporte qu'un sénateur demanda à Cambacérès : « Que veut le général ? Veut-il être roi ? Qu'il le dise. Moi et mes collègues de la Constituante, nous sommes tous prêts à voter le rétablissement de la royauté et plus volontiers pour lui que pour d'autres parce qu'il en est le plus digne. (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 503.)

quel moyen avez-vous de l'empêcher? » Rœderer répondit : « Que j'aie seulement deux jours devant moi et je l'empêche. — Eh bien ! faites ce que votre prudence vous inspirera, je ne vous demande pas davantage. — Laissez-moi faire, je vous remercie (1). » Mais il était déjà trop tard.

Le lendemain 18 floréal, Rœderer avait écrit et fait imprimer sa *Lettre d'un citoyen à un sénateur* (2). Il s'y exprimait clairement : « Sénateurs, disait-il, marquez-vous un terme, un jour, une minute au delà de laquelle tout ouvrage commencé sera délaissé, toute idée nouvelle conçue sera condamnée à l'avortement et où la puissance même de concevoir ne deviendra qu'un stérile tourment ? Vous cherchez quel don vous offrirez à cet homme extraordinaire, quelles récompenses vous déposerez devant lui, quel monument vous élèverez pour sa gloire ? Vous ne pouvez lui faire qu'un don digne de son dévouement : c'est celui du temps nécessaire pour assurer le bonheur de la France, donnez-lui le siècle qui commence avec lui. » Cet écrit était l'expression même de la volonté du Premier Consul. Il était indispensable qu'il parvînt au Sénat avant la délibération.

A midi, Rœderer va chez les sénateurs Jacqueminot et Laplace. Il ne les trouve point. Il écrit alors à Laplace, mais le Sénat est déjà en séance. Il est obligé de lui faire remettre sa lettre. Il le presse de faire au moins différer la délibération et il répète : « A vie et la faculté de nommer un successeur, avec consultation du peuple ou rien ; c'est attirer les poignards que de lui donner sèchement une prorogation qui ne satisfera personne (3). » Laplace n'est pas un homme d'action, aussi Rœderer ayant peu confiance en lui pour décider l'Assemblée, fait porter à 4 heures au Sénat 100 exemplaires de la *Lettre d'un*

---

(1) RŒDERER, *Journal*, p. 145.

(2) Publiée le 18 floréal an X. Bibliothèque nationale L. 6 ; 43-708.

(3) RŒDERER, *Journal*, p. 145 et suivantes.

*citoyen à un sénateur*. Ils arrivent de l'imprimerie et l'encre est à peine sèche. Mais cet envoi est trop tardif; il reste à la porte de la salle (1).

Pendant ce temps, le Sénat siégeait. La commission spéciale nommée le 16 et dont Lacépède était le rapporteur avait limité la prorogation des pouvoirs du Premier Consul à dix ans (2). Le sénateur Lespinasse, sans doute mis au courant de la volonté du Premier Consul, proposa immédiatement la nomination à vie. Laplace, cependant en possession de la lettre de Rœderer, se tut. Garat et quelques autres combattirent tous les projets proposés (3). Lanjuinais s'écria courageusement que la prorogation de dix ans était « une usurpation flagrante dont la République était menacée ». Le vote final parut alors incertain. Fargues, que le Consul Cambacérès mettait en avant demanda en vain que l'on délibérât sur l'alternative de la prorogation pour dix ans ou de la nomination à vie. Le président Tronchet tint bon et posa la question de priorité, elle fut accordée à la majorité de 60 voix contre une, c'était celle de Lanjuinais. Tronchet n'était ni républicain ni courtisan. Il préférait la monarchie, mais tout en admirant Bonaparte, il le redoutait (4). Les suffrages avaient été recueillis au scrutin secret et la majorité étant acquise il avait été décidé que le Sénat-Conservateur au nom du peuple français témoignerait sa reconnaissance aux Consuls de la République (5). Napoléon Bonaparte était réélu Premier Consul

---

(1) RŒDERER, *Journal*, p. 145 et suivantes.

(2) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 67, et *Mémoires d'un conseiller d'État*, p. 236.

(3) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 236.

(4) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 236.

(5) Voici les remarquables considérants qui accompagnaient le sénatus-consulte :

Considérant que dans les circonstances où se trouve la République, il est du devoir du Sénat-Conservateur d'employer tous les moyens que la Constitution a mis en son pouvoir pour donner au Gouvernement la stabilité qui seule multiplie les ressources, inspire la confiance au dehors, établit le crédit au dedans, rassure les alliés, décourage les



de la République française pour les dix ans qui suivraient immédiatement les dix ans pour lesquels il avait été nommé.

Le Premier Consul fut très mécontent du vote du Sénat et l'envoi de la délibération par un simple messenger d'État acheva de l'irriter au dernier point (1). Quelques sénateurs naïfs, dont Lefèvre, vinrent le féliciter, il les reçut fort mal. Seul, Bonaparte eût sans doute refusé tout net la proposition du Sénat, procédé qui n'eût point manqué de mécontenter ce corps, mais une courte délibération eut lieu avec Joseph, Lucien et Cambacérès mandés en hâte. La parade fut rapidement trouvée. Le Premier Consul ne tenait point ses pouvoirs du Sénat, mais du peuple, lui seul déciderait souverainement. Une semblable réponse était habile, car Bonaparte pouvait être sûr du consentement de la nation à le voir occuper une magistrature à vie. Le Sénat aurait mauvaise grâce de se froisser en voyant le Premier Consul recourir à un plébiscite qui était dans les

---

ennemis secrets, écarte les fléaux de la guerre, permet de jouir des fruits de la paix et laisse à la sagesse le temps d'exécuter tout ce qu'elle peut concevoir pour le bonheur d'un peuple libre;

Considérant de plus que le magistrat suprême qui, après avoir conduit tant de fois les légions républicaines à la victoire, délivré l'Italie, triomphé en Europe, en Afrique, en Asie et rempli le monde de sa renommée, a préservé la France des horreurs de l'anarchie qui la menaçait, brisé la faulx révolutionnaire, dissipé les factions, éteint les discordes civiles et les troubles religieux, ajouté aux bienfaits de la liberté ceux de l'ordre et de la sécurité, hâté les progrès des lumières, consolé l'humanité et pacifié le continent et les mers, a les plus grands droits à la reconnaissance de ses concitoyens ainsi qu'à l'admiration de la postérité;

Que le vœu du Tribunat, parvenu au Sénat dans la séance de ce jour peut dans cette circonstance être considéré comme celui de la nation française;

Que le Sénat ne peut pas exprimer plus solennellement au Premier Consul la reconnaissance de la nation qu'en lui donnant une preuve éclatante de la confiance qu'il a inspirée au peuple français;

Considérant enfin que le second et le troisième Consuls ont dignement secondé les glorieux efforts du Premier Consul de la République,

Décrète...

(1) *Souvenirs sénatoriaux du comte de Cornet*, p. 18.

traditions républicaines. Mais il ne fallait pas poser la question : Bonaparte sera-t-il consul pour dix années ? mais celle-ci : Bonaparte sera-t-il consul à vie ? Le Conseil d'État pouvait parfaitement rédiger cette question et la soumettre au vote populaire. Ainsi le Sénat-Conservateur qui avait commis l'insigne maladresse de marchander à Bonaparte le Consulat à vie était écarté. Cambacérès fit remarquer que le Premier Consul ne pouvait prendre lui-même une telle initiative, mais que lui, second Consul, pouvait donner le branle (1).

Bonaparte voulant montrer à tous qu'il ne s'occupait de rien et affectant le désintéressement complet, partit pour la Malmaison après avoir reçu le Sénat et avoir prononcé devant lui le discours suivant (2) :

Sénateurs, la preuve honorable d'estime consignée dans votre délibération du 18 sera toujours gravée dans mon cœur.

Le suffrage du peuple m'a investi de la suprême magistrature. Je ne me croirais pas assuré de sa confiance si l'acte qui m'y retiendrait n'était pas encore sanctionné par son suffrage.

Dans les trois années qui viennent de s'écouler, la fortune a souri à la République, mais la fortune est inconstante et combien d'hommes qu'elle avait comblés de ses faveurs ont vécu trop de quelques années.

L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique au moment où la paix du monde est proclamée.

Mais la gloire et le bonheur du citoyen doivent se taire quand l'intérêt de l'État et la bienveillance politique l'appellent.

Vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice, je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise.

Le 20 floréal, le Conseil d'État fut assemblé extraordinairement, Cambacérès, Lebrun, Roederer et Regnault de Saint-Jean-d'Angely essayèrent d'entraîner l'Assemblée (3).

---

(1) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 70.

(2) *Moniteur* du 21 floréal an X.

(3) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 70.



Dubois, préfet de police, les aida en déclarant « que l'opinion publique était généralement contraire au sénatus-consulte et que partout on demandait hautement que le général Bonaparte fût nommé Consul à vie et qu'on lui donnât le droit de choisir son successeur (1). La discussion qui suivit fut calme et même froide (2); une certaine opposition se manifesta contre l'hérédité, mais finalement une forte majorité se prononça en faveur des projets soutenus par les deux Consuls (3). Leur arrêté fut alors rapidement rédigé.

« Considérant, disait cet acte, que la résolution du Premier Consul est un hommage éclatant rendu à la souveraineté du peuple, que le peuple, consulté sur ses plus chers intérêts, ne doit connaître d'autres limites que ses intérêts mêmes, arrêtent ce qui suit... »

Le Conseil d'État avait décidé de poser à la nation les deux questions suivantes :

1<sup>o</sup> Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie?

2<sup>o</sup> Aura-t-il la faculté de désigner son successeur?

Le Premier Consul fit rayer cette question lorsque l'arrêté lui fut présenté par Cambacérès. Ainsi le Conseil d'État avait proposé à Bonaparte de nommer son successeur et, de son propre mouvement, le Premier Consul refusait ce droit. Politique fort habile. Ayant voulu plus que l'offre du Sénat, il devenait maintenant plus modéré que l'Assemblée rivale du Sénat. Celui-ci en tout cas était joué, mais les sénateurs raillés sur leur méprise se gardaient bien de protester. L'arrêté du 20 floréal an X (4) ne comportait qu'un article essentiel : « Le peuple français sera consulté sur cette question : Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie? » Il devait être ouvert dans chaque commune

---

(1) BOURRIENNE, t. III, p. 70.

(2) *Idem*, t. III, p. 70.

(3) *Idem*, t. III, p. 70.

(4) *Moniteur* du 21 floréal an X.

des registres où les citoyens étaient invités à consigner leurs vœux sur cette question (1).

La réponse de la Nation n'était point douteuse. Il n'y avait à cette époque chez presque tous les Français que reconnaissance et admiration pour l'homme extraordinaire qu'était le Premier Consul. Le pays avait porté peu d'attention à la prolongation de pouvoirs proposée par le Sénat (2). L'enthousiasme avec lequel les citoyens vinrent voter pour le pacificateur de l'Europe masqua les irrégularités du plébiscite.

Pendant que s'accomplissait la consultation populaire, Bonaparte songeait aux changements que devait subir la Constitution de l'an VIII. Il s'était ménagé la complaisance du Sénat, seul compétent en pareille matière, puisque gardien de la Constitution. Le message des Consuls au Sénat du 21 floréal an X qui annonçait le plébiscite à cette assemblée (3) apportait des remerciements aux sénateurs « pour les témoignages honorables contenus dans la délibération du Sénat ». Le vœu constant des consuls était de conserver l'estime du premier corps de l'État.

Les changements constitutionnels projetés occupaient beaucoup les esprits. Tout le monde estimait naturellement que l'acte fondamental devait être modifié, car la transformation d'un consulat temporaire en une magistrature à vie était trop importante pour ne pas influencer sur le reste des institutions établies en l'an VIII. Mais dans quelle mesure convenait-il de refondre la Constitution? Devait-elle garder sa physionomie générale ou convenait-il d'établir une monarchie constitutionnelle à la mode anglaise?

---

(1) Ces registres ouverts pendant trois semaines étaient déposés au secrétariat de toutes les administrations, aux greffes de tous les tribunaux, chez tous les maires et chez tous les notaires.

(2) Duchesse d'ABRANTÈS, *Mémoires*, t. IV, chap. XXV, p. 452.

(3) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 270.

Bonaparte avait exprimé franchement son opinion sur la Constitution de l'an VIII. « C'est Sieyès, disait-il un jour au Conseil d'État, qui vous a fait tout cela, c'est un rêve creux, un homme médiocre. J'eus la faiblesse de vouloir lui laisser organiser le Corps législatif, heureusement je m'occupai davantage du gouvernement... Le Sénat a été manqué, il n'a pas assez à faire, on n'aime pas en France à voir des gens bien payés pour ne faire que quelques mauvais choix. Regnault était un de ceux qui criaient le plus fort que la garantie de la nation était dans le Sénat, mais pour cela, il eût fallu lui donner d'autres attributions. On pourrait réparer cette faute et utiliser réellement le Sénat dans le système représentatif. Est-ce que vous voudriez une chambre haute? Je l'aimerais mieux que rien et le Sénat n'est rien. » Ces paroles laissaient donc entrevoir d'importants changements constitutionnels. Bonaparte n'avait jamais admis le principe d'une constitution immuable. « Une constitution, disait-il aux conseillers d'État, doit être faite de manière à ne pas gêner l'action du Gouvernement et à ne pas le forcer à la violer. Aucune constitution n'est restée telle qu'elle a été faite. Sa marche est toujours subordonnée aux hommes et aux circonstances (1). »

Au Conseil d'État où fut ouverte la discussion, les avis étaient partagés. Thibaudeau réclamait deux chambres élues par le peuple. Il demandait la nomination directe des représentants par le peuple et il critiquait l'attitude ridicule du Corps législatif. Il considérait le Tribunat comme la doublure du Conseil d'État. Enfin, il représentait le Sénat comme « un chapitre de chanoines » et appelait les sénateurs « de riches bénéficiaires sans charge d'âmes ». Mais la proposition de Thibaudeau n'avait aucune chance d'être acceptée. Le Premier Consul voulait un gouvernement fort mais non despotique. « Le jour où le Gou-

---

(1) THIBAUDEAU, *Histoire du Consulat*, t. II, p. 414.

vernement serait tyrannique, il perdrait l'opinion publique, il serait perdu », disait-il (1). Mais il considérait qu'un Gouvernement faible était plein d'inconvénients, car chaque jour « on est obligé de violer les lois positives, on ne peut pas faire autrement, sans cela il serait impossible d'aller en avant » (2). Mais voulant néanmoins rester sur le terrain de la légalité, Bonaparte songeait à l'établissement d'un conseil extraordinaire pour les cas imprévus. « Le Sénat serait très propre à cela », disait-il (3). Dès le début, il apparaissait donc que cette assemblée allait recevoir des pouvoirs nouveaux. Rœderer combattait cette tendance (4), et il trouvait dangereux le droit qu'allaient avoir les ministres d'entrer dans le Corps législatif et le Sénat. Malgré ces différences d'opinion, la volonté du Premier Consul ne rencontrait pas de résistance sérieuse. La nation se désintéressait des mesures projetées et elle acquiesçait en masse. Un seul écrit de cette époque est remarquable parce qu'il s'attaquait à des abus de pouvoirs dont il demandait la fin. Cette brochure émanait de Camille Jordan (5) qui était revenu à Lyon. Il établissait qu'en

---

(1) THIBAudeau, *Histoire du Consulat*, t. II, p. 414.

(2) *Idem*, t. II, p. 414.

« J'ai fait arrêter Bourmont et 200 personnes dans l'Ouest, disait le Premier Consul pour appuyer sa thèse, des contrebandiers de grains. Il n'y a pas un ministre qui ne fût dans le cas d'être accusé. Le Gouvernement ne peut pas être despotique parce qu'il n'a, pour l'appuyer, ni système féodal, ni corps intermédiaire, ni préjugé. »

(3) THIBAudeau, t. II, p. 414.

(4) *Journal de Rœderer*, p. 152.

(5) Camille JORDAN, *Le vrai sens du vote national*. Bibliothèque nationale, L b 43 22.

Cet écrit attaquait aussi « les transfuges de la démocratie exagérant aujourd'hui toutes les maximes de l'ordre, comme ils exagéraient hier tous les principes d'indépendance et prétendant compenser leurs fureurs passées par leur abjection présente, les courtisans d'une espèce plus vile que tous ceux du régime aboli, n'aspirant au pouvoir que par les routes tortueuses de l'intrigue, certains nobles et certains prêtres cherchant, dans tout pouvoir nouveau, l'image de celui qu'ils regrettaient, croyant devoir payer au gouvernement sa protection en exagérant ses droits et en poussant le peuple sur la pente fatale de la servilité ».



échange d'un pouvoir plus long le Premier Consul devait à la France des garanties dont la liberté politique et la liberté civile avaient été dépouillées. Cette audace isolée fut réprimée et l'écrit de Camille Jordan, qui avait d'ailleurs fortement mécontenté le Premier Consul (1), fut saisi par la police.

La nouvelle Constitution fut élaborée le 3 et le 4 floréal au Conseil d'État. Le 5 (23), à 4 heures, sa rédaction fut révisée chez le consul Lebrun (2). Ce dernier voulait que les sénateurs pussent être conseillers d'État, Roederer s'y opposa (3). Le Sénat avait déjà reçu en effet des attributions qui pouvaient sembler exorbitantes. Son droit de reviser la Constitution française et celle des colonies était sanctionné (4). Son pouvoir constituant devenait donc beaucoup plus complet qu'en l'an VIII. Sans doute il avait modifié profondément le jeu de la Constitution, mais son action n'avait eu jusqu'alors qu'un caractère exceptionnel et pour ainsi dire extra-légal. Les changements constitutionnels opérés par le Sénat devaient avoir désormais un caractère différent qui facilita beaucoup les interventions sénatoriales.

Toutes les attributions reçues en l'an VIII étaient conservées au Sénat (5). Il en recevait de nouvelles : droit de dissoudre le Corps législatif et le Tribunat, droit de

---

(1) *Mémoires de Bourrienne*, t. III, p. 78-79.

(2) RŒDERER, *Journal*, p. 152.

(3) RŒDERER, *Journal*, p. 152.

(4) L'article LIV du sénatus-consulte donnait au Sénat le droit de régler par un sénatus-consulte les constitutions des colonies, tout ce qui n'aurait pas été prévu par la Constitution et qui serait nécessaire à sa marche; il pouvait enfin expliquer les articles de la Constitution qui eussent pu donner lieu à différentes interprétations.

(5) Le Sénat gardait notamment le droit d'élire les membres des grands corps de l'État. L'article LIX de la Constitution de l'an X portait que l'acte de nomination d'un membre du Corps législatif, du Tribunat et du Tribunal de Cassation par le Sénat s'intitulerait « arrêté » par opposition aux actes du Sénat relatifs à sa police et à son administration qui s'intituleraient « délibération ».

suspendre pour cinq ans les fonctions de jurés dans les départements où cette mesure serait jugée nécessaire, mise hors de la Constitution de certains départements, pouvoir de déterminer le temps dans lequel les individus détenus extraordinairement (1) seraient traduits devant les tribunaux (2), droit d'annuler les jugements des tribunaux considérés comme attentatoires à la sûreté de l'État (3). La plupart de ces attributions nouvelles préparaient de regrettables empiétements du pouvoir législatif dans le domaine judiciaire. Bonaparte avait donné au Sénat le droit d'annuler les jugements des tribunaux civils et criminels pour rassurer les possesseurs de biens nationaux que certaines décisions récentes avaient inquiétés. La mise hors de la Constitution des départements les mettait en état de siège. Le souvenir de la guerre de Vendée et des soulèvements du Midi était encore trop proche pour que le pouvoir militaire fût privé des ressources constitutionnelles nécessaires pour briser les révoltes.

Pour compenser partiellement cet accroissement de puissance, quelques concessions avaient été imposées au Sénat. Le Conseil privé devait discuter les projets de sénatus-consultes organiques (4). Le Gouvernement avait l'initiative de tous les sénatus-consultes dont la délibération seule était conservée au Sénat. La majorité des deux tiers des membres présents était nécessaire pour l'adoption d'un sénatus-consulte organique (5). Le mode de nomination des sénateurs était complètement transformé et il mettait

---

(1) La détention extraordinaire était prévue par l'article XLVI de la Constitution.

(2) Lorsqu'ils n'auraient point été jugés dans les dix jours de leur arrestation.

(3) Article LV, 4<sup>o</sup>.

(4) Le Conseil privé était composé des consuls, de deux ministres, de deux sénateurs, de deux conseillers d'État et de deux grands-officiers de la Légion d'honneur. Le Premier Consul désignerait chaque fois les membres qui devaient siéger (article LVII).

(5) La majorité simple suffisait pour les sénatus-consultes ordinaires.



entièrement le Sénat sous la dépendance du Premier Consul (1).

Cependant, cette Assemblée restait seule en face de Bonaparte. Toutes les institutions de surveillance et de contrôle étaient supprimées. Le Tribunat était réduit à cinquante membres par voie d'extinctions successives, divisé en sections correspondant à celles du Conseil d'État et privé du vote des traités. Il était seulement chargé de discuter à huis-clos et dans les sections les lois proposées. Le Corps législatif était toujours muet, il entendait contradictoirement les trois orateurs du Tribunat et ceux du Conseil d'État et il votait sans discussion. Le Conseil d'État était porté à cinquante membres, mais il était doublé du Conseil privé qui lui enlevait une partie de ses attributions.

Les prérogatives accordées au Premier Consul sont immenses puisque le Consulat à vie lui est donné ainsi que la faculté de désigner son successeur et qu'il reçoit la plus belle des prérogatives royales, le droit de grâce. Mais le Sénat grandi est devenu en fait le seul corps délibérant. Sans doute il est soumis à Bonaparte qui le recrute, le préside et le dirige. Il est entre les mains du Premier Consul un instrument puissant et commode. Cependant l'aristocratie départementale présentant des candidats à l'oligarchie sénatoriale née de la Révolution eût été capable de peupler le Sénat, le Tribunat et le Corps législatif d'une majorité aristocratique. Ainsi l'opposition se fût de nouveau organisée en face du Gouvernement. Que deviendra d'ailleurs cette Assemblée sous un successeur moins puissant ? Maîtresse des destinées nationales, ne se montrera-t-elle pas prête à tous les entraînements ? En l'an X, ces questions pourtant redoutables ne sont pas discutées. La Constitution de Sieyès est restée en appa-

---

(1) Bonaparte recevait en effet le droit de nommer à son gré 54 sénateurs, c'est-à-dire qu'il lui appartenait de modifier entièrement la majorité.

rence; elle demeure aristocratique. Mais dans la Constitution de l'an VIII, les pouvoirs étaient à peu près équilibrés; celle de l'an X, au contraire, n'est qu'une façade à la dictature du Premier Consul (1).

La République nominale qui s'établissait avait une rare grandeur. Elle séduisit la nation dont les votes furent clos le 10 thermidor (2). Les registres qui les contenaient furent communiqués au Sénat en même temps qu'un message des Consuls. Après avoir rappelé les vœux des assemblées, Bonaparte ajoutait : « Le Premier Consul pensa que les circonstances de sa première nomination lui faisaient une loi de n'accepter cette réélection que quand le peuple français aurait donné par son assentiment une preuve de son attachement et de sa confiance permanente pour le magistrat qui avait été l'objet de son premier choix.

« Dans cette position, nous crûmes devoir exécuter en entier la pensée du Sénat.

« Le Peuple français y a répondu : de presque tous les départements sont parvenus au Gouvernement les actes qui contiennent l'expression de sa volonté. C'est au Sénat que nous avons vu, dans cette circonstance nouvelle, qu'il appartenait de dépouiller et de proclamer le vœu du peuple (3). » Le Sénat n'avait donc point le droit de nommer Bonaparte consul à vie, il ne pouvait que se faire l'interprète de la volonté populaire.

---

(1) Le *Moniteur* définissait ainsi les buts de la Constitution :

1<sup>o</sup> Rattacher les grandes autorités de l'État à la masse de la Nation d'où dérive nécessairement toute autorité nationale;

2<sup>o</sup> Organiser l'article de la Constitution qui défère la nomination des Consuls au Sénat;

3<sup>o</sup> Donner au Sénat les attributions qui lui sont nécessaires pour qu'il se trouve vraiment revêtu du pouvoir constituant;

4<sup>o</sup> Organiser la hiérarchie dans l'ordre judiciaire.

(*Moniteur* du 18 thermidor an X.)

(2) SAGNAC, L'avènement de Bonaparte à l'Empire. Le Consulat à vie, dans la *Revue des Études Napoléoniennes*, 1925, p. 193 et suivantes.

(3) *Moniteur* du 16 thermidor an X.

Du 10 au 14 thermidor, les sénateurs vérifièrent les registres qui donnaient en faveur du consulat à vie une majorité écrasante. Le 15 thermidor, le Sénat-Conservateur se rendit en corps aux Tuileries pour annoncer au Premier Consul les résultats du plébiscite. Le corps diplomatique était réuni à ce moment autour de Bonaparte. A l'arrivée du Sénat, l'audience fut interrompue, mais les diplomates étrangers demeurèrent présents (1). L'étiquette fut changée pour la première fois, car le Sénat fut appelé avant le Conseil d'État dans le Cabinet du Premier Consul. Les sénateurs se placèrent à droite. Les conseillers d'État, qui jusque-là avaient occupé la première ligne à gauche et à droite avant les sénateurs, furent contraints de prendre place à gauche. Ce fut une affaire d'État, les conseillers et surtout Rœderer en murmurèrent (2). Barthélemy, Président du Sénat, prononça alors les paroles suivantes (3) :

Citoyen Premier Consul, le peuple français reconnaissant des immenses services que vous lui avez rendus, veut que la première magistrature de l'État soit inamovible entre vos mains. En s'emparant ainsi de votre vie tout entière, il n'a fait qu'exprimer la pensée du Sénat, déposée dans son sénatus-consulte du 18 floréal. La Nation, par cet acte solennel de gratitude, vous donne la mission de consolider nos institutions.

Barthélemy associait ainsi habilement le Sénat à l'établissement du Consulat à vie et il rappelait les réformes constitutionnelles dont le vote seul demeurait nécessaire. Le Président du Sénat terminait son discours en assurant le Premier Consul de la reconnaissance particulière du Sénat (4).

---

(1) *Moniteur* du 16 thermidor an X.

(2) *Mémoires d'un ancien conseiller d'État*, p. 308.

(3) *Moniteur* du 16 thermidor an X.

(4) Barthélemy avait appelé le Premier Consul le « Restaurateur de la France ». Mais il restait néanmoins bien des maux à guérir. Les Français attendaient du Premier Consul tous les bienfaits de la paix qu'il leur avait promise. « Le Sénat-Conservateur, disait-il, s'associera à toutes les pensées

Barthélemy procéda ensuite à la lecture d'un procès-verbal constatant que trois millions cinq cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-neuf citoyens avaient donné leurs suffrages et que trois millions cinq cent soixante-huit mille huit cent quatre-vingt-cinq citoyens avaient voté pour l'établissement du Consulat à vie. Une minorité infime d'opposants s'était donc prononcée contre le Premier Consul.

Puis le Président du Sénat lut le sénatus-consulte précédé de considérants remarquables (1). « Considérant que le Sénat établi par la Constitution, organe du peuple pour ce qui intéresse le pacte social, doit manifester et d'une manière éclatante la reconnaissance nationale envers le héros vainqueur et pacificateur, et proclamer solennellement la volonté du peuple français, de donner au Gouvernement toute la stabilité nécessaire à l'indépendance, à la prospérité et à la gloire de la République, décrète... »

Le peuple français *nommait* et le Sénat *proclamait* Napoléon Bonaparte Consul à vie.

Le Sénat-Conservateur avait décrété qu'une statue de la paix tenant d'une main le laurier de la victoire et de l'autre le décret du Sénat, attesterait à la postérité la reconnaissance de la nation.

Bonaparte répondit à Barthélemy quelques sobres paroles caractéristiques de son éloquence.

La vie d'un citoyen est à sa Patrie. Le peuple français veut que la mienne tout entière lui soit consacrée... J'obéis à sa volonté...

En me donnant un nouveau gage, un gage permanent de sa

---

généreuses du Gouvernement. Il secondera de tous ses moyens toutes les améliorations qui auront pour but de prévenir le retour des maux qui nous ont affligés si longtemps, d'étendre et de consolider les biens que vous avez ramenés parmi nous. C'est un devoir pour lui de concourir ainsi à l'accomplissement des vœux du peuple qui vient de manifester d'une manière si éclatante, son zèle et son discernement. »

(1) *Moniteur* du 16 thermidor an X. Extrait des registres du Sénat-Conservateur du 14 thermidor an X.



confiance, il m'impose le devoir d'étayer le système de ses lois sur des institutions prévoyantes.

Par mes efforts, par votre concours, citoyens sénateurs, par le concours de toutes les autorités, par la confiance et la volonté de cet immense peuple, la liberté, l'égalité, la prospérité de la France seront à l'abri des caprices du sort et de l'incertitude de l'avenir. Le meilleur des peuples sera le plus heureux, comme il est le plus digne de l'être, et sa félicité contribuera à celle de l'Europe entière.

Content d'avoir été appelé par l'ordre de Celui de qui tout émane, à ramener sur la terre la justice, l'ordre et l'égalité, j'entendrai sonner ma dernière heure sans regret et sans inquiétude sur l'opinion des générations futures.

Sénateurs,

Recevez mes remerciements d'une démarche aussi solennelle. Le Sénat a désiré ce que le peuple français a voulu et par là il s'est plus étroitement associé à tout ce qui reste à faire pour le bonheur de la Patrie (1).

Après ces remarquables paroles, le Sénat se retira et l'audience diplomatique continua.

Le lendemain 16 thermidor (4 août) le Conseil d'État fut assemblé extraordinairement sous la présidence de Bonaparte. Les différents articles de la Constitution furent lus et adoptés avec seulement quelques modifications de détail. Thibaudeau qui avait présenté un projet absolument différent ne formula aucune observation. La Constitution nouvelle fut ensuite portée au Sénat où elle fut homologuée sans difficulté le 17 thermidor.

A quelque temps de là, le 3 fructidor (21 août), le Premier Consul se rendit au Sénat-Conservateur pour le présider. Une pompe extraordinaire fut déployée en cette occasion. Les deux consuls, les ministres, les présidents de section du Conseil d'État, le préfet du Palais, le général gouverneur du Palais, les généraux commandant la garde des consuls et les inspecteurs généraux de l'armée escortaient Bonaparte. Différents corps de la garde à cheval ouvraient et fermaient la marche, les troupes de

---

(1) *Moniteur* du 16 thermidor an X.

la garnison formaient une double haie depuis le Palais du Gouvernement jusqu'à celui du Sénat. Une députation de dix sénateurs précédée d'huissiers et de messagers d'État vint recevoir les consuls au pied de l'escalier du Palais du Sénat. Joseph et Lucien qui siégeait pour la première fois prêtèrent le serment prescrit par la Constitution. Des projets de sénatus-consultes relatifs au Corps législatif et au Tribunat, à la réunion de l'île d'Elbe au territoire de la République et à divers autres objets furent lus devant l'Assemblée. Puis Talleyrand fit un rapport sur les arrangements pris pour l'exécution du traité de Lunéville. Le Premier Consul se retira alors et il retourna aux Tuileries dans sa voiture attelée de huit chevaux et entouré de tout son état-major, laissant le Sénat discuter les projets sous la présidence de Cambacérès (1).

Bonaparte ressemblait déjà à un monarque constitutionnel qui venait de présider une séance à la Chambre des Pairs de son royaume.

---

(1) *Moniteur* du 4 fructidor an X.



CHAPITRE VIII

**LE SÉNAT-CONSERVATEUR  
SOUS LE CONSULAT A VIE**

## RÉSUMÉ

---

*Le Sénat-Conservateur élevé au-dessus des autres Assemblées. — Modifications apportées par la Constitution dans le mode de nomination des sénateurs. — Bonaparte maître des nominations. — Fouché entre au Sénat en quittant le ministère de la Police. — Abrial et Rœderer sont également nommés sénateurs. — Le Sénat devient de plus en plus l'Assemblée où se retrouvent les représentants de tous les grands intérêts sociaux. — Influence grandissante de Cambacérès. — Formation d'une opposition latente qui n'inquiète pas le Premier Consul toujours maître de faire entrer dans le Sénat une promotion de jeunes conseillers d'État. — Bonaparte songe à augmenter les attributions de l'Assemblée.*

---

De toutes les Assemblées politiques, le Sénat-Conservateur se montra désormais le plus dévoué au Gouvernement. La Constitution avait d'ailleurs placé le Sénat au-dessus des autres Assemblées; mais il avait payé son élévation et l'augmentation de ses attributions de réformes dans le mode de nomination de ses membres. L'acte du 16 thermidor an X (4 août 1802) avait conféré à Bonaparte (1) le pouvoir de faire entrer au Sénat, sans présentation préalable par les collèges électoraux de départements, des citoyens distingués par leurs services et leurs talents. La seule limitation à ce droit était que le nombre des sénateurs ne dépassât point 120. Le Corps législatif et le Tribunat cessaient de présenter des candidats, les collèges électoraux de départements étant destinés à remplir ce rôle. Dans le courant de l'an XI, quatorze sénateurs devaient être nommés et le Premier Consul désignerait exceptionnellement pour chaque siège trois candidats choisis sur les listes dressées par les collèges électoraux (2). Mais les présentations par les assemblées locales étaient en réalité sans valeur, car les listes étaient trop nombreuses. Désormais, Bonaparte était le maître des élections sénatoriales et par ce moyen il tenait le Sénat-Conservateur à sa merci.

---

(1) Article LXIII de la Constitution de l'an X.

(2) Article LXIII.

D'ailleurs diverses dispositions de la nouvelle Constitution accroissaient l'influence du Premier Consul au Sénat. Les membres du Grand Conseil de la Légion d'honneur devenaient sénateurs de droit, quel que fût leur âge (1). Cette disposition ne visait que Joseph et Lucien (2) puisque les consuls et Kellermann qui composaient cette Assemblée étaient déjà sénateurs.

Les frères du Premier Consul durent prêter le bizarre serment prescrit aux sénateurs par la nouvelle Constitution :

Je jure d'être fidèle à la Constitution; d'en suivre constamment l'esprit et les principes quand je serai appelé dans le Sénat à en développer et à en expliquer les dispositions, de défendre toujours les droits du peuple et la stabilité du Gouvernement.

Phrases sonores, sans portée véritable, car la vie avait été retirée aux Assemblées délibérantes. Corps chargé d'honneurs, le Sénat n'était plus qu'une réunion de personnages marquants venus de tous les points de l'horizon, prêts à se soumettre et à enregistrer sans protestations les volontés du maître. A quoi eût servi une opposition brisée le lendemain par une promotion de généraux, d'administrateurs, de préfets? car depuis l'an X, le recrutement du personnel sénatorial avait pris un caractère nouveau. Les survivants des assemblées révolutionnaires étaient généralement écartés, sauf de très rares exceptions. Des hommes à principes arrêtés, des idéologues n'eussent servi qu'à gêner la marche ascendante de Bonaparte, qu'à susciter une agitation superficielle sans lendemain, sans utilité véritable; mais leur éloignement priva le Sénat des

---

(1) Article LXII.

(2) Joseph, né à Ajaccio le 7 janvier 1768, mort à Florence le 28 juillet 1844.

Lucien, né à Ajaccio le 21 mai 1775, mort à Viterbe le 29 mai 1840. Lucien fut rayé de la liste des sénateurs en vertu d'une lettre close du 27 septembre 1810. Voir le chapitre concernant les rapports du Sénat-Conservateur et des membres de la famille impériale.

éléments actifs, remuants et la première Assemblée se figea peu à peu dans une froide immobilité. L'arrivée de ministres déchus, de préfets écartés de l'administration active, de généraux retraités et de prélats ne contribua pas à ranimer une Assemblée que fuyait la vie.

Cependant, la nomination de Fouché (1) allait avoir une certaine importance. Ce personnage remuant et intrigant devait acquérir rapidement de l'influence au Sénat. Il sortait du ministère de la Police où il s'était rendu odieux à tous les partis par sa surveillance tyrannique. Par esprit de pacification, le Premier Consul avait transformé le ministère en une direction générale et l'avait attaché à la Justice. Fouché se trouvait donc sans place et pour adoucir l'amertume de sa chute, le Premier Consul le nomma au Sénat. Dans son message, il le louait dans les termes les plus flatteurs. Bonaparte disait, en effet : « Placé dans le sein du Sénat, si d'autres circonstances redemandaient encore un ministre de la Police, le Gouvernement n'en trouverait point un qui fût plus digne de sa confiance. »

Un autre ministre écarté des affaires était nommé en même temps que Fouché, par le Premier Consul, c'était Abrial (2) qui sortait du ministère de la Justice. Il était un excellent jurisconsulte, ancien commissaire du Roi et de la République au tribunal de Cassation, de 1791 à 1799. Après le 18 brumaire, il était entré à la Justice où il s'était montré très scrupuleux dans son travail, mais aussi très lent, ce qui avait importuné le Premier Consul.

Rœderer (3) devint sénateur en même temps que lui. Conseiller d'État, il avait reçu la direction de l'Instruc-

---

(1) FOUCHÉ (Joseph), né à Martinière, commune de Pèlerin (Loire-Inférieure), le 19 septembre 1754, mort à Trieste le 25 décembre 1820. Nomination de fructidor an X. *Moniteur* du 30 fructidor.

(2) ABRIAL (André-Joseph), né à Annonay (Ardèche) le 19 mars 1750, mort à Paris le 13 novembre 1828.

(3) RŒDERER (Pierre-Louis), né à Metz le 15 février 1754, mort à Paris le 17 décembre 1835.

tion publique. Dans ses fonctions il avait eu des démêlés avec Chaptal, ministre de l'Intérieur. Le siège de sénateur devait dédommager Roederer de la perte de sa direction.

En nommant sénateurs d'Aboville et M<sup>sr</sup> Du Bellay (1), Bonaparte voulut à cette même époque marquer son désir de voir le Sénat devenir le représentant des grands intérêts sociaux. D'Aboville (2) était un général qui avait fait la guerre de l'Indépendance de l'Amérique septentrionale; après 1800, il était devenu premier inspecteur de l'artillerie.

Jusqu'en 1804, le Sénat, habilement conseillé par Cambacérès (3), fit d'heureux choix que Bonaparte surveillait d'ailleurs attentivement. Il ne manquait pas d'intervenir chaque fois que les candidats présentés par les collèges électoraux ne lui plaisaient point (4). Ceux-ci, en général, élisaient des personnages assez marquants, connus pour leur attachement au Gouvernement (5) tels que : Em-

---

(1) DU BELLAY (Jean-Baptiste), né à Morangles (Oise) le 19 octobre 1709, mort à Paris le 10 juin 1808.

(2) D'ABOVILLE (François-Marie), né à Brest le 23 janvier 1730, mort à Paris le 1<sup>er</sup> novembre 1817.

(3) Bonaparte écrivait de Bruxelles à Cambacérès, le 9 thermidor an XI (28 juillet 1803) : « Je vois avec plaisir que le Sénat s'occupe de nominations. Tâchez de nous faire de bons choix. » (*Correspondance*, t. VIII, n<sup>o</sup> 6948.)

(4) Le 20 frimaire (12 décembre 1803), Bonaparte écrivait à Chaptal, ministre de l'Intérieur : « Je désire, Citoyen Ministre, que vous regardiez comme une des fonctions les plus importantes de votre ministère de recueillir sur les candidats présentés par le Sénat ou le Corps législatif, des renseignements sur leur probité, leur fortune, leurs talents et opinions politiques et que vous me remettiez ces notes en même temps que la liste des présentations, afin que je puisse intervenir toutes les fois qu'il serait présenté des personnes ayant de mauvais principes et peu considérées. » BONAPARTE. (*Correspondance*, archives de l'Empire, t. IX, n<sup>o</sup> 7374.)

(5) Parmi les candidats présentés en l'an XI, par les collèges électoraux des départements composant la quatrième série, on peut relever les noms de Bruneteau de Sainte-Suzanne (Aube), Garnier Laboissière (Charente), Baraguey d'Hilliers (Eure-et-Loir), Latour Dupin (Gironde), Champagny (Maine-et-Loire), Emmercy, Colchen (Moselle), de Luynes, Pastoret (Seine), Chaptal (Vosges) (*Moniteur* de fructidor an XI), et en octobre 1803 les noms de Boissy d'Anglas (Ardèche), de Jourdan et de Portalis (Bouches-



mery (1), conseiller d'État; des préfets tels que Degregory Marcorengo (2), présenté par le collège électoral de la Stura, Viry (3), présenté par le collège électoral du Léman; Germain Garnier (4), préfet de Seine-et-Oise et économiste éminent, et un diplomate Cacaault (5), signataire du traité de Tolentino, député de la Loire-Inférieure au Conseil des Cinq-Cents et membre du Corps législatif.

Des généraux parvinrent également au Sénat à cette époque : Garnier Laboissière (6) et Bruneteau de Sainte-Suzanne (7).

Quelques membres des anciennes assemblées révolutionnaires entrèrent dans l'Assemblée : de Luynes (8), ancien député de la noblesse aux États Généraux, qui avait

---

du-Rhône), Regnault (Charente-Inférieure), Maret (Loiret), général Valence (Marne), Jaucourt (Nièvre). *Moniteur* du 28 octobre 1803.

En l'an XI, le Premier Consul présenta comme candidats au Sénat, pour les places vacantes par la mort des sénateurs Levasseur, Hatry, Lejean et Laville-Leroux, et pour les places auxquelles il devait être nommé des sénateurs en l'an XI; Romé Sugny, présenté par les collèges électoraux de la Loire et du Puy-de-Dôme; Emmery, conseiller d'État, présenté par le collège électoral de la Moselle et Desandrouins, propriétaire, présenté par le collège électoral de Sambre-et-Meuse. *Moniteur* du 4 fructidor an XI.

(1) EMMERY, comte de Grozeulx (Jean-Louis-Claude), né à Metz le 26 avril 1742, mort à Crozeulx, commune d'Augny (Moselle), le 15 juillet 1823.

(2) DEGREGORY MARCORENGO (Jean-Laurent), né à Turin le 10 août 1746, mort à Turin le 16 avril 1817.

(3) DE VIRY (François-Marin-Joseph-Justin), né à Viry (Haute-Savoie) le 1<sup>er</sup> novembre 1736, mort à Paris le 23 octobre 1813. Nomination du 14 pluviôse an XII.

(4) GARNIER (Germain), né à Auxerre le 8 novembre 1754, mort à Paris le 4 octobre 1821. Nomination du 6 germinal an XII (27 mars 1804).

(5) CACAULT (François), né à Nantes le 10 février 1743, mort à la Madeleine, commune de Clisson (Loire-Inférieure), le 10 octobre 1805. Nomination du 6 germinal an XII (27 mars 1804).

(6) GARNIER LABOISSIÈRE (Pierre), né à Chassieq (Charente) le 10 mars 1755, mort à Paris le 13 avril 1809, Nomination du 7 fructidor an XI (20 août 1803).

(7) BRUNETEAU DE SAINTE-SUZANNE (Gilbert-Joseph-Martin), né au Mothé-les-Pairre (Aube) le 7 mars 1760, mort à Paris le 26 août 1830.

(8) DE LUYNES (Louis-Joseph-Charles-Amable, duc d'Albert), né à Paris le 4 novembre 1748, mort à Paris le 20 mai 1807. Nomination du 14 fructidor an XI (5 septembre 1803).

pris une large part aux mesures libérales de l'Assemblée Constituante, le tribun Jaucourt (1), ancien député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative en 1791 où il s'était montré l'adversaire de la Révolution; il fut l'ami du Gouvernement jusqu'au moment où la sénatorerie de Florence lui fut refusée en 1810; Lebrun (2), membre du Corps législatif et Boissy d'Anglas (3) qui avait fait partie de toutes les Assemblées antérieures.

Pour compléter ces choix de personnages essentiellement conservateurs, quatre hommes appartenant à la noblesse furent encore élus : de Fontenay (4), Claude de Beauharnais (5), cousin et protégé de Joséphine; de Lannoy (6), un Belge, et Saint-Martin de la Motte (7), un Italien présenté par le collège électoral du département de la Sésie. Ces deux dernières nominations annonçaient celles de sénateurs étrangers qui devinrent si fréquentes sous l'Empire.

L'attitude du Sénat-Conservateur ne prêtait donc à aucune équivoque : il était entièrement soumis au Premier Consul. Cependant, une opposition latente, assourdie depuis l'an X existait toujours. Elle s'était renforcée d'éléments

---

(1) DE JAUCOURT (Arnail-François), né à Paris le 14 novembre 1757, mort à Fresles (Seine-et-Marne) le 5 février 1852. Nomination du 8 brumaire an XII (31 octobre 1803).

(2) LEBRUN DE ROCHEMONT (Jean-Baptiste), né à Saint-Sauveur Landelin (Manche) le 18 novembre 1736, mort à Paris le 23 janvier 1822. Nomination du 10 brumaire an XII.

(3) BOISSY D'ANGLAS (François-Antoine), né à Saint-Jean-Chambre (Ardèche) le 8 décembre 1756, mort à Paris le 20 octobre 1826. Nomination du 28 pluviôse an XII (18 février 1804).

(4) DE FONTENAY (Pierre-Nicolas), né à Rouen le 27 septembre 1743, mort à Paris le 11 février 1806.

(5) DE BEAUHARNAIS (Claude), né à La Rochelle le 26 septembre 1756, mort à Paris le 10 janvier 1819. Nomination du 1<sup>er</sup> floréal an XII (21 avril 1804).

(6) DE LANNOY (Chrétien-Joseph-Ernest-Grégoire), né à Bruxelles le 13 mai 1731, mort à Bruxelles le 26 mars 1822. Nomination du 1<sup>er</sup> floréal.

(7) SAINT-MARTIN DE LA MOTTE (Félix), né à Turin le 8 février 1762, mort à Turin le 10 novembre 1818. Nomination du 1<sup>er</sup> floréal.

nouveaux; car, à Colaud, Sieyès, Garat, Lanjuinais, Lenoir-Laroche, Cabanis, Dubois-Dubais, Destutt Tracy, Kellermann, Cornet (1) venaient de se joindre Sainte-Suzanne, de Luynes, Grégoire, de Choiseul et surtout Fouché (2). Ce dernier, mécontent du Premier Consul, ne devait pas manquer d'organiser et de grouper ces éléments divers. Mais timide et peu nombreuse l'opposition sénatoriale n'inquiétait pas Bonaparte. Le 1<sup>er</sup> décembre 1803, il disait dans le sein du Conseil d'État (3) :

Le Sénat trop faiblement constitué dans le principe, réclamait une amélioration, je l'ai suffisamment fortifié. Si j'avais jamais à le craindre, il me suffirait d'y jeter une cinquantaine de jeunes conseillers d'État; mais loin de là, le Sénat ne présentera dans quelques années qu'une assemblée de vieillards de plus de quatre-vingts ans. Les autres corps n'ont pas assez de consistance, aucun d'eux ne pourrait garantir la nation de devenir la proie d'un colonel qui aurait 4.000 hommes à sa disposition. Les seules institutions qui offrent en ce moment quelques garanties sont le Sénat et les collèges électoraux.

L'établissement de l'Empire devait être pour Napoléon l'occasion d'augmenter encore les attributions du Sénat. De nouvelles modifications dans le mode de nomination des sénateurs furent la rançon de cet accroissement de pouvoir.

---

(1) En 1804, le préfet de police dénonçait chez Lenoir-Laroche des colloques où plusieurs sénateurs se plaignaient de n'avoir pas assez d'autorité (Rapports des 3 frimaire, 27 brumaire, 28 thermidor, 23 floréal an XII, F 7, 3.832. Cité par MADELIN, *Fouché*, t. I, p. 437).

(2) CORNET, dans ses *Souvenirs sénatoriaux* (p. 19), souligne la persistance dans le sein du Sénat d'une minorité peu nombreuse qui eut toujours des sympathies pour la monarchie.

(3) *Opinions de Napoléon* recueillies par le baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 148.

---



## TROISIÈME PARTIE

# L'EMPIRE

---

## CHAPITRE I

### LE ROLE DU SÉNAT DANS L'ÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE

Comment le Peuple Français pourrait-il trouver des bornes pour sa reconnaissance lorsque vous n'en mettez aucune à vos soins et à votre sollicitude pour lui ?

(Discours de Cambacérès à Bonaparte le jour de la proclamation de l'Empire. *Moniteur* du 19 mai 1804.)

## RÉSUMÉ

---

*Nécessité de compléter la Constitution de l'an X. — Occasion offerte par la découverte du complot de Georges Cadoudal. — Élan de l'armée préparé par Joseph et Lucien. — Audience du Sénat du 18 février 1804. — Communications au Sénat relatives aux menées d'agents anglais. — L'adresse du Sénat demandant l'institution d'un jury national contient ces mots : « Grand homme, achevez votre ouvrage en le rendant immortel comme votre gloire. » — Bonaparte paraît surpris. — Nombreuses adresses dans le Moniteur. — Conférences chez Joseph et Lucien. — Séance secrète au Conseil d'État. — Message du Premier Consul au Sénat. — Curée propose au Tribunat l'établissement de l'Empire. — Ce vœu est transmis au Sénat. — La séance sénatoriale. — Adresse au Sénat. — Mécontentement du Premier Consul. — Vote du sénatus-consulte organique. — Le Sénat se rend à Saint-Cloud pour proclamer Napoléon empereur des Français. — Discours de Cambacérès et noble réponse de l'Empereur. — La prestation de serment du 7 floréal. — Recensement des votes du plébiscite. — Le sénatus-consulte sur l'hérédité.*

---



La Constitution de l'an VIII avait organisé une République consulaire mais avec des institutions monarchiques. Le gouvernement personnel du Premier Consul dominait le système politique, mais celui-ci n'avait reçu ni sa physionomie définitive, ni son couronnement. Bonaparte avait le droit de nommer son successeur; il n'avait point usé de cette prérogative. Quel homme eût-il pu choisir? Un émule, mais alors il se créait un rival, un ennemi! Un personnage plus modeste, plus obscur, un enfant par exemple. Mais une telle désignation était impossible dans une République consulaire. Elle devenait au contraire naturelle dans une monarchie. Donc la Constitution, étape entre la révolution expirante et la royauté renaissante, demeurait incomplète et inachevée. Cependant le mouvement général d'enthousiasme et de confiance qui avait porté Bonaparte à la magistrature suprême et viagère, ne se démentait point; jamais sa situation politique n'avait été aussi assurée, ni son prestige plus éclatant qu'au début de 1804. Les partisans de Bonaparte désiraient depuis longtemps assurer à sa descendance le trône de France, mais une transition devait être ménagée et le calme intérieur ne favorisait pas leurs projets. Si la vie du Premier Consul avait été menacée, l'occasion eût été saisie, mais les conspirateurs avaient accordé une sorte de trêve favorisée par l'énergique répression qui avait suivi l'attentat de nivôse.

La conspiration cependant, soudoyée par l'or anglais,

va renaître. L'intrigue se noue dans l'ombre par l'intermédiaire des diplomates étrangers et d'hommes de tous les partis. Les généraux mécontents, les rudes chouans, les politiciens aigris, les sicaires soudoyés, la tourbe vénale, attirés par l'appât du gain vont se grouper pour préparer la mort du Premier Consul et désorganiser ainsi le pays victorieux.

Sentant l'imminence et la grandeur du péril, Bonaparte songe à mettre à mort le duc d'Enghien. Il espère ainsi décapiter et terroriser la conspiration. Mais Georges Cadoudal et Pichegru sont découverts, arrêtés et traduits devant les tribunaux. Les militaires, les acquéreurs de biens nationaux et le pays tout entier expriment alors leurs craintes de voir la France retomber dans l'anarchie lors que Bonaparte ne sera plus là pour maintenir l'ordre (1). Les hommes paisibles demandent le maintien au Gouvernement de celui qui a donné la victoire à la France. Le seul moyen de répondre aux royalistes qui ont voulu la mort du Premier Consul, c'est de proclamer une royauté ou un empire héréditaire. Ainsi leur crime deviendra sans objet. On songe aussi aux périls auxquels Bonaparte allait être exposé en exécutant son projet de descente en Angleterre (2). Nul moment n'est plus favorable pour assurer définitivement le destin de l'État.

Des symptômes nombreux annoncent d'ailleurs l'imminence d'un changement de gouvernement : des conversations générales ont lieu dans l'entourage du Premier Consul, des apartés sont tenus dans le salon de service (3), des préjugés de cour même à l'égard des plus nobles professions commencent à renaître. Des sénateurs comme Lagrange, Laplace, Lacépède, Berthollet continuant à professer, on leur donne à entendre que leur dignité et les convenances

---

(1) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 50.

(2) *Idem.*

(3) MENEVAL, *Mémoires*, t. I, p. 30.

sociales doivent les engager à s'en abstenir (1). On remarque enfin les progrès du clergé et la réapparition des jésuites, sous le nom de Pères de la Foi, à laquelle les autorités n'osent s'opposer, incertaines des intentions du Premier Consul (2).

Mais les premiers corps de l'État doivent manifester leur opinion. Pour exciter leur zèle, l'entourage de Bonaparte et surtout Joseph et Lucien préparent l'élan de l'armée (3). Les adresses des dragons, des cuirassiers, des corps d'infanterie, des marins, puis de l'ordre civil, des tribunaux se succèdent dans le *Moniteur*. Elles revêtent parfois un ton officiel que l'on devine de commande. Mais il en est de touchantes. D'ailleurs le mouvement est déclenché, il aboutira.

De tous les corps de l'État, le Sénat-Conservateur donne le premier le branle. Il est peu disposé à se laisser distancer comme en 1802. Aussi, le 18 février 1804, après la découverte du complot de Pichegru, vient-il visiter le Premier Consul (4). Berthollet, vice-président du Sénat, dit la profonde indignation de cette Assemblée et il approuva l'arrestation de Moreau, « car, disait-il, la gravité des inculpations et les circonstances nécessitaient impérieusement les mesures qui ont été prises. Le vœu du Sénat est, qu'écoutant moins un courage qui méprise tous les dangers, vous ne portiez pas seulement votre attention sur les affaires publiques, mais que vous en réserviez une partie pour votre sûreté personnelle qui est *celle même de la patrie* ».

Bonaparte sans découvrir ses intentions, laissa néanmoins percer son désir : « Je ne puis me défendre, dit-il en répondant à Berthollet, d'un sentiment profond et

---

(1) *Opinions de Napoléon*, baron PÉLET DE LA LOZÈRE, p. 50.

(2) *Idem.*

(3) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 286. Baron PÉLET DE LA LOZÈRE, p. 50 et suivantes.

(4) *Moniteur* du 19 février 1804.

pénible lorsque je songe dans quelle situation se trouverait aujourd'hui ce grand peuple si le dernier attentat avait pu réussir : car c'est principalement contre la gloire, la liberté et les destinées du peuple français que l'on a conspiré. J'ai depuis trop longtemps renoncé aux douceurs de la condition privée : tous mes moments, ma vie tout entière sont employés à remplir les devoirs que mes destinées et le peuple français m'ont imposés (1). »

Le Sénat et Bonaparte liaient donc la sûreté personnelle du Premier Consul à celle de la Patrie. Un discours prononcé à cette époque par Fontanes, président du Corps législatif, lors de l'achèvement du Code civil, n'est pas moins significatif. Les assemblées politiques paraissaient donc prêtes à servir les vues ambitieuses du Premier Consul.

Cambacérès qui avait si bien secondé Bonaparte au Sénat lors de l'établissement du Consulat à vie semblait devoir jouer le même rôle dans cette Assemblée. Mais en 1804, le second Consul se montra peu zélé, sinon improbateur tacite. Sans doute regrettait-il d'être séparé de son collègue par toute la hauteur d'un trône et craignait-il de voir compromettre les solides résultats de la paix de Lunéville dans des aventures dont par avance il redoutait l'issue. Fouché prit le rôle abandonné par Cambacérès. Il se montra au Sénat un prosélyte ardent (2).

Une occasion fut alors fournie à cette Assemblée d'émettre le vœu que l'on attendait d'elle. Les pièces de la conspiration d'agents anglais nommés Drake, Spencer, Smith et Taylor furent communiquées au Sénat. Ces agents avaient fait passer de l'or aux conjurés du complot Pichegru. Les documents déposés par le commissaire du Gouvernement furent transmis à une commission sénatoriale spécialement désignée. Elle n'était point dans le secret de ce que

---

(1) *Moniteur* du 19 février 1804.

(2) Duc DE ROVIGO, *Mémoires*, t. II, p. 103.

préparaient les amis de Bonaparte (1) et elle jugea qu'il convenait seulement d'adresser au Premier Consul des félicitations sur le danger auquel lui et le pays venaient d'échapper; mais elle ne pensa pas à rien ajouter sur les moyens de se garantir à l'avenir du retour de semblables circonstances. Une pareille réponse ne convenait pas aux amis du Gouvernement qui voulurent entraîner les sénateurs hésitants. Leur zèle ne cherchait d'ailleurs que le moyen de se manifester et il suffisait de leur indiquer la voie. A ce moment, en effet, les adresses de l'armée entière pouvaient faire craindre au Sénat qu'une hésitation ou un retard de sa part fût irréparable. Les militaires empressés à servir leur chef ne feraient-ils pas renaître les coutumes des prétoriens de l'Empire romain qui nommaient les empereurs sans le secours du Sénat? L'autorité de l'Assemblée pouvait donc sombrer dans cette aventure. Les sénateurs avaient ainsi grand intérêt à la prévenir et à faire preuve de dévouement envers le Gouvernement. Fouché, voyant l'irrésolution de la Commission se leva et combattit ces projets (2). Il réclama nettement l'établissement d'institutions capables de détruire les espérances des conspirateurs en assurant l'existence du Gouvernement au delà de la vie de son chef. Un membre de la Commission ayant demandé ce que Fouché entendait par ces institutions, celui-ci refusa de s'expliquer. Il donna néanmoins à entendre qu'il avait conféré la nuit précédente sur ce sujet important avec le Premier Consul. Un sénateur qui n'avait pas coutume de voter avec Fouché se leva pour appuyer sa proposition (3). Chacun comprit alors que tout avait été machiné d'avance et qu'il valait mieux ne point s'y opposer.

Un message daté du 6 germinal an XII (4) fut porté en

---

(1) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 50.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Moniteur* du 6 mai 1804.



corps au Premier Consul par le Sénat-Conservateur. Il débutait par des remerciements pour les communications faites par le Grand Juge, ministre de la Justice, et il demandait l'institution d'une haute cour ou d'un jury national chargé d'assurer la responsabilité des fonctionnaires publics et de juger immédiatement les conspirateurs. Puis l'adresse ajoutait :

Quand on médite votre perte, c'est à la France qu'on en veut. Les Anglais et les émigrés savent que votre destinée est celle du peuple français. Si leurs exécrables projets avaient pu réussir, ils ne se doutent pas de la vengeance épouvantable que le peuple en aurait tiré. Le Ciel préservera la Terre de la nécessité où seraient les Français de punir un crime dont les suites bouleverseraient le *monde*. Mais ce crime a été tenté, mais il peut l'être encore, nous parlons de vengeance et nos lois ne l'ont pas prévue.

L'adresse demandait ensuite l'établissement d'un jury national puis elle ajoutait :

Mais il ne suffit pas encore pour assurer en même temps et votre vie et votre ouvrage, si vous n'y joignez pas des institutions tellement combinées que leur système vous survive. Vous fondez une ère nouvelle, mais vous devez l'éterniser. L'éclat n'est rien sans la durée. Nous ne saurions douter que cette grande idée vous ait occupé, car votre génie créateur embrasse tout et n'oublie rien. Mais ne différez point.

Vous êtes pressé par le temps, par les événements, par les conspirateurs, par les ambitieux. Vous l'êtes, dans un autre sens, par une inquiétude qui agite tous les Français. Vous pouvez enchaîner le temps, maîtriser les événements, mettre un frein aux conspirateurs, désarmer les ambitieux, tranquilliser la France entière en lui donnant les institutions qui cimentent votre édifice, et prolongent pour les enfants ce que vous fites pour les pères. Citoyen Premier Consul, soyez bien assuré que le Sénat vous parle ici au nom de tous les citoyens. Tous vous admirent et vous aiment, mais il n'en est aucun qui ne songe souvent avec anxiété à ce que deviendrait le vaisseau de la République s'il avait le malheur de perdre son pilote avant d'avoir été fixé sur des ancrs inébranlables. Dans les villes, dans les campagnes, si vous pouviez interroger tous les Français, l'un après l'autre, il n'y en a aucun qui ne vous dise ainsi que nous : Grand homme, achevez votre ouvrage en le rendant immortel comme votre gloire. Vous nous avez tirés du chaos du passé, vous nous faites jouir des bienfaits du présent, garantissez-nous de l'avenir.

Dans les cours étrangères, la saine politique vous tiendrait le même



langage. Le repos de la France est le gage assuré du repos de l'Europe.

Telles sont, Citoyen Premier Consul, les observations que le Sénat nous a chargés de mettre sous vos yeux en nous donnant ainsi la mission expresse de vous répéter en son nom et au nom du peuple français que dans toutes les circonstances et aujourd'hui plus que jamais le Sénat et le peuple ne font qu'un avec vous (1).

Les premiers corps de l'État avaient été rassemblés pour entendre la lecture de cette adresse. Le motif de cette convocation n'avait pas été annoncé et on s'interrogeait en arrivant, sur son objet (2). Bonaparte était revenu tout exprès de la Malmaison aux Tuileries. Néanmoins le contenu du message parut le surprendre. Il répondit évasivement qu'il s'occuperait des propositions du Sénat dans le courant de l'année, dissimulant sous ces paroles son impatience (3). Le Sénat s'étant retiré, Bonaparte dit à quelques conseillers d'État restés à ses côtés que, n'étant pas préparé à cette demande, il n'avait pu faire qu'une réponse vague, mais que le sujet était digne de la plus grande attention; que, pour lui, il ne demandait rien, qu'il était content de son sort, mais qu'il devait s'occuper de la France et de son avenir; qu'il ne voulait être pour cela, ni en avant, ni en arrière de l'opinion, que dans tous les cas il n'accepterait aucun titre nouveau sans le soumettre comme le Consulat à vie, à la sanction du peuple (4). Il ajouta que l'hérédité pouvait seule empêcher la contre-révolution et qu'on n'avait rien à craindre de son vivant. Il dit encore que tout chef électif serait, après lui, trop faible pour résister aux partisans des Bourbons, qu'il faudrait nécessairement choisir un général et qu'aucun n'était en état de lui succéder. « La France, dit-il, doit beaucoup à ses vingt généraux de division, ils ont bravement com-

---

(1) *Moniteur* du 6 mai 1804.

(2) *Opinions de Napoléon*, PELET DE LA LOZÈRE, p. 50.

(3) *Idem.*

(4) Rapporté par le baron PELET DE LA LOZÈRE, *Opinions de Napoléon*, p. 50.

battu dans le rang où ils étaient placés, mais aucun n'a l'étoffe d'un chef de gouvernement. L'Europe n'a point vu de général en chef depuis Frédéric et le prince Eugène. »

Ainsi, le voile était déchiré, Bonaparte avait, en effet, craignant de brusquer l'opinion, laissé échapper goutte à goutte son secret. Il se plaignait des lenteurs et des hésitations de ceux qui devaient se prononcer. Plusieurs disgrâces payèrent ces lenteurs (1). Mais les paroles prononcées par Bonaparte après l'audience du Sénat et l'adresse de ce corps, malgré son imprécision, causèrent un grand mouvement d'opinion en France (2). Les adresses se multiplièrent alors, certaines devinrent parfaitement explicites (3). Cependant, le Premier Consul n'avait répondu que verbalement au message du 6 germinal et il faisait attendre une réponse plus nette. Pendant ce temps, les partisans de l'Empire ne restaient pas inactifs. Le Corps législatif n'était pas assemblé, mais on intriguait dans le sein du Sénat et du Tribunal. Tribuns et sénateurs étaient pressés de dire toute leur pensée sur la grande question dont tout le monde s'entretenait. Joseph et Lucien étaient en correspondance avec les autorités de toute nature pour stimuler leur zèle, en leur présentant l'appât d'un prompt avancement, d'un titre pompeux ou d'une brillante carrière (4). Des conférences eurent lieu chez Joseph où furent appelés les membres les plus influents du Sénat et quelques législateurs qui se trouvaient à Paris (5). « Hâtez-vous, leur dit-on, de vous prononcer, si vous ne voulez pas être devancés par les troupes. Le Premier Consul va

---

(1) Pelet de la Lozère rapporte qu'un amiral ayant demandé à Bonaparte s'il devait faire voter une adresse pour le trône héréditaire par la flotte, sous son commandement, il n'en reçut qu'une réponse évasive et crut devoir s'abstenir.

(2) PELET DE LA LOZÈRE, *idem*.

(3) Le *Moniteur* de cette époque est rempli d'adresses émanées des corps et des autorités les plus divers.

(4) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 286.

(5) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 50.

parcourir les camps disséminés depuis Brest jusque dans le Hanovre. Nul doute que les soldats ne le saluent Empereur et que les acclamations du peuple ne confirment le vœu de l'armée. Que pourront faire les grands corps de l'État, sinon sanctionner ce vœu? Il serait donc plus sage de leur part de le prévenir. On veut bien aujourd'hui les consulter; demain, on se passera d'eux. C'est surtout aux hommes de la Révolution qu'il convient de prendre l'initiative, car qui est plus intéressé à consolider le pouvoir du Premier Consul et à fermer toute chance de retour aux Bourbons? Le titre de consul héréditaire ne saurait suffire au Premier Consul. Il lui en faut un qui ne sente point la République : celui d'Empereur est seul digne de lui et de la France. »

Bonaparte eût été mécontent de voir l'armée prendre l'initiative de son avènement au trône impérial qui eût trop porté, comme au 18 brumaire, la marque d'une révolution militaire (1). Mais il était bon d'aiguillonner les Assemblées par la crainte d'une brusque intervention de l'armée.

Vers le milieu d'avril, le Conseil d'État s'assembla pour discuter la question de l'Empire. Bonaparte ne parut pas à cette séance et il se fit remplacer par Cambacérès qui présida avec un air plus solennel encore que de coutume (2). Le second Consul donna à entendre au Conseil quel allait être l'objet de la discussion; il engagea les conseillers d'État à rompre la solennité ordinaire des séances pour s'assembler en réunion privée, puis il se retira. Regnault de Saint-Jean-d'Angely aborda franchement la question en demandant : « Convient-il de donner l'hérédité pour base du gouvernement de la France (3)? » Fourcroy appuya la proposition, mais Berlier, demeuré fermement républicain, la

---

(1) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 59.

(2) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 290.

(3) Paroles de Regnault de Saint-Jean-d'Angely rapportées par Bourrienne.

combattit avec âpreté. Quelques conseillers d'État se rangèrent à cette dernière opinion, mais avec plus de douceur. Les partisans de l'hérédité étaient toutefois en majorité (1). Le Premier Consul averti de ces résultats demanda que chaque membre du Conseil lui envoyât un avis individuel (2).

Bonaparte sondait alors les cours de l'Europe avec lesquelles la France n'était pas en guerre et il consultait également les principaux chefs de l'armée. Les témoignages d'adhésion enthousiaste des soldats et des villes continuèrent à affluer. Ces adresses n'étaient pas insérées au *Moniteur*, on se promettait de les faire paraître en masse ultérieurement.

Le message que le Premier Consul envoya au Sénat le 5 floréal an XII (25 avril 1804) (3) demeura secret jusqu'au 6 mai, date de sa publication dans les journaux.

Sénateurs, disait Bonaparte, votre adresse du 6 germinal dernier n'a cessé d'être présente à ma pensée. Elle a été l'objet de mes méditations les plus constantes.

Vous avez jugé l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple français à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont en même temps paru devoir être perfectionnées pour assurer sans retour le triomphe de l'égalité et de la liberté publique et offrir à la Nation et au Gouvernement la double garantie dont ils ont besoin.

Il rappelait qu'il avait été guidé par cette grande vérité que la souveraineté réside dans le peuple français, en ce sens que tout sans exception doit être fait dans son intérêt pour son bonheur et sa gloire.

A mesure que j'ai arrêté mon attention sur de grands objets, je me suis convaincu davantage de la vérité des sentiments que je vous ai exprimés et j'ai senti de plus en plus que, dans une circonstance

---

(1) Il n'y eut que 7 opposants sur 27 conseillers présents.

(2) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 294.

(3) *Moniteur* du 6 mai 1804.



aussi nouvelle qu'importante, les conseils de votre sagesse et de votre expérience m'étaient nécessaires pour fixer mes idées. Je vous invite donc à me faire connaître votre pensée tout entière.

Le peuple français n'a rien à ajouter aux honneurs et à la gloire dont il m'a environné, mais le devoir le plus sacré pour moi, comme le plus cher à mon cœur, est d'assurer à ses enfants les avantages qu'il a acquis par cette Révolution qui lui a tant coûté, surtout par le sacrifice de ce million de braves morts pour la défense de ses droits.

Je désire que nous puissions lui dire le 14 juillet de cette année : il y a quinze ans, par un mouvement spontané, vous courûtes aux armes, vous acquîtes la liberté, l'égalité et la gloire. Aujourd'hui ces premiers biens de la Nation, assurés sans retour, sont à l'abri de toutes les tempêtes; ils sont conservés à vous et à vos enfants; des institutions conçues et commencées au sein des orages de la guerre intérieure et extérieure, développées avec constance viennent se terminer au bruit des attentats et des complots de nos plus mortels ennemis, par l'adoption de tout ce que l'expérience des siècles et des peuples a démontré propre à garantir les droits que la Nation avait jugés nécessaires à sa dignité, à sa liberté et à son bonheur.

Ce message ne laissait plus au Sénat-Conservateur la possibilité de se dérober. Il se montrait d'ailleurs disposé à répondre à la demande du Premier Consul. Mais Bonaparte voulut que le projet fût soutenu par le Tribunat auquel appartenait le privilège des initiatives (1). Cette Assemblée eut donc l'honneur de proposer l'établissement de l'Empire. Fabre de l'Aude, son président, personnage dévoué au Premier Consul, fit choix du tribun Curée pour soutenir la motion. Cette désignation et le discours préparé furent approuvés par Bonaparte (2). Le Tribunat s'assembla le 30 avril. La harangue apologétique de Curée eut un plein succès car la proposition ne fut combattue que par 5 ou 6 membres (3). Une foule de tribuns se fit inscrire pour parler et une suite de discours emphatiques et louangeurs fut prononcée.

Le 13 floréal (3 mai), Jard Panvillier, rapporteur de la Commission chargée de l'étude de la motion de Curée, fit

---

(1) BOURRIENNE, t. III, p. 287.

(2) *Opinions de Napoléon*, Baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 61.

(3) Cf. le *Moniteur* de cette époque. Débats du Tribunat.

voter un vœu immédiatement transmis au Sénat : Napoléon Bonaparte devait être nommé Empereur, ce titre et le pouvoir impérial seraient héréditaires dans sa famille de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. L'égalité, la liberté et les droits du peuple français seraient conservés lorsque l'on apporterait à l'organisation des autorités constituées, les modifications que commandait l'établissement du pouvoir héréditaire.

Le vote du Tribunat avait contrarié le Sénat qui, de nouveau, semblait prévenu comme en l'an X (1). Les sénateurs voulaient prendre date et rappeler qu'ils avaient été les premiers à proposer l'établissement de l'Empire. Aussi le 14 floréal, lorsque la députation du Tribunat vint lire au Sénat le vœu de l'Assemblée, François de Neufchâteau prononça-t-il les paroles suivantes : « Je ne puis déchirer le voile qui couvre momentanément les travaux du Sénat. Je dois vous dire cependant que, depuis le 6 germinal, nous avons fixé sur le même sujet que vous la pensée attentive du premier magistrat. Mais connaissez vos avantages; ce que depuis deux mois nous méditons dans le silence, votre institution vous a permis de le livrer à la discussion en présence du peuple. Les développements heureux que vous avez donnés à une grande idée procurent au Sénat, qui vous a ouvert la tribune, la satisfaction de se complaire dans ses choix et d'applaudir à son ouvrage. »

Lorsque les tribuns eurent quitté la salle des séances, François de Neufchâteau proposa immédiatement de voter une adresse au Premier Consul pour lui exprimer la pensée tout entière du Sénat. Grégoire s'éleva contre l'établissement de l'Empire (2). Lanjuinais malade était absent (3), Volney et Sieyès votèrent contre la proposition. Les membres de la Société d'Auteuil comme Cabanis, Choiseul-

---

(1) BOURRIENNE, *Mémoires*, t. III, p. 290.

(2) GRÉGOIRE, *Mémoires*, t. I, p. 440, et THIBAudeau, *Histoire*, t. III, p. 15.

(3) GRÉGOIRE, *Mémoires*, t. I, p. 440, et THIBAudeau, t. III, p. 15.



Praslin, s'abstinrent de voter en déclarant qu'ils s'en rapportaient à la sagesse du Sénat (1). L'adresse fut envoyée le même jour, 14 floréal, au Premier Consul (2).

Les Français, disait-elle, désirent le repos après la victoire; et ce repos, ils le devront au Gouvernement héréditaire qui seul peut défendre la liberté publique, maintenir l'égalité et baisser ses faix devant l'expression de la volonté souveraine du Peuple qui l'aura proclamé.

Le message faisait l'éloge de cette forme de Gouvernement dans un style emphatique. Nul autre ne pourrait protéger les possesseurs de biens nationaux et ceux qui avaient réclamé et obtenu l'indulgence de la Patrie. Le Gouvernement impérial serait un obstacle invincible contre lequel devaient venir se briser les efforts d'une sanglante anarchie et la violence d'une audacieuse tyrannie qui se serait crue absoute par la force et les coups perfides d'un despotisme plus dangereux encore.

Et enfin quel autre Gouvernement peut conserver à jamais cette propriété si chère à une Nation généreuse, ces palmes du génie, et ces lauriers de la victoire, dont les ennemis de la France, affranchie de l'antique joug féodal, voudraient de leurs mains sacrilèges dépouiller son front auguste?

Ce Gouvernement héréditaire ne peut être confié qu'à Napoléon Bonaparte et à sa famille.

La gloire, la reconnaissance, l'amour, la raison, l'intérêt de l'État, tout proclame Napoléon Empereur héréditaire.

Mais, Citoyen Premier Consul, le bienfait de votre pacte social doit durer, s'il est possible, autant que votre renommée.

Nous devons assurer le bonheur et garantir les droits des générations à venir.

Le Gouvernement impérial doit être inébranlable.

Que l'oubli de précautions réclamées par la sagesse ne laisse jamais succéder les orages d'une régence, mal organisée, exposée d'avance aux tempêtes des gouvernements électifs. Il faut que la liberté et l'égalité soient sacrées; que le pacte social ne puisse pas être violé; que la souveraineté du peuple ne soit jamais méconnue et que, dans les

---

(1) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 61.

(2) *Moniteur* du 6 mai 1804.

temps les plus reculés, la Nation ne soit jamais forcée de ressaisir la puissance et de venger Sa Majesté outragée.

Le Sénat pense, Citoyen Premier Consul, qu'il est du plus grand intérêt du peuple français de confier le Gouvernement de la République à Napoléon Bonaparte, Empereur héréditaire.

Un mémoire, dans lequel les sénateurs fixaient en quelque sorte la rançon que le Premier Consul devait payer pour leur complaisance, était joint au message. Cet acte contenait les dispositions qui « leur paraissaient les plus propres à donner à nos institutions la force nécessaire pour garantir à la Nation ses droits les plus chers, en assurant l'indépendance des grandes autorités, le vote libre et éclairé de l'impôt, la sûreté des propriétés, la liberté individuelle, celle de la presse, celle des élections, la responsabilité des ministres et l'inviolabilité des lois constitutionnelles (1) ».

Le Sénat avait ainsi prétendu imposer une véritable constitution au Premier Consul. L'Assemblée demandait naturellement de sensibles accroissements de pouvoir : elle devait fixer et contrôler les biens de la couronne (2), résoudre toutes les difficultés relatives aux élections, être juge de l'inconstitutionnalité des lois, recevoir les réclamations concernant la liberté individuelle et la liberté de la presse. Le Sénat devait enfin juger comme Haute Cour.

Le mémoire demandait que l'Empereur avant d'entrer en fonction prêtât serment, lors de son avènement, au peuple français en présence du Sénat. Les Grands Dignitaires seraient inamovibles et sénateurs de droit.

Pour compléter cette augmentation d'autorité, les sénateurs jugèrent que de nouveaux avantages personnels de-

---

(1) C'est le titre même que porte le mémoire dans le registre des séances du Sénat-Conservateur. Archives Nationales, registre C. C. 3, p. 14.

(2) Les lois qui devaient déterminer les palais et les autres domaines affectés aux Empereurs, qui devaient fixer pour la vie de chaque Empereur les revenus affectés à sa personne et nécessaires à la splendeur impériale, qui assigneraient les revenus affectés à ses enfants ou aux autres membres de la famille impériale et qui régleraient le traitement du Régent, devaient être proposés par le Tribunat au Corps législatif et sanctionnées par le Sénat. Archives Nationales, C. C. 3, p. 14.

vaient leur être concédés. Ils osèrent donc réclamer l'hérédité de la dignité sénatoriale (1).

Ces prétentions révoltèrent le Premier Consul qui les dénonça au Conseil d'État comme des réminiscences de la Constitution anglaise (2). « Quelque jour, dit Bonaparte, le Sénat profitera de la faiblesse de mes successeurs pour s'emparer du Gouvernement. On sait ce que c'est que l'esprit de ce corps, cet esprit le poussera à augmenter, par tous les moyens, son pouvoir. Il détruira, s'il le peut, le Corps législatif, et si l'occasion s'en présente, il pactisera avec les Bourbons aux dépens des libertés de la Nation (3). » Le Premier Consul avait donc une vue pénétrante sur les événements futurs. Comment put-il donc consentir à accroître encore en l'an XII les attributions du Sénat-Conservateur ? Cette Assemblée cherchait à devenir législateur, électeur et juge ; réunion de pouvoirs que Bonaparte jugeait lui-même monstrueuse (4).

---

(1) Le mémoire se terminait en phrases sonores : « Ces dispositions tutélaires, Citoyen Premier Consul, mettront le peuple français à l'abri des complots de vos ennemis et des agitations qui naissent d'ambitions rivales. Elles maintiendront le règne de la loi, de la liberté et de l'égalité.

« L'amour des Français pour votre personne, transmis à vos successeurs avec la gloire immortelle de votre nom, liera à jamais les droits de la Nation, à la puissance du Prince. Le pacte social bravera le temps. La République immuable comme son vaste territoire verrait s'élever en vain autour d'elle les tempêtes politiques. Pour l'ébranler, il faudrait ébranler le monde et la postérité, en rappelant les prodiges enfantés par votre génie, verra toujours debout cet immense monument de tout ce que vous devra la Patrie. »

(2) « Les prétentions du Sénat sont des réminiscences de la Constitution anglaise ; mais rien n'est plus différent que la France de l'Angleterre. Le Français habite sous un beau ciel, boit un vin ardent et capiteux et se nourrit d'aliments qui excitent l'activité de ses sens ; l'Anglais au contraire vit sur un sol humide, sous un soleil presque froid, boit de la bière ou du *porter* et consomme beaucoup de laitage. » THIBAUDEAU, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, et paroles rapportées par le baron PELET DE LA LOZÈRE, *Opinions de Napoléon*, p. 61.

(3) BARON PELET DE LA LOZÈRE, p. 61.

(4) BARON PELET DE LA LOZÈRE, p. 61. Le Premier Consul raillait aussi les prétentions du Sénat qui se regardait comme le gardien des libertés du pays. « Mais quel meilleur gardien peuvent-elles avoir que le Prince ? disait-il, et s'il voulait les attaquer, qui est-ce qui pourrait prévaloir contre lui ? »

En réalité, le Premier Consul connaissait l'étendue de sa puissance et il ne redoutait pas les Assemblées. Néanmoins, il ne voulut pas acquérir la couronne au prix de concessions trop importantes. Il craignit en rendant la dignité de sénateur héréditaire de livrer l'avenir du pays à la merci d'une autorité dont le conflit avec le trône eût entravé la marche du Gouvernement (1). Il refusa donc de sanctionner la pérennité d'une oligarchie qui eût pu se rendre indépendante en période de danger.

Le Premier Consul ne prit donc pas pour base de la nouvelle constitution le mémoire du Sénat et il en interdit la publication.

Les sénateurs, comme les conseillers d'État, avaient été invités par le Premier Consul à émettre leur pensée tout entière sur les perfectionnements dont étaient susceptibles les institutions (2). La plupart avaient simplement adhéré au vœu du Tribunat, mais Lambrechts et Grégoire avaient envoyé leurs vues sur les mesures à prendre pour contenir les excès du pouvoir impérial et garantir les libertés publiques et les droits de la Nation (3). Les débats du Conseil d'État avaient également permis de connaître l'opinion des membres de cette Assemblée. Grégoire écrivit le 10 floréal à la Commission des dix pour déclarer que tout système héréditaire dans le Pouvoir exécutif, ainsi que dans le Sénat, tout changement dans le titre de la suprême magistrature, étaient contraires à ses opinions. Il proposait une constitution contenant : une déclaration des droits et des devoirs des citoyens et une déclaration de la souveraineté du peuple. Il réclamait la ratification par plébiscite des modifications apportées à la constitution, des garanties pour la liberté individuelle et celle de la presse, la faculté donnée au Sénat de se convoquer, de s'assembler

---

(1) *Mémoires de Meneval*, t. I, p. 329.

(2) THIBAudeau, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 15. GRÉGOIRE, t. I, p. 438.

(3) THIBAudeau, t. III, p. 15.



et de délibérer sous la présidence d'un de ses membres élu par lui. Les traités de paix devaient être sanctionnés par le Sénat et un contrôle réciproque du Gouvernement, du Sénat et du Pouvoir législatif devait garantir l'équilibre des pouvoirs. Grégoire exigeait que sa lettre fût déposée aux archives du Sénat (1). Mais en dépit de cette opposition isolée sénateurs et conseillers paraissaient prêts à voter la constitution élaborée par le Premier Consul.

Elle allait être beaucoup plus complète que celle de l'an X (2). Le Sénat devenait, comme il l'avait demandé, gardien de la liberté individuelle et de la presse (3). 60 sénateurs feraient partie de la Haute Cour impériale (4). L'Assemblée demeurerait conservatrice de la constitution, car tout décret rendu par le Corps législatif pouvait être dénoncé au Sénat par un de ses membres comme tendant au rétablissement du régime féodal ou comme contraire à l'irrévocabilité des ventes de biens nationaux. Les décrets pouvaient être aussi attaqués s'ils n'avaient pas été délibérés dans les formes prescrites par les constitutions ou s'ils portaient atteinte aux prérogatives de la dignité impériale et à celles du Sénat (5). Cette Assemblée, sur le

---

(1) *Mémoires de Grégoire*, t. I, p. 440.

(2) Cf. *Moniteur* du 20 mai 1804 (30 floréal an XII). Voici les seize titres du sénatus-consulte : 1° le Gouvernement de la République est confié à un Empereur; 2° de l'hérédité; 3° de la famille impériale; 4° de la régence; 5° des grandes dignités de l'Empire; 6° des grands officiers; 7° des serments; 8° du Sénat; 9° du Conseil d'État; 10° du Corps législatif; 11° du Tribunat; 12° des collèges électoraux; 13° de la Haute Cour impériale; 14° de l'ordre judiciaire; 15° de la promulgation; 16° proposition de l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance de Napoléon Bonaparte, présentée à l'acceptation du peuple.

(3) Articles LX et LXVIII du sénatus-consulte organique du 28 floréal.

(4) Titre XIII. Le siège de la Haute Cour était dans le Sénat. Elle devait comprendre 60 sénateurs, les Princes, les titulaires des grandes dignités, les grands officiers de l'Empire, le Grand Juge, ministre de la Justice, 6 présidents du Conseil d'État, 14 conseillers d'État et 20 membres de la Cour de cassation.

(5) Article LXX de la Constitution. Le Sénat-Conservateur devait recevoir tous les projets de lois décrétés par le Corps législatif qui étaient déposés dans les archives du Sénat. Article LXIX.

rapport d'une commission spéciale, pouvait exprimer l'opinion qu'il n'y avait pas lieu de promulguer la loi (1). Le Président portait à l'Empereur la délibération du Sénat. L'Empereur après avoir pris avis du Conseil d'État adhérait à la décision du Sénat ou adoptait la loi (2). Ainsi, Napoléon devenait seul juge de la constitutionnalité des lois. Les pouvoirs de l'Assemblée avaient donc subi sur ce point une sensible diminution (3). Mais le Sénat recevait d'autres attributions : droit d'élire le Régent s'il n'avait pas été désigné par l'Empereur (4) et droit de régler le mode d'éducation des princes français (5).

La première Assemblée était donc très favorisée. En face de l'Empereur elle restait la seule autorité véritable. Le Corps législatif avait reçu quelques avantages, puisque la parole lui avait été rendue. En comité secret, les membres de cette Assemblée pouvaient en effet donner leur avis lorsque les conseillers d'État s'étaient retirés après avoir exposé les motifs des lois proposées. Mais le Corps légis-

---

(1) Article LXXI.

(2) Article LXXII.

(3) Toute loi dont la promulgation après renvoi par le Sénat devant l'Empereur pour cause d'inconstitutionnalité, n'avait pas été faite avant l'expiration du délai de dix jours, ne pouvait plus être promulguée si elle n'avait été de nouveau délibérée et adoptée par le Corps législatif. Article LXXIII.

(4) L'article XXI décidait que le Sénat élirait le Régent si l'Empereur ne l'avait pas désigné et si aucun des princes français n'était âgé de vingt-cinq ans accomplis. Il devait être pris parmi les titulaires des grandes dignités de l'Empire.

La Constitution portait qu'aucun sénatus-consulte organique ne pouvait être rendu pendant la régence, ni avant la fin de la troisième année qui suivrait la majorité du nouvel Empereur.

Pour ne pas donner trop de pouvoir au Régent, les articles XXIV et XXVII décidaient que le Régent ne pourrait user de la prérogative, réservée à l'Empereur, d'élever les citoyens au rang de sénateur et que le Régent ne proposerait aucun sénatus-consulte qu'après avoir pris l'avis du conseil de régence, composé des titulaires et des grandes dignités de l'Empire.

(5) Article XX. Les actes constatant la naissance, les mariages et les décès des membres de la famille impériale devaient être transmis sur un ordre de l'Empereur aux archives du Sénat (art. XXIII). En cas d'adoption, l'acte devait être aussi transmis au Sénat pour être transcrit sur ses registres et déposé dans ses archives (art. XXXI).



latif avait perdu tout son prestige et ses prérogatives nouvelles ne purent accroître son autorité.

Le Tribunat, sorte de doublure du Conseil d'État, n'avait plus aucun rôle effectif : il ne délibérait les lois qu'en assemblée de section, jamais en assemblée générale.

Le Conseil d'État, enfin, doublé du Conseil privé n'était plus que le conseiller de l'Empereur qui restait libre d'agir à sa guise.

Le Sénat sortait donc grandi de la nouvelle constitution. Rœderer avait exprimé la crainte qu'après avoir servi si longtemps à autoriser des volontés arbitraires il ne se crût en droit d'avoir ses volontés propres (1). Mais le Premier Consul ne songeait qu'à user d'un instrument commode. Qui eût pu penser qu'après avoir aidé le Consul à détruire les pouvoirs constitutionnels le Sénat se crût un jour le droit de détruire l'Empire? Les changements apportés par le Premier Consul augmentaient sa confiance dans la docilité de l'Assemblée.

L'Empereur ayant reçu le droit de nommer sénateurs les personnages de son choix sans limitation de nombre pouvait en effet modifier à son gré sa majorité (2).

Le premier exemple de l'obéissance passive du Sénat fut donné le 26 floréal an XII (3) lorsque Portalis et deux autres conseillers d'État vinrent communiquer à l'Assemblée le travail de la Commission de Saint-Cloud. Portalis dit que le Sénat, sans partager le Pouvoir législatif, aurait la garde et le dépôt des lois, qu'il garantissait la Constitution des surprises qui pourraient être faites au législateur lui-même et qu'il remplirait auprès de l'Empereur l'office de la conscience en l'avertissant des erreurs qui

---

(1) RŒDERER, *Journal*, p. 201.

(2) L'Empereur présidait le Sénat. Lorsqu'il ne pouvait s'y rendre, il désignait celui des titulaires des grandes dignités qui devait présider (art. XXVII). Enfin, un président permanent du Sénat était nommé par l'Empereur. Ses fonctions duraient un an (art. LIII de la Constitution).

(3) Archives Nationales, registre C. C. 3, p. 14.

pourraient se glisser dans les lois nouvelles et qui pourraient être capables de compromettre les droits que la Nation avait conquis par la Révolution.

Cambacérés présidait durant le discours de Portalis et il restait impassible. Le second Consul avait été choisi comme Président afin de rendre plus éclatante son adhésion au nouveau Gouvernement. Après le départ des conseillers d'État, le sénatus-consulte proposé fut, suivant l'usage, renvoyé pour l'étude devant une commission spéciale. Elle procéda à un examen de pure forme et le 28 floréal (1), Lacépède, rapporteur, loua en termes emphatiques Bonaparte et les dispositions du sénatus-consulte organique.

Les sénateurs approuvèrent le discours de Lacépède. Seul Grégoire se leva et parla en faveur de la République. Le vote qui suivit fut presque unanime : il n'y eut que deux bulletins blancs et trois opposants : Grégoire, Lambrechts et sans doute Garat (2). Lanjuinais, malade, n'avait pu joindre sa voix à ces irréductibles réfractaires (3). Les sénateurs assistèrent alors avec impatience au recensement des bulletins et ils décidèrent de se rendre sur-le-champ à Saint-Cloud auprès du Premier Consul. Le sénatus-consulte adopté, ils se levèrent tumultueusement et coururent à leurs voitures (4). Par une radieuse journée de printemps, le pittoresque cortège des sénateurs entassés dans de mauvaises voitures, se dirigea vers Saint-Cloud. On avait si bien compté sur l'empressement du Sénat qu'il put voir en passant devant le Champ de Mars les canonnières à leurs pièces, prêts à annoncer à la capitale le changement opéré dans la forme du gouvernement (5). Par la porte de Ver-

---

(1) Archives Nationales, registre du Sénat-Conservateur, C. C. III, p. 32.

(2) THIBAUDEAU, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 15, et GRÉGOIRE, *Mémoires*, p. 439 et suivantes.

(3) THIBAUDEAU et GRÉGOIRE, p. 439 et suivantes.

(4) *Moniteur* du 19 mai 1804.

(5) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 66.

sailles que Louis XVI prisonnier du peuple de Paris avait franchie quelques années auparavant, le Sénat, escorté de plusieurs corps de troupes, s'achemina vers Saint-Cloud (1). Tout avait été préparé pour le recevoir : dans le grand salon, le Premier Consul l'attendait, entouré des siens, de son état-major et de son Conseil d'État (2). Cambacérés après que le Sénat eut été introduit, prit alors la parole :

Sire, dit-il, le décret que le Sénat vient de rendre et qu'il s'empresse de présenter à votre Majesté impériale, n'est que l'expression authentique d'une volonté déjà manifestée par la Nation. Ce décret qui vous défère un nouveau titre et qui, après vous, en assure l'hérédité à votre race, n'ajoute rien ni à votre gloire ni à vos droits.

L'amour et la reconnaissance du peuple français ont depuis quatre ans confié à Votre Majesté les rênes du Gouvernement et les Constitutions de l'État se reposaient déjà sur vous du choix d'un successeur.

La dénomination plus importante qui vous est décernée n'est donc qu'un tribut que la Nation paie à sa propre dignité et aux besoins qu'elle a de vous donner chaque jour des témoignages d'un respect et d'un attachement que chaque jour voit augmenter.

Eh ! comment le peuple français pourrait-il trouver des bornes pour sa reconnaissance lorsque vous n'en mettez aucune à vos soins et à votre sollicitude pour lui ? Comment pourrait-il, conservant le souvenir des maux qu'il a soufferts lorsqu'il fut livré à lui-même, penser sans enthousiasme au bonheur qu'il éprouve depuis que la Providence lui a inspiré de se jeter dans vos bras ?

Les armées étaient vaincues, les finances en désordre, le crédit public anéanti, les factions se disputaient les restes de notre antique splendeur, les idées de religion et même de morale s'étaient obscurcies, l'habitude de donner et de reprendre le pouvoir laissait les magistrats sans considération et même avait rendu odieuse toute espèce d'autorité. Votre Majesté a paru. Elle a rappelé la victoire sous nos drapeaux, elle a établi la règle de l'économie dans les dépenses publiques. La Nation, rassurée par l'usage que vous en avez su faire, a repris confiance dans ses propres ressources ; votre sagesse a calmé la fureur des partis, la religion a vu relever ses autels, les notions du juste et de l'injuste se sont réveillées dans l'âme des citoyens, quand on a vu la peine suivre le crime et d'honorables distinctions récompenser et signaler les vertus.

Enfin, et c'est là sans doute le plus grand des miracles opérés par

---

(1) *Moniteur* du 19 mai 1804.

(2) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 66.

votre génie, ce peuple, que l'effervescence civile avait rendu indocile à toute contrainte, ennemi de toute autorité, vous avez su lui faire chérir et respecter un pouvoir qui ne s'exerçait que pour sa gloire et son repos.

Cambacérès disait ensuite que le peuple français ne prétendait point s'ériger en juge des constitutions des autres États. Mais la courte expérience de la Révolution lui avait rappelé les avantages attachés à l'hérédité du pouvoir. Il rentrait par l'effet d'une délibération libre et réfléchie dans un sentier conforme à son génie. Sans contrainte, il usait librement de ses droits pour déléguer à Napoléon une puissance que son intérêt lui défendait d'exercer par lui-même. Cambacérès terminait son discours en disant que s'il était dans les principes de la Constitution et conforme à la coutume de soumettre à la sanction du peuple la partie du décret qui concernait l'établissement d'un gouvernement héréditaire, le Sénat avait pensé qu'il devait demander à l'Empereur que les dispositions organiques reçussent immédiatement leur exécution.

« Et pour la gloire, comme pour le bonheur de la République, le Sénat proclame à l'instant même Napoléon empereur des Français (1). »

Les sénateurs, placés sur une seule ligne en face de l'Empereur, s'écrièrent à l'envi : « Vive l'Empereur » (2), cri répété dans tout le palais, dans les cours et dans les avenues où les troupes et la foule s'étaient amassées.

Napoléon qui paraissait ému (3) répondit alors (4) :

Tout ce qui peut contribuer au bien de la Patrie est essentiellement lié à mon bonheur.

J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la Nation.

Je soumets à la sanction du Peuple la loi de l'hérédité.

J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille.

---

(1) *Moniteur* du 19 mai 1804.

(2) *Mémoires du duc de Rovigo*, livre II, p. 3.

(3) *Opinions de Napoléon*, baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 66.

(4) *Moniteur* du 19 mai 1804.



Dans tous les cas, mon esprit ne sera plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la Grande Nation.

De nouvelles acclamations s'élevèrent après ces nobles paroles. Puis le consul Cambacérès adressa quelques mots à l'Impératrice Joséphine. Il lui offrit l'hommage de son respect et l'expression de la gratitude des Français. La renommée publique avait toujours présenté Joséphine comme accessible aux malheureux et comme n'ayant usé de son crédit auprès du Chef de l'État que pour soulager les infortunes. Il l'assurait de la fidélité du Sénat.

Après ces félicitations que l'Impératrice écouta avec grâce et auxquelles elle ne répondit que par une profonde émotion, les membres du Sénat remontèrent dans leurs voitures pour regagner Paris, persuadés d'avoir assis l'Empire sur des bases inébranlables. Le Sénat avait eu la gloire, agissant dans les limites de ses attributions, d'élever Napoléon au trône impérial. L'adhésion de la France qui allait être consultée sur la question de l'hérédité était depuis longtemps certaine.

\* \* \*

Pendant que s'effectuait le plébiscite, l'Empire s'organisait. Le 7 prairial, le Sénat se rendit aux Tuileries pour prêter serment de fidélité à l'Empereur. François de Neufchâteau affirma la nécessité de la dignité impériale tout en disant que l'œuvre de la Révolution resterait entière (1). Puis, Cambacérès lut la formule du serment juré ensuite par chaque sénateur. L'Empereur se levait à moitié sur son fauteuil et rendait un léger salut au sénateur qui venait de prêter serment. Cette attitude de Napoléon choqua par sa désinvolture quelques membres de l'Assemblée.

---

(1) *Moniteur* du 28 mai 1804.



Le 15 brumaire an XIII (1) le Sénat entendit le rapport de sa Commission spéciale chargée de vérifier les registres des votes émis au sujet de l'établissement de l'hérédité impériale.

3.524.254 citoyens avaient voté et l'énorme majorité de 3.521.675 avait accepté l'établissement de l'hérédité. Le sénatus-consulte suivant fut alors voté à l'unanimité des suffrages (2) : « La dignité impériale est héréditaire dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte ainsi qu'il est réglé par l'acte des Constitutions de l'Empire du 28 floréal an XII. » Le vote du Sénat était le premier exemple d'unanimité depuis que l'Assemblée avait été créée (3).

Le 10 frimaire (30 novembre 1804), le Sénat se rendit aux Tuileries pour annoncer à l'Empereur le résultat du plébiscite. François de Neufchâteau affirma la sincérité des votes et du dépouillement des registres. Il exprima la joie dont était pénétré le Sénat, son amour et son respect. Il se félicita de l'hérédité qui promettait le maintien de la liberté et il réclama le dépôt des actes qui constataient l'état civil des princes de sang impérial au Sénat (4).

Napoléon lui répondit :

Je monte au trône où m'a appelé le vœu unanime du Sénat, du peuple et de l'Armée, le cœur plein du sentiment des grandes desti-

---

(1) *Moniteur* du 27 novembre 1804.

(2) Lettre de François de Neufchâteau à l'Empereur, 15 brumaire an XIII. Archives nationales A F IV 1041.

(3) Lettre de François de Neufchâteau A F IV 1041. Le président du Sénat demandait aussi dans cette lettre l'heure et le jour où le Sénat pourrait se rendre au Palais impérial et il ajoutait : « Votre Majesté est suppliée de faire proclamer le sénatus-consulte dans Paris le 18 brumaire. Il n'y a pas de temps à perdre, pour faire expédier les ordres et prendre des mesures afin que cette proclamation soit pompeuse et régulière. La première a été trop précipitée. »

(4) *Moniteur* du 13 frimaire (2 décembre 1804).

nées de ce peuple que du milieu des camps j'ai salué du nom de Grand.

Depuis mon adolescence mes pensées tout entières lui sont dévolues et je dois le dire ici, mes plaisirs et mes peines ne se composent plus aujourd'hui que du bonheur et du malheur de mon peuple.

Mes descendants conserveront longtemps ce trône.

Dans les camps, ils seront les premiers soldats de l'armée sacrifiant leur vie pour la défense de leur pays.

Magistrats, ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude des princes.

Vous, sénateurs, dont les conseils et l'appui ne m'ont jamais manqué dans les circonstances les plus difficiles, votre esprit se transmettra à vos successeurs : Soyez toujours le soutien et les premiers conseillers de ce trône si nécessaire au bonheur de ce vaste empire (1).

Napoléon avait ainsi désigné le rôle dévolu au Sénat : il serait le soutien et le conseiller du trône. L'Empereur devait associer cette Assemblée à l'organisation de l'Empire, car les sénateurs se montrèrent jusqu'à la veille de sa chute les plus dociles de ses sujets.

---

(1) *Moniteur* du 13 frimaire (2 décembre 1804).



CHAPITRE X

**LES SÉANCES  
ET LE PERSONNEL SÉNATORIAL  
DURANT LES PREMIÈRES ANNÉES  
DE L'EMPIRE**

## RÉSUMÉ

---

*Les changements apportés par la Constitution du 28 floréal an XII. — Les Princes français et les Grands Dignitaires entrent au Sénat. — Modifications du cérémonial et du costume des sénateurs. — Jalousie qui divise le Sénat et le Conseil d'État. — Administrateurs, généraux, prélats, notables étrangers nommés par l'Empereur. — Influence de Cambacérès. — Rapports de l'Empereur et de François de Neufchâteau. — Vide des séances du Sénat.*

---



Jouant un rôle important au moment de l'établissement de l'Empire, les sénateurs voulurent se faire payer par Napoléon les services qu'ils lui rendaient. Ils n'usèrent pas de leur situation pour acquérir plus d'indépendance, leur seul souci fut d'accroître leurs prérogatives et d'augmenter le prestige du Sénat. La dignité impériale héréditaire devait être conférée à Napoléon Bonaparte, mais les Princes et Grands Dignitaires de l'Empire seraient sénateurs de droit. Ils ne devaient pas être compris dans le nombre de 120 sénateurs déterminé par le sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X. Cette incorporation avait pour but de donner plus de lustre au Sénat. La première Assemblée demandait en outre de résoudre toutes les difficultés relatives aux élections de candidats au Sénat-Conservateur et que les listes fussent renouvelées tous les cinq ans.

Napoléon qui devait conférer plusieurs grandes dignités de l'Empire pouvait déléguer les Dignitaires à la présidence du Sénat pour les séances extraordinaires auxquelles il convoquerait; le Sénat déterminerait le jour et l'heure de ces séances. L'Empereur le convoquerait toutes les fois qu'il le jugerait convenable. L'Assemblée pouvait en outre être convoquée extraordinairement sur la demande d'un de ses officiers ou d'une de ses commissions ou d'un sénateur qui annoncerait au Président par écrit, et en donnant ses motifs, qu'il aurait à dénoncer une loi inconstitution-

nelle. Le président du Sénat devait être choisi par l'Empereur, ses fonctions dureraient un an.

Louis, connétable (1), Murat, grand amiral, le prince Jérôme Bonaparte, Berthier, prince de Neufchâtel, vice-connétable (2), et enfin le prince Borghèse, gouverneur général des départements français au delà des Alpes, entrèrent au Sénat (3).

L'Assemblée sénatoriale prenait donc peu à peu un caractère très différent de celui qu'elle avait sous le Consulat. Les marques visibles de cette transformation, qui influa profondément sur l'esprit des sénateurs, peuvent être trouvées dans les modifications de l'étiquette, du cérémonial et du costume des sénateurs.

En effet, Napoléon qui ne craignait pas de s'occuper des plus minces détails décida de changer pour le couronnement le costume des sénateurs (4). A la cérémonie de Notre-Dame, les membres de l'Assemblée portèrent un habit de velours bleu doublé de satin blanc avec la broderie ordinaire, veste de drap d'or, culotte et manteau de velours pareil à l'habit, le manteau doublé de satin blanc avec collet et revers en drap d'or. Ils avaient une cravate de dentelle, un chapeau entouré de plumes blanches avec une touffe de plumes flottantes par devant, enfin, une écharpe blanche avec broderie et frange d'or. L'épée était ornée d'une dragonne (5).

---

(1) Joseph, Lucien, Cambacérès archi-chancelier, Lebrun archi-trésorier et Talleyrand, prince de Bénévent, vice-grand électeur, étaient déjà membres du Sénat.

(2) Berthier fut admis au Sénat le 14 août 1807.

(3) Le prince Borghèse fut admis au Sénat le 16 février 1808.

(4) Lettre de Napoléon à Cambacérès. Saint-Cloud, 10 frimaire an XI (1<sup>er</sup> décembre 1802). *Correspondance*, t. VIII, p. 6460, et décret du 5 thermidor an XII. Archives nationales, carton C. C. 3, p. 42.

(5) Le costume du secrétaire-architecte était pareillement en velours bleu, doublé de satin blanc, avec broderie en soie aurore nuancée, veste de satin blanc, pareillement brodée, ainsi que le collet et le revers du manteau. Il avait une écharpe avec broderie et frange d'or, cravate de dentelle et chapeau semblable à celui des sénateurs.

La fantaisie vestimentaire était désormais interdite aux fonctionnaires et Napoléon décréta que les sénateurs auraient les cheveux ronds ou longs et en ce dernier cas, frisés au bout et rattachés au milieu par un simple ruban noir (1).

La cérémonie du sacre fut l'occasion de constater la jalousie qui divisait les Assemblées Impériales. D'abord, toutes jalousaient le Sénat-Conservateur placé au-dessus d'elles et à la tête de la hiérarchie; le Tribunal envoyait au Sénat son pouvoir de discussion; le Corps législatif envoyait aussi ce droit dont il fut privé jusqu'au moment de la suppression du Tribunal. Ce dernier d'ailleurs était mécontent de voir que le Sénat avait le droit de déclarer contraires à la Constitution des actes que lui-même avait votés.

Le comte de Cornet, dans ses *Souvenirs sénatoriaux* (2), rapporte que le Conseil d'État portait une jalousie secrète au Sénat et il la manifestait dès qu'il le pouvait. Le jour du sacre, la place d'honneur fut assignée au Sénat. Il arriva le premier à Notre-Dame et se mit à l'endroit que lui indiquèrent les maîtres des cérémonies. Le Conseil d'État qui arriva ensuite, se trouva fort choqué de voir une place qu'il avait jugé être la sienne prise par le Sénat. Il y eut alors de grands pourparlers avec les aides des cérémonies, qui dirent qu'ils ne faisaient qu'exécuter les ordres qui leur avaient été donnés.

L'Empereur arrivant à ce moment, toute discussion fut suspendue, mais les conseillers d'État firent une requête. Les présidents des sections du Conseil d'État la remirent

---

(1) Le costume ordinaire des sénateurs avait également reçu quelques modifications. Napoléon avait en effet décrété qu'il pourrait être boutonné ou presque fermé par devant, qu'il serait en velours ou drap avec l'écharpe blanche à laquelle l'épée devait être suspendue. Les sénateurs devaient avoir un manteau de la couleur de l'habit et de la même longueur, avec revers et collet de drap d'or; chapeau relevé par devant, orné de plumes blanches flottantes et cravate de dentelle.

(2) *Souvenirs sénatoriaux* du comte DE CORNET, p. 30.

le lendemain à l'Empereur qui la mit dans sa poche sans la lire et il dit tout simplement : « Ils n'entendent pas leur affaire (1). »

Cependant si un corps devait être jaloux de l'autre, c'est bien plutôt le Sénat du Conseil d'État que le Conseil d'État du Sénat. En effet, si l'Assemblée sénatoriale était la première dans la hiérarchie, la réalité du pouvoir appartenait au Conseil d'État. D'ailleurs les sénateurs le sentaient bien et le comte de Cornet ajoute : « Le Conseil d'État se regardait comme inhérent à l'individu Empereur ; prétention excessive qui conduirait à l'oligarchie. Les présidents des sections du Conseil d'État étaient en effet de petits ministres ; ils avaient plus d'influence dans les affaires que ceux en exercice, le moindre conflit leur étant renvoyé. »

Le peu d'entente qui existait entre les différentes Assemblées servait au mieux les intérêts de l'Empereur qui, lorsqu'il le voulait, pouvait briser l'opposition de l'une d'elles en la supprimant avec l'aide d'une autre.

Des mortels aussi pompeusement parés que l'étaient les sénateurs ne pouvaient manquer d'être entourés d'honneurs civils et militaires. Aussi, un décret impérial décidait-il que le Sénat, lorsqu'il se rendrait auprès de l'Empereur ou à quelque cérémonie, serait entouré d'une garde de 100 hommes à cheval. A défaut de cette cavalerie, cette garde devait être fournie par l'infanterie. Sur le passage de l'Assemblée les corps de garde, postes ou piquets devaient prendre les armes et monter à cheval. Les mêmes honneurs étaient rendus aux sénateurs qui voulaient faire leur entrée d'honneur dans le chef-lieu de leur sénatorerie.

Les sénateurs entourés de ces honneurs devenaient d'importants personnages, mais leur soumission était assurée par la menace que faisait peser sur l'Assemblée le sénatus-

---

(1) *Souvenirs sénatoriaux* du comte DE CORNET, p. 30.

consulte organique de l'an XII qui ne limitait plus le nombre des sénateurs (1).

L'Empereur recevait le droit de nommer à cette dignité tous les citoyens qu'il désirerait. La servilité des sénateurs de l'Empire s'explique donc par cette disposition (2). Toute opposition eût été aisément réprimée par la nomination d'une fournée de sénateurs. Les choix effectués à cette époque par le Sénat ne pouvaient donc qu'être agréables à l'Empereur.

Tascher (3), un cousin de l'Impératrice, Canclaux (4), un général qui avait commandé l'armée de l'Ouest en 1793 et sauvé Nantes, qui avait été ambassadeur à Naples et que Napoléon avait nommé inspecteur général de la cavalerie, et Saür (5), membre du Corps législatif proposé par le collège électoral du Rhin et Moselle entrèrent le 30 vendémiaire an XIII (21 octobre 1804) au Sénat. Peu de temps après, Rigal (6), Bévières (7), Bacciochi (8), alors

---

(1) L'article LVII du titre VIII du sénatus-consulte organique précise que le Sénat se compose : des princes français ayant atteint la dix-huitième année, des titulaires des grandes dignités de l'Empire, des 80 membres nommés sur la présentation des candidats choisis par l'Empereur sur les listes formées par les collèges électoraux de département, enfin, des citoyens que l'Empereur jugerait convenable d'élever à la dignité de sénateur.

(2) L'article LVII *in fine*, porte que dans le cas où le nombre des sénateurs excéderait celui qui avait été fixé par l'article LXIII du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X, article qui limitait à 120 le nombre des sénateurs, une loi devait intervenir. Elle avait pour but unique d'augmenter la dotation du Sénat.

(3) TASCHER (Pierre-Jean-Alexandre), né à Chartres le 8 février 1745, mort à Prouvray (Orne) le 3 septembre 1822.

(4) CANCLAUX (Jean-Baptiste-Camille), né à Paris le 2 août 1740, mort à Paris le 27 décembre 1817.

(5) SAÜR (Jean-André), né à Freisheim, électorat de Trèves, le 5 juin 1754, mort à Paris le 14 avril 1828.

(6) RIGAL (Louis-Maximilien), né à Stuttgart le 17 janvier 1748, mort à Paris le 21 avril 1830. Nomination du 7 brumaire an XIII (29 octobre 1804).

(7) BÉVIÈRES (Jean-Baptiste-Pierre), né à Paris le 20 octobre 1723, mort à Paris le 11 mars 1807. Nomination du 25 frimaire an XIII (16 décembre 1804).

(8) BACCIOCHI (Félix), né à Ajaccio le 18 mai 1762, mort à Bologne le 28 avril 1814. Nomination du 8 frimaire an XIII (29 novembre 1804).



général de brigade et beau-frère de l'Empereur, furent également élus.

Napoléon usait largement du droit que lui avait conféré la Constitution de nommer les sénateurs. Il se servait de ce pouvoir non pour augmenter au Sénat le nombre déjà considérable de ses créatures, mais pour récompenser des administrateurs, des préfets, s'attacher des prélats, des notables étrangers ou pour adoucir à certains ministres l'amertume de la retraite. Le 7 août 1804 (19 thermidor an XII), Chaptal (1) qui sortait du ministère de l'Intérieur entra au Sénat dont il ne tarda pas à devenir le trésorier. Le 1<sup>er</sup> février 1805 (12 pluviôse an XIII), Napoléon nomma en une fois dix-sept sénateurs : des prélats tels que le cardinal Fesh (2), oncle de l'Empereur, archevêque de Lyon et grand aumônier, le cardinal Cambacérès (3), alors archevêque de Rouen, des diplomates comme le général Beurnonville (4) alors ambassadeur, Sémonville (5), ambassadeur près de la République Batave, d'Aguesseau (6), ministre plénipotentiaire près du roi de Danemark ; puis des généraux : Hédouville (7), Férino (8), Gouvion (9), inspec-

---

(1) CHAPTAL (Jean-Antoine), né à Nogaret (Lozère) le 4 juin 1756, mort à Paris le 29 juillet 1822.

(2) S. A. E. le cardinal FESH (Joseph), né à Ajaccio le 3 janvier 1763, mort à Rome le 13 mai 1839.

(3) Le cardinal comte CAMBACÉRÈS (Étienne-Hubert), archevêque de Rouen, né à Montpellier le 10 septembre 1756, mort à Rouen le 25 octobre 1818.

(4) DE BEURNONVILLE (Pierre-Riel), né à Champignolle (Aube) le 10 mai 1752, mort à Paris le 23 avril 1821.

(5) DE SÉMONVILLE (Charles-Louis-Huguet), né à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1759, mort à Paris le 11 avril 1839.

(6) D'AGUESSEAU (Henri-Jean-Baptiste), né à Paris le 23 août 1752, mort à Paris le 22 janvier 1826.

(7) HÉDOUVILLE (Gabriel-Marie), né à Laon le 27 juillet 1755, mort au château de la Fontaine, commune de Brétigny (Seine-et-Oise), le 30 mars 1825.

(8) FÉRINO (Pierre-Marie-Barthelémy), né à Craveggia (Italie) le 23 août 1747, mort à Paris le 28 juin 1816.

(9) GOUVION (Louis-Jean-Baptiste), né à Toul le 6 février 1752, mort à Paris le 22 novembre 1823.



teur général de la Gendarmerie, Dembarrère (1), inspecteur du génie, Valence (2) et Caulaincourt (3), grand écuyer et général de division, président du collège électoral de l'Aisne; quelques personnages présentés par les départements : Saint-Vallier (4), président du collège électoral de la Drôme et Papin (5), présenté par le département des Landes, enfin des préfets comme Pontécoulant (6), préfet de la Dyle et Colchen (7), préfet de la Moselle.

Cambacérès, intermédiaire entre l'Empereur et les sénateurs, indiquait les choix que le corps devait faire (8).

Tous les personnages composant le bureau étaient d'ailleurs très jaloux de leurs prérogatives qui cependant sont d'apparence assez vaines. C'est ainsi que le 7 octobre 1805 (9), Joseph écrivait à l'Empereur pour lui mander que le Président et les préteurs mettaient une égale importance à ce qu'il leur adressât « immédiatement et exclusivement les uns des autres » les ordres de convocation pour une séance. Le cérémonial avait déjà aux yeux des sénateurs une importance capitale. Et cependant le rôle essentiel du bureau ne consistait pas en une vaine apparence,

---

(1) DEMBARRÈRE (Jean), né à Tarbes le 3 juillet 1747, mort à Lourdes (Hautes-Pyrénées) le 3 mars 1828.

(2) THIEMBUME DE VALENCE (Jean-Baptiste-Cyrus-Marie-Adelaïde), né à Agen le 22 septembre 1757, mort à Paris le 4 février 1822.

(3) CAULAINCOURT (Gabriel-Louis), né à Leschelles (Aisne) le 15 novembre 1740, mort à Paris le 27 octobre 1808.

(4) DE SAINT-VALLIER (Jean-Denis de la Croix de Chevières), né à Clérieux (Drôme) le 6 octobre 1756, mort à Valence le 13 mars 1824.

(5) PAPIN (Jean-Baptiste), né à Aire (Landes) le 10 décembre 1756, mort à Paris le 3 février 1809.

(6) PONTÉCOULANT (Louis-Gustave Le Doulcet), né à Caen le 26 novembre 1764, mort à Paris le 3 avril 1853.

(7) COLCHEN (Jean-Victor), né à Metz le 5 novembre 1752, mort à Paris le 21 juillet 1830.

(8) La lettre suivante laisse deviner l'influence de Cambacérès au Sénat :

« Camp de Boulogne, 13 fructidor an XIII (31 août 1805). Mon cousin, je vous envoie des notes sur les candidats présentés pour le Sénat-Conservateur. Je vous prie d'influer autant qu'il vous sera possible pour éloigner ceux qui auraient de mauvaises notes. NAPOLÉON. »

(9) *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 289.

ni même dans le règlement des affaires administratives ou la gestion des biens de l'Assemblée : le bureau et surtout son président servaient d'agents de liaison entre l'Empereur et le Sénat. La correspondance de Cambacérès avec Bonaparte et avec l'Empereur est à cet égard révélatrice. Celle, moins connue de François de Neufchâteau avec Napoléon, ne l'est pas moins. Ainsi, le 1<sup>er</sup> vendémiaire an XIII, le président demande à l'Empereur de lui faire connaître ses intentions pour la présentation des candidats au poste de trésorier. Une lettre du 8 fructidor est plus nette encore. François de Neufchâteau s'exprime ainsi :

SIRE (1),

Il sera nommé, suivant l'usage, une commission du Sénat, pour faire le rapport des projets de sénatus-consulte que Votre Majesté fera sans doute présenter au Sénat dans la séance du 15.

Il est d'usage aussi que le président se retire ensuite près de Votre Majesté pour lui communiquer confidentiellement les rapports, afin qu'en matière politique, on ne dise ou on ne taise que ce qu'il est de l'intérêt du Gouvernement de dire ou de taire.

Dans cette circonstance, je supplie Votre Majesté de me faire savoir comment cette communication particulière pourra avoir lieu. Suffirait-il d'en écrire à Votre Majesté ou jugera-t-elle nécessaire que j'aie l'honneur de me rendre auprès d'elle.

Je regarderais comme un grand avantage l'occasion de voir un grand homme à la tête d'une armée de héros, mais quelle que soit l'intention de Votre Majesté, j'aurai soin de m'y conformer aussitôt qu'elle aura bien voulu la manifester.

Ainsi les membres du bureau avaient l'habitude de communiquer à l'Empereur les délibérations des commissions avant que l'Assemblée ne discutât ces projets. Napoléon faisait connaître sa volonté au président du Sénat qui la communiquait ensuite secrètement aux sénateurs afin qu'ils s'y conformassent.

---

(1) Archives nationales, A. F. IV, 1041. Lettre de François de Neufchâteau.

L'Assemblée qui paraissait agir de son propre mouvement exécutait donc seulement des ordres. Les transmettre fut la besogne essentielle du bureau (1).

---

(1) Pour aider les membres du bureau à liquider les affaires sous les ordres du président, du trésorier, des préteurs, du chancelier, se trouvaient les messagers d'État, le secrétaire général, les huissiers et les archivistes.

Ce fut la loi du 3 nivôse an VIII (Archives nationales, carton C. C. 1, p. 6) qui créa les messagers d'État et les huissiers. La loi précisait qu'ils devaient remplir les mêmes fonctions que celles qu'avaient leurs prédécesseurs auprès des conseils et du Directoire. Ils devaient porter les messages, assurer l'ordre à l'intérieur du Sénat et ils étaient chargés de diverses missions de surveillance.

La réglementation intérieure du Sénat (Archives nationales, carton C. C. 1, p. 18) du 8 nivôse an VIII créa le secrétaire général qui était chargé de la rédaction des procès-verbaux. Il était de plus archiviste et garde du sceau du Sénat. Le secrétaire général délivrait et contresignait toutes les expéditions des actes du Sénat, d'après l'autorisation de son président.

Un adjoint au secrétaire général était également créé. Il devait le remplacer dans toutes ses fonctions en cas d'absence ou de maladie. Il était aussi trésorier particulier du Sénat.

Le Sénat nommait l'un et l'autre au scrutin individuel et à la majorité absolue des suffrages.

Ils ne pouvaient être révoqués que par une délibération prise au scrutin et à la majorité absolue des suffrages.

Le traitement du secrétaire général était annuellement de 12.000 francs. Celui du secrétaire général adjoint était de 8.000. Tous deux étaient logés dans le Palais du Sénat.

Le règlement confirmait la création de messagers d'État et d'huissiers. Il y avait deux messagers d'État et quatre huissiers. Les premiers touchaient chacun 4.000 francs par an. Les huissiers touchaient 2.000 francs. Tous étaient logés au Palais du Luxembourg.

Deux huissiers devaient accompagner chaque messenger d'État lorsqu'ils étaient envoyés vers les autorités constituées.

Le sénatus-consulte du 14 nivôse an IX (*Moniteur* du 17 nivôse an XI) porta le nombre des huissiers à 6. Ils étaient, pour la police du palais et les jardins du Sénat, placés sous les ordres des préteurs ainsi que les deux messagers et les six brigades de gardes.

Le chancelier avait sous ses ordres les gardes des archives, le garde adjoint et quelques employés qui devaient l'aider dans ses différentes fonctions.

Le trésorier avait sous ses ordres un caissier et plusieurs employés chargés de l'ordre de la recette, de la dépense et de la comptabilité.

Le personnel du Sénat comprenait encore un chef des bureaux du Sénat, un architecte attitré et un notaire qui fut maître Noël, notaire de l'Empereur.

Ces différents personnages étaient, à la fin de l'Empire : Chevalier Cauchy, secrétaire archiviste; Beaumé et Bréa, messagers d'État; Foulon, Fagnard, Lothen, Russeau, Hullin, Cotteray, huissiers; Beaudelaire, chef des bureaux; Cauchy, Carrey, archivistes; Noël, notaire de l'Empereur.

Le vide des séances du Sénat-Conservateur devenait de plus en plus pesant. Les procès-verbaux sont sans aucun intérêt et l'on comprend que dans cette Assemblée les absences aient été nombreuses au point d'entraver le vote des sénatus-consultes (1), car l'article 90 de la Constitution exigeait pour que le vote d'un sénatus-consulte organique fût valable qu'il ait réuni les deux tiers de la totalité des membres du Sénat.

En octobre 1805 (2), lors du vote du sénatus-consulte pour la réunion de Gênes, Joseph écrivait à Napoléon qu'un second tour de scrutin serait nécessaire parce qu'il n'y avait que 72 sénateurs présents alors que d'après la lettre de la Constitution, il aurait dû y en avoir 73 sur 108 sénateurs. « Le seul remède serait un sénatus-consulte portant que le Sénat pourrait délibérer lorsque la majorité de ses membres serait présente. Cette mesure est nécessitée par les absences légitimes des sénateurs à sénatoreries, princes, généraux, cardinaux, évêques, etc... »

---

(1) Les absences des sénateurs se multipliaient d'ailleurs depuis l'avènement de l'Empire. Le 14 germinal an XIII, François de Neufchâteau écrivait à l'Empereur :

« Sire, beaucoup de sénateurs ont demandé des congés. Je présume que passé la séance intérieure et ordinaire du 18 de ce mois, il sera impossible de former l'assemblée du Sénat. Ainsi les vues de Votre Majesté se trouvent remplies par le fait, sans ajournement formel et sans publicité. Je continuerai à lui rendre des comptes exacts. »

(Lettre de François de Neufchâteau à l'Empereur. Archives nationales, carton A. F. IV, 1041.)

(2) *Mémoires de Joseph*, t. I, p. 289.

CHAPITRE XI

**LES BIENS DU SÉNAT  
LA DOTATION DE L'ASSEMBLÉE  
LES SÉNATORERIES**

## RÉSUMÉ

---

*En l'an X projet de création de sénatoreries. — Le sénatus-consulte du 14 nivôse an XI crée une sénaterie par arrondissement de tribunal d'appel, augmente la dotation de l'Assemblée et la rend distincte des autres biens de l'État. — Nominations aux sénatoreries le 12 juin 1804. — Décret impérial du 24 juillet 1804 relatif au cérémonial réglant les honneurs que doivent recevoir les sénateurs dans leurs sénatoreries. — Instructions de Napoléon aux sénateurs pourvus de sénatoreries. — Création du Grand Conseil d'administration. — Conversion d'une partie de la dotation. — Rôle du Conseil particulier. — L'accroissement du nombre des sénateurs et la création de sénatoreries en 1806 et 1809 entraîne l'augmentation de la dotation.*

---



En l'an X, le remaniement de la Constitution avait augmenté les attributions du Sénat tout en le mettant dans la dépendance plus étroite du Premier Consul. La docilité de l'Assemblée faisait tomber les dernières objections de Bonaparte à la constitution d'une dotation territoriale indépendante. Le projet de création de sénatoreries était d'ailleurs étroitement lié à l'établissement de cette dernière.

Le Premier Consul discuta tout d'abord avec une commission du Sénat spécialement formée (1) et une section du Conseil d'État. Les sénateurs demandèrent d'importantes dotations que le Conseil d'État voulut réduire (2). Bonaparte écrivit à plusieurs reprises au président du Sénat, qui était alors Lebrun, pour lui faire connaître ses volontés (3). Il désirait que les sénatoreries fussent disséminées sur les différents points de la République pour y répandre la considération du Sénat et aussi pour exciter l'émulation des citoyens. D'accord avec la Commission du Sénat qui le réclamait instamment, le Premier Consul décida de déterminer les honneurs dont jouiraient les sé-

---

(1) Archives nationales, A. F. IV, 1041. La commission du Sénat comprenait Cornudet, Vaubois, Le Couteulx-Canteleux et Fargues.

(2) Archives nationales, A. F. IV, 1041.

(3) *Correspondance de Napoléon*, t. VIII, 6461. Saint-Cloud, 10 frimaire an XI, et t. VIII, 6501. Observations sur le projet de sénatus-consulte relatif aux sénatoreries. Saint-Cloud, 1<sup>er</sup> nivôse an XI.

nateurs lorsqu'ils se rendraient ou lorsqu'ils se trouveraient dans leurs sénatoreries (1).

Le projet discuté au Conseil d'État fut exposé devant le Sénat par les orateurs du Gouvernement, le 14 nivôse an XI (2) et voté séance tenante. D'après ce sénatus-consulte, il était créé une sénatorerie par arrondissement de tribunal d'appel. Chacune d'elles était dotée d'un bel immeuble et d'un revenu annuel, en domaines nationaux, de 20.000 à 25.000 francs. Les sénatoreries devaient être possédées à vie, mais le Premier Consul avait tenu à obliger les sénateurs à une résidence d'une durée de deux mois de suite tous les deux ans (3) et que le sénatus-consulte portait à trois mois par an. Les sénatoreries étaient conférées par Bonaparte sur la présentation du Sénat qui, pour chaque place, désignait trois personnages. L'Assemblée devait présenter au mois de fructidor des candidats à la moitié des sénatoreries et dans le mois de germinal de l'an XII à l'autre moitié.

Mais le sénatus-consulte remaniait également toute la réglementation administrative du Sénat et augmentait la dotation de l'Assemblée qui devenait en partie distincte des autres biens de l'État. Puisque les sénateurs étaient pourvus individuellement de biens immobiliers, il n'y avait pas de raison plausible pour que la même faveur ne fût pas accordée à leur Assemblée. Une somme de 4 millions de francs à prendre sur le produit des forêts nationales était affectée annuellement à la dotation du Sénat pour le traitement des sénateurs, l'entretien et la réparation de son palais et de ses jardins et ses dépenses de toute nature. Des biens nationaux devaient être affectés dans le courant de l'an XII à l'Assemblée. Leur revenu annuel

---

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. VIII, 6501 et A. F. IV, 1041.

(2) *Moniteur* du 17 nivôse an XI.

(3) *Correspondance*, t. VIII, 6461. Lettre de Bonaparte au consul Lebrun.

d'un million (1) portait la dotation du Sénat à 5 millions de francs.

Ces biens importants nécessitaient une administration bien organisée que dirigeaient le chancelier, le préteur et le trésorier, constituant au sein du Sénat une sorte de conseil d'administration (2). Celui-ci devait travailler avec le Premier Consul au moins une fois par trimestre et chaque année se réunirait un grand conseil présidé par le Premier Consul et auquel prendraient part les deuxième et troisième Consuls, les deux secrétaires et sept sénateurs. Ce Conseil arrêterait les dépenses de toute nature et les traitements qui devaient être accordés aux officiers et aux membres du Sénat. Il fixerait aussi les sommes qui seraient prises sur les revenus du Sénat pour assurer une subsistance honnête aux familles des sénateurs après leur mort.

La désignation et l'attribution des sénatoreries souleva alors d'ardentes compétitions. Bonaparte lui-même s'occupa de les constituer (3) et il donna les ordres nécessaires pour que dans les sénatoreries il y eût des biens nationaux de toute nature, car tous avaient un même titre de légitimité aux yeux de la loi (4).

Enfin, en octobre 1803 (5), Bonaparte désigna les bâtiments et les terres affectés aux sénatoreries. Lucien qui était parti entouré d'une véritable cour et qui avait traversé la Belgique, eut la sénaterie de Trèves qui produisait 25.044 francs de revenus annuels et qui donnait pour résidence le château de Poppelsdorf, superbe habitation avec de grands jardins et des appartements magnifiques.

---

(1) Ces biens devaient être pris, moitié dans les départements de la Sarre, de la Roër, du Mont-Tonnerre et du Rhin-et-Moselle; moitié dans ceux du Pô, du Tanaro, de la Stura, de la Sézia, de la Doire et de Marengo.

(2) Articles XIX à XXI du sénatus-consulte.

(3) *Correspondance de Napoléon*, t. VIII, n° 6829, au citoyen Gaudin, ministre des Finances. Saint-Cloud, 29 prairial an XI (18 juin 1803). Archives des finances. En minute aux archives de l'Empire.

(4) *Correspondance de Napoléon*, 6829.

(5) Arrêté du 4 octobre 1803.

L'archevêché d'Auch fut affecté à la sénatorerie d'Agen; la maison dite de Mons à celle d'Aix; celle de Bruxelles reçut le château du prince de Salm-Salm; le château de Montbéliard fut affecté à celle de Colmar; l'évêché de Béziers ou l'archevêché de Narbonne à celle de Montpellier; l'évêché de Verdun à celle de Nancy; l'évêché de Viviers à celle de Nîmes; le château de Thouars à celle de Poitiers et la sénatorerie de Turin reçut la maison de la Vignella-Reine.

C'étaient là de magnifiques demeures, souvent les plus belles de toute la région où elles se trouvaient. Plusieurs d'entre elles avaient été habitées par des princes ou des maisons régnantes, comme le château des princes de Salm-Salm à Bruxelles, le château de Montbéliard et le château de Thouars.

Les sénatoreries d'Ajaccio, de Bourges, de Limoges et de Pau n'avaient pas encore de bâtiments désignés. A partir du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XII leur administration cessa de faire partie de la régie de l'Enregistrement et des Domaines et elle fut transmise au Sénat avec titres, pièces et documents qui en dépendaient.

L'établissement des sénatoreries quoique devant augmenter le prestige de l'Assemblée n'avait pas rencontré au début l'adhésion complète des sénateurs. Si l'on en croit un de ses membres (1), le Sénat redoutait sur lui-même l'effet d'une distribution inégale de faveurs et il manifesta le vœu, si l'on persistait à les vouloir, qu'elles fussent données à l'ancienneté. Mais cette ancienneté aurait contrarié les vues du fondateur (2) et elle aurait assuré une sénatorerie à Sieyès. On prenait prétexte, pour l'empêcher, de ce qu'il avait déjà obtenu une dotation nationale qu'il avait eu la permission de vendre et dont il avait tiré un très bon parti.

---

(1) *Souvenirs sénatoriaux* du comte DE CORNET, p. 29.

(2) *Idem.*

Finalement le procédé d'une présentation de trois candidats pour chaque sénatorerie avait été adopté. Le Sénat pouvait donc également faire mettre sur les listes la candidature de Sieyès.

En juin 1804, l'Assemblée ayant à présenter à l'Empereur une liste de candidats pris parmi ses membres pour les sénatoreries, affecta de ne porter sur la liste aucun de ceux qui avaient voté contre l'établissement de l'Empire. C'étaient précisément les noms les plus marquants du corps : Sieyès et Lanjuinais par exemple.

Napoléon s'en montra indigné (1) : « Les lâches, s'écriait-il, ont peur de me déplaire ! Qui les a chargés de ma querelle. Ne suis-je pas assez fort pour me défendre ? Quel fonds pourrais-je faire sur des hommes qui abandonnent ainsi leurs collègues et leurs amis, ceux à qui ils doivent pour la plupart d'être ce qu'ils sont ? » Mais l'on peut se demander jusqu'à quel point cette colère était sincère et si l'humeur de l'Empereur n'eût pas été beaucoup plus grande encore si les choix lui avaient déplu.

Le 12 juin 1804 parut au *Moniteur* la liste des sénateurs choisis qui étaient : Lamartillière à Agen, Casabianca à Ajaccio, Lemer cier à Angers, d'Aboville à Besançon, Garnier La Boissière à Bourges, Kellermann à Colmar, François de Neufchâteau à Dijon, Morard de Galles à Limoges, Le Couteulx-Canteleu à Lyon, Bertholet à Montpellier, Vimar à Nancy, Dubois-Dubais à Nîmes, Lacépède à Paris, Lespinasse à Pau et Garan-Coulon à Riom.

Comme on le voit, l'Empereur avait eu le soin de placer les sénateurs dans les pays dont ils étaient originaires et qu'ils connaissaient le mieux. Il pensait qu'ils devaient ainsi avoir plus d'influence et plus d'autorité autour d'eux.

Car Napoléon tenait beaucoup à ce que les dignitaires de l'Empire à peine établis fussent entourés de tout le

---

(1) *Opinions de Napoléon*, recueillies par le baron PELET DE LA LOZÈRE, p. 70.



faste des grands seigneurs de l'ancien régime. Le décret impérial du 24 juillet 1804, relatif au cérémonial, en est le plus frappant exemple. Il règle minutieusement les honneurs que devaient recevoir les sénateurs dans leurs sénatoreries (1), lorsqu'ils voulaient y faire leur entrée d'honneur, ce qu'ils ne pouvaient faire qu'une fois. Le ministre de la Guerre devait donner l'ordre de leur rendre les honneurs suivants : ils devaient entrer dans la place en voiture, accompagnés de leur suite, le commandant de la place devait se trouver à la barrière pour les recevoir et les accompagner, les troupes devaient être en bataille sur le passage, les officiers supérieurs devaient saluer et les tambours rappeler. On devait tirer cinq coups de canon et de même à leur sortie. En outre, il devait être envoyé au-devant d'eux et à un quart de lieue un détachement de vingt hommes commandé par un lieutenant. Les sentinelles devaient faire face et présenter les armes à tout sénateur qui passerait à leur portée revêtu de son costume.

L'entrée d'un sénateur dans sa sénaterie ressemblait donc étrangement à l'entrée d'un gouverneur de province de l'ancien régime dans sa capitale...

Et cependant les missions confiées aux sénateurs ne correspondaient pas au faste qui les entourait.

Une instruction de l'Empereur du 7 germinal an XIII (2) aux sénateurs pourvus de sénatoreries, semble bien limiter leur rôle à celui des préfets d'aujourd'hui faisant des rapports sur l'état de leur département. Les sénateurs, en effet, devaient se rendre avant le 1<sup>er</sup> prairial dans leurs sénatoreries, y résider pendant trois mois consécutifs et parcourir tous les départements qui formaient l'arrondissement. La cause apparente de leur voyage devait être de

---

(1) Le titre 9 est relatif au Sénat et le paragraphe 5 et les suivants règlent les honneurs que doivent recevoir les sénateurs dans leurs sénatoreries.

(2) *Correspondance de Napoléon*, t. X, 8493. Note pour le secrétaire d'État (Maret), Saint-Cloud, 7 germinal an XIII (28 mars 1805).



connaître la situation, la nature, l'état et la valeur des biens dont la sénatorerie avait été dotée. Mais l'objet le plus important était de fournir à l'Empereur des renseignements sûrs et positifs, tous les huit jours, sur tout ce qui pouvait intéresser le Gouvernement. Le secret le plus inviolable devait donc être observé pour que les sénateurs pussent reconnaître le caractère, la conduite, les talents de tous les fonctionnaires administratifs ou judiciaires, discerner les principes et l'influence des ecclésiastiques, énumérer les hommes marquants par leur caractère, leur fortune, leurs opinions et leur ascendant sur le peuple. Les sénateurs recevaient l'ordre de rechercher les dispositions des citoyens relativement au gouvernement, à la religion, à la conscription, à la taxe d'entretien des routes et à la perception des impôts indirects; ils devaient examiner toutes sortes d'autres domaines : l'opinion publique relativement à l'institution des jurés, l'état de l'instruction publique dans les écoles primaires, secondaires et dans les lycées; les conditions de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; l'état des subsistances et les espérances des récoltes prochaines; l'état des routes, l'élevage des chevaux, bêtes à laine, etc... La compétence des sénateurs devait être finalement aussi universelle que le génie de l'Empereur et l'on retrouve dans ces instructions le désir perpétuel de Napoléon d'être averti minutieusement et exactement de tout ce qui pouvait l'aider dans l'administration de l'Empire.

Le 11 ventôse an XII, il faisait presser le départ de Roederer, Cornudet et Rampon nommés dans l'Ouest afin qu'ils pussent surveiller et éclairer l'autorité (1).

Roederer partit dans sa sénatorerie de Caen aussitôt que l'Empereur en manifesta le désir. Il parcourut rapidement les trois départements qui composaient sa sénatorerie et il envoya le 9 frimaire an XII (1<sup>er</sup> décembre 1803) un

---

(1) Archives nationales, A. F. IV, 1041. Note de Napoléon.

rapport très complet sur le résultat de sa mission (1). Il décrit avec son habituelle minutie l'état du clergé, l'opinion politique de ses principaux membres, leur caractère et il constate d'ailleurs la modération des prêtres. Les nobles de Normandie avaient surtout émigré en Angleterre, Rœderer signale que beaucoup d'entre eux, revenus en France, entretenaient encore une correspondance avec les princes et que leur attachement au nouveau Gouvernement était en général très suspect. Les fonctionnaires interrogés par Rœderer, leur étaient d'ailleurs très hostiles et jalousaient leur clan excessivement fermé. Croyant le Gouvernement consulaire cependant bien affermi, ces nobles paraissaient assez soumis et ils s'efforçaient de racheter des biens nationaux.

Le sénateur décrit ensuite dans son rapport la bonne tenue de la magistrature qui paraît parfaitement intègre et le zèle des hauts fonctionnaires.

Les militaires, naturellement très dévoués au Premier Consul, se plaignaient de la façon dont s'effectuait la conscription et de l'influence du clergé et des ci-devant nobles.

Le peuple paraissait se soucier à peu près uniquement de ses affaires et non de politique. Il craignait le retour de la dîme du clergé ou des droits féodaux et il ne paraissait pas connaître l'existence des Bourbons. En somme, seuls les gens de Grandville en relation avec Jersey et Guernesey, pouvaient être à craindre, mais non ceux des autres régions de la sénatorerie, et Rœderer concluait ainsi :

Les résultats de ces observations sont : que les trois départements de la sénatorerie de Caen ne doivent pas causer d'inquiétude au Gouvernement; qu'il y a plus d'amour de soi que d'amour de la patrie dans le peuple, mais qu'il y aurait plus de disposition à servir la patrie que les ennemis du dedans et du dehors, que la haine des habitants

---

(1) RŒDERER, *Œuvres*, t. III, p. 470 et suivantes.

est unanime contre les Anglais, qu'ils regardent généralement la guerre comme imposée par nos ennemis, qu'ils ont besoin de surveillance, non de sévérité, ni de rigueur (1).

Le 1<sup>er</sup> avril 1805, le secrétaire d'État transmettait de nouveau à Roederer des instructions pour un voyage d'inspection dans sa sénatorerie (2). Il fallait connaître le caractère, la conduite et les talents des fonctionnaires, les principes et l'influence des ecclésiastiques, le caractère, la fortune et les opinions des hommes les plus marquants, enfin les dispositions des citoyens des différentes classes relativement à la religion, à la conscription, à la taxe d'entretien des routes et à la perception des impôts indirects. Il s'agissait en somme, comme le note Roederer dans son rapport, de savoir quel était l'esprit public dans la sénatorerie de Caen (3), ce que le sénateur s'efforça de décrire très minutieusement et très exactement. Dans l'ensemble il n'avait pas beaucoup varié depuis 1803, date de la première tournée de Roederer dans sa sénatorerie.

Par cet exemple, il est possible de comprendre le rôle que devaient jouer les sénateurs envoyés dans leurs sénatoreries pour renseigner exactement l'Empereur. Leur court passage ne leur permettait sans doute pas d'avoir une idée très approfondie de l'opinion publique, cependant ils questionnaient les principaux fonctionnaires qui leur parlaient assez librement et les renseignaient. Beaucoup de ces rapports se sont égarés et les Archives n'en ont conservé que quelques-uns : ceux de Vimar, titulaire de la sénatorerie

---

(1) Réponse du Premier Consul :

« Paris, ce 11 frimaire an XII (3 décembre 1803). Citoyen Roederer, sénateur. J'ai lu avec le plus grand intérêt le rapport que vous m'avez envoyé le 9 de ce mois, sur l'esprit public des départements qui composent votre sénatorerie. Je vous remercie du zèle que vous montrez pour l'État et pour moi. » (RØDERER, *Œuvres*, t. III, p. 476.)

(2) RØDERER, *Œuvres*, t. III, p. 476.

(3) RØDERER, *Œuvres*, t. III, p. 477.

de Nancy (1), de Le Couteulx de Canteleu, titulaire de la sénatorerie de Lyon (2), d'Aboville, titulaire de la sénatorerie de Besançon (3), de Kellermann, titulaire de la sénatorerie de Colmar (4), qui envoya des notes détaillées concernant les différentes personnes de talent et celles qui devaient être surveillées soit pour leurs propos, soit pour leur influence, le clergé, l'ordre judiciaire, l'autorité administrative et la conscription militaire; de Morard de Galle, titulaire de la sénatorerie de Limoges (5); de Garran Coulon, titulaire de la sénatorerie de Riom (6); de Roger Ducos, titulaire de la sénatorerie d'Orléans (7); du comte de Beauharnais, titulaire de la sénatorerie d'Amiens (8); de Garnier-Laboissière, titulaire de la sénatorerie de Bourges (9), qui, comme tous ses collègues, décrivait l'état de l'opinion publique et donnait les noms des hommes les plus influents. Garnier-Laboissière exposait d'ailleurs les difficultés qu'il avait rencontrées pour connaître les noms de ces personnages et pour apprécier leur valeur; il avouait qu'il n'avait pu avoir que des aperçus très généraux puisés auprès des fonctionnaires en exercice.

Le comte de Casabianca donna également des renseignements de même nature sur sa sénatorerie d'Ajaccio (10), que le général Morand et le cardinal Fesh complétaient d'ailleurs dans leurs rapports adressés à l'Empereur (11).

Dans l'ensemble, les sénateurs ne semblent pas avoir donné à Napoléon des renseignements très précis sur l'opi-

---

(1) Archives nationales, carton A. F. IV, 1051. Rapports sur la trésorerie de Nancy, sur la ville de Verdun (1<sup>er</sup> et 15 prairial an XIII).

(2) Archives nationales, carton A. F. IV, 1051.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

(5) *Idem.*

(6) *Idem.*

(7) *Idem.*

(8) *Idem.*

(9) *Idem.*

(10) *Idem.*, carton A. F. IV, 1054.

(11) *Idem.*



nion publique. Les préfets, dont la correspondance était beaucoup plus fréquente, faisaient des rapports bien plus utiles. Ces fonctionnaires qui ne passaient pas rapidement comme les sénateurs, mais qui, au contraire, séjournaient dans les chefs-lieux, pouvaient donner au Gouvernement de la physionomie des provinces une image beaucoup plus précise. Les rapports des sénateurs avaient toutefois leur utilité, car on trouve sur tous les principaux fonctionnaires des appréciations qui pouvaient être utiles au pouvoir central. Peut-être Napoléon n'a-t-il demandé aux sénateurs de donner leurs impressions que dans cette intention. Dans beaucoup de cas d'ailleurs, les rapports des sénateurs n'offraient qu'un mince intérêt; c'est ainsi que François de Neufchâteau, envoyé dans la sénatorerie de Dijon, fit un long compte rendu sur l'assistance des titulaires des sénatoreries aux séances des cours d'appel et au cérémonial à établir à ce sujet (1); il fit aussi publier un *Voyage agronomique dans la sénatorerie de Dijon*, dans laquelle il préconisa une redistribution des terres trop morcelées.

Napoléon lisait ces rapports. Il présidait fort assidûment les séances du conseil d'administration du Sénat, et il s'occupait personnellement de l'administration des sénatoreries (2).

Le sénatus-consulte du 30 pluviôse an XIII (3) qui détermina le mode d'administration des biens affectés au Sénat créa en effet le Grand Conseil d'administration du Sénat. Il décidait sur la proposition du chancelier et il arrêtait l'état des biens à conserver, de ceux à vendre ou à échanger et de ceux à concéder à longues années (4).

---

(1) Archives nationales, A. F. IV, 1041.

(2) Le 21 juillet 1806, par exemple, Napoléon écrit au prince Joachim pour l'autoriser à prendre l'Orangerie de Bonn et pour permettre au maréchal Soult de changer de sénatorerie. *Correspondance de Napoléon*, t. XII, 10533.

(3) Archives nationales, carton C. C. 3, p. 81.

(4) Les biens désignés pour être aliénés devaient être vendus après autorisation du Grand Conseil d'administration, administrativement et



Ce Conseil était composé du président et des secrétaires en fonction et de deux sénateurs nommés à cet effet tous les ans par le Sénat.

Le prix des ventes devait être versé à la caisse d'amortissement du Sénat. Ces aliénations étaient d'ailleurs souhaitées dans plusieurs départements qui avaient vu à regret une portion considérable de leur territoire enlevée au commerce et on avait reçu des plaintes des habitants au sujet de la trop grande étendue de la dotation terrienne du Sénat (1). L'Assemblée ayant déclaré qu'une partie de sa dotation serait convertie en fonds de la Dette publique, le produit des ventes devait servir à l'achat pour la caisse d'amortissement de 1.715 francs de rente 5 % par 1.000 francs de revenu net aliéné en immeubles par le Sénat. L'Empereur avait d'ailleurs dicté personnellement à la caisse d'amortissement le rôle qu'elle devait jouer (2). Elle devait soutenir les effets publics, garantir aux porteurs de fonds d'État la stabilité de leur valeur. Le Sénat était le maître d'employer ses liquidités comme il le voulait, mais pour le décider à l'investissement en rentes du produit de ses aliénations, il fallait que la caisse d'amortissement dont Mollien devait s'occuper, pût assurer cette fixité des fonds publics.

L'administration des biens des sénatoreries était, elle aussi, minutieusement réglée. Dans le délai d'un an chaque sénateur titulaire d'une sénatorerie devait présenter au Chancelier du Sénat un état des domaines affectés à sa sénatorerie et désigner ceux d'entre eux qu'il croyait convenable de conserver, de vendre, d'échanger ou de concéder

---

sans frais, devant le Préfet du département et à la diligence du Chancelier ou de son fondé de pouvoirs et d'après le cahier des charges approuvé par lui-même ou son représentant. Ces ventes devaient être faites avec les mêmes formalités que celles des biens nationaux.

(1) Exposé des motifs du sénatus-consulte par Treilhard, orateur du Gouvernement.

(2) *Correspondance de Napoléon*. Note pour le ministère des Finances. Paris, 17 ventôse an XIII, t. X, 8400.

à longues années. Ces opérations étaient régies par les mêmes règles que les biens appartenant en propre au Sénat.

Le Chancelier devait ensuite soumettre ces états au Grand Conseil d'administration après l'approbation duquel la sénatorerie était définitivement constituée. Il ne pouvait plus alors être rien changé à l'état de ses biens qu'en vertu d'un sénatus-consulte spécial.

Le Conseil Particulier créé à cette même époque (1) validait les actes d'échange et baux à longues années consentis par le sénateur titulaire d'une sénatorerie. Il devait approuver également les acquisitions faites par les titulaires de chaque sénatorerie au nom du Sénat, les devis des travaux à faire aux maisons d'habitation et d'exploitation des sénatoreries et qui devaient être payés par le prix des ventes effectuées (2).

Les réparations qui avaient été jugées nécessaires pour remettre les biens en bon état devaient être exécutées par le titulaire de la manière la plus avantageuse, sans que ce dernier ait été soumis à d'autre formalité que de justifier au Chancelier du Sénat qu'elles avaient été faites conformément au devis. Les grosses réparations étaient à la charge de la sénatorerie et le Grand Conseil d'administration avisait au moyen d'y pourvoir suivant les circonstances.

Toute cette réglementation minutieuse montre que le Sénat par l'organe de son Grand Conseil d'administration était le seul maître des biens que lui avaient concédés les sénatus-consultes.

Le nombre des sénatoreries s'accrut encore à mesure que grandissait l'Empire. C'est ainsi que le 14 août 1806 (3)

---

(1) Article V du sénatus-consulte.

(2) Firent partie du Grand Conseil d'administration les sénateurs : Garnier, Roger Ducos, Demeunier, de Fleurieu, Sainte-Suzanne, Lemer cier, François de Neufchâteau, Saint-Vallier, Colchen, Lacépède, Boissy d'Anglas, Hédouville, Herwyn, Jacqueminot, Fabre de l'Aude, Rampon, de Lapparent, Lecouteux, Lejeas, de Cossé-Brissac, Dupont, Davous, Pastoret, Lambrechts et Saint-Martin de la Motte. Firent partie du Conseil privé : Abrial, Vimar et Jacqueminot.

(3) Archives nationales, carton C. C. 4, p. 48.

il en fut créé une pour l'arrondissement du Tribunal d'appel de Gênes. Le 17 février 1810, un sénatus-consulte établit une nouvelle sénatorerie dans les départements de Rome et de Trasimène (1).

D'ailleurs le nombre des sénateurs croissait lui aussi et la réunion de nouveaux départements situés au delà des Alpes et au delà de l'Escaut fut l'occasion d'augmentations successives de la dotation du Sénat.

Le 21 mars 1806 (2) se produisit une première modification des biens de dotation qui furent l'objet d'une conversion. La caisse d'amortissement était autorisée à acquérir du Sénat les domaines qui avaient été affectés à sa dotation dans les départements de la Doire, de Marengo, de la Sézia, de la Stura et dans les territoires qui composaient le département du Tanaro. La caisse d'amortissement devait céder au Sénat en échange de ses biens une rente de 550.000 francs en 5 % constitué.

Le 14 août 1806, la dotation de l'Assemblée fut accrue par l'adjonction du théâtre de l'Odéon qui se trouvait placé tout près du palais du Sénat.

En 1809 (3), Napoléon augmenta encore les biens de l'Assemblée, mesure rendue nécessaire par la nomination de nouveaux sénateurs italiens. Le Sénat reçut 200.000 francs de revenu annuel par l'attribution de domaines affermés dans les départements de Gênes, de Montenotte, des Apennins, du Tanaro, de l'Arno, de la Méditerranée et de l'Ombrone.

Enfin, en 1810, lorsque le nombre des sénateurs fut porté à 140, l'Empereur, par un décret du 30 décembre, augmenta la dotation du Sénat d'un revenu annuel de 600.000 francs par l'affectation de domaines produisant

---

(1) Il y eut sous l'Empire quelques changements dans les titulaires des sénatoreries : en 1806, Beauharnais fut nommé à la sénatorerie d'Amiens devenue vacante à la suite de la mort de Tronchet, celle de Bourges échut à Sémonville et celle de Florence à Beurnonville.

(2) *Moniteur* du 24 mars 1806.

(3) Décret du 25 mars 1809. Archives nationales, carton C. C. 5, p. 76.

un revenu net de cette somme et situés dans les départements au delà de l'Escaut (1).

Depuis cette époque jusqu'à la fin de l'Empire, la dotation de l'Assemblée ne subit plus aucune modification (2).

Lors de la chute de l'Empire, les sénateurs s'occupèrent activement de conserver leurs dotations. La charte sénatoriale du 6 avril 1814 porte en effet que la dignité de sénateur est inamovible et héréditaire de mâle en mâle par primogéniture et que les sénateurs, à l'exception de ceux qui renonceraient à la qualité de citoyen français étaient maintenus et faisaient partie du nombre des élus; la dotation du Sénat et les sénatoreries leur appartenaient, les revenus en étaient partagés également entre eux et ils devaient passer à leurs successeurs. Le cas échéant de la mort d'un sénateur sans descendance masculine directe, sa portion devait retourner au Trésor public. Une dernière disposition de la charte sénatoriale édictait que les sénateurs nommés postérieurement ne pouvaient avoir part à cette dotation.

Le Sénat se considérait donc comme propriétaire des biens qui lui avaient été attribués sous l'Empire. Après la déchéance de Napoléon, le Grand Conseil d'administration avait été chargé par un arrêté de l'Assemblée de continuer à administrer la dotation. Il remplit ce rôle jusqu'au moment où le Roi voulut la réunir aux domaines

---

(1) *Moniteur* du 5 janvier 1811.

(2) Voici quels étaient à la fin de l'Empire les titulaires des sénatoreries : DE LAMARTILLIÈRE, Agen; duc d'OTRANTE, Aix; DE CASABIANCA, Ajaccio; DE BEAUHARNAIS, Amiens; LEMERCIER, Angers; d'ABOVILLE, Besançon; PÉRIGNON, Bordeaux; DE SÉMONVILLE, Bourges; FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU, Bruxelles; RØDERER, Caen; duc DE VALMY, Colmar; DE LESPINASSE, Dijon; JACQUEMINOT, Douai; FÉRINO, Florence; SAINT-VALLIER, Gênes; ABRIAL, Grenoble; pas de titulaire, Hambourg; pas de titulaire, La Haye; PELUSE, Liège; DE BEURNONVILLE, Limoges; DE FRESNELLES, Lyon; CHASSET, Metz; BERTHOLLET, Montpellier; VIMAR, Nancy; DUBOIS-DUBAIS, Nîmes; Roger DUCOS, Orléans; DE LACÉPÈDE, Paris; DE SAINTE-SUZANNE, Pau; DE VAUBOIS, Poitiers; CORNUDET, Rennes; GARAN DE COULON, Riom; HÉDOUVILLE, Rome; RAMPON, Rouen; DEMEUNIER, Toulouse; GARNIER, Trèves; d'HARVILLE, Turin.



de la couronne; les membres du Grand Conseil d'administration furent appelés devant Sa Majesté à laquelle ils rendirent compte de l'état de la dotation, des fonds qui restaient dans la caisse du Sénat et qui furent versés dans celle du domaine de la couronne (1).

Le Roi, en effet, désirait cette réunion mais par reconnaissance pour le Sénat qui avait hâté son retour en France en prononçant l'acte de déchéance de l'Empereur et aussi pour ne point s'aliéner complètement les membres de l'Assemblée, il avait résolu de garantir aux sénateurs indistinctement, à titre de pension et leur vie durant, le traitement dont ils jouissaient.

L'ordonnance royale (2), lue par le Chancelier dans la séance du 4 juin 1814 aussitôt après la Charte, décrétait que la dotation du Sénat serait réunie au domaine de la couronne et qu'elle y demeurerait incorporée quoique distincte après en avoir distrait les propriétés particulières acquises par voie de confiscation qui devaient être rendues aux anciens propriétaires. Les membres du Sénat nés français conservaient une pension annuelle de 36.000 francs et leurs veuves une pension de 6.000 francs si toutefois le Roi reconnaissait que cette pension leur était nécessaire pour soutenir leur état. Les revenus provenant de la dotation du Sénat étaient affectés à ces pensions mais au fur et à mesure de la mort de chaque membre de l'ancienne Assemblée, la portion du traitement qui lui était assignée devait être définitivement remise au domaine de la couronne et confondue avec lui. Les fonds provenant de la dotation étaient désormais régis et administrés comme faisant partie de ce domaine.

Le Sénat était donc dépouillé de sa dotation et il le fut aussi de son palais qui par une deuxième ordonnance royale fut affecté avec ses dépendances à la Chambre des Pairs.

---

(1) Lettre du comte de Cholet à Lally Tolendal.

(2) *Moniteur* du 5 juin 1814.

---



CHAPITRE XII

**ROLE DU SÉNAT  
DANS LE DOMAINE JUDICIAIRE**

## RÉSUMÉ

---

*Sous le Consulat, le Sénat reçoit le droit d'annuler les jugements attentatoires à la sûreté de l'État et de suspendre les jurys. Mais ce rôle judiciaire se développe seulement sous l'Empire.*

*Le Sénat-Conservateur gardien de la liberté individuelle et de la liberté de la presse. — Les commissions sénatoriales. — Fonctionnement de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle.*

*Le contrôle du Sénat-Conservateur sur l'autorité judiciaire. — Le Sénat-Conservateur et les jurys. — L'affaire d'Anvers.*

*Institution d'une Haute Cour de justice.*

*Rôle plus néfaste qu'utile du Sénat-Conservateur en matière judiciaire.*

---

Le Sénat-Conservateur étant devenu depuis l'établissement de l'Empire une assemblée docile, l'Empereur songea à étendre les attributions judiciaires qu'elle avait déjà reçues.

Le sénatus-consulte du 16 thermidor an X donnait en effet au Sénat le droit d'annuler les jugements attentatoires à la sûreté de l'État (art. 55). Ainsi il recevait le droit de détruire ce que les tribunaux avaient décidé ; attribution extraordinaire qui constituait une grande confusion de pouvoirs. Mais là ne se bornait pas la part que la Constitution lui accordait dans le fonctionnement de la justice, car il pouvait aussi : 1<sup>o</sup> prendre des mesures pour empêcher que le cours régulier de la justice ne fût interrompu par des détentions arbitraires. Il devait, en effet, déterminer le temps dans lequel des individus arrêtés arbitrairement (1) devaient être traduits devant les tribunaux lorsqu'ils ne l'avaient pas été dans les dix jours de leur arrestation (art. 55); 2<sup>o</sup> à l'inverse, le Sénat recevait le pouvoir d'interrompre le fonctionnement des tribunaux. Lorsque les circonstances semblaient l'exiger, il pouvait en effet suspendre pour cinq ans, par des sénatus-consultes, les fonctions de juré dans les départements où cette mesure était jugée nécessaire, ou mettre certains départements « hors de la Constitution » (art. 59). Cette dernière formule

---

(1) Arrestations effectuées en vertu de l'article 46 de la Constitution.

est très vague et il est bien difficile de savoir ce qu'était exactement la mise hors de la Constitution.

Le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII (1) développa le rôle protecteur du Sénat à l'égard des libertés individuelles par les articles 60 à 68 qui instituaient les commissions de la liberté individuelle et de la liberté de la presse. La Commission de la liberté individuelle avait pour mission d'obliger le Gouvernement à mettre en jugement les personnes non traduites devant les tribunaux dix jours après leur arrestation. La Commission de la liberté de la presse devait recevoir les plaintes des auteurs, imprimeurs ou libraires pour entraves mises à l'impression ou à la circulation des ouvrages et inviter les ministres à les faire cesser.

Ce même sénatus-consulte de l'an XII qui réglait le rôle du Sénat en matière de liberté des individus, augmentait d'autre part la place que le Sénat avait commencé à tenir dans le système des juridictions du pays : dorénavant le Sénat, s'il n'était pas à proprement parler la Haute Cour de Justice, composée d'éléments divers, devenait tout au moins le siège de cette Haute Cour à laquelle il fournissait la majeure partie de son personnel. Le titre XIII du sénatus-consulte décidait que la Haute Cour impériale devait juger les délits personnels commis soit par les membres de la famille impériale, soit par les grands dignitaires de l'Empire, soit par les ministres ou secrétaires d'État, les grands officiers, les sénateurs ou les conseillers d'État. Elle devait aussi juger les crimes, attentats ou complots contre la sûreté de l'État ou la personne de l'Empereur et certains délits commis par les ministres, les administrateurs coloniaux, les généraux, les préfets, les membres des Cours d'appel ou des Cours de justice criminelle.

Elle recevait aussi des commissions sénatoriales les dé-

---

(1) *Moniteur* du 20 mai 1804.

nonciations pour cause de détention arbitraire et pour violation de la liberté de la presse.

## I

### **Le Sénat-Conservateur gardien de la liberté individuelle et de la liberté de la presse.**

#### LES COMMISSIONS SÉNATORIALES

Les arrestations arbitraires et les lettres de cachet de l'ancien régime, les abus de la période révolutionnaire avaient laissé en France un souvenir si vif qu'en l'an VIII, l'opinion publique se fût étonnée de ne point voir la Constitution protéger la liberté individuelle.

Bonaparte avait fort bien compris cette nécessité, mais il n'avait pas voulu, à la suite de son coup d'État, se démunir en face des vaincus de brumaire d'armes aussi dangereuses que l'étaient les arrestations arbitraires.

L'article 46 de la Constitution de l'an VIII était ainsi conçu :

Si le Gouvernement est informé qu'il se trame quelque conspiration contre l'État, il peut décerner des mandats d'amener et des mandats d'arrêt contre les personnes qui en sont présumées les auteurs ou les complices. Mais si dans un délai de dix jours après leur arrestation, elles ne sont pas mises en liberté ou en justice réglée, il y a, de la part du ministre signataire du mandat, crime de détention arbitraire.

En théorie donc, on le voit, le Gouvernement ne pouvait prolonger arbitrairement la détention d'un inculpé. Mais cet article était de pure forme. Le ministre signataire du mandat était coupable de crime de détention arbitraire, mais quelle juridiction devait le condamner? qui devait le mettre en accusation? quelle procédure devait-on employer? La Constitution était muette sur tous ces points importants.



L'article 46 énonçait donc une simple condamnation de principe sans portée véritable.

Sans doute le ministre qui aurait appartenu à un gouvernement peu stable, mal assis, aurait hésité à signer des mandats et à retenir, au mépris du droit commun, des détenus politiques, mais les ministres d'un gouvernement à la tête duquel était Bonaparte dont le pouvoir allait sans cesse grandissant, ne tinrent aucun compte de l'article 46.

En fait, la liberté individuelle n'était pas sauvegardée (1). A la suite de l'attentat royaliste du 3 nivôse an IX, par exemple, on déporta des individus arbitrairement ajoutés à la liste des républicains.

Bonaparte, en établissant des organismes nouveaux, voulut régler d'une façon qui semblait rassurante l'autorité arbitraire accordée au Gouvernement sur la liberté des citoyens.

Comment constituer ces organismes? Il fallait évidemment qu'ils eussent une grande autorité apparente et qu'en réalité ils fissent preuve, envers le Gouvernement, d'une obéissance absolue.

Depuis l'an X, le Sénat avait le droit de décider si le Gouvernement pouvait garder plus de dix jours un individu arrêté arbitrairement sans le traduire devant les tribunaux. Il pouvait allonger à son gré ce délai qui avait été prévu par l'article 46 de la Constitution de l'an VIII. C'était déjà lui donner autorité en semblable matière.

---

(1) Dans un article intitulé « Le Régime des lettres de cachet a-t-il reparu sous le Consulat et l'Empire ? », M. Henri Carré donne à cette question une réponse affirmative dont il a puisé les éléments dans les archives du département de la Vienne. Il donne les exemples suivants : arrestation de deux individus incarcérés en l'an X et en l'an XI par ordre du préfet pour sauvegarder l'honneur de leur famille, emprisonnement d'un jeune homme auquel son père reprochait de mener une vie légère, incarcération d'un prêtre dans un dépôt de mendicité parce qu'il déplaisait à son évêque, un mari emprisonné parce qu'il gaspillait l'argent de sa femme.

Une analyse de cet article a été faite par A. MATHIEZ dans les *Annales historiques de la Révolution française*, janvier-décembre 1928, page 487.

Les commissions siégeant à Saint-Cloud en mai 1804 et chargées de préparer la Constitution qui devait accompagner la proclamation de l'Empire, donnèrent au Sénat deux attributions extrêmement importantes : il eut la garde de la liberté individuelle et de la liberté de la presse.

L'article 60 du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII, paru dans le *Moniteur* du 20 mai 1804, porte, en effet, qu'une commission de sept membres, nommés par le Sénat et choisis dans son sein, prend connaissance, sur la communication qui lui en est faite par les ministres, des arrestations effectuées conformément à l'article 46 de la Constitution lorsque les personnes arrêtées n'ont pas été traduites devant les tribunaux dans les dix jours de leur arrestation.

Cette commission devait s'appeler : Commission sénatoriale de la liberté individuelle.

Toute personne arrêtée et non mise en jugement après les dix jours qui suivraient son arrestation pourrait recourir directement par elle, ses parents ou ses représentants, et par voie de pétition à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. L'accès de cette Commission était donc des plus faciles.

L'article 62 disait que lorsque la Commission estimait que la détention prolongée au delà de dix jours de l'arrestation n'était pas justifiée par l'intérêt de l'État, elle inviterait le ministre, qui avait ordonné l'arrestation, à faire mettre en liberté la personne détenue ou à la renvoyer devant les tribunaux ordinaires.

Si, après trois invitations consécutives renouvelées dans l'espace d'un mois, la personne détenue n'était pas mise en liberté ou renvoyée devant les tribunaux ordinaires, la Commission devait demander une assemblée du Sénat, qui, convoquée par le président, rendait s'il y avait lieu la déclaration suivante :

Il y a de fortes présomptions que N..... est détenu arbitrairement.

La Constitution prévoyait que l'affaire devait être renvoyée devant la Haute Cour de justice. Mais il fallait pour cela toute une procédure prévue par les articles 112 et suivants du sénatus-consulte de l'an XII. Le Corps législatif lui-même devait entrer en scène et voter sur cette affaire.

Ces complications rendaient illusoire en fait la sanction constitutionnelle, prévue à la suite du refus du ministre de traduire l'inculpé devant les tribunaux.

L'article 63 du sénatus-consulte organique de floréal an XII portait qu'une commission de sept membres nommés par le Sénat et choisis dans son sein était chargée de veiller à la liberté de la presse.

Les auteurs, imprimeurs ou libraires qui se croyaient fondés à se plaindre d'empêchement mis à l'impression ou la circulation d'un ouvrage pouvaient recourir directement, et par voie de pétition, à la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Lorsque la Commission estimait que les empêchements n'étaient pas justifiés par l'intérêt de l'État, elle devait inviter le ministre qui avait donné l'ordre à le révoquer. Comme pour la Commission de la liberté individuelle si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, les empêchements subsistaient, la Commission devait demander une assemblée du Sénat, qui devait être convoquée par le président et qui rendait, s'il y avait lieu, la déclaration suivante :

Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée.

Après une procédure aussi compliquée que pour les infractions relatives à la liberté individuelle, l'affaire devait être renvoyée devant la Haute Cour impériale.

Les articles 68 et suivants réglementaient le fonctionnement de ces commissions : un membre de chacune d'elles devait cesser ses fonctions tous les quatre mois.

Les commissions de Saint-Cloud n'avaient pas d'ailleurs donné au Sénat-Conservateur de leur plein gré ces importantes attributions. C'étaient les sénateurs eux-mêmes qui les avaient réclamées dans le mémoire joint au message adressé par le Sénat au Premier Consul le 14 floréal an XII (1).

En ce qui touche la liberté individuelle, il prévoyait l'organisation des deux commissions composées chacune de sept membres, des sénateurs, qui devaient recevoir les réclamations relatives à la liberté individuelle et les réclamations relatives à la liberté de la presse.

Le Sénat prononçait sur les réclamations qui devaient lui être soumises par l'une ou par l'autre de ces deux commissions.

Lacépède, dans son rapport du 28 floréal an XII (2), avait, au nom de la Commission spéciale du Sénat, chargée d'étudier le projet de Constitution, dit notamment :

Le dépôt sacré de la liberté individuelle et de la liberté de la presse est remis au Sénat plus spécialement que jamais. Et dans quelles mains pourrait-il être plus en sûreté?

Ne trouve-t-on pas dans le Sénat le nombre qui, par la diversité des opinions, des affections et des intérêts, garde la majorité de tous les genres de séductions, l'âge qui fait taire toutes les passions devant celle du devoir; la perpétuité qui ôte à l'avenir toute influence dangereuse sur le présent; l'étendue de l'autorité et la prééminence du rang qui délivre des illusions de l'ambition satisfaite?

Le rapporteur de la Commission sénatoriale pouvait bien s'estimer satisfait, car les commissions de Saint-Cloud et la Constitution n'avaient fait qu'obéir, sur ce point, à la lettre, au désir exprimé par le Sénat-Conservateur dans son mémoire.

Portalès, un des conseillers d'État rapporteurs du Gouvernement, avait ainsi expliqué dans la séance du 26 floréal

---

(1) Archives nationales, carton C.C., 3, registre, p. 14.

(2) *Moniteur* du 20 mars 1804.

an XII (1) le rôle du Sénat-Conservateur en semblable matière :

Le Sénat protégera la liberté de la presse contre les prohibitions arbitraires et la liberté individuelle contre les arrestations illégales.

Rien n'est plus propre à relever la dignité du citoyen que de voir le Premier Corps de l'État protéger et défendre les droits du moindre particulier avec la même sollicitude que s'il s'agissait de défendre la Constitution même.

Le rapport de Lacépède au nom de la Commission spéciale s'exprimait avec emphase à ce sujet :

La liberté sainte devant laquelle sont tombés les remparts de la Bastille déposera donc ses craintes; l'homme d'État sera donc satisfait; les ombres illustres du grand L'hôpital, du grand Montesquieu et du vertueux Malesherbes seront consolées de n'avoir pu que proposer l'heureuse institution que consacre le sénatus-consulte.

C'était fonder des espoirs disproportionnés sur des institutions dont le rôle est peu important.

Et cependant, à cette époque, il aurait fallu une garantie aux gouvernants contre les auteurs de complots, aux citoyens contre les agents de l'autorité publique.

#### FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION SÉNATORIALE DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

On a vu comment le sénatus-consulte du 28 floréal an XII avait organisé cette Commission dans ses articles 60, 61, 62 et 63.

Le 13 prairial an XII, le Sénat, réuni au nombre de membres prescrit par la Constitution, procéda au scrutin de nomination des sept membres qui devaient composer la Commission dont il s'agissait (2).

---

(1) Archives nationales, Carton C. C. 2, registre, p. 20.

(2) Registres des déclarations de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. Archives nationales, carton C. C. 60.



Les sénateurs qui furent élus étaient : Lenoir-Laroche, Boissy d'Anglas, Emmery, Abrial, Vernier, Sers et Vimar.

Le choix de ces sénateurs était digne d'être remarqué. Aucun d'eux ne put être accusé d'être un des « séides » de Bonaparte, et tous avaient gardé une certaine liberté de pensées et d'allures.

La Commission fut renouvelée par la suite de la façon dont l'exigeait la Constitution et les nominations successives amenèrent les sénateurs : Lemer cier, Cacault, Journu-Aubert, Gouvion Saint-Cyr, Colchen, Lejeas, Pastoret, Van Dedem, à en faire partie jusqu'au 27 mai 1814, date de la disparition de la Commission.

Celle-ci fut présidée par : Lenoir-Laroche, Abrial et Lemer cier.

Ce fut le 17 prairial an XII que la Commission se réunit pour la première fois. Lenoir-Laroche fut nommé président. Boissy d'Anglas fut nommé secrétaire.

Dès le début elle avait reçu quatre pétitions de prisonniers : Audinet aîné, Salignac-Fénelon, Jean-Baptiste Parisse et Arnaud (1).

---

(1) Extraits des registres de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle (première séance du mercredi 17 prairial an XII).

A midi les membres de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle se sont réunis au Palais du Sénat dans la pièce attenante à la salle des séances.

On s'est occupé sur-le-champ d'organiser la Commission par la nomination d'un président et d'un secrétaire.

La majorité des suffrages a désigné pour président le sénateur Lenoir-Laroche et pour secrétaire, le sénateur Boissy d'Anglas.

Il a été arrêté que la durée des fonctions du président et du secrétaire serait de (\*) mois.

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qui lui ont été adressées par les nommés Audinet aîné, Salignac-Fénelon, Jean-Baptiste Parisse et Arnaud.

La Commission arrête qu'on accusera réception de ces pétitions comme de toutes celles qui parviendront par la suite. Elles sont distribuées aux sénateurs Sers, Vimar et Abrial qui en feront le rapport.

La Commission, après avoir entendu le rapport, arrête qu'il sera écrit à M. le Grand Juge, ministre de la Justice, pour lui demander les motifs

(\*) Le chiffre manque dans le registre.

Des rapporteurs furent nommés sur-le-champ pour l'étude de ces affaires. Les membres de la Commission décidèrent d'écrire au Grand Juge, ministre de la Justice, pour lui demander les motifs de la détention des pétitionnaires.

Une seule pétition fut rejetée comme n'étant pas de la compétence de la Commission. Aucune autre explication n'est donnée dans les registres de la Commission.

On voit donc un ferme désir de se mettre au travail et une bonne volonté évidente de la part des sénateurs.

Mais dans la séance suivante qui eut lieu le 27 prairial an XII, le président communiqua à l'Assemblée une réponse du Grand Juge, contenant un rapport de la police secrète de son ministère sur le nommé Salignac-Fénelon. Il résultait de ce rapport que l'intérêt de l'État ne permettait pas de rendre la liberté à ce détenu.

La Commission arrêta que cette affaire était ajournée. Les sénateurs ne s'occupèrent plus d'ailleurs de cette pétition.

Par la suite, les demandes des prisonniers devinrent de plus en plus nombreuses.

Dans la séance du 4 messidor an XII, la Commission reçut jusqu'à vingt pétitions, et plusieurs émanaient de communautés de prisonniers, comme les indigents de Bicêtre, les condamnés de Bicêtre, les détenus de Sainte-Pélagie.

Les registres C 64, 62, 63 conservés aux Archives nationales contiennent l'enregistrement des pétitions et des

---

de la détention des nommés : Salignac-Fénelon, Jean-Baptiste Parisse et Arnaud.

L'objet de la réclamation du nommé Audinet aîné n'étant pas de la compétence de la Commission, elle ne peut s'en occuper.

Aucun autre objet ne se trouvant à l'ordre du jour, le président lève la séance et ajourne l'Assemblée au 27 prairial.

*Le Président et Secrétaire,*  
LENOIR-LAROCHE.

réclamations des prisonniers à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle (1).

---

(1) Registres de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. Archives nationales, registre CC 60 :

*Séance du 27 prairial an XII.*

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qu'il a reçues des nommés Pépin et Dodoucet, Broyart, Hippolyte-Frédéric Milard, Quincarnon de Grandville, Claude-Charles, Vernier, Longagne, Louis-Cyprien Clermont, Carrega et Henry Froissey.

Elles sont distribuées aux sénateurs Vimar, Boissy d'Anglas, Emmery et Sers qui en font le rapport.

La Commission après avoir entendu le rapport arrête qu'il sera écrit au Grand Juge pour lui demander les motifs de la détention des nommés : Pépin et Dodoucet, Broyart, Milard, Vernier, Longagne, Clermont, Carrega et Froissey.

Arrête qu'il sera répondu au nommé Quincarnon de Grandville que la Commission ne peut s'occuper de son affaire dont l'objet est étranger à ses attributions.

Le président communique ensuite à l'Assemblée une réponse du Grand Juge contenant un rapport de la police secrète de son ministère sur le nommé Salignac-Fénelon. Il résulte de ce rapport que l'intérêt de l'État ne permet pas de rendre la liberté à ce détenu.

La Commission arrête que cette affaire est ajournée.

*Séance du 4 messidor an XII.*

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qu'il a reçues des nommés : Jean-François Chevalier, les indigents de Bicêtre, d'Antibes, Pierre-Joseph Dabry, Léon Bernard, les condamnés de Bicêtre, Duhénault, Hulin ; Jean-Nicolas-Auguste Sornet, Dominique-Charles Boisseult, M<sup>me</sup> Damblet, Joseph Coucy de Langprey, Lhanharel, Renou, Antoine-François Ève, dit Demaillot, les détenus de Sainte-Pélagie, Mornitar, Antoine-Simon Ducoudrai et de Sade.

Ces pétitions sont distribuées aux sénateurs : Sers, Abrial, Vernier, Boissy d'Anglas, Emmery et Vimar, nommés rapporteurs.

Le rapport fait, la Commission arrête qu'il sera écrit au Grand Juge pour demander des renseignements sur les nommés Chevalier, d'Antibes, Dabry, Duhénault, Sornet, Boisseult, M<sup>me</sup> Damblet, de Langprey, Lhanharel, Renou, Ève dit Demaillot, Mornitar et Ducoudrai.

Arrête pareillement qu'il sera répondu aux indigents de Bicêtre et au nommé Hulin que la Commission ne peut s'occuper de leurs réclamations qui sont étrangères à ses attributions.

Arrête en outre qu'il sera répondu au nommé Léon Bernard que la Commission ne pouvant s'occuper de son affaire on lui renvoie ses papiers en l'engageant à s'adresser à son ambassadeur qui le réclamera s'il y a lieu.

Arrête enfin qu'il sera répondu aux condamnés détenus à Bicêtre que la

Les affaires y sont numérotées, datées. Les noms des pétitionnaires et les extraits de leurs réclamations y sont

---

Commission ne peut s'occuper de leur pétition qui est étrangère à ses attributions.

La Commission n'a rien statué sur les détenus de Sainte-Pélagie, ni sur le nommé Sade.

Le président communique ensuite à l'Assemblée une réponse de M. le Grand Juge qui annonce l'ordre de mise en liberté de Jean-Baptiste Parris.

Autre réponse de M. le Grand Juge par laquelle il annonce à la Commission qu'il se fera rendre compte de la détention du nommé Arnaud, et le communiquera à la Commission.

*Séance du 11 messidor an XII.*

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qu'il a reçues des nommés : Jean-Baptiste Hérisson de Beauvoir, Escure dit de la Serre, Taulane, Joseph-Benoît Coney, Henri Gosse, Pierre-Étienne-Florent Planchon, Madeleine-Claude Bourguignon.

Ces pétitions sont distribuées aux sénateurs : Abrial, Sers, Boissy d'Anglas et Vernier qui en font le rapport.

La Commission, après avoir entendu le rapport, arrête qu'il sera écrit au Grand Juge pour demander des renseignements sur les nommés : Hérisson de Beauvoir, Escure dit de la Serre, Taulane, Coney, Gosse, Planchon et Bourguignon.

Le président communique ensuite à l'Assemblée une réponse du Grand Juge relative aux nommés Pépin et Dodoucet, Broyard et Vernier. Le Grand Juge annonce par cette réponse qu'il prendra des renseignements sur les détenus dont il s'agit.

Autre réponse du Grand Juge contenant un rapport sur Henri Froissey et dont il résulte que la réclamation de ce détenu est « destituée » (a) de tout fondement.

Autre réponse contenant un rapport sur le nommé Longagne. Le Grand Juge annonce qu'il se procurera de nouveaux renseignements dont il fera part à la Commission.

Autre réponse du même relative au nommé Chevalier sur lequel il annonce devoir prendre des informations.

La Commission arrête qu'il sera écrit au nommé Henri Froissey que s'il croit être dans le cas d'une commutation de peine, il peut rapporter des réclamations devant le tribunal qui remplace celui qui l'a condamné.

Le sénateur Vimar annonce à la Commission qu'il a demandé à l'assemblée générale du Sénat un congé qui lui a été accordé et dont il se propose de faire usage.

Les séances se poursuivent avec la même sécheresse d'exposition jusqu'au 27 mai 1814, date de la dernière séance.

Les registres CC 61, 62 et 63 contiennent l'enregistrement des pétitions

(a) Sans doute le secrétaire a-t-il voulu écrire : dénuée.

portés ainsi que le nom des rapporteurs, la date des accusés de réception et la suite qu'a eue l'affaire.

---

et des réclamations des prisonniers à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle.

Ils sont divisés en plusieurs colonnes : 1<sup>o</sup> numéros des affaires; 2<sup>o</sup> date de l'enregistrement; 3<sup>o</sup> nombre de pièces; 4<sup>o</sup> noms des pétitionnaires et extraits de leurs réclamations; 5<sup>o</sup> noms des rapporteurs; 6<sup>o</sup> date des accusés de réception; 7<sup>o</sup> date de la correspondance; 8<sup>o</sup> suite des affaires; 9<sup>o</sup> observations.

585 pétitions ou réclamations ont été ainsi enregistrées.

*Pétitions et suite des affaires du 17 prairial au 11 messidor an XII.* N<sup>o</sup> 1, 17 prairial : nombre de pièces : 1. Audinet aîné. Il expose qu'il est détenu dans les prisons de la police de Bordeaux depuis 56 jours sur l'ordre du ministère du Trésor public comme créancier de l'État. Il demande l'application de la loi du 17 pluviôse dernier, chapitres 4 et 5 du Code civil, en sa faveur.

Rapporteur : Sers.

Cette affaire n'est pas dans les attributions de la Commission.

N<sup>o</sup> 2, 17 prairial : Salignac-Fénelon.

Il se plaint qu'arrêté depuis un an, transféré de prison en prison, il est détenu maintenant à Bicêtre.

Rapporteur : Vimar.

19 prairial : lettre du président de la Commission au Grand Juge pour demander les motifs de la détention de Salignac-Fénelon.

26 prairial : rapport du Grand Juge contenant un rapport de la police secrète de son ministère sur le détenu.

N<sup>o</sup> 3, 17 prairial : Parisse (Jean-Baptiste-Elisabeth-Emmanuel) de Marieuille, épouse Parisse, expose à la Commission que son mari, capitaine du 112<sup>e</sup> régiment d'infanterie, porté en 1793 sur la liste des émigrés dans le département de l'Aveyron, en a été rayé définitivement en l'an X; que, cependant le 1<sup>er</sup> floréal dernier il a été arrêté par l'ordre du préfet de police et mis au dépôt de la Force où il est encore.

Rapporteur : Vimar.

19 prairial : lettre du président de la Commission au Grand Juge pour demander les motifs de la réclusion de Jean-Baptiste Parisse.

21 prairial : réponse du Grand Juge annonçant l'ordre qu'il a donné de mettre en liberté Jean-Baptiste Parisse.

N<sup>o</sup> 4, 17 prairial : Arnaud, ex-inspecteur des routes.

Il se plaint d'être détenu à Bicêtre depuis plus de 9 mois d'après un ordre sans date, sans énonciation de délit et sans jugement. Il ignore les motifs de sa détention.

11 messidor : autre réclamation.

15 thermidor : autre réclamation.

Rapporteur : Abrial.

17 prairial : lettre du président de la Commission au Grand Juge pour demander les motifs de la détention du nommé Arnaud.

27 prairial : réponse du Grand Juge : il doit se faire rendre compte des



Un rapport de Lenoir-Laroche au Sénat, dans la séance du 30 vendémiaire an XII, soumettant à l'Assemblée un

---

motifs de la détention du nommé Arnaud et les communiquera à la Commission.

14 messidor : lettre du Grand Juge : Arnaud est au nombre des bons pauvres de Bicêtre. Cette espèce de détention peut être considérée comme un acte d'humanité plutôt que comme une mesure de police.

28 messidor : lettre du président de la Commission au ministre de la Police. La Commission pense qu'il y aurait peu d'inconvénient à ce que le nommé Arnaud soit mis en liberté.

19 thermidor : réponse : annonce de la mise en liberté et en surveillance.

N° 5, 27 prairial : Pépin, jurisconsulte; arrêté le 29 pluviôse et détenu à Bicêtre, il expose que depuis ce temps le cabinet est abandonné et que ses affaires et ses biens exigent sa présence.

Dodoucet (Melchior), imprimeur, arrêté le 29 pluviôse dernier et conduit à Bicêtre, sa femme réclame son époux, unique soutien de la famille.

Les motifs d'arrestation paraissent communs à ces deux individus.

4 messidor : le président de la Commission écrit au Grand Juge pour demander les motifs de la détention des nommés Pépin et Dodoucet. Réponse du Grand Juge : il prendra des informations et les communiquera à la Commission.

5 thermidor : le président de la Commission au ministre de la Police : la Commission réitère la demande de renseignements.

15 thermidor : réponse : annonce de la mise en liberté, sous caution, et en surveillance des deux individus.

N° 6, 27 prairial : Broyart; il se plaint de sa détention à Bicêtre depuis le 14 thermidor dernier, sans avoir pu obtenir encore la connaissance du délit qui lui est imputé.

4 messidor : lettre du président de la Commission pour demander au Grand Juge les motifs de la détention du nommé Broyart.

Réponse du Grand Juge, il prendra des informations et en rendra compte à la Commission.

30 messidor : lettre du ministre de la Police annonçant la liberté.

N° 12, Carréga : il se plaint d'être détenu à Bicêtre depuis 40 mois, sans accusation, sans jugement, et même sans interrogatoire ni écrou.

15 avril 1806 : nouvelle réclamation.

4 messidor an XII : lettre du président de la Commission au Grand Juge pour demander les motifs de la détention.

2 thermidor : le président au ministre de la Police réitère la demande de renseignements.

2 thermidor : lettre du ministre de la Police : Carréga ne peut être mis en liberté.

18 avril 1806 : le président au ministre de la Police demande si les motifs de la détention subsistent encore.

15 octobre : réponse, les mêmes motifs de détention subsistent encore.

N° 32, 9 messidor : D. A. S. Sade, homme de lettres, détenu depuis 40 mois à Charenton.

Rapporteur : Abrial.

Rien d'autre.

tableau des opérations auxquelles s'était livrée la Commission depuis son établissement est assez instructif (1).

Il résulte de ce rapport que depuis l'établissement de la Commission, c'est-à-dire depuis quatre mois, elle a reçu 116 pétitions; que sur ce nombre, elle a par son influence obtenu 44 mises en liberté; que 17 affaires ont été jugées étrangères à ses attributions; 33 ajournées jusqu'à nouvel ordre et que 21 seulement étaient restées indécises faute d'instructions suffisantes.

Le rapporteur, au nom de la Commission, remerciait le Grand Juge et le sénateur ministre de la Police générale « pour le zèle avec lequel chacun d'eux avait secondé les vues et les travaux de la Commission ».

Cependant le président de la Commission s'exprimait en termes assez embarrassés :

La Commission, dit-il, a considéré d'abord que si la liberté individuelle est le premier besoin des hommes en société, la sûreté est le premier besoin des gouvernements.

Il dit que l'ordre ne pouvait être ramené que par la force d'une main habile qui, saisissant les débris dispersés de l'État, le releva et en remit toutes les parties à leur place. Cette situation est pour la liberté une sorte de convalescence qui a son régime et sa progression naturels.

Ces considérations ont indiqué à la Commission la mesure dans laquelle elle devait se renfermer.

La Commission se regardera toujours comme une sentinelle placée par la Constitution pour veiller à ce que la liberté des citoyens soit garantie de toutes entreprises véritablement arbitraires; mais elle ne perdra jamais de vue qu'un État ne peut se maintenir que par l'ordre et l'action ferme, juste et mesurée de son gouvernement.

Pendant toute la durée de son existence, la Commission reçut 585 pétitions de prisonniers ou des membres de leur famille.

---

(1) Rapport qui se trouve dans le registre de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. Archives nationales, carton CC 3, p. 56 et Bibliothèque nationale, Le 49/28, in-8 de 11 pages.

De l'étude des registres de la Commission, il résulte que celle-ci qui, au début, était animée d'un excellent esprit, qui paraissait vouloir se mettre résolument au travail, ne montra par la suite, dans l'accomplissement de sa tâche, que beaucoup de faiblesse. Les réclamations mêmes des prisonniers qui lui étaient adressées montraient de toute évidence que les arrestations avaient été, pour la plupart, faites arbitrairement, sans interrogatoire et sans aucunement observer les formes prescrites par les lois.

Il est à remarquer d'autre part que jamais un seul des individus auxquels la Commission s'intéressa ne fut traduit devant les tribunaux.

Sans doute la Commission eut une bonne influence puisqu'elle obtint un nombre assez considérable d'élargissements, mais les prisonniers élargis n'étaient, le plus souvent, que des individus que la police n'avait pas intérêt à conserver et qui d'ailleurs étaient placés à leur sortie de prison sous la surveillance de la haute police. Leur liberté de ce fait était considérablement restreinte.

La Commission, d'ailleurs, lorsqu'elle faisait une réclamation au Grand Juge, et que celui-ci répondait que les motifs de détention n'avaient pas disparu, que l'individu était détenu pour raison d'État, de sûreté publique ou sur les ordres de Sa Majesté, n'insistait pas; elle considérait évidemment qu'il n'y avait pas, dans ce cas, arbitraire, et que par conséquent son rôle se bornait là.

Dans l'affaire Lasalle, la Commission s'adressait directement à l'Empereur.

C'était un fournisseur de l'État qui, s'estimant lésé, s'était rendu à Saint-Cloud en 1806 pour présenter une pétition à l'Empereur. Celui-ci le fit mettre en prison. Napoléon partit pour la Prusse et oublia le fournisseur.

En 1807, la Commission adressa une lettre à l'Empereur. Cette missive demandait « la générosité de Napoléon » en faveur du prisonnier. De Varsovie, l'Empereur envoya l'ordre de mettre Lasalle en liberté.

Les dénis de justice du ministre de la Police se multiplièrent et cela seul aurait suffi pour que la Commission fit convoquer le Sénat et envoyât le ministre devant la Haute Cour.

Ainsi dans l'affaire de l'abbé David, le ministre répond que la dernière réclamation de ce détenu paraît n'avoir aucun fondement et que la Commission connaît l'intention de Sa Majesté Impériale sur la demande qu'il a faite de sa mise en liberté.

La Commission ajourna l'affaire de l'abbé David.

Nous avons parlé plus haut de la mise en surveillance, mesure qui frappait les détenus élargis sur la demande de la Commission sénatoriale. L'élargissement aurait dû être complet et ne pas devenir l'internement dans une ville.

Cependant la Commission ne s'est jamais mise en mouvement quand les individus mis en surveillance lui adressèrent des pétitions.

Ajoutons que le chiffre de 585 pétitions reçues par la Commission au cours de son existence n'est pas très élevé. Ceci provient sans doute de l'ignorance où l'on était de l'existence de cette Commission, et de la difficulté qui devait être considérable pour les prisonniers de faire parvenir leurs demandes aux sénateurs.

La Commission ne décidait rien d'ailleurs sans l'avis du Conseil privé présidé par l'Empereur, assisté du Grand Juge, ministre de la Justice. Pour la commodité du travail du Conseil privé, on avait divisé les prisonniers en plusieurs catégories afin de pouvoir étudier plus rapidement leurs affaires.

La première catégorie comprend les prisonniers d'État proprement dits ou détenus pour délits politiques (1).

---

(1) Le registre B B 30 188 donne ainsi la liste en 1811 de ces détenus :

Abad (Antoine-Théodore); Abruza (Alexandre); Allaine (Jean-Pierre); Amuller d'Amilia (Wilhelm); Agliano (Joseph); April (Michel); Assereto (Pascal); Auerweck de Steillerafeld (Louis); Aymé (Jacques-René-Marie); Aynès (François); Baccilli (André); Beramendi (Antoine); Baruffo (Antoine);



L'état n° 2 comprend les prêtres détenus à raison des affaires ecclésiastiques. Il comprend cinquante-huit noms.

L'état n° 3 comprend les prisonniers qui, après avoir été traduits devant les tribunaux, y ont été acquittés malgré des présomptions de culpabilité telles que l'intérêt de la société a paru exiger que leur détention fût maintenue par mesure de haute police (1). Cette liste qui comprend trente-deux noms, dont celui de Salignac-Fénelon dont s'était occupée la Commission sénatoriale de

---

Basso (Maurice); Baume, née Bouquet (Cécile); Bazin (Jacques-Rigomer); Bertrand du Coi (Claude); Bertoni (Charles); Bianchi (Lazare); Boucet de Lozier (Athanase-Hyacinthe); Buconozo (Dominique); Buconozo (Sauveur); Calandini (Jean-Antoine); Camino (Vincente); Campa (Paul); Ceccharini (Camille); Cirillo (Joseph); Codagnone (Janvier); Collado dit Chamozo (Pedro); Couey (Joseph-Benoît); Coutrerat (Jean de); Couchery (Victor); Courteu (Louis de); Daquino (Jean); Dattry (Nicolas); Defio (Vite); de Lexaga (François); de Los Rios (Camille); de Los Rios (Joseph); Demaillet (Antoine-François-Ève); de Luc (Jacques); Derosse de Puivert (Bernard-Jacques-Emmanuel); Desgouttes (Thomas); Desimone (Jean-Baptiste); Desol de Grisolle (Louis-Charles-René); d'Hozier (Abraham-Augustin-Charles); Donato (Georges); Duclos (Pierre); Ducorps (Noël); Dudonit dit Des Ruisseaux (Pierre); Dumont (François); Félicio (Janvier); Ferrajolo (Louis); Fouzo (Raymond); Fournier dit l'Américain (Claude); Franchet (François); Gaillard (Armand-Nicolas); Garrez de Mézières (Nicolas-Gérard); Gerunda (Bonnefoi); Gioja (Jean); Gorlieb (Gustave); Hartemberg (Frédéric); Hervé (Michel); Heymann (Henrick); Jorio (Joseph); Kermabin (Joseph); Kollé (Baron de) (Charles-Léopold); Lahorie (Claude-Victor-Alexandre); La Grimaudière (Yves-Marie-Joseph) (Rubin de); Laurent (Isaac); Lavergne (Hugues); Leclère (Jean-Nicolas); Leposé (Janvier); Leposé (Jean); Mallet (Claude-François); Manu (Jean-Bernard); Manu (Vincent-Sigismond); Mendola (Piétro); Menendez (Ignacio); Miller (Thomas); Mina (Xavier); Mingaud (François); Moiraghi (Joseph); Montrond (François-Philibert-Casimir); Moselli (André); Manucci (Louis-Gaspard); Novelli (Vincent); Owen (Charles); Pano (Enthimio); Patarini (Pierre-Nicolas); Petroncini (Barthélemy); Pinto (Archange); Piogé dit Sans Pitié (François); Polignac (Armand-François); Polignac (Jules-Armand-Auguste); Saint-Laurent (Jean-Baptiste); Sala (Dominique); Rochelle (Étienne-François); Russillon (François-Louis); Saint-Bonel (Albert-Constant de); Santa Crux (Joseph-Silva, marquis de); Scicarillo (Jean); Sellia (Paul); Smith (Frédéric, se disant baron de Reimbeck); Soggio (Thomas); Soglia (Jean); Socia (François); Spadira (Ronald); Transsamare (le comte Osorio Vincent de); Tuietsch (Joseph); Valentini (Pierre); Vargas (Antoine); Vaudricourt (Charles-Armand d'Arayner de); Vighi (Gaston); Vonder Sohla (Ernest-Christophe).

(1) Registre BB 30 188.



la liberté individuelle, montre bien l'arbitraire absolu de l'Empereur et du ministre de la Justice, qui dictaient leurs volontés au Conseil privé, aux décisions duquel était entièrement soumise la Commission sénatoriale.

Le quatrième état comprend les hommes vicieux, prévenus de crimes ou de délits pour lesquels ils n'ont pas été traduits devant les tribunaux, au nombre desquels figure le marquis de Sade, qui avait adressé une pétition à la Commission sénatoriale, qui ne s'était d'ailleurs pas occupée de lui. Enfin, l'état n° 5, vagabonds et gens sans aveu, comprend vingt-deux noms.

De toute évidence, la Commission sénatoriale ne pouvait rien contre les décisions du Conseil privé, et son rôle apparaissait dès le début comme superfétatoire (1).

En résumé, la Commission sénatoriale n'eut pas, vis-à-vis des ministres, tout le courage qu'elle aurait dû avoir en présence des dénis de justice qui se multipliaient. Évidemment elle aurait dû les traduire devant le Sénat et devant la Haute Cour de justice; elle aurait dû montrer plus de fermeté dans ses demandes et ne pas s'arrêter devant de vagues raisons données par les ministres ne relâchant pas les prisonniers. Sans doute elle obtint l'avancement de la date de libération d'un certain nombre de prisonniers mais la très grande majorité de ceux-ci étaient des personnages sans importance.

La Commission fit plutôt figure d'une espèce de Commission de grâces qui implora la générosité, la magnani-

---

(1) Le dossier 16 du carton O<sup>2</sup> 1430 des Archives nationales, relatif au détenu d'Antibes, est encore une marque de l'impuissance où se trouva la Commission de faire juger cet individu noté comme « un agent royaliste qu'on ne pourrait sans inconvénient remettre en liberté ».

Le même carton contient les suppliques d'Audinet aîné détenu à Bicêtre. Le prétexte de l'arrestation du pétitionnaire était un compte courant qu'il avait avec le Ministre de la Marine depuis l'an V et qui dérivait d'un marché de 3.000 tonneaux de vin et à la suite duquel une avance avait été donnée pour le cautionnement de M. J. Carbonnet, banquier à Paris. La Commission échoua également dans cette affaire.

mité de l'Empereur, et à tout prendre l'existence de cette Commission fut plutôt néfaste. La liberté individuelle paraissait en effet garantie par la Constitution, alors qu'en réalité, il n'en était rien.

La Commission sénatoriale ne sut pas acquérir de l'influence et l'Empereur ne tenait aucun compte de son existence. Ainsi, dans le décret du 3 mars 1810 (1) sur les prisons d'État, Napoléon dit :

Considérant qu'il est un certain nombre de nos sujets détenus dans nos prisons de l'État sans qu'il soit convenable, ni de les faire traduire devant les tribunaux, ni de les faire mettre en liberté; que plusieurs ont, à différentes époques, attenté à la sûreté de l'État, qu'ils seraient condamnés par les tribunaux à des peines capitales, mais que des considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils soient mis en jugement.

Des individus pouvaient être emprisonnés pour un an avec l'approbation du Conseil privé qui pouvait prolonger indéfiniment la détention. C'était une insulte faite à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. Elle ne protesta pas, mais le Sénat entier ressentit l'injure, et en 1814 le décret de déchéance élaboré par cette Assemblée portait que l'Empereur avait violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'État !

#### FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION SÉNATORIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Nous avons vu comment le sénatus-consulte du 28 floreal avait organisé cette Commission. C'était la première fois que la liberté de la presse était mentionnée dans les constitutions consulaires.

Cette Commission n'avait pas dans ses attributions les ouvrages qui s'impriment et se distribuent par abonne-

---

(1) DUVERGIER, *Collection des lois*, t. 17, p. 43.

ments et à des époques fixés. Les périodiques restaient donc sous l'autorité de la police. On s'occupait uniquement des livres qui, par conséquent, devaient seuls jouir de la liberté.

Les auteurs, imprimeurs ou libraires qui se croyaient fondés à se plaindre d'empêchements mis à l'impression ou à la circulation d'un ouvrage pouvaient recourir directement et par voie de pétition à la Commission sénatoriale de la liberté de la presse (1).

Comme pour la protection de la liberté individuelle, et nous l'avons déjà vu, si la Commission estimait que les empêchements n'étaient pas justifiés par l'intérêt de l'État, elle devait inviter le ministre qui avait donné l'ordre à le révoquer. Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, les empêchements subsistaient, la Commission demandait une assemblée du Sénat. Celui-ci était convoqué par le président et rendait, s'il y avait lieu, la déclaration suivante :

Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée.

Nous n'avons qu'un seul carton (Archives nationales, CC 59) relatif à la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Il contient fort peu de choses : 8 affaires seulement y sont signalées.

Il y a un dossier Decker qui contient 4 lettres du demandeur et 15 copies pour extrait à l'appui; enfin une enveloppe vide. Il semble donc que des documents ont été enlevés de ces dossiers. Je n'ai pu en retrouver la trace. Le second dossier est intitulé : Affaire Drapanand; on répondit à la veuve Drapanand que la Commission sénatoriale de la

---

(1) Paragraphe LXXV du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII.

liberté de la presse avait reçu, à sa date, la pétition qui lui avait été adressée précédemment et qu'à cette époque elle avait été mise sous les yeux de la Commission. Rien de plus ne fut ajouté.

Il y a un dossier Lacan, président du tribunal civil de Clamecy. Un dossier Josset contre Adam, ancien avocat, renferme simplement l'accusé de réception de la demande et trois mémoires des demandeurs.

Dans une affaire Le Huby, la réclamation fut portée devant le ministre de la Police. Elle devait revenir ensuite devant la Commission, porte le dossier, si le ministre ne faisait pas droit à sa demande.

Dans le dossier Chauchard, la Commission disait au demandeur de s'adresser au ministre de l'Intérieur.

Une affaire Dujon et Debaralle a pour objet une chanson en 17 couplets.

Dans le dossier de l'affaire Desodoards, se trouve une demande de la Commission à Montalivet. Celui-ci répondit qu'il entrerait en conférence avec les membres de la Commission.

Dans l'affaire Dujon, administrateur général de la Société des donations, on répondit au demandeur que les journaux et les autres périodiques n'étaient point dans les attributions de la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Un article fut inséré en ce sens dans le *Journal de l'Empire*.

Étant donné le petit nombre d'affaires et la maigreur des documents que nous possédons, il est difficile de se prononcer sur le rôle de la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Il est à présumer en tout cas que son influence fut extrêmement réduite et son inutilité paraît établie. Malgré des apparences constitutionnelles, cet organisme dont le rôle aurait pu être considérable ne mit aucune barrière à la dictature de l'Empereur.

## II

### **Le contrôle du Sénat-Conservateur sur l'autorité judiciaire.**

#### 1<sup>o</sup> LE SÉNAT-CONSERVATEUR ET LES JURYS

Le sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X avait donné au Sénat-Conservateur, dans son article 55, des pouvoirs très étendus en matière judiciaire.

Il créait une confusion de pouvoirs très accentuée, car le Sénat pouvait suspendre pour une durée de cinq ans les fonctions de juré dans les départements où cette mesure était jugée nécessaire; déclarer quand les circonstances l'exigeraient des départements hors de la Constitution; et, mesure beaucoup plus grave, il avait reçu le pouvoir d'annuler les jugements des tribunaux civils et criminels lorsqu'ils étaient attentatoires à la sûreté de l'État.

Le Sénat se servit assez souvent du pouvoir qu'il avait reçu de suspendre les fonctions du jury. Il en usa notamment le 26 vendémiaire an IX (1) où les fonctions du jury furent suspendues pour le cours de l'an XI et de l'an XII dans les départements des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes, du Liamone, du Pô, de la Doire, de la Sésia, de la Stura, de Marengo et du Tanaro.

Bigot de Préameneu, conseiller d'État, orateur du Gouvernement, avait exposé au Sénat que l'ordre n'était pas suffisant dans ces départements pour que le jury y fût maintenu (2).

Le 27 septembre 1806, parut un nouveau sénatus-consulte portant suspension pendant le cours de l'an XIII et

---

(1) *Moniteur* du 6 brumaire an IX.

(2) Archives nationales, carton CC 2, p. 62.



de l'an XIV des fonctions des jurys dans les mêmes départements (1).

Ces suspensions sont les seules que le Sénat-Conservateur eût à prononcer. Elles se justifient en partie par l'état de trouble à peu près constant où se trouvaient les départements où les jurys furent ainsi supprimés.

## 2<sup>o</sup> L'AFFAIRE D'ANVERS

Le Sénat-Conservateur usa aussi de ses autres pouvoirs sur les jurys en annulant un jugement rendu par un jury belge.

Le 9 septembre 1813, en effet, parut dans le *Moniteur* un sénatus-consulte relatif à la déclaration donnée le 24 juillet par le jury en faveur des prévenus de dilapidations commises dans la gestion et l'administration de l'octroi d'Anvers.

Cette ville avait, en effet, perdu plusieurs millions par dilapidation publique et avouée des gens de l'octroi. Puis elle avait perdu son procès et avait été condamnée aux dépens.

Napoléon ayant appris la mauvaise gestion de l'octroi d'Anvers, avait nommé une commission composée de membres de son Conseil d'État.

Cette Commission mit plusieurs mois à l'examen de cette affaire. Elle recueillit une foule de renseignements et de preuves de toutes espèces. Les prévenus furent interrogés en sa présence par le Grand Juge, ministre de la Justice (2).

Il résulta de ce rapport que le montant des dilapidations commises dans la perception de l'octroi était de 1.867.936 francs.

---

(1) *Moniteur* du mois de septembre 1806.

(2) Déclaration de Boulay de la Meurthe, conseiller d'État, dans l'exposé des motifs du sénatus-consulte demandé au Sénat. *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

Mais sur ce premier point la Commission avait été beaucoup trop modérée. En effet, elle n'avait pris pour base de l'évaluation du produit annuel de l'octroi que 750.000 francs pour les cinq premières années et 800.000 francs pour les cinq dernières.

Or, depuis que cet octroi avait été manié par d'autres mains, il avait été avéré que le tarif restant le même et le nombre des consommateurs ayant plutôt diminué qu'augmenté, le revenu était beaucoup plus considérable que ne l'avait pensé la Commission; qu'ainsi les pertes essuyées par la ville d'Anvers et par le Gouvernement allaient bien au delà du taux où elle les avait portées.

Il résulta en second lieu du même rapport que les principaux auteurs et complices de cette énorme dilapidation étaient les sieurs Verbrouck, ancien maire d'Anvers, les sieurs Lacoste, Marescal, Biard et Petit.

Napoléon, qui se trouvait à Anvers au moment où le rapport avait été fait, avait pu s'informer par lui-même de l'état des choses et c'était en pleine connaissance de cause par conséquent qu'il avait ordonné le renvoi des prévenus devant les tribunaux.

La ville d'Anvers était intervenue dans ce nouveau procès comme partie civile. Après une plus ample information, les prévenus y avaient été décrétés d'accusation et renvoyés devant la Cour d'assises de Bruxelles.

Les accusés s'étaient soustraits jusque-là aux recherches de la justice et ils n'avaient paru devant elle qu'au moment, sans doute, où ils avaient pu compter sur l'impunité. Ils avaient en effet employé tant d'intrigues, fait jouer des ressorts si efficaces et ils étaient si assurés du succès, qu'ils avaient ordonné par avance les apprêts d'un grand repas où ils étaient allés comme en triomphe s'asseoir avec leurs adhérents à la sortie de l'audience (1).

Le jury les avait en effet acquittés. A quoi donc

---

(1) Déclaration de Boulay de la Meurthe au Sénat-Conservateur.

imputer la déclaration du jury? L'existence du délit était patente.

En second lieu, les accusés en étaient évidemment les principaux auteurs ou complices.

La présomption de droit résultant de ce qu'eux-mêmes avaient manié l'octroi, les preuves testimoniales, les preuves matérielles, le désordre de la comptabilité, les faits consignés dans les interrogatoires, tout concourait à les signaler comme tels.

N'était-on pas dès lors en droit d'accuser les jurés, avec la voix publique, d'avoir immolé leur conscience et la justice à l'intrigue et à la corruption?

Non seulement, en effet, la ville d'Anvers avait été frustrée de la restitution des sommes considérables dont les accusés l'avaient dépouillée, mais elle avait été punie pour avoir osé s'en plaindre; elle avait été condamnée à des frais immenses pour s'être constituée partie civile.

Le Gouvernement avait perdu ce qui lui revenait dans la partie dilapidée de l'octroi.

De plus, les coupables et les adhérents avaient affecté de donner le plus grand éclat à leur impunité. Ils s'étaient fait présenter jusque dans les journaux de la capitale comme des victimes intéressantes de la persécution. Enfin, rien n'avait manqué à l'insulte et au scandale.

Ce n'était point en effet une affaire ordinaire dont l'effet et le souvenir pouvaient se renfermer dans un cercle rétréci, elle avait des rapports immédiats et importants avec l'administration en général et la morale publique; elle était connue dans tout l'Empire, et de toutes parts on en attendait l'avènement avec impatience : le jugement d'absolution avait retenti partout. Le Gouvernement impérial devait donc intervenir pour réparer un tel désordre.

Aussi Napoléon écrivit-il de Dresde le 14 août 1813 au duc de Massa, Grand Juge, ministre de la Justice. Il dit qu'il avait appris avec la plus grande peine la scène

scandaleuse qui venait de se passer à Bruxelles, aux assises de la Cour impériale (1).

Le jury dans cette circonstance n'avait pas répondu à la confiance de la loi, et plusieurs jurés, trahissant leurs serments, s'étaient livrés publiquement à la plus honteuse corruption :

Dans cette circonstance, disait Napoléon, quoiqu'il soit dans nos principes et dans notre volonté que nos tribunaux administrent la justice avec la plus grande indépendance, cependant comme ils l'administrent en notre nom et à la décharge de notre conscience, nous ne pouvons pas ignorer et tolérer un pareil scandale, ni permettre que la corruption triomphe et marche tête levée dans nos bonnes villes de Bruxelles et d'Anvers.

Il marquait son intention qu'au reçu de la lettre le duc de Massa ordonnât au procureur impérial près la Cour de Bruxelles de réunir les juges qui avaient présidé la session des assises et de dresser procès-verbal en forme d'enquête de ce qu'ils avaient à leur connaissance, et de ce qu'ils pensaient relativement à la scandaleuse déclaration du jury dans l'affaire dont il s'agissait.

Son intention était que le duc de Massa fit connaître au procureur impérial près la Cour de Bruxelles que l'arrêt de la Cour rendu en conséquence de ladite déclaration du jury fût regardé comme suspendu; qu'en conséquence les prévenus fussent remis sous la main de la justice, et le séquestre réimposé sur leurs biens. Enfin qu'en vertu du paragraphe 4 de l'article 55 du titre 5 des Constitutions de l'Empire, la Régente présentât (2) dans un Conseil privé un projet de sénatus-consulte pour annuler l'arrêt de la Cour d'assises de Bruxelles, et renvoyer l'affaire à la Cour de cassation qui devrait désigner une Cour impériale par-devant laquelle la procédure serait recommencée et jugée par les Chambres réunies sans jury.

---

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

(2) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

Il terminait ainsi sa lettre :

Notre intention est aussi que vous donniez des instructions à notre procureur impérial qui sera à cet effet autorisé par un article du sénatus-consulte à poursuivre ceux des jurés que la clameur publique accuse d'avoir cédé à la corruption dans cette affaire. Nous espérons que notre bonne ville d'Anvers sera consolée par cette décision souveraine et qu'elle y verra la sollicitude que nous portons à notre peuple, même au milieu des camps et des circonstances de la guerre.

Boulay de la Meurthe, conseiller d'État, fut chargé d'exposer au Sénat les motifs du sénatus-consulte que l'on demandait de lui. Il montra l'impossibilité de maintenir un jugement scandaleux

Il fit ensuite ressortir, ce qui était exact, que la législation ordinaire n'offrait aucun moyen de l'anéantir; il fallait donc que la main du souverain intervînt : « Le souverain est la loi suprême et toujours vivante : c'est le propre de la souveraineté de renfermer en soi tous les pouvoirs nécessaires pour assurer le bien, pour prévenir ou réparer le mal. »

D'ailleurs le cas avait été prévu par nos constitutions, car le paragraphe 4 de l'article 55 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X donnait au Sénat le droit d'annuler tous les jugements attentatoires à la sûreté de l'État.

Il faisait ressortir le danger pour l'État de voir les crimes impunis et l'immoralité encouragée.

L'orateur faisait remarquer au Sénat qu'il ne s'agissait que d'une simple revision de procès; qu'elle devait, évidemment, être faite avec la plus grande solennité. Les jurés n'étaient pas appelés à y concourir, la prudence ne le permettait pas, et d'ailleurs l'examen de ces sortes d'affaires qui présentent souvent des questions de comptabilité fort compliquées convenait mal à une telle institution.

Le Gouvernement voulait évidemment retirer l'affaire aux jurés quels qu'ils fussent et il invoquait toutes les raisons bonnes ou mauvaises en faveur de cette solution.



Chasset, au nom de la Commission spéciale (1), fit au Sénat le rapport sur le sénatus-consulte proposé par Boulay. Il considérait au nom de la Commission le jugement d'acquiescement comme attentatoire à la sûreté de l'État.

Et il allait bien plus loin encore que Boulay de la Meurthe. Il insinuait que plusieurs jurés avaient été l'objet de tentatives de corruption et qu'ils paraissaient y avoir cédé. Napoléon devait être au courant de ces manœuvres, et c'est sans doute pour cela qu'il demandait la revision du jugement.

Dès lors, disait le rapporteur, quand nous aurions des moyens que nous n'avons pas, pour faire nous-mêmes des recherches, nous devons nous arrêter avec une confiance respectueuse aux soins que Sa Majesté Empereur et Roi a daigné prendre Elle-même; il doit nous suffire qu'Elle ait manifesté autant de sollicitude qu'on en voit dans sa lettre au Grand Juge, dont une copie signée de ce ministre sera déposée aux archives du Sénat.

Il disait que cette pièce émanait du souverain lui-même, dans les mains duquel étaient déposés exclusivement, et avec tant de raisons, tous les actes de la puissance exécutive et de l'administration.

On voit combien le Gouvernement pouvait aisément tout obtenir du Sénat. A quoi bon, disent les sénateurs, étudier l'affaire : Sa Majesté s'en est occupée, estime qu'elle doit être revisée, car le jugement rendu par les jurés est inique; l'Empereur ne peut mal faire, cassons le jugement.

Il y a loin de cette méthode à une instruction judiciaire serrée et réfléchie.

La Commission du Sénat s'était donc occupée seulement de la forme à donner au sénatus-consulte proposé.

Trois points avaient fixé son attention :

1<sup>o</sup> L'annulation de la déclaration des jurés et celle de l'ordonnance d'acquiescement;

---

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

2<sup>o</sup> Le renvoi à la Cour de cassation, pour indiquer une Cour impériale qui devait connaître du crime de péculat, laquelle devait juger en sections réunies, sans jury;

3<sup>o</sup> La poursuite devant la même cour et dans les mêmes formes des prévenus du crime de corruption.

Chasset, rappelant les articles des Constitutions du 16 thermidor an X (4 août 1802) en vertu desquels le Sénat était autorisé à prendre par des sénatus-consultes toutes les mesures nécessaires à la conservation de l'Empire, même celles qui ne seraient pas textuellement prévues; établissait cette singulière doctrine : « C'est en vain, disait-il, que l'on voudrait, pour arrêter la marche du Sénat, opposer le Code pénal, ou celui d'instruction criminelle : ni l'un ni l'autre, à supposer qu'ils puissent renfermer des décisions contraires, ne peuvent avoir cet effet. Les actes du Corps législatif ne peuvent jamais porter atteinte aux actes constitutionnels du Sénat. Les lois criminelles ne doivent être suivies rigoureusement que par les tribunaux (1). »

Ainsi donc le Sénat-Conservateur entendait ne dépendre de personne. Le Code pénal, le Code d'instruction criminelle étaient des lois du Corps législatif bons tout au plus pour les tribunaux. Chasset prétendait ériger le Sénat en un corps souverain et les actes qu'il faisait en actes supra-légaux. En vertu de cette doctrine aucune règle ne peut tenir devant la volonté du Sénat : la Constitution, il en est le gardien et peut la modifier; les lois, il ne leur a pas donné sa sanction; il les ignore.

Une telle doctrine est une théorie despotique, car en elle triomphait non pas la prééminence du Sénat-Conservateur, mais la volonté souveraine de l'Empereur.

Avec elle disparaissaient toutes les garanties individuelles, constitutionnelles ou légales. Elle nous reporte

---

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

à vingt-cinq ans en arrière : c'est la doctrine même de l'absolutisme.

On est surpris de voir que l'exposé d'une semblable doctrine ait pu se faire au sein d'une assemblée politique telle que le Sénat sans soulever la moindre protestation. C'était d'ailleurs l'aboutissement naturel de l'accroissement continu des pouvoirs du Sénat qui, « de simple gardien de la Constitution, était devenu un modificateur de la Constitution, un corps placé au-dessus du pacte social ».

Et Chasset concluait :

Or, Messieurs, vous n'êtes pas des juges, vous n'avez pas à prononcer sur le sort des prévenus. On vous demande une mesure constitutionnelle et de haute police qui importe à la sûreté de l'État à laquelle vous êtes obligés de veiller par l'impulsion de Sa Majesté Empereur et Roi, toutes les fois qu'il exerce auprès de vous son initiative. Voilà les principes dans leur vérité.

Qu'il y ait des textes précis pour le cas où nous nous trouvons, c'est ce qui est hors de doute. Le paragraphe 4 de l'article 55 de l'acte des Constitutions que j'ai lu porte littéralement que le Sénat annule les jugements des tribunaux lorsqu'ils sont attentatoires à la sûreté de l'État.

Il n'est maintenant question que de savoir si le jugement de la Cour d'assises de Bruxelles et la déclaration des jurés qui le précède sont attentatoires à la sûreté de l'État.

Poser ainsi la question, c'était la résoudre, car le crime de corruption qui avait été relevé contre les jurés pouvait être regardé comme attentatoire à la sûreté de l'État, et c'était en effet l'avis de la Commission, qui faisait remarquer qu'un des plus grands dangers pour un Empire était la dilapidation impunie de ses finances.

Le second point envisagé avait pour objet le renvoi devant une cour impériale qui jugerait en sections réunies et sans jurés. « Ici, disait Chasset, avec quelque naïveté, on ne voit pas pourquoi un accusé aurait à se plaindre; quelque vénération que nous ayons pour les jurés, il semble qu'environ quarante magistrats qui composent une cour impériale valent bien douze jurés; mais les raisons

qui déterminent à prendre ce parti se sentent mieux qu'on ne peut les exprimer. »

Il paraissait oublier, peut-être à dessein, que les jurés ont plus d'indépendance vis-à-vis du Gouvernement que des magistrats qui dépendent de lui pour leur carrière tout entière.

Les raisons qui déterminaient à prendre ce parti et qui se sentaient mieux qu'on ne pouvait les exprimer, c'était sans doute la certitude de voir juger par les magistrats cette affaire conformément aux vœux du Gouvernement.

Cependant la Commission qui sentait bien que sur ce terrain on était, pour ainsi dire, sur un terrain extra-constitutionnel, sur un terrain d'exception, tenait à faire remarquer par l'organe de son rapporteur qu'il n'était pas vrai de dire que l'on pouvait suspendre généralement les jurés : « Cette mesure toutefois pouvait être commandée avec assurance dans un gouvernement naissant, au commencement d'une dynastie, à la suite d'une grande révolution qui agitait encore les deux mondes et qui avait donné lieu à des exaspérations mal éteintes, qu'on ne pouvait voir disparaître qu'après des générations. » C'était là une bien faible atténuation à la théorie de Chasset.

Il faisait ici remarquer que suivant le paragraphe 1 de l'article 55, le Sénat pouvait suspendre pour cinq ans les fonctions de juré dans les départements où cette mesure était jugée nécessaire, et que même le paragraphe 2 l'autorisait à déclarer, quand les circonstances l'exigeraient, les départements hors de la Constitution.

« Si, disait-il, le Sénat a ce pouvoir, comment peut-on lui contester celui de suspendre les jurys pour une matière compliquée et pour une affaire dont l'objet repose sur cette matière? »

Il semble bien cependant que l'article 55 envisageait la suspension des jurés comme une mesure générale embrassant tous les jurés d'un département et non pas un jury pour une affaire déterminée. C'était un détail auquel la Commission ne s'arrêtait pas. Chasset disait même : « Il

serait inutile de s'appesantir davantage sur le second point. »

Une fois lancé dans le domaine des irrégularités, il n'y avait évidemment plus de raisons pour s'arrêter, et le troisième point qui tendait à renvoyer les prévenus du crime de corruption devant la même Cour pour être jugés dans les mêmes formes souffrait encore moins de difficultés. « On peut, disait le rapporteur, d'abord leur appliquer tout ce qui a été dit au sujet des prévenus du crime de péculat. On peut ajouter qu'il y aurait peu de convenance dans les circonstances actuelles à faire juger les jurés par d'autres jurés et ce qui tranche toute difficulté, c'est la connexité entre les deux accusations.

« Elle existe en effet *ratione materiæ*, *ratione personæ*. La base du procès est la même pour les deux accusations; c'est le péculat, voilà la matière principale. Quant aux personnes, les prévenus de péculat seront vraisemblablement assimilés aux prévenus de corruption.

« Il peut encore arriver qu'on mette sous les yeux de ceux-ci quelques pièces du procès; il est donc impossible de ne pas renvoyer devant la même Cour, et les prévenus de péculat, et les prévenus de corruption. »

On ne voit pas très bien la difficulté qu'il y aurait eu à faire juger ces deux genres d'accusations par deux cours différentes ou même à les faire tous juger par une même cour avec jury. Mais ce que l'on voulait éviter, et c'est là le point principal, c'était de faire juger ce procès par d'autres jurés.

La Commission concluait donc à l'admission de tous les points du sénatus-consulte proposé.

Le sénatus-consulte du 28 août 1813 (1) porte que la déclaration donnée le 24 juillet 1813 par le jury en faveur des nommés Verbrouck, Lacoste, Biard et Petit traduits devant la Cour d'assises de Bruxelles comme accusés d'être

---

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.



auteurs ou complices de dilapidations commises dans la gestion et l'administration de l'octroi d'Anvers, ainsi que l'ordonnance d'acquiescement prononcée par suite de sa déclaration, étaient annulées; que la Cour de cassation était chargée de renvoyer ces accusés devant une Cour impériale spéciale qui devait prononcer sur ladite accusation, en sessions réunies et sans jury : les prévenus du crime de corruption qui avait eu lieu dans le procès criminel, devaient être poursuivis devant la même cour.

Si, en vertu du paragraphe 4 de l'article 55 de l'acte des Constitutions de l'Empire du 16 thermidor an X, le Sénat avait évidemment reçu le droit d'annuler les jugements des jurys, rien ne prouve qu'il ait reçu le droit de faire poursuivre devant la même Cour, désignée par la Cour de cassation, les prévenus du crime de corruption.

Le 18 mai 1814, c'est-à-dire au lendemain de la chute de l'Empire, les prévenus de l'affaire d'Anvers, qui avaient été traduits en vertu d'un arrêté de la Cour de cassation devant une cour impériale spéciale et condamnés, déposèrent sur le bureau du Sénat (1) une supplique tendant à faire rapporter le sénatus-consulte du 28 août 1813.

Lecture fut faite par un secrétaire de la supplique au Sénat. L'affaire fut renvoyée devant une commission spéciale qui comprenait : Abrial, de Maleville, Emmery, Vimar, Boissy d'Anglas.

Mais le Sénat était arrivé au bout de son existence. Il fut remplacé par la Chambre des Pairs; la Commission ne fit pas de rapport et l'affaire en resta là.

On voit donc, ici, combien le Sénat était devenu un instrument commode dans les mains de Napoléon. La Commission ne cherche même pas à savoir ce qui s'est passé au juste, elle a toute confiance dans les dires de l'Empereur. Le Sénat ne fait aucune difficulté pour annuler la déci-

---

(1) Archives nationales, carton CC 8.

sion du jury et pour faire poursuivre les membres de ce jury devant une Haute Cour impériale.

Le Sénat avait empiété manifestement ici sur le domaine judiciaire.

### III

#### **Institution d'une Haute Cour de justice.**

La Constitution du 22 frimaire an VIII avait prévu l'existence d'une Haute Cour de justice (1). Une loi postérieure, portait cet acte, devra fixer les détails d'organisation de cette institution. Celle-ci était d'ailleurs conforme à la tradition révolutionnaire et particulièrement à celle de la Constitution directoriale du 5 fructidor an III, car la Haute Cour devait être composée de juges et de jurés. Les juges étaient élus par le tribunal de cassation parmi ses membres et les jurés étaient pris dans la liste nationale.

Elle faisait une distinction, que ne devait d'ailleurs pas conserver la Constitution de l'an XII, entre les délits privés et les délits commis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions.

Pour les premiers, ils étaient justiciables des tribunaux ordinaires; pour les seconds, ils ressortissaient de la Haute Cour. La Constitution énumérait les actes pour lesquels ils pouvaient être mis en accusation devant cette juridiction : 1<sup>o</sup> pour tout acte de gouvernement signé par eux et déclaré inconstitutionnel par le Sénat; 2<sup>o</sup> pour l'inexécution des lois et règlements d'administration publique; 3<sup>o</sup> pour les ordres particuliers par eux donnés, si ces ordres étaient contraires à la Constitution, aux lois et règlements (art. 72).

L'article 73 promettait une loi organique qui devait organiser la Haute Cour. Cette loi ne fut jamais votée, et

---

(1) Article 73 de la Constitution de l'an VIII.

elle ne fonctionna pas sous le Consulat. Il n'y eut que des tribunaux criminels spéciaux institués dans les départements et qui fonctionnèrent après l'attentat du 3 nivôse an IX (1).

Le Sénat-Conservateur, par son attitude lors de cette affaire, était en partie responsable de la ruine de la Haute Cour et de l'institution de ces tribunaux spéciaux.

L'attentat de la machine infernale avait causé une grande émotion dans le pays tout entier.

Le Sénat-Conservateur, après cet événement se rendit le lendemain 4 nivôse (2) au Palais du Gouvernement pour exprimer au Premier Consul les vives alarmes que l'attentat lui avait causées. Le président du Sénat au cours de l'audience avait invité le Premier Consul à faire punir promptement les coupables et à prendre les mesures les plus efficaces pour que la chose publique ne fût pas exposée à de pareils dangers.

Après la machine infernale, Bonaparte fit instituer les tribunaux criminels spéciaux dont j'ai parlé et qui furent chargés de juger sommairement les terroristes soupçonnés d'avoir participé à l'organisation de l'attentat de la rue Saint-Nicaise. On déporta un certain nombre de ces terroristes, en vertu d'un acte des consuls approuvé par le Sénat. On avait pressenti à ce sujet les principaux membres de l'Assemblée et on avait été ainsi assuré de ne point rencontrer de résistance de ce côté. Le Conseil d'État, après une certaine opposition, vite étouffée d'ailleurs, avait ratifié la liste de cent trente noms portés sur la liste de proscription.

Le 14 nivôse, le Premier Consul avait rédigé la liste définitive et pris un arrêté en vertu duquel étaient déportés hors du territoire de la République les individus composant la liste.

---

(1) Voyez LAIR, *Les Hautes Cours politiques en France et à l'étranger*, et DALLOZ, *Organisation judiciaire*, n° 122.

(2) *Moniteur* du 5 nivôse an IX.

C'est alors que fut demandée l'approbation du Sénat. Celui-ci se réunit en Comité secret le 14 nivôse an X (1).

Boulay, Regnier et Defermon, conseillers d'État, vinrent exposer les motifs de l'arrêté du Premier Consul. Cet acte qui mettait en surveillance spéciale hors du territoire européen de la République les 130 terroristes portés sur la liste devait être approuvé par un sénatus-consulte.

Le 15 nivôse (2), le Sénat s'assembla de nouveau et l'on vota sur le sénatus-consulte proposé : sur 56 votants, 51 se prononcèrent pour l'approbation des mesures de Haute Police. Ceci montre combien le Sénat-Conservateur subissait déjà en l'an IX l'influence du Premier Consul.

Ce sénatus-consulte avait des considérants assez remarquables qui faisaient ressortir les dangers que créaient pour la République certains individus que l'amnistie avait encouragés. L'un d'eux disait :

Considérant enfin, selon les propres expressions du Conseil d'État, que le référé du Gouvernement au Sénat-Conservateur, pour provoquer sur ses propres actes l'examen et la décision de ce corps tutélaire, devient par la force de l'exemple une sauvegarde capable de rassurer par la suite la Nation et de prémunir le Gouvernement lui-même contre tout acte dangereux pour la liberté publique.

Pour tous ces motifs, le Sénat-Conservateur déclarait « que l'acte du Gouvernement en date du 14 nivôse était une mesure conservatrice de la Constitution ».

Or rien n'était plus faux, puisque cet acte était une atteinte à cette dernière. Si le Sénat-Conservateur avait gardé son indépendance au lieu de se plier aux désirs du Premier Consul, il eût dû refuser le vote du sénatus-consulte qu'on lui demandait.

Au moment de l'établissement de l'Empire, il fut nécessaire de réorganiser la Haute Cour et de la mettre au niveau des nouvelles institutions. Il fallait l'organiser sur

---

(1) Archives nationales, registres du Sénat, Carton CC 1, p. 74.

(2) Archives nationales, registres des séances du Sénat-Conservateur, Carton CC 1.

de nouvelles bases pour accorder son fonctionnement avec l'esprit dont était alors animé le Gouvernement.

D'ailleurs à ce moment se fit sentir la nécessité d'organiser le tribunal devant lequel pussent être traduits les membres de la famille impériale, les titulaires des grandes dignités de l'Empire, les ministres et les hauts fonctionnaires.

Le Conseil de famille qu'on allait instituer ne pouvait convenir pour juger les membres de la famille impériale : par sa composition même, il ne donnait pas des garanties suffisantes et ses décisions eussent été toujours suspectées. D'un autre côté, les tribunaux ordinaires ne pouvaient pas être compétents pour juger des princes du sang. Un principe de l'ancien régime était que ceux-ci ne pouvaient être traduits que devant un tribunal composé de leurs pairs (1).

On se souvint en l'an XII de ce principe et l'on chercha à former un tribunal composé de membres de la famille impériale.

Une assemblée comptait déjà au nombre de ses membres des parents de l'Empereur, c'était le Sénat-Conservateur. Joseph et Lucien en effet étaient sénateurs. De plus, la Constitution que l'on élaborait à Saint-Cloud faisait entrer dans le Sénat les princes de la famille impériale dès l'âge de dix-huit ans.

Le Sénat-Conservateur convenait donc tout à fait pour juger les membres de la famille impériale, puisqu'il comptait au nombre de ses membres des princes du sang, et qu'il était en même temps la première assemblée de l'Empire.

Rien ne s'opposait, d'autre part, à ce qu'il fût également chargé de juger les ministres et les grands administrateurs.

---

(1) Le jugement par les pairs était un principe toujours admis dans le droit français depuis les invasions germaniques. Les deux maximes suivantes avaient été adoptées par le droit féodal : *illius qualitatibus suis sunt cassalli litigantes*, en vertu duquel les juges devaient être d'un rang au moins égal à celui des plaideurs, et *maiore a minore non potest iudicari*, maxime en vertu de laquelle personne ne pouvait être jugé par des individus d'un rang plus modeste que le sien.



Les sénateurs s'étaient rendu compte de la possibilité d'ériger l'Assemblée dont ils étaient les membres en Haute Cour de justice et ils virent là un moyen d'augmenter encore la puissance du Sénat. Dans le mémoire (1) joint au message adressé par le Sénat au Premier Consul le 14 floréal an XII, il est demandé : que le Sénat juge comme Haute Cour et d'après les règles qui seraient établies par un sénatus-consulte particulier tous les délits dont les sénateurs pourraient être accusés, les crimes d'État et les délits des ministres ainsi que des capitaines généraux des colonies, lorsque ces délits seraient relatifs à leurs fonctions. Un sénatus-consulte particulier devrait assurer la responsabilité des ministres.

Le 6 germinal an XII (2), le Sénat s'étant rendu près du Premier Consul, son président déclara :

En examinant ces pièces (3) et le rapport que le Grand Juge vous en a fait, le Sénat a été dans le cas de suppléer pour le moment les fonctions de ce grand Tribunal national dont l'établissement manque à nos institutions.

L'adresse liait le sort de la France à celui de Bonaparte et prévoyait le retour possible d'attentats de ce genre :

Oui, Citoyen Premier Consul, le Sénat doit vous le dire; en réorganisant votre ordre social, votre génie a fait un oubli qui honore la générosité de votre caractère, mais qui augmente peut-être vos dangers et nos craintes. Toutes nos constitutions, excepté celle de l'an VIII, avaient organisé une Haute Cour ou un Jury National. Vous avez eu la confiance qu'un pareil tribunal ne serait pas nécessaire, et la postérité qui doit vous tenir compte de tout ce que vous avez fait, vous comptera aussi ce que vous n'avez pas voulu prévoir. Mais, Citoyen Premier Consul, un grand Tribunal national assurera d'une part la responsabilité des fonctionnaires publics, et de l'autre, il offrira aux conspirateurs un tribunal tout prêt, tout investi de la connaissance et des pouvoirs nécessaires pour maintenir la sûreté et l'existence d'un grand peuple attaché à la sûreté, à l'existence de son chef.

---

(1) Archives nationales, carton CC 3.

(2) *Moniteur* du 6 mars 1804.

(3) Les pièces relatives au complot tramé par un officier anglais à Munich, communiquées au Sénat dans sa séance du 2 germinal par le Grand Juge, ministre de la Justice.

L'adresse disait que ce jury national ne suffisait pas encore pour assurer en ce moment et la vie et l'ouvrage de Bonaparte. On demandait, sans s'expliquer expressément, au Premier Consul d'achever son ouvrage. L'adresse se terminait en protestations d'attachement à la personne de Bonaparte.

En réalité, on l'a vu, la Constitution de l'an VIII avait déjà prévu l'organisation d'une Haute Cour.

Les constitutions antérieures et particulièrement les constitutions révolutionnaires n'avaient pas toutes organisé une Haute Cour contrairement à ce qu'affirmait l'adresse du Sénat-Conservateur.

La Constituante avait déjà constitué le 5 mars 1789 un tribunal provisoire qui devait juger les crimes de lèse-nation. C'était là, à vrai dire, plus un tribunal spécial qu'une Haute Cour. D'ailleurs, en mai 1791, la Constituante organisa une Haute Cour (loi des 10-15 mai 1791) composée d'un jury et de quatre grands juges. Les hauts jurés qui composaient le jury devaient être élus par le peuple. Les quatre grands juges étaient pris parmi les membres du Tribunal de cassation.

La Législative dans la loi sur les émigrés du 9 novembre 1791, décidait (art. 4) que dans les quinze premiers jours de janvier 1792, la Haute Cour nationale serait convoquée pour juger les émigrés. La Législative décida que la Haute Cour se réunirait à Orléans comme l'ancien tribunal provisoire qui avait été supprimé par une loi du 12 octobre 1791.

L'organisation du Tribunal du 17 août ruina le pouvoir de la Haute Cour d'Orléans qui avait déjà commencé à fonctionner. En réalité, la Haute Cour n'existait plus dès ce moment. Un décret du 12 septembre 1792 renvoya les hauts jurés.

Par les décrets des 25 et 26 septembre, la Convention supprima la Haute Cour. Deux dispositions de l'acte constitutionnel du 24 juin 1793 maintinrent au Corps législatif

le droit d'accusation en ce qui concerne les crimes et délits des ministres et fonctionnaires publics, et l'accusation des prévenus de complots contre la sûreté générale de la République. Mais, en fait, il n'y eut pas de Haute Cour. Le Tribunal du 17 août suffisait et le tribunal révolutionnaire fonctionnait depuis le 12 mars, c'est-à-dire depuis plus de trois mois.

La Constitution directoriale du 5 fructidor an III (22 août 1795) enfin, consacrait le principe d'une Haute Cour de justice. Elle devait connaître des accusations admises par le Corps législatif contre les directeurs, soit des crimes de lèse-nation. Elle comprenait des hauts jurés, 5 juges, 2 accusateurs nationaux. Elle se réunit à Vendôme le 16 vendémiaire an IV et condamna Babeuf à mort, Darthé ainsi que cinq autres conspirateurs aux travaux forcés.

On le voit donc, la Haute Cour était bien dans les traditions révolutionnaires. Elle avait existé dans la plupart des constitutions qui avaient précédé la Constitution de l'an XII et particulièrement dans la Constitution de l'an VIII, mais l'adresse du Sénat ne pouvait cependant prétendre que toutes nos constitutions excepté celle de l'an VIII avaient organisé ou une Haute Cour ou un Jury national.

Les sénateurs voulaient sans doute parler d'une organisation effective, car, en l'an VIII, on avait seulement posé un principe. Néanmoins, on l'a vu, la Haute Cour avait été légalement supprimée par la Convention et elle n'avait été rétablie que par le Directoire.

La Haute Cour en France avait été, suivant les époques, tantôt une chambre investie, pour certaines circonstances, d'attributions judiciaires, tantôt une juridiction spéciale.

La Haute Cour que la Constitution de l'an XII allait instituer devait, comme on le verra, se rattacher à ce deuxième type tout en gardant cependant plusieurs traits du premier.

On avait senti depuis longtemps déjà le manque d'une

Haute Cour : notamment lors du procès de Georges Cadoudal, et aussi au moment de l'exécution de Vincennes.

Il fallait une garantie au Gouvernement contre les auteurs de complots, aux citoyens contre les agents de l'autorité publique.

Cette Haute Cour dont on demandait l'établissement avait l'avantage apparent d'ajouter tant à la liberté des citoyens qu'à la force du pouvoir.

Il fallait une cour de justice qui pût réprimer les grands attentats, une juridiction politique pour les ministres et les gens de l'autorité publique, un tribunal de maréchaux pour les gens de guerre, une Cour des pairs pour les grands personnages de l'État.

C'était la pensée que Portalis résumait le 26 floréal an XII devant le Sénat (1) :

Personne, disait-il, ne pouvant être au-dessus de la justice, comme personne ne peut être avili au-dessous de l'humanité; une Haute Cour jugera les ministres et ceux qui remplissent les grandes fonctions dans l'État. La même Cour jugera les crimes commis ou tramés contre la Patrie, contre la personne de l'Empereur et celle de l'héritier présomptif du trône, etc.....

Le siège de la Haute Cour sera dans le Sénat. Son organisation est telle qu'elle offrira une garantie suffisante à l'État contre l'impunité et une garantie suffisante aux accusés contre la justice.

Lacépède, dans un rapport fait au nom de la Commission spéciale du Sénat le 28 floréal an XII (2), disait dans le style emphatique du temps :

Une Haute Cour impériale, garant des prérogatives nationales confiées aux grandes autorités, de la sûreté de l'État et de celle des citoyens, formera un tribunal véritablement indépendant et auguste, consacré à la justice et à la Patrie. Son siège tutélaire sera dans cette enceinte.

Les conservateurs du pacte social, les dépositaires des lois civiles y rassureront l'innocence en faisant trembler le crime, qu'aucun asile ne pourra dérober à la puissance de la Nation.

---

(1) Archives nationales, carton CC 3, page 20.

(2) *Moniteur* du 20 mai 1804.



L'aréopage d'Athènes jugeait au milieu des ombres de la nuit; c'était un emblème de l'impartiale équité. La France aura la réalité de cette image.

La Haute Cour placée au sommet de l'État n'apercevra ni les intérêts privés, ni les affections particulières, que leur distance fera disparaître.

Elle ne verra que la République et la Loi. Elle assurera surtout la responsabilité des grands fonctionnaires et de ceux, particulièrement, qu'un grand éloignement de la métropole pourrait soustraire à la vengeance des lois.

Elle assurera surtout la responsabilité des ministres, cette responsabilité sans laquelle la liberté n'est qu'un fantôme derrière lequel se cache le despotisme.

Le titre 13 du sénatus-consulte du 28 floréal an XII organisa la Haute Cour de justice (1). La Haute Cour impériale connaissait :

1<sup>o</sup> Des délits personnels commis par des membres de la famille impériale, par des titulaires de grandes dignités de l'Empire, par les ministres, par les secrétaires d'État, par les grands officiers, par les sénateurs, par les conseillers d'État. C'était là une innovation tout à fait heureuse, car depuis 1789, les princes, les ministres ne ressortissaient pour leurs délits personnels que des tribunaux ordinaires devant lesquels l'envie ou la crainte de leurs juges pouvaient influencer d'une façon désastreuse sur les jugements;

2<sup>o</sup> Des crimes, attentats et complots contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État, la personne de l'Empereur et celle de l'héritier présomptif de l'Empire;

3<sup>o</sup> Des délits ou responsabilités d'office commis par les ministres et les conseillers d'État chargés spécialement d'une partie d'administration publique;

4<sup>o</sup> Des prévarications et abus de pouvoirs commis par les capitaines généraux des colonies, les préfets coloniaux et les commandants des établissements français hors du continent, soit par des administrateurs généraux employés extraordinairement, soit par des généraux de terre ou de

---

(1) *Moniteur* du 30 floréal an XII.



mer, sans préjudice, à l'égard de ceux-ci, des poursuites de la juridiction militaire, dans les cas déterminés par les lois;

5<sup>o</sup> Du fait de désobéissance des généraux de terre ou de mer qui contreviendraient à leurs instructions;

6<sup>o</sup> Des concussions, des dilapidations dont les préfets de l'intérieur se rendraient coupables dans l'exercice de leurs fonctions;

7<sup>o</sup> Des forfaitures ou prises à partie qui pouvaient être encourues par une Cour de justice criminelle, ou par des membres de la Cour de cassation;

8<sup>o</sup> Des dénonciations pour cause de détentions arbitraires et de violation de la liberté de la presse.

Le siège de la Haute Cour impériale était dans le Sénat. Elle devait être présidée par l'archichancelier de l'Empire : s'il était malade, absent ou légitimement empêché, elle devait être présidée par un haut titulaire d'une grande dignité de l'Empire.

Les membres de la Haute Cour étaient les princes, les titulaires de grandes dignités, les grands officiers de l'Empire, le Grand Juge, ministre de la Justice, 60 sénateurs, 6 présidents de sections du Conseil d'État, 14 conseillers d'État et 20 membres de la Cour de cassation.

Les sénateurs devaient donc avoir au sein de cette Assemblée la majorité.

Il y avait auprès de la Haute Cour impériale un procureur général nommé à vie par l'Empereur. Il exerçait le ministère public et était assisté de 3 tribuns, nommés chaque année par le Corps législatif sur une liste de 9 candidats présentés par le Tribunat, de 3 magistrats que l'Empereur nommait aussi chaque année parmi les officiers de la Cour d'appel de justice criminelle. Il y avait aussi un greffier en chef nommé à vie par l'Empereur.

Le président de la Haute Cour impériale ne pouvait jamais être récusé; il pouvait s'abstenir pour des causes légitimes.

La Haute Cour impériale ne pouvait agir de son propre mouvement; elle devait être saisie par les poursuites du ministère public des délits commis par ceux que leurs qualités rendaient justiciables de la Haute Cour impériale.

S'il y avait un plaignant, le ministère public devenait nécessairement partie jointe et poursuivante. Le ministère public était également partie jointe et poursuivante dans les cas de forfaiture ou de prise à partie.

Les magistrats de sûreté et les directeurs de jury étaient tenus de s'arrêter et de renvoyer dans le délai de huitaine au procureur général de la Haute Cour impériale toutes les pièces de la procédure, lorsque dans les délits dont ils poursuivaient la réparation il résultait, soit de la qualité des personnes, soit du titre de l'accusation, soit des circonstances, que le fait était de la compétence de la Haute Cour impériale.

Néanmoins, les magistrats de sûreté continuaient à recueillir les preuves et les traces du délit.

Le ministre ou les conseillers d'État chargés d'une partie quelconque d'administration publique pouvaient être dénoncés par le Corps législatif, s'ils avaient donné des ordres contraires aux Constitutions ou aux lois de l'Empire.

Pouvaient être également dénoncés par le Corps législatif les capitaines généraux des colonies, les préfets coloniaux, les commandants des établissements français hors le continent; les administrateurs généraux lorsqu'ils avaient prévariqué ou abusé de leurs pouvoirs; les généraux de terre et de mer qui avaient désobéi à leurs instructions; les préfets de l'intérieur qui s'étaient rendus coupables de dilapidation ou de concussion.

Le Corps législatif dénonçait pareillement les ministres ou gens de l'autorité lorsqu'il y avait eu de la part du Sénat : déclaration de fortes présomptions de détention arbitraire, ou de violation de la liberté de la presse.

Les dénonciations du Corps législatif ne pouvaient être faites que sur la demande du Tribunat, ou sur la récla-

mation de 50 membres du Corps législatif qui requéraient un comité secret à l'effet de faire désigner par la voie du scrutin 10 d'entre eux pour rédiger le projet de dénonciation.

Dans l'un et l'autre cas, la demande ou la réclamation devait être faite par écrit, signée par le président et les secrétaires du Tribunat, ou par les 10 membres du Corps législatif, si elle était dirigée contre un ministre ou contre un conseiller d'État chargés d'une partie d'administration publique; elle leur était communiquée dans le délai d'un mois.

Le ministre ou le conseiller d'État dénoncé ne devait point comparaître pour y répondre.

L'Empereur nommait 3 conseillers d'État pour se rendre au Corps législatif le jour qui était indiqué et donner des éclaircissements sur les faits de la dénonciation.

Le Corps législatif discutait en Comité secret les faits compris dans la demande ou dans la réclamation, et il délibérait par voie de scrutin. L'acte de dénonciation devait être circonstancié, signé par le président et par les secrétaires du Corps législatif. Il était adressé par un message à l'archichancelier de l'Empire qui devait le transmettre au procureur général près la Cour impériale.

Les prévarications ou abus de pouvoir des capitaines généraux des colonies, des préfets coloniaux, des commandants des établissements hors le continent, des administrateurs généraux, les faits de désobéissance des généraux de terre et de mer aux instructions qui leur avaient été données, les dilapidations et concussions des préfets étaient aussi dénoncés par les ministres, chacun dans leurs attributions, aux officiers chargés du ministère public.

Si la dénonciation était faite par le Grand Juge, ministre de la Justice, ils ne pouvaient point assister ni prendre part au jugement qui intervenait sur cette dénonciation.

Il faut ici remarquer que le droit d'accusation se répartit entre le Corps législatif, le ministre pour les délits dont

auraient pu se rendre coupables ses subordonnés et le procureur général spécial nommé par le Gouvernement dont l'établissement et l'immovibilité étaient d'excellentes innovations. Le droit d'accusation n'appartenait donc plus comme dans les constitutions précédentes au seul Corps législatif.

Le Procureur général d'ailleurs ne dépendait pas du Corps législatif pour ce qui concerne la façon d'établir l'acte d'accusation.

Dans le cas où les ministres, les capitaines généraux des colonies, les préfets coloniaux, les commandants des établissements français hors le continent, les administrateurs généraux, les généraux de terre ou de mer, les préfets de l'intérieur étaient dénoncés par la Haute Cour, le procureur général devait informer sous trois jours l'archichancelier de l'Empire qu'il y avait lieu de réunir la Haute Cour impériale. L'archichancelier, après avoir pris les ordres de l'Empereur, devait fixer dans la huitaine l'ouverture des séances.

La procédure devant la Haute Cour était la suivante : dans la première séance la Haute Cour devait juger de sa compétence lorsqu'il y avait dénonciation ou plainte. Le procureur général, de concert avec les tribuns et les trois magistrats officiers du parquet, examinait s'il y avait lieu à poursuivre. La décision lui appartenait.

L'un des magistrats du parquet pouvait être chargé par le procureur général de diriger les poursuites : si le ministère public estimait que la plainte ou la dénonciation ne devait pas être admise, il motivait les conclusions sur lesquelles la Haute Cour impériale prononçait après avoir entendu les magistrats chargés du rapport.

Lorsque les conclusions étaient adoptées, la Haute Cour impériale terminait l'affaire par le jugement définitif.

Lorsqu'elles étaient rejetées, le ministère public était tenu de continuer les poursuites.



Dans ce cas, et aussi lorsque le ministère public estimait que la plainte ou la dénonciation devait être admise, il était tenu de dresser l'acte d'accusation dans la huitaine et de le communiquer au commissaire et au suppléant que l'archichancelier de l'Empire nommait parmi les juges de la Cour de cassation qui étaient membres de la Haute Cour impériale.

Les fonctions de ce commissaire et à défaut du suppléant consistaient à faire l'instruction et le rapport.

Le rapporteur ou son suppléant soumettait l'acte d'accusation à 12 commissaires de la Haute Cour impériale choisis par l'archichancelier de l'Empire : 6 parmi les sénateurs, et 6 parmi les autres membres de la Haute Cour impériale. Les membres choisis ne concouraient pas au jugement.

Si les 12 commissaires jugeaient qu'il y avait lieu à accusation, le commissaire rapporteur rendait une ordonnance conforme, décernait les mandats d'arrêt et procédait à l'instruction.

Si les commissaires estimaient au contraire qu'il n'y avait pas lieu à accusation, ils en référaient par le rapporteur à la Haute Cour impériale qui prononçait définitivement.

La Haute Cour impériale ne pouvait juger à moins de 60 membres : 10 de la totalité des membres qui étaient appelés à la composer pouvaient être récusés, sans motifs déterminés, par l'accusé et 10 par la partie publique.

L'arrêt devait être rendu à la majorité des voix.

Les débats et le jugement devaient avoir lieu en public.

Les accusés devaient avoir des défenseurs. S'ils n'en présentaient point, l'archichancelier de l'Empire leur en donnait d'office.

La Haute Cour impériale ne pouvait prononcer que des peines portées par le Code pénal.



Les lois antérieures se taisaient sur ce point important. Il était excellent que les peines fussent enlevées à l'arbitraire du juge et que leur échelle fût déterminée à l'avance dans un code.

Elle prononçait s'il y avait lieu la condamnation aux dommages et intérêts civils.

L'action privée pouvait donc être portée devant la Haute Cour en même temps que l'action publique.

Lorsqu'elle acquittait, elle pouvait mettre ceux qui étaient absous sous la surveillance ou à la disposition de la haute police de l'État pour le temps qu'elle déterminerait.

Les arrêts rendus par la Haute Cour impériale n'étaient soumis à aucun recours.

Ceux qui prononçaient une condamnation à une peine afflictive ou infamante ne pouvaient être exécutés que lorsqu'ils étaient signés par l'Empereur.

C'était donc, outre une Cour de justice chargée de réprimer les grands attentats, une juridiction politique pour les ministres et les agents de l'autorité publique; un conseil de guerre pour gens de guerre; une Cour des pairs pour les grands personnages de l'État.

En 1808, après la capitulation de Baylen survenue le 22 juillet, Napoléon dans un élan de colère contre ses auteurs, voulut les faire fusiller tous. Bientôt cependant sur les instances de Cambacérès, toujours sage et modérateur, il déféra à un conseil d'enquête composé des grands de l'Empire le jugement de l'affaire de Baylen et il prescrivit que les généraux accusés seraient traduits ensuite devant la Haute Cour (1).

Un décret impérial, sur l'avis de la Commission d'en-

---

(1) Les cartons BB<sup>30</sup> 98 et BB<sup>30</sup> 101 contiennent les documents relatifs aux interrogatoires des généraux Dupont, Vedel, Chabert, Legendre, de M. de Villoutrey, à la commission d'enquête, à la détention des généraux et au projet de réunion de la Haute Cour.

quête, prononça la destitution du général Dupont, lui enleva son titre de comte, le raya de la Légion d'honneur et prescrivit sa translation dans une prison d'État. Trois exemplaires manuscrits de la procédure furent déposés au Sénat, aux archives du Gouvernement (Secrétairerie d'État) et aux Archives de l'Empire (Archives Nationales).

Mais dès le 12 avril 1809, le procureur général écrivit au ministre de la Justice pour l'informer que le procès du général Dupont ne pouvait continuer, car les personnes qui devaient témoigner étaient toutes aux armées (1).

Le général Dupont et plusieurs inculpés se firent transférer pour raisons de santé dans diverses pensions surveillées (2); les autres furent rendus à la liberté.

Lorsque après la Restauration, le général Dupont fut revenu en faveur, il obtint une ordonnance du Roi qui prescrivait le dépôt de ces trois exemplaires à la Chancellerie, pour être statué ultérieurement sur la procédure même (3).

Le rôle de la Haute Cour fut donc nul, car l'esprit du temps faisait plus que les lois écrites, et le Gouvernement de cette époque était au-dessus des lois.

Le jury avait disparu et la Haute Cour était devenue une institution monarchique, car ce n'étaient plus les représentants du peuple qui pouvaient accuser, mais un ministère public inamovible. Le droit d'accusation était donc dissocié. Les juges n'étaient plus des jurés, mais des sénateurs inamovibles, des conseillers d'État, des hommes tout dévoués à l'Empereur. La Haute Cour n'était plus une émanation de la Nation.

\*  
\* \*

---

(1) Archives nationales, carton BB<sup>30</sup> 101 B.

(2) *Idem.*

(3) Voir THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. IX, p. 188 et 189.

Toutes ces importantes attributions furent jalousement gardées par le Sénat-Conservateur jusqu'à la fin de son existence.

L'idée que Sieyès avait émise en l'an III devant la Constituante, d'une assemblée politique capable de défendre les droits individuels et même de devenir une sorte de tribunal spécial avait donc fait son chemin. Elle avait été, on l'a vu, abandonnée en l'an VIII, mais peu à peu le Sénat-Conservateur était devenu le défenseur des droits des individus et même un tribunal spécial suivant la formule de Sieyès.

Mais les réformes introduites dans le mode de nomination des sénateurs expliquent comment, sur le terrain des droits individuels, le rôle du Sénat qui, d'après la lettre des constitutions, eût pu être considérable, ne fut pas très important et que dans ce domaine son œuvre fut plus néfaste qu'utile.

En effet, le Sénat ne fut qu'un bien timide gardien de la liberté individuelle et de la presse. Sans doute il obtint nombre d'élargissements, mais les prisonniers relâchés étaient précisément ceux que la police n'avait aucun intérêt à conserver, et ils étaient, au sortir de la prison, placés immédiatement sous la surveillance de la haute police. L'existence des commissions sénatoriales ne donnait en réalité qu'une fausse garantie. On pouvait croire que les arrestations arbitraires avaient cessé, alors qu'en réalité il n'en était rien.

Le Sénat dans l'affaire d'Anvers fit une incursion regrettable dans le domaine judiciaire. Cette Assemblée arriva naturellement à se considérer comme au-dessus des lois et particulièrement des lois criminelles. Chasset, rappelant les articles 54 et 55 des Constitutions du 16 thermidor an X (4 août 1802), ne disait-il pas (1) que « les actes du Corps législatif ne pouvaient jamais porter atteinte aux

---

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

actes constitutionnels du Sénat, et que les lois criminelles ne devaient être suivies rigoureusement que par les tribunaux ».

Une pareille théorie n'aurait pas dû se faire jour, et ici, la place en quelque sorte supra-constitutionnelle que le Sénat avait acquise ne servait qu'à donner aux lois un caractère d'instabilité tout à fait regrettable.

---

CHAPITRE XIII

**LE SÉNAT-CONSERVATEUR  
LE STATUT  
LES DROITS ET LES BIENS  
DES MEMBRES  
DE LA FAMILLE IMPÉRIALE**



## RÉSUMÉ

---

*Nécessité de doter d'un statut personnel les membres de la Famille impériale et de régler leurs biens.*

LES PERSONNES. — *Sénatus-consulte du 17 décembre 1809 sur le divorce de Napoléon et de Joséphine.*

*Le Sénat confère au prince Borghèse, mari de Pauline, le titre de citoyen français et le sénatus-consulte du 14 août 1806 confirme la vente aux époux de la principauté de Guastalla, en fin, le 7 février 1808, le gouverneur général d'Italie devient grand dignitaire de l'Empire.*

*Le sénatus-consulte du 28 floréal an XII organise la Famille impériale.*

*Dépôt des actes de naissance des princes français au Sénat-Conservateur.*

LES BIENS. — *Sénatus-consulte de janvier 1810 fixant le statut des biens de la couronne, du domaine extraordinaire, du domaine privé, du douaire des Impératrices, des apanages des princes français et des dotations des princesses.*

*L'apanage de Louis réglé par le sénatus-consulte du 13 décembre 1810.*

*Fixation du douaire de Marie-Louise par le sénatus-consulte du 19 février 1813.*

*Augmentation du domaine de la couronne fixé par les sénatus-consultes du 1<sup>er</sup> mai 1812 et du 14 avril 1813.*

---

L'accession de Bonaparte au trône impérial avait, en l'an XII, transformé la situation des membres de sa famille qui étaient devenus ceux d'une famille régnante.

Il fallait les doter d'un statut personnel, régler leurs biens; en un mot organiser la Famille impériale et déterminer les droits individuels de chacun de ses membres.

Ce fut le Sénat-Conservateur qui fut chargé de cette besogne. Il eut ainsi, en s'occupant de la situation des princes, à exercer des attributions complexes touchant les intérêts généraux de l'État en même temps que l'intérêt propre de chacun des membres de la famille de l'Empereur. Pendant toute la durée de son existence, d'ailleurs, il eut des rapports étroits et nombreux avec la Famille impériale.

Il rendit des sénatus-consultes sur son organisation, sur le divorce de l'Empereur et de Joséphine, sur la régence, sur l'hérédité, sur la principauté de Guastalla, sur le duché de Florence, et sur maintes autres questions.

Il s'occupa enfin des biens de la Famille impériale, des biens de la couronne, de ceux de Joséphine et du douaire de Marie-Louise.

Il eut donc en cette matière un rôle important et divers. Cette participation à l'organisation de la Famille impériale marque bien le contact étroit qui s'était établi entre l'Empereur et le Sénat. Napoléon pensait qu'en faisant sans cesse intervenir ici la plus haute Assemblée du pays, il donnait à sa famille plus de consistance, l'organisait sur

des bases plus solides et plus durables. Les attributions qu'eut ici le Sénat eussent pu, pour la plupart, être données sans inconvénient au Conseil privé; mais son autorité était moindre, ses décisions avaient une valeur inférieure à celle des sénatus-consultes revêtus de l'autorité supérieure.

\* \* \*

C'est tout d'abord dans la vie de l'Impératrice Joséphine que le Sénat-Conservateur joua le rôle le plus considérable. C'est lui qui, en effet, rendit le sénatus-consulte du 17 décembre 1809 prononçant le divorce de Napoléon et de Joséphine (1). Je ne veux point ici faire une étude approfondie des circonstances et des causes du divorce, ni étudier les difficultés soulevées par la régularisation religieuse de la situation de l'Empereur et de l'Impératrice divorcés, mais seulement étudier le rôle du Sénat dans la rupture du lien juridique qui unissait Napoléon et Joséphine.

La situation qui se présentait était toute nouvelle. Aucune procédure n'avait naturellement été prévue, ni dans nos constitutions, ni dans nos codes.

Il fallait une compétence exceptionnelle, car les tribunaux ordinaires, tenus d'appliquer le Code civil, ne pouvaient pas statuer sur une affaire dans laquelle des règles autres que les siennes devaient être suivies.

Cette compétence ne devait, d'autre part, enfreindre ni les formes légales, ni les règles posées par les Constitutions; il fallait qu'elle ne nuisît pas au prestige de l'Impératrice et qu'elle fût conforme aux intérêts de l'Empereur.

Il était de toute nécessité cependant de dissoudre l'acte civil, le lien légal qui liait Napoléon à Joséphine. Le Code Napoléon admettait le divorce pour les causes suivantes : soit adultère de la femme, soit adultère du mari lorsque le mari avait tenu sa concubine dans la maison commune;

---

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1809.

soit pour excès, sévices ou injures graves; soit à la suite d'une condamnation infamante; soit enfin par le consentement mutuel et persévérant des époux, exprimé de la manière prescrite par la loi.

Tous ces motifs ne pouvaient être invoqués par Napoléon, Meneval nous dit dans ses Mémoires (1) :

L'acte civil de ce premier mariage contenait des causes de nullité qui pouvaient suffire à autoriser la rupture; mais comme l'idée de faire usage de ce moyen répugnait à la dignité de l'Empereur, il ne voulut même pas qu'il fût invoqué.

Il fallait donc pour toutes ces raisons trouver une juridiction spéciale.

C'était chose difficile. Devait-on pour cela recourir aux simples tribunaux ou bien au Conseil de famille?

Les tribunaux étaient impossibles. En effet, les princes du sang ne relevaient que du Conseil de famille et de la Haute Cour impériale. Pour l'Empereur élevé au-dessus d'eux par le rang et par la dignité, on ne pouvait évidemment recourir à des juridictions inférieures.

Le Conseil de famille n'était pas possible non plus. En effet, de par le statut du 30 mars 1806, l'Empereur avait interdit le divorce aux membres de la Maison impériale; il ne pouvait donc enfreindre devant cette sorte de tribunal les règles qu'il avait lui-même posées.

Il fallait donc une juridiction devant laquelle pût se dérouler une pompe compatible avec la grandeur de l'acte qui devait être annulé et une juridiction qui fût à la tête de toutes les autres. Cette juridiction, c'était évidemment le Sénat-Conservateur.

Mais cette procédure avait l'inconvénient de donner trop de pouvoir au Sénat (2) :

Des formules mêmes qu'on va suggérer résultera au profit du Sénat un nouvel accroissement de pouvoirs. Comme l'Empereur ne peut, de son chef, prononcer lui seul la dissolution de son mariage, et que pour

---

(1) *Mémoires de Meneval*, t. II, p. 291.

(2) Frédéric MASSON, *Joséphine répudiée*, p. 80.

la décence, il faut que cette dissolution émane d'un autre pouvoir que du sien, c'est au Sénat, seul pouvoir restant en face de lui, depuis le sénatus-consulte du 16 thermidor an X, qu'il est contraint de s'adresser et de requérir un acte qui excède les attributions du Sénat; il se subordonne spontanément au Sénat, puisqu'il le rend son juge; il l'institue donc tel; et en provoquant aujourd'hui son arrêt, il se met dans le cas d'en subir d'autres.

Mais le Sénat peut-il prononcer le divorce? Il a un pouvoir constituant à défaut d'un pouvoir judiciaire ou législatif. En effet, le paragraphe 2 de l'article 54 de l'acte des Constitutions du 16 thermidor an X dit que le Sénat règle par sénatus-consultes organiques « tout ce qui n'est pas prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche ».

On pouvait prétendre que la nécessité d'avoir un successeur direct et surtout un fils de l'Empereur était évidente pour la bonne marche des organismes constitutionnels.

Voilà donc trouvée la juridiction qui statuera d'une façon assez solennelle pour garder à l'acte qui va s'accomplir son caractère d'exception extra-judiciaire, supra-constitutionnel.

Il suffisait désormais de trouver la procédure. Après maintes hésitations on décida la réunion d'un conseil privé. Il était chargé de la rédaction d'un sénatus-consulte qui devait être porté au Sénat par les orateurs du Conseil d'État et par Eugène de Beauharnais.

Pourquoi avait-on choisi pour cette ingrate besogne le fils même de l'Impératrice, M. Frédéric Masson nous dit (1) :

Il faut un personnage d'importance dont la parole ne soit désavouée ni par l'Empereur ni par l'Impératrice. Or les princes de la famille impériale, Louis, Jérôme, Murat sont d'avance récusés : leur immixtion serait inconcevable et odieuse. Des princes de l'Empire, Cambacérès serait seul supportable, mais il préside le Sénat; Lebrun est absent; Berthier et Talleyrand sont impossibles. Que reste-t-il? Eugène.

Cela est audacieux et paraîtra cruel : mais seul Eugène est qualifié pour parler au nom de sa mère; seul il peut affirmer le sacrifice et en

---

(1) Frédéric MASSON, *Joséphine répudiée*, p. 82.



réclamer l'exécution ; par les honneurs dont il est revêtu, il est au premier rang de l'Assemblée et son intervention est nécessaire pour expliquer la décision de l'Impératrice, et le seul supportable au point de vue de la dignité de l'Empereur. Eugène ayant parlé, nul autre n'a à discourir : la délibération est close.

Telle fut la procédure que Maret et Cambacérès avaient prévue.

Le Sénat, le 16 décembre 1809, s'assemble (1) et la séance commence par le serment prêté aux Constitutions par le vice-roi d'Italie qui prononce un discours pour exprimer sa joie d'être accueilli au Sénat. L'archichancelier Cambacérès lui répondit brièvement et fit la louange d'Eugène :

Vos premiers pas dans cette enceinte ne pouvaient être signalés plus dignement que par une grande démarche de patriotisme, de dévouement et de fidélité.

Les orateurs du Gouvernement furent à ce moment introduits. Cambacérès prit la parole. Il annonce le sénatus-consulte sur lequel le Sénat va avoir à délibérer. Il dit qu'il contient une disposition qui embrasse les intérêts les plus chers de tous les Français. Cette disposition était dictée par cette voix impérieuse qui avertit le Souverain et le Peuple, qui est faite pour assurer le salut des États.

Il faut écouter les conseils d'une sage prévoyance, rappeler sans cesse le passé, examiner le présent et porter ses regards sur l'avenir.

L'Empereur, devant ces hautes considérations, a fait disparaître toutes les considérations personnelles et réduit au silence toutes ses affections privées.

La noble et touchante adhésion de l'Impératrice est un témoignage glorieux de son affection désintéressée pour l'Empereur et lui assure des droits éternels à la reconnaissance de la Nation.

Regnault de Saint-Jean-d'Angely, orateur du Gouvernement, exposa ensuite les motifs du divorce.

Il pria le Sénat d'accepter, au nom de la France atten-

---

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1809.

drie, ce sacrifice : « le plus grand qui ait été fait sur la terre »; et il terminait en priant le Sénat d'exprimer à l'Empereur les sentiments de tous les Français : « le seul prix qui sera digne du courage de nos souverains, la seule consolation qui soit digne de leurs cœurs ».

C'est alors qu'Eugène demanda la parole et prononça le discours suivant :

Vous venez d'entendre la lecture du sénatus-consulte soumis à votre délibération. Je crois de mon devoir, dans cette circonstance, de manifester les sentiments dont ma famille est animée. Ma mère, ma sœur et moi nous devons tout à l'Empereur. Il a été pour nous un véritable père; il trouvera en nous, dans tous les temps, des enfants dévoués et des sujets soumis.

Il importe au bonheur de la France que le fondateur de cette quatrième dynastie vieillisse, environnée d'une descendance directe qui soit notre garantie à tous, comme le gage de la gloire de la Patrie.

Lorsque ma mère fut couronnée devant toutes les nations par les mains de son auguste époux, elle contracta l'obligation de sacrifier toutes ses affections aux plus chers intérêts de la France. Elle a rempli avec courage, noblesse et dignité ce premier des devoirs.

Son âme a été souvent attendrie en voyant en butte à de pénibles combats le cœur d'un homme accoutumé à maîtriser la fortune, et à marcher toujours d'un pas ferme à l'accomplissement de ses grands desseins.

Les larmes qu'a coûtées cette résolution à l'Empereur suffisent à la gloire de ma mère. Dans la situation où elle va se trouver, elle ne sera pas étrangère, par ses vœux et par ses sentiments, aux nouvelles prospérités qui nous attendent, et ce sera avec une satisfaction mêlée d'orgueil qu'elle verra tout ce que ses sacrifices auront produit d'heureux pour sa Patrie et pour l'Empereur.

L'examen du sénatus-consulte fut renvoyé à une Commission de 9 membres qui comprenaient : Garnier, Lacépède, Sémonville, Beurnonville, Chaptal, Laplace, maréchal duc de Dantzig, maréchal Serrurier, Monge.

On avait choisi à dessein les plus grandes illustrations du Sénat.

On ne discuta pas au sein de cette Commission; l'exécution était résolue d'avance. A 4 h. 30, Lacépède fit le rapport au nom de la Commission. Il fit l'éloge de Napoléon et de Joséphine : « Combien de princes, dit-il, qui,

ne consultant que le bonheur de leurs peuples, ont su renoncer aux liens qui leur étaient les plus chers? »

C'est alors qu'il cita comme précédents à ce qui se passait en ce jour : Charlemagne, Philippe-Auguste, Louis XII et Henri IV.

Il ne restait plus au Sénat qu'à voter le sénatus-consulte suivant, ce qui fut fait séance tenante :

Le mariage contracté entre l'empereur Napoléon et l'impératrice Joséphine, disait ce sénatus-consulte, est dissous.

Joséphine conservait les titres et rang d'Impératrice Reine couronnée; son douaire était fixé à une rente annuelle de 2 millions de francs sur le Trésor de l'État; toutes les dispositions qui pouvaient être faites dans la suite par l'Empereur en faveur de l'Impératrice Joséphine, sur les fonds de la liste civile, seraient obligatoires pour ses successeurs.

87 sénateurs étaient présents; 76 adoptèrent le rapport de la Commission; 4 bulletins blancs furent déposés; il n'y eut donc que 7 opposants. Ceci marquait la docilité de plus en plus grande du Sénat qui avait joué seulement le rôle d'un enregistreur et non pas d'une assemblée délibérante.

Le Sénat d'ailleurs vota sur-le-champ l'envoi de deux adresses à l'Empereur et à l'Impératrice.

Dans celle de l'Empereur on lisait que Napoléon ne pouvait pas donner à la France un plus grand témoignage de son dévouement absolu aux devoirs qu'impose un trône héréditaire. Le Sénat ressentait vivement le besoin d'exprimer combien il était pénétré de tout ce qu'éprouvait la grande âme de l'Empereur.

A l'Impératrice on disait qu'Elle venait de faire à la France le plus grand des sacrifices; que l'histoire lui en conserverait un éternel souvenir :

Depuis longtemps, Madame, le peuple français révère vos vertus; il chérit cette bonté touchante qui inspire toutes vos paroles, comme

elle dirige toutes vos actions; il admirera votre dévouement sublime; il décernera à jamais à Votre Majesté Impériale et Royale un hommage de reconnaissance, de regrets et d'amour.

\*  
\* \*

Les rapports de Marie-Louise et du Sénat-Conservateur furent beaucoup plus étroits. Marie-Louise fut, en effet, investie de la régence à laquelle le Sénat était étroitement mêlé.

Lors de la demande en mariage et du mariage les adresses du Sénat et les messages à cette Assemblée se succédèrent (1). De même qu'au moment de la grossesse de l'Impératrice (2).

Le Sénat eut à fixer le 13 février 1813 (3) le douaire de Marie-Louise. Je n'étudierai pas ici ce sénatus-consulte qui trouvera sa place un peu plus loin dans l'étude sur les biens de la famille impériale. Le douaire était fixé par le sénatus-consulte à un revenu annuel de 4 millions de francs, partie sur l'État et partie sur les biens de la couronne.

D'autres dispositions du sénatus-consulte fixaient les conditions de jouissance de ce douaire.

Les rapports du Sénat et de l'Impératrice avaient donc été simplement protocolaires. Mais la régence établie par le sénatus-consulte de floréal an XII (4) resserra les liens.

\*  
\* \*

Le Sénat-Conservateur organisa la famille impériale au moment de l'établissement de l'Empire. Il s'acquitta de cette tâche par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII (18 mai 1804), préparé d'ailleurs dans le cabinet du Premier Consul.

---

(1) *Moniteur* du 28 février et *Moniteur* de mars 1810.

(2) *Moniteur* de novembre 1810.

(3) Archives nationales, carton CC 6, registre, p. 171.

(4) *Moniteur* du 30 floréal an XII.

Ce sénatus-consulte (1) avait été présenté le 26 floréal par les orateurs du Gouvernement. Lacépède fut chargé du rapport au nom de la Commission spéciale nommée pour l'étude du sénatus-consulte. Ce sénateur fit l'éloge de Joseph et de Lucien et il se félicita de l'admission des princes français dans le sein du Sénat.

Le titre III du sénatus-consulte établissant l'Empire est consacré à l'organisation de la famille impériale. Il n'avait pas été rédigé par des sénateurs, cependant le Sénat l'adopta sans observation. L'Assemblée avait un certain nombre d'attributions : elle devait par exemple (art. 10) régler par un sénatus-consulte, le mode d'éducation des princes français. L'article 11 portait d'ailleurs qu'ils seraient membres du Sénat et du Conseil d'État, lorsqu'ils auraient atteint leur dix-huitième année.

En vertu de l'article 12, les actes constatant la naissance, le mariage et le décès des membres de la famille impériale devaient être transmis, sur un ordre de l'Empereur, au Sénat qui en ordonnait la transcription sur ses registres et le dépôt dans ses archives.

En somme, ce sénatus-consulte contient toute une organisation, assez sommaire, il est vrai, de la famille impériale. Des statuts postérieurs l'organisèrent définitivement. Ils ne furent pas l'œuvre du Sénat puisqu'ils furent établis par des décrets de l'Empereur, mais l'Assemblée en eut toujours rapidement connaissance et ils lui furent présentés comme résultant des dispositions de l'acte des Constitutions du 28 floréal an XII.

\*  
\* \*

De même que les épouses de Napoléon, les frères de l'Empereur eurent avec le Sénat de fréquents rapports. Ils étaient en effet princes français et comme tels pou-

---

(1) *Moniteur* du 30 floréal an XII.



vaient voir la situation de leurs biens réglée par des sénatus-consultes. C'est ainsi qu'en décembre 1810, Louis étant en Autriche après avoir abdiqué, et l'Empereur voulant réunir la Hollande à la France, il fallut fixer la situation de l'ancien roi de Hollande. La réunion de la Hollande à la France devait se faire par un sénatus-consulte; la fixation de l'apanage de Louis allait se faire par un acte semblable, car Louis devait recevoir ce bien en qualité de prince français.

Au milieu du mois de décembre, Decaze envoyé en négociateur auprès de Louis, en Autriche, revient après avoir échoué dans sa mission. Il fut donc nécessaire de proposer au Sénat les deux sénatus-consultes organiques.

Le 10 décembre 1810 eut lieu la séance au Sénat. On n'invoque pour la réunion de la Hollande à la France que des nécessités politiques (1). On ne parle ni de Louis ni de ses agissements. Et le 13 décembre, le comte de Sémonville fit au nom de la Commission spéciale du Sénat un rapport sur la réunion de la Hollande à la France. Il concluait à l'acceptation du sénatus-consulte. De Louis, de son apanage, pas un mot.

Le Sénat vota sur-le-champ deux sénatus-consultes. Par le premier, la Hollande, les villes hanséatiques, le Luxembourg, etc... étaient réunis à l'Empire. Il organisait tous ces territoires.

Par le second était fixé l'apanage de Louis. Cet apanage du roi Louis « en sa qualité de prince français » était fixé à un revenu annuel de 2 millions.

Accepter l'apanage équivaut pour Louis à accepter sa déchéance et l'annexion de la Hollande. Comment l'Empereur peut-il croire qu'il l'acceptera? Il compte sans doute qu'une fois la nouvelle de l'annexion de la Hollande et la création de l'apanage publiée, la protestation de Louis sera vaine et qu'il ne la fera pas.

---

(1) *Moniteur* du 15 décembre 1810.

Louis la fit cependant et il écrivit une lettre au Sénat déclarant désapprouver l'annexion et renoncer à l'apanage (1). Cette lettre fut remise à Regnault de Saint-Jean-d'Angely qui ne la transmit pas au Sénat-Conservateur.

Du reste, la reine de Hollande, la femme de Louis, malgré l'opposition de son mari, prit possession de l'apanage et en toucha les revenus.

Le Sénat-Conservateur rendit aussi des sénatus-consultes concernant les sœurs de l'Empereur.

En mars 1805, Élisabeth qui se trouvait alors à Paris désira le quitter. Bacciochi qui avait fait partie du Sénat s'y était rendu insupportable. Élisabeth désirait beaucoup le voir élevé au rang de prince comme l'était Borghèse par exemple. Il existait au centre de la Toscane un petit État, la principauté de Piombino, dont la situation était assez incertaine. Murat avait cependant décrété en 1803 la réunion de cet État au territoire de la République française. Depuis, la Principauté était administrée par un général commandant l'État de Piombino. Napoléon pensa qu'il pourrait donner ce territoire à Élisabeth et à son mari en les nommant tous deux prince et princesse de Piombino. Ce fut un décret du 27 ventôse an XIII (28 mars 1805) qui donna en toute propriété la principauté de Piombino à la princesse Élisabeth. Ce jour-là, Napoléon se rendit au Sénat, fut reçu à la porte extérieure du palais par les grands officiers du Sénat et 24 sénateurs et conduit en grande pompe, dit le *Moniteur*, « dans la nouvelle salle dont les dispositions sont très belles et qui offre un magnifique coup d'œil ».

Maret, ministre secrétaire d'État, donna alors lecture du décret, précédé d'un message remarquable de l'Empereur au Sénat (2) :

Sénateurs, disait-il, la Principauté de Piombino que la France possède depuis plusieurs années a, depuis ce temps, été administrée sans

---

(1) Voir cette lettre dans l'ouvrage de Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. VI, p. 343.

(2) *Moniteur* du 19 mars 1805.

règle et sans surveillance. Située au milieu de la Toscane, éloignée de nos autres possessions, nous avons jugé convenable d'y établir un régime particulier. Le pays de Piombino nous intéresse par la facilité qu'il offre pour communiquer avec l'Ile d'Elbe et avec la Corse : nous avons donc pensé devoir donner ce pays sous le haut domaine de la France, à notre sœur la princesse Élisabeth, en conférant à son mari le titre de prince de l'Empire. Cette dotation n'est pas l'effet d'une tendresse particulière, mais une chose conforme à la saine politique, à l'état de notre couronne, et à l'intérêt de nos peuples.

Quelle était la pensée de Napoléon en adressant au Sénat un pareil message? Il voulait sans doute donner plus de poids à sa donation, qui aurait pu parfaitement se faire en dehors du Sénat et donner un caractère plus officiel au décret. Quelques années plus tard d'ailleurs, en 1809, le gouvernement général des départements de la Toscane fut érigé en grande dignité de l'Empire par un sénatus-consulte du 3 mars 1809 (1).

Le grand-duc devait jouir des titres, rangs et prérogatives attribués au gouverneur général des départements au delà des Alpes par l'acte des Constitutions en date du 7 février 1808.

Il était enfin prévu que le gouvernement général des départements de la Toscane pourrait être confié à une princesse du sang impérial avec le titre de grande-duchesse, et dans ce cas, l'Empereur devait déterminer les dispositions des actes des Constitutions qui lui seraient applicables.

Quelques jours après, le 11 mars (2), l'archichancelier de l'Empire se rendit au Sénat pour lui annoncer que la princesse de Lucques et de Piombino était nommée grande-duchesse de Toscane.

En ce qui concerne Borghèse et Pauline, le Sénat eut à intervenir pour conférer à Borghèse le titre de citoyen français, pour créer le titre de gouverneur général, pour l'attribution, enfin, de la principauté de Guastalla.

---

(1) *Moniteur* du 4 mars 1809.

(2) *Moniteur* du 12 mars 1809.

Le 25 mars 1805, Regnault de Saint-Jean-d'Angely vint proposer au Sénat-Conservateur le vote d'un sénatus-consulte. Il devait avoir pour but de conférer au prince Camille Borghèse le titre de citoyen français. L'Empereur voulait en quelque sorte naturaliser Borghèse et pensait ainsi avoir plus de facilité pour l'élever à de hautes dignités dans la suite. Ce sénatus-consulte particulier et assez inattendu fut présenté par Regnault qui dit (1) :

Un de vos décrets vient de donner le titre de prince à un citoyen français, beau-frère de Sa Majesté Impériale et Royale. Le Sénatus-Consulte, que je viens vous présenter a pour objet d'accorder à un prince allié de Sa Majesté au même degré, le titre de citoyen français.

Il établissait ainsi une sorte de parallèle entre deux choses absolument dissemblables : donner un titre de prince et conférer la qualité de citoyen français.

Le Sénat se prêta de bonne grâce à cette étrange naturalisation, et le prince Camille Borghèse, beau-frère de l'Empereur, fut admis aux droits de citoyen français. Il devait entrer immédiatement dans l'exercice de ses droits et il était tenu d'en remplir les devoirs sans être assujetti à la résidence préalable exigée par l'article 3 de l'acte des Constitutions du 22 frimaire an VIII.

Au cours du mois de mars 1806, l'Empereur pensa donner à sa sœur Pauline la principauté de Guastalla. C'était une petite principauté italienne de 10.000 âmes que le Premier Consul avait recueillie avec Parme et Plaisance lors de la fondation du royaume d'Etrurie. Guastalla est donc donnée à Pauline et son mari, qui prennent, elle le titre de princesse et duchesse, lui de prince et duc de Guastalla. Mais après que le Sénat l'eut félicitée sur sa nouvelle dignité, Pauline se rendit compte que son petit État ne lui serait d'aucune utilité et elle ne pensa qu'à s'en débarrasser.

---

(1) *Moniteur* du 30 mars 1805.

Elle demanda seulement que la vente fût bonne. Celle-ci fut conclue; l'Empereur lui écrivit le 24 mai (1) :

MA SŒUR,

Vous trouverez ci-joint le décret que je viens de prendre pour la cession de votre Principauté de Guastalla au royaume d'Italie. Vous verrez que mon trésor d'Italie vous paiera 6 millions dont 1.500.000 en juillet et le reste en trois ans... Voyez donc à charger vos hommes d'affaires de s'occuper de celle-ci.

Cette vente fut confirmée par un sénatus-consulte du 14 août 1806 (2); l'article 1 portait :

La Principauté de Guastalla ayant été, avec l'autorisation de Sa Majesté Empereur et Roi, cédée au royaume d'Italie, il sera acquis du produit de cette cession et en remplacement des biens dans le territoire français.

Les biens devaient être possédés par Pauline, le prince Borghèse et les descendants nés de leur mariage, de mâle en mâle.

Enfin, au cours de l'année 1808, l'Empereur voulant « rapprocher de lui ses sujets au delà des Alpes », avoir avec eux un contact plus direct et posséder en même temps en Italie un gouverneur qui fût capable de le renseigner exactement, pensa à la création d'une dignité de gouverneur général. Ce gouvernement général devait être érigé en grande dignité de l'Empire.

Le 7 février 1808 (3), Treilhard, orateur du Gouvernement, vint présenter le sénatus-consulte portant création du gouvernement général érigé en grande dignité de l'Empire au Sénat. Le prince gouverneur général devait, concurremment avec les princes grands dignitaires, pour les fonctions ressortissant de leurs attributions : porter à la connais-

---

(1) Lettre citée par Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. III, p. 334.

(2) Archives nationales, carton CC 4, registre, p. 47.

(3) *Moniteur* du 8 février 1808.



sance de l'Empereur les réclamations formées par les collèges électoraux ou par les assemblées de cantons des départements au delà des Alpes pour la conservation de leurs privilèges; il devait recevoir le serment des présidents des collèges électoraux et des assemblées de cantons; des présidents et procureurs généraux, etc... Lorsque Sa Majesté Impériale et Royale se trouvait dans les départements au delà des Alpes, le gouverneur général devait présenter au serment les généraux et fonctionnaires publics admis à le prêter devant elle.

Il devait enfin présider l'assemblée du collège électoral du département de Gênes.

Comme on le voit, les fonctions de gouverneur général étaient purement d'apparat et l'on sentait bien que cette sinécure était réservée à un membre de la famille impériale.

Le Sénat vota le sénatus-consulte.

Le 14 février, le prince Camille Borghèse fut nommé gouverneur général par l'Empereur. Le 25, l'Empereur annonça par un message cette nomination au Sénat qui, selon l'usage, répondit par une adresse de remerciements et de félicitations.

Le Sénat n'eut avec Eugène que peu de rapports. Le 1<sup>er</sup> février 1805 (12 pluviôse), un message de l'Empereur annonce l'élévation d'Eugène à la dignité d'archichancelier de l'Empire. Il envoie au Sénat à ce propos un message :

De tous les actes de notre pouvoir, il n'en est aucun qui soit plus doux à notre cœur. Élevé par nos soins et sous nos yeux depuis son enfance, il (Eugène) s'est rendu digne d'imiter, et avec la grâce de Dieu, de surpasser un jour les exemples et les leçons que nous lui avons donnés. Quoique jeune encore, nous le considérons par l'expérience que nous avons faite dans les plus grandes circonstances, comme un des soutiens de la Patrie. Au milieu des sollicitudes et des amertumes inséparables du haut rang où nous sommes placés, notre cœur a eu besoin de trouver des affections douces dans la tendresse et la consolante amitié de cet enfant de notre adoption, consolation néces-

saire sans doute à tous les hommes, mais plus éminemment à nous dont tous les instants sont dévoués aux affaires des peuples.

Notre bénédiction paternelle accompagnera ce jeune prince dans toute sa carrière et secondé par la Providence il sera un jour digne de l'approbation de la postérité.

Le Sénat répondit à cette communication par une adresse de remerciements à l'Empereur et par des félicitations à Eugène.

Le 14 janvier 1806 (1), nouvelle communication au Sénat à propos d'Eugène. L'archichancelier de l'Empire annonça le mariage du prince Eugène avec la princesse Augusta, fille du roi de Bavière. L'Empereur avait envoyé au Sénat un message disant qu'il voulait assister à la séance du Sénat, mais que le mariage d'Eugène l'avait retardé.

Le 22 janvier 1806 (2), l'archichancelier vint annoncer la nouvelle de l'adoption d'Eugène et de l'hérédité de la couronne d'Italie.

Le prince Eugène, dit-il, succédera à la couronne d'Italie et la transmettra à sa postérité. Si sa descendance vient à défaillir, cette couronne sera dévolue à l'un des plus proches de celui des princes du sang impérial qui, à cette époque, régnerait sur les Français.

Dans la même séance fut lue une lettre de l'Empereur au Sénat exposant les raisons de l'adoption d'Eugène, « adoption qui ne l'autorisait, dit la lettre, ni lui, ni ses descendants à élever des prétentions à la couronne de France ».

Le Sénat vota sur-le-champ des remerciements et des félicitations à l'Empereur.

Comme il l'avait fait pour les épouses, les frères, les sœurs de Napoléon, le Sénat-Conservateur eut à s'occuper des autres membres de la famille de l'Empereur, et particulièrement de Murat. Le 2 février 1805 parvint au Sénat un message de l'Empereur annonçant que Murat était

---

(1) *Moniteur* du 15 janvier 1806.

(2) *Moniteur* du 23 janvier 1806.

nommé Grand Amiral de l'Empire. On voit ici encore le souci constant de l'Empereur de tenir le Sénat très au courant de tout ce qui se passait dans l'Empire. Il disait que par cette nomination il avait voulu, non seulement reconnaître les services que Murat, son beau-frère, avait rendus à la Patrie et l'attachement particulier qu'il avait montré à sa personne dans toutes les circonstances de sa vie, mais aussi rendre ce qui était dû à l'éclat et à la dignité de la couronne en élevant au rang de prince une personne qui lui était attachée de si près par les liens du sang. Dans la séance du 31 mars 1806, celle où fut déposé le statut de la famille impériale, fut communiqué au Sénat, par l'archichancelier de l'Empire, le troisième décret en vertu duquel étaient cédés en toute souveraineté à Murat les duchés de Clèves et de Berg.

Dans la même séance du 2 février 1805, l'Empereur fit connaître au Sénat une importante promotion de sénateurs qu'il avait nommés.

C'étaient le cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen; l'ambassadeur et général Beurnonville; l'ambassadeur Sémonville; le ministre plénipotentiaire d'Aguesseau, etc. et en tête de tous le cardinal Fesh. Il est certain que sa place était toute marquée au Sénat.

Dans sa séance du 5 juin 1806 (1), l'archichancelier apprit au Sénat que le prince archichancelier de l'Empire germanique avait choisi Fesh comme coadjuteur et successeur. Communication toute naturelle puisqu'il s'agissait d'une nouvelle dignité dont était revêtu un des membres du Sénat. Cependant, et malgré le consentement de l'Empereur à cette nomination, en 1810, en dépit des services nombreux rendus par Fesh, l'Empereur s'avise que (2) « les principes de l'Empire s'opposant à ce que le sacerdoce fût réuni à aucune souveraineté temporelle, il a dû

---

(1) *Moniteur* du 6 juin 1806.

(2) Message du Sénat, *Moniteur* du 3 mars 1810.

regarder comme non avenue la nomination que le prince Primat avait faite du cardinal Fesh pour son successeur ». Ce message que l'Empereur envoyait au Sénat le 3 mars 1810 se terminait d'ailleurs par l'éloge de Fesh. Enfin, Napoléon apprenait encore qu'il avait cédé tous ses droits sur le grand-duché de Francfort. Eugène Napoléon devait donc hériter du prince Primat.

\* \* \*

L'Assemblée se trouvait ainsi avisée de toutes les modifications importantes intéressant la famille impériale. Le Sénat se montra d'ailleurs fort attentif à défendre et à conserver les attributions reçues en floréal an XII.

Cette Assemblée, par un sénatus-consulte du 15 brumaire an XII (1), avait établi l'hérédité de la dignité impériale « dans la descendance directe naturelle, légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte, ainsi qu'il était réglé par l'acte des Constitutions de l'Empire en date du 28 floréal an XII ».

Le 10 frimaire (1<sup>er</sup> décembre) (2), le Sénat se rendit aux Tuileries auprès de l'Empereur. François de Neufchâteau félicita Napoléon, dit que l'hérédité promettait la liberté et réclama le dépôt au Sénat des actes qui constituaient l'état civil des princes de sang impérial.

Conformément à cette demande et aux constitutions du nouvel Empire (3), le 18 décembre 1804 furent déposés au Sénat les actes de naissance de l'aîné des fils de Louis, né sous le Consulat et de son frère puîné. On avait entouré d'un très grand appareil le baptême de ce dernier. Le 18 décembre (4), Napoléon envoya un message au Sénat

---

(1) *Moniteur* du 27 novembre 1804.

(2) *Moniteur* du 13 frimaire (12 décembre 1804).

(3) Article 12 du titre III du sénatus-consulte du 28 floréal an XII.

(4) *Moniteur* du 27 décembre 1804.



où il mandait qu'il avait chargé l'archichancelier de l'Empire de présenter au Sénat les actes qui constataient la naissance de Napoléon Charles, né le 18 vendémiaire an XI et de Napoléon Louis, né le 19 vendémiaire an XIII. Il invitait le Sénat à en ordonner, conformément aux constitutions, la transcription sur ses registres et le dépôt dans ses archives.

L'archichancelier, dans son discours, se félicita qu'une heureuse coïncidence réunît en ce jour le dépôt des actes de naissance et la publication du plébiscite. François de Neufchâteau dit que le dépôt des actes de naissance était une heureuse inauguration pour la nouvelle salle des séances et pour l'installation au Sénat du Grand Électeur. Joseph venait en effet d'être élevé à cette dignité.

On voit donc que le Sénat-Conservateur était devenu, en quelque sorte, le gardien des actes de l'état civil des princes de la Famille impériale.

De plus, le 31 mars 1806 (1), l'archichancelier se rendit au Sénat pour présenter un statut contenant des dispositions réglant tout ce qui concernait l'état civil de la Famille impériale et déterminant les devoirs des princes et princesses qui la composaient envers l'Empereur.

Ce message au Sénat produisit une grande impression, car on sentait que la Famille impériale commençait à s'établir sur des bases solides.

Voici ce que dit un rapport de police du temps (2) :

Le message de Sa Majesté au Sénat est devenu l'entretien de toute la capitale. Chacun en parle selon ses idées et selon le degré de son intelligence. Les faiseurs de projets qui travaillaient pour le succès des familles attachées aux Bourbons sont dans un grand étonnement et dans une tristesse profonde. Au lieu des projets qu'ils se flattaient de faire adopter pour le rétablissement d'une noblesse dans laquelle ils occupaient nécessairement le premier rang, ils voient naître au contraire un ordre de choses qui élève les familles attachées à la dynastie nouvelle fort au-dessus de tous les rangs de l'ancienne. Cet évé-

---

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> avril 1806.

(2) Archives nationales, AF IV, 1496.



nement va déconcerter pour quelque temps beaucoup de coteries qui sont toujours trompées dans leur attente parce que le délire de leurs passions ou les bornes de leur esprit ne leur permet pas de comprendre le système profond dont nous voyons chaque jour le développement.

FOUCHÉ.

(*Bulletin du 1<sup>er</sup> avril.*)

L'intervention constante du Sénat, la première Assemblée de la Nation dans la constitution de la Famille impériale, devait certainement contribuer en effet à consolider « un ordre de choses qui élevait les familles attachées à la dynastie nouvelle fort au-dessus de tous les rangs de l'ancienne ».

\* \* \*

Ce fut aussi par des sénatus-consultes que les grandes règles devant régir les biens de la famille impériale furent posées. Sans doute toutes les donations de Napoléon à sa famille échappèrent au Sénat, mais ce fut lui qui fixa, après le divorce, le douaire de Joséphine, celui de Marie-Louise; qui, par les sénatus-consultes du 30 janvier 1810 et du 1<sup>er</sup> mai 1812 détermina le sort des biens de la couronne. Ce fut lui aussi qui fixa l'apanage de Louis.

Le rôle du Sénat fut donc en cette matière très important. Napoléon avait pensé que la sanction du Sénat aux règles qu'il posait leur donnerait plus de valeur, plus de solidité dans la suite.

La première fois, et nous l'avons déjà signalé, que le Sénat eut à intervenir pour fixer l'attribution des biens de la couronne à un membre de la famille impériale, ce fut lors du divorce en décembre 1809. Le sénatus-consulte qui déclarait dissous le mariage contracté entre l'Empereur et Joséphine portait dans son article 3 (1):

Son douaire (de l'Impératrice) est fixé à une rente annuelle de deux millions de francs sur le trésor de l'État.

---

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1809.

L'article 4 portait que toutes les dispositions qui pourraient être faites par l'Empereur en faveur de Joséphine sur les fonds de la liste civile seraient obligatoires pour ses successeurs.

Plus tard, le 20 janvier 1810 (1), fut proposé un sénatus-consulte qui, selon les propres expressions de l'orateur du Gouvernement, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, « était une loi qui constituait pour ainsi dire le Code de la dynastie impériale ». On trouve des dispositions de tous genres dans cette loi : on règle d'abord la nature, l'administration, la destination des biens de l'Empereur ; le sénatus-consulte établit aussi le douaire de la couronne, crée un domaine extraordinaire, autorise un domaine privé, mais aussi il règle le partage entre les enfants des deux sexes qu'aura l'Empereur ; il règle le douaire des Impératrices, la constitution des apanages ; il assure le sort des princesses de la Famille impériale.

En ce qui concernait la dotation de la couronne, l'Empereur n'avait rien voulu ajouter à la dotation rappelée par l'acte du 28 floréal.

Le domaine extraordinaire se composait des domaines et des biens mobiliers et immobiliers que l'Empereur, exerçant le droit de paix et de guerre, avait acquis par des conquêtes ou des traités. Regnault disait que l'Empereur en voulait donner une grande partie « à ses guerriers » ; il rappelait qu'une partie des capitaux servait à l'entretien de l'armée.

Le domaine privé de l'Empereur devait être soumis au droit privé. Il se partageait entre les enfants et les héritiers de l'Empereur.

Des propriétés foncières substituées et inaliénables, comme la dotation de la couronne et comme les majorats, devaient former les apanages des princes. Leur concession devait exiger le concours de l'Empereur et du Sénat. La

---

(1) *Moniteur* du 2 février 1810.

propriété du douaire privé des princes ne serait cependant pas maintenue sur leur tête s'ils étaient appelés à une couronne étrangère. Les princesses devaient enfin recevoir une dot. Si « les chances de la destinée ou la propre volonté des princesses les éloignaient des liens du mariage », elles auraient droit, à dix-huit ans, à une pension annuelle. Sa fixation devait résulter, comme celle des apanages, de la proposition de l'Empereur et de l'assentiment du Sénat.

La reconstitution du domaine de la couronne était nécessaire. Le sénatus-consulte du 28 floréal avait reproduit la loi du 26 mai 1791. En 1810, la couronne n'avait point de dotation, et elle n'était qu'usufruitière comme l'Empereur. Il fallait une dotation de la couronne stable et elle devait être propriétaire des domaines affectés à la liste civile. Les immeubles afférents à celle-ci qui avaient été aliénés devaient être remplacés.

Le domaine extraordinaire, lui aussi, était nécessaire pour subvenir aux dépenses des armées, pour récompenser les soldats et les grands services civils rendus à l'État, pour élever des monuments, pour faire des travaux publics.

Les apanages étaient conformes à l'esprit de la monarchie; ils ne devaient avoir aucun privilège, différant en cela des anciens apanages. Demeunier, le 30 janvier, au nom de la Commission spéciale devant laquelle avait été renvoyé le sénatus-consulte, définissait ainsi devant le Sénat ses avantages :

On y reconnaissait les vrais principes de la monarchie tempérée. Il offrait des moyens de stabilité pour le trône, d'économie pour le trésor public, d'émulation pour le service de la Patrie, de belles récompenses pour les guerriers.

Après la lecture d'un rapport de Daru, intendant général de la couronne, le sénatus-consulte fut adopté par le Sénat. Il comprenait cinq titres.

Le premier réglait la dotation de la couronne. Un inventaire devait en être adressé au Sénat. L'article 12,

paragraphe 2, intitulé « Conservation des biens qui forment la dotation de la couronne », portait que l'échange des immeubles attachés à la dotation de la couronne ne pouvait avoir lieu qu'en vertu d'un sénatus-consulte. Ces biens avaient, en effet, été déclarés inaliénables. La garantie d'un sénatus-consulte pour leur transmission avait, en conséquence, été regardée comme nécessaire et suffisante.

Le Sénat n'avait aucune part dans l'administration des biens de la dotation, objet du paragraphe 3.

Le titre II avait trait au domaine extraordinaire.

Le titre III s'occupait du domaine privé de l'Empereur. L'article 48 portait que les biens immobiliers de droits incorporels faisant partie du domaine privé de l'Empereur ne devaient en aucun temps, et sous aucun prétexte, être réunis au domaine de l'État. On voulait ainsi empêcher toute confusion entre ces deux domaines. La réunion ne pouvait s'opérer que par un sénatus-consulte.

Le titre IV traitait du douaire des Impératrices et des apanages des princes français. Le douaire des Impératrices, en vertu de l'article 54, paragraphe 1, intitulé : « Dispositions générales », était à la charge de l'État. La quotité de ce douaire était fixée par un sénatus-consulte lors du mariage de l'Empereur et du prince impérial, ou lors de l'avènement au trône du prince puîné, s'il avait été marié avant le temps où il avait acquis la qualité d'héritier présomptif de la couronne.

L'Empereur, s'il avait des immeubles dans le domaine extraordinaire ou dans son domaine privé, les affectait, en vertu de l'article 57, aux apanages des princes. En cas d'insuffisance, il y était pourvu par un sénatus-consulte.

Le Sénat avait encore un rôle important à jouer dans la concession des apanages. On remarque qu'il devait intervenir dans tous les actes importants comme les cessions de biens de la couronne. Il servait en quelque sorte d'organe de contrôle.

Les apanages, soit dans le domaine extraordinaire, soit



sur le domaine privé, devaient, en vertu de l'article 66 intitulé : « De la concession des apanages », être faits par décret de l'Empereur, communiqué et enregistré au Sénat. Les apanages sur l'État n'étaient concédés que sur la proposition faite au nom de l'Empereur, après l'époque où le droit de les obtenir était ouvert, et par un sénatus-consulte.

A quelque degré de la descendance masculine que l'apanage fût arrivé, les princesses filles de l'un des apanagistes, si elles n'étaient pas mariées, recevaient un mariage avenant, lequel était proposé par le Conseil de la Famille impériale et dont le capital était payé sur le domaine extraordinaire, sur le domaine privé ou enfin sur l'État s'il en était ainsi réglé par un sénatus-consulte.

L'article 75 intitulé : « De la conservation des apanages » portait que les immeubles apanagés ne pouvaient être échangés qu'en vertu d'un sénatus-consulte. Le droit de contrôle du Sénat s'affirmait ici une fois de plus.

Tous les échanges qui n'étaient pas faits en vertu d'un sénatus-consulte étaient nuls et non avenue (art. 76).

Le titre V enfin traitait de la dotation des princesses. Les princesses filles de l'Empereur régnant ou décédé et les filles des princes, fils de l'un ou de l'autre Empereur, lorsqu'elles n'avaient pas perdu leur père, ou que leur père n'avait point d'apanage, étaient dotées par l'Empereur, sur son domaine privé ou sur son domaine extraordinaire. Mais s'ils n'étaient pas suffisants, elles étaient dotées par l'État, et en ce cas il devait être statué par un sénatus-consulte (art. 86).

Si la princesse n'épousait pas un Français régnicole, la dot (art. 87) ne pouvait être constituée qu'en argent. Elle n'était accordée que sur la réquisition de l'Empereur et elle était réglée par un sénatus-consulte à la somme que l'Empereur indiquait (art. 88).

Les princesses parvenues à l'âge de dix-huit ans accomplis sans être mariées avaient droit à une pension annuelle.



Cette pension (art. 90) était fixée pour chacune d'elles d'après les règles posées par l'article 66 du paragraphe 3 du titre VI pour les apanages, c'est-à-dire qu'elle était constituée par décret de l'Empereur communiqué et enregistré au Sénat. Les pensions sur l'État n'étaient concédées que sur la proposition faite au nom de l'Empereur, après l'époque où le droit de les obtenir était ouvert par un sénatus-consulte.

Lorsqu'en décembre 1810 la Hollande fut réunie à la France, ce fut encore le Sénat qui fut chargé de fixer les biens qui seraient attribués à l'apanage que Louis devait recevoir en qualité de « prince français » et en compensation de la perte de son royaume.

Nous avons vu que le sénatus-consulte du 13 décembre 1810 (1) fixa cet apanage.

L'apanage de Louis était d'un revenu annuel de 2 millions. Il était ainsi constitué : la forêt de Montmorency, les bois de Chantilly, d'Ermenonville, de l'Isle-Adam, de Coye, de Pont-Armé et du Lys jusqu'à la concurrence d'un revenu annuel de 500.000 francs; les domaines existants dans les départements des Bouches-du-Rhin jusqu'à concurrence d'un revenu annuel de 500.000 francs, il comprenait enfin une somme annuelle d'un million sur le Trésor public.

Après le décès de Louis, et attendu la disposition faite par l'Empereur du grand-duché de Berg en faveur de l'aîné des fils de Louis, l'apanage, à l'exception de la partie consistant en un revenu annuel d'un million sur le Trésor public, laquelle demeurerait éteinte, devait passer au second fils de Louis et être transmissible à la descendance masculine, naturelle et légitime jusqu'à extinction de ladite descendance.

Ce sénatus-consulte était conforme aux dispositions édictées par celui du 30 janvier 1810. En effet, en vertu de

---

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1810.

l'article 66, section III, titre IV, les apanages sur l'État n'étaient concédés que sur la proposition faite au nom de l'Empereur, après l'époque où le droit de les obtenir était ouvert par un sénatus-consulte.

Le 13 février 1813, le Sénat, en vertu de l'acte des Constitutions du 30 mars 1810, eut à fixer le douaire de Marie-Louise. L'Empereur, sans tirer à conséquence pour l'avenir, avait jugé convenable d'asseoir sur la liste civile et sur le domaine extraordinaire une portion du douaire de Marie-Louise. L'Empereur aurait pu, et Regnault (1) le faisait remarquer dans l'exposé des motifs, aux termes du statut impérial du 30 mars 1806, régler la question du douaire par un acte de sa volonté. Mais l'acte des Constitutions du 30 janvier 1810 avait établi des formes différentes et leur solennité avait été jugée plus convenable à un aussi important objet. L'Assemblée constituante avait assigné le douaire de la Reine sur le Trésor public et l'avait fixé à 4 millions. L'article 54 de l'acte des Constitutions du 30 janvier 1810 portant une disposition semblable, aucune partie du douaire de l'Impératrice ne devait être payée par le Trésor de la couronne. Napoléon avait jugé excessif néanmoins de surcharger le Trésor de l'État de l'acquittement total du douaire de l'Impératrice. Le palais de l'Élysée-Napoléon qui devait être affecté à la résidence de l'Impératrice douairière appartenait au domaine extraordinaire. Le Grand et le Petit Trianon et le château de Compiègne désignés pour être mis à la disposition de l'Impératrice étaient distraits, à cet effet, du domaine de la couronne. La forêt de Compiègne, dont la jouissance était annexée à celle du château et se montant à une somme annuelle de 800.000 francs de revenu, était prélevée sur le revenu de la couronne à la décharge de l'État. Le Trésor ne restait plus chargé que de 3.200.000 francs qui devaient être acquittés par la jouissance des forêts de Villers-Cot-

---

(1) Archives nationales, carton CC 6, registre, page 171.

terets, d'Aumale et d'Eu avec le château de ce nom, de Soignes dont les revenus étaient évalués à 1.200.000 francs, et par une rente de 2 millions payables par le Trésor de l'État.

Le 19 février 1813 parut le sénatus-consulte fixant le douaire de Marie-Louise. Il était fixé à un revenu annuel de 4 millions de francs, partie sur l'État et partie sur les biens de la couronne.

Marie-Louise avait, sa vie durant, la jouissance des palais de l'Élysée-Napoléon et des Grand et Petit Trianon.

Les biens affectés au douaire étaient : sur les biens de la couronne : le château et la forêt de Compiègne, la forêt de Laigle évaluée 800.000 francs; sur les biens de l'État : la forêt de Villers-Cotterets, la forêt d'Eu, la forêt de Soignes, évaluées ensemble 2 millions de francs.

L'Impératrice devait jouir de son douaire à compter de son veuvage, mais au cas où elle deviendrait régente, elle devait supporter ses dépenses personnelles; le Trésor de la couronne devait pourvoir seulement aux dépenses de sa maison pendant qu'elle exerçait la régence.

Le Sénat eut en outre à s'occuper à différentes reprises d'augmentation du domaine de la couronne par l'adjonction de nouveaux biens. Ce fut l'objet notamment des sénatus-consultes du 1<sup>er</sup> mai 1812 et du 14 avril 1813.

Plusieurs parties des domaines formant la dotation de la couronne aux termes de la loi du 26 mai 1791 en avaient été distraites par aliénations successives. A diverses époques, des portions de ces domaines aliénés avaient été rachetées et réunies à ceux dont ils avaient été démembrés. De ces acquisitions, les unes avaient été faites des fonds de l'État, les autres, depuis l'acte des Constitutions de l'Empire du 28 floréal, des fonds du Trésor de la couronne et en conséquence faisaient partie du domaine privé de l'Empereur. Celui-ci voulait opérer la réunion de toutes ces acquisitions au domaine de la couronne.

Mais cette réunion d'une partie du domaine public ou

du domaine privé à la dotation de la couronne ne pouvait s'opérer qu'avec des formalités prescrites par les articles 48 et 49 de l'acte des Constitutions du 30 janvier 1810. La réunion ne s'effectuait pas de droit, comme pour l'ancien domaine royal, elle n'avait pas même lieu par l'administration commune et par les mêmes officiers. Il fallait pour cette réunion un sénatus-consulte.

Il fut voté sans difficulté le 1<sup>er</sup> mai 1812 (1) et c'est ainsi que furent réunis au domaine de la couronne les immeubles acquis au nom de l'Empereur à Versailles, Saint-Cloud, Meudon, Saint-Germain, Rambouillet, Fontainebleau, Compiègne, Paris, les palais de Strasbourg et de Bordeaux qui avaient été mis au nombre des palais impériaux par les décrets des 21 janvier 1806 et 28 avril 1806.

Cette combinaison offrait un inconvénient : c'est que les immeubles dont il s'agissait eussent payé les contributions publiques en demeurant dans le domaine privé de l'Empereur ou dans le domaine extraordinaire, ils en étaient affranchis en passant dans le domaine de la couronne. Cette perte, il est vrai, était légère. Elle ne devait pas dépasser 20.000 francs par an.

Demeunier, qui faisait le rapport de ce sénatus-consulte au nom de la Commission spéciale, s'en consolait très rapidement en disant :

Les principes monarchiques subordonnent toujours de petits calculs de finance à de plus grands intérêts, ainsi que vous l'avez jugé en rétablissant le domaine de la couronne (2).

Plus tard le sénatus-consulte du 14 avril 1813 (3) décida que les bois de Rochefort faisant partie de la forêt d'Yvelines, réunie au domaine de la couronne par le sénatus-consulte du 30 janvier 1810, seraient distraits des biens

---

(1) Archives nationales, carton CC 6, registre, p. 123.

(2) Archives nationales, carton CC 6, registre, page 120.

(3) Archives nationales, carton CC 6, registre, page 187.



affectés à la dotation de la couronne; en remplacement, la forêt de Dourdan faisant partie du domaine impérial, contenant 947 hectares 22 ares et donnant un revenu annuel de 45.696 francs, était réunie au domaine de la couronne. Pour couvrir le domaine impérial de la plus-value de la forêt de Dourdan, il lui était donné en échange, par le domaine de la couronne, le bois de Hautes-Bruyères dont le revenu annuel était de 15.449 francs.

\*  
\* \*

On voit donc quelle part active eut le Sénat dans l'organisation de la Famille impériale, dans la gestion de ses biens.

Le Sénat était très jaloux du rôle important qui lui était concédé en pareille matière, et il était aussi très fier de compter au nombre de ses membres les princes de la Famille impériale qui, par leur présence, paraient d'un nouveau lustre l'Assemblée dont ils faisaient partie. Aussi, en avril 1814, lorsque fut élaborée la Charte sénatoriale qui devait échouer si piteusement pour être remplacée par la Charte, nous trouvons dans l'acte du Sénat un article 7 ainsi conçu (1) :

Les princes de la Famille impériale et les princes du sang sont de droit membres du Sénat.

Le rôle des princes de la Famille impériale fut néanmoins peu important dans le Sénat-Conservateur. Mais au fur et à mesure que l'Empire se développe, nous voyons l'Empereur avoir de plus en plus recours à des sénatus-consultes pour poser des règles stables sur les biens, les apanages, les douaires.

Le Sénat eut à stabiliser les règles que l'Empereur seul posait.

---

(1) *Moniteur* du 8 avril 1814.



En matière de biens de la couronne, il eut un rôle, non plus de conservateur de la Constitution, mais bien de conservateur des biens de la couronne.

Le Sénat fut en somme associé de très près à la Constitution et à la consolidation de la grande famille impériale que Napoléon avait rêvé de fonder.

---

CHAPITRE XIV

**ROLE DU SÉNAT-CONSERVATEUR  
DURANT  
LES DERNIÈRES ANNÉES DE L'EMPIRE**

## RÉSUMÉS

---

### I

#### Les conscriptions.

*Le Sénat, instrument docile entre les mains de l'Empereur, est chargé de l'organisation de la Garde nationale et de la levée des conscrits. — En août 1805, levée de 80.000 conscrits et réorganisation de la Garde nationale. — En octobre 1806, communication au Sénat de documents diplomatiques. — Délégation de sénateurs envoyée à Berlin auprès de l'Empereur pour demander la paix. — En décembre 1806, levée de la conscription de 1807. — Communication de documents diplomatiques en février 1807. — En avril 1807, levée de la conscription de 1808. — Durant l'hiver 1807, un sénatus-consulte ordonne la levée de la conscription de 1809. — Levée de la conscription de 1810 en janvier 1808. — En avril 1809, levée de 40.000 hommes. — Puis en octobre 1809, nouvelle levée de 36.000 hommes due à la prolongation de la guerre d'Espagne. — En 1810, communication de divers documents diplomatiques. — Appel de 40.000 marins décrété en décembre 1810, et levée de la conscription de 1811. — En décembre 1812, vote du sénatus-consulte relatif à la levée de la conscription de 1812. — En mars 1812, levée du premier ban de la Garde nationale. — Vote de la conscription de 1813. — Au mois de janvier 1813, levée de 350.000 hommes. — En avril 1813, nouvelle levée de 180.000 hommes. — En août 1813, sénatus-consulte ordonnant la levée de 30.000 hommes dans les départements du Midi. — En octobre 1813, séance solennelle présidée par l'Impératrice pour communiquer au Sénat des documents diplomatiques et vote d'une levée de 280.000 conscrits. — En novembre 1813, nouvelle levée de 300.000 hommes. — Remarquable docilité du Sénat-Conservateur pour toutes les levées des conscriptions.*

### II

#### Les séances et le personnel sénatorial.

*Docilité apparente du Sénat-Conservateur, mais cependant existence d'une opposition latente de certains sénateurs. — Grégoire s'élève en mars 1808 contre le rétablissement des majorats, de la noblesse héréditaire et des titres héraldiques. — Ramifications qu'eut au Sénat en juin 1808, la première conspiration Malet. — Dernières résistances. — Les nouvelles promotions de sénateurs en 1806, 1807, 1808, 1809. — Modifications du recrutement sénatorial encore accentuées par les promotions de 1810, 1811 et 1813. — En novembre 1813, le Sénat vote l'ajournement de l'élection de la quatrième série du Corps législatif.*

---

## I

### Les conscriptions.

Instrument docile entre les mains de l'Empereur, le Sénat-Conservateur sanctionnait désormais sans protestation et sans discussion les mesures qui lui étaient soumises. Son extrême docilité lui valut d'être chargé de l'organisation de la Garde nationale et de la levée des conscrits. La Constitution recevait une entorse nouvelle, puisque le Corps législatif avait le droit de voter en ces matières; aussi la première fois que le Sénat eut à ordonner une conscription, la mesure fut-elle présentée comme exceptionnelle. Mais le vote était acquis trop facilement pour que Napoléon ne prît pas l'habitude de recourir régulièrement à lui. L'Assemblée fut donc chargée de décréter par sénatus-consultes toutes les formidables levées d'hommes que nécessitèrent les dernières campagnes de l'Empire.

Au mois d'août 1805, la nécessité d'organiser une réserve pour l'armée que Napoléon allait jeter sur les bords du Rhin et pour celle qui allait opérer en Italie se faisait sentir, car la coalition rassemblait ses forces.

A la même époque, Napoléon voulut recourir aux gardes nationales que des lois antérieures de 1790, 1791 et 1795 avaient organisées. L'Empereur pensait devoir faire appel de nouveau à toute la nation pour combattre

la troisième coalition plus dangereuse encore que les deux premières. Ces gardes nationales étaient destinées d'ailleurs, non pas à faire campagne, mais à servir de garnison aux places fortes, à les défendre et à intervenir sur certains points susceptibles d'être menacés comme Boulogne, Anvers et la Vendée.

Les maréchaux Lefebvre et Kellermann, tous deux sénateurs, furent nommés pour les commander, l'un à Mayence et l'autre à Boulogne. Napoléon avait saisi cette occasion de déroger à la loi qui interdisait aux sénateurs les fonctions publiques, afin de disposer favorablement les membres de l'Assemblée en nommant deux d'entre eux à de hautes fonctions.

Le 1<sup>er</sup> vendémiaire an XIV, Napoléon tint une séance impériale au Sénat. Elle commença par l'exposition de la conduite réciproque de la France et de l'Autriche depuis la paix de Lunéville, par le ministre des Relations extérieures. Celui-ci montra que l'Empereur avait toujours désiré la paix et que ce vœu avait été rempli par la paix d'Amiens. Il flétrit la perfidie du cabinet de Saint-James et l'avidité anglaise qui avait amené l'Empereur à former le camp de Boulogne. Il rappela l'envoi sur le continent, par l'Angleterre, d'assassins à ses gages, les usurpations de l'Autriche et sa reconnaissance du blocus édicté par l'Angleterre. Les Autrichiens avaient armé, alors que Napoléon était à Boulogne; on pouvait donc conclure que tout avait été fait pour éviter la guerre, mais que l'Empereur y avait été forcé (1).

Regnault de Saint-Jean-d'Angely, orateur du Gouvernement, exposa alors les motifs du sénatus-consulte sur la levée des 80.000 conscrits. Il présenta au Sénat la proposition qui lui était déférée comme ne devant pas intervertir l'ordre, ni détruire l'usage suivi qui confiait au

---

(1) *Moniteur* du 22 septembre 1805.



Corps législatif le vote de la levée de la conscription, la proposition devant former seulement une exception que les circonstances justifiaient. Il rappela la nécessité pour l'Empereur d'assurer, avant de quitter le centre de l'Empire, le recrutement de l'armée. Il fit remarquer que tout ce qui touchait à l'appel des conscrits de l'an XV, même ce qui était du domaine de la loi comme la confection des tableaux, devait être fait par décrets impériaux et que cette utile dérogation au droit commun devait être l'ouvrage du Sénat qui avait reçu la mission de pourvoir aux cas imprévus et aux besoins urgents de l'Empire.

Le sénatus-consulte décrétant la levée de 80.000 conscrits fut voté sans difficultés. L'appel devait être fait aux époques qui seraient fixées par des décrets impériaux et les conscrits devaient être pris parmi les Français nés entre le 31 décembre 1786 et le 31 décembre 1787.

Au cours de la même séance, le comte de Ségur, conseiller d'État, exposa les motifs d'un projet de réorganisation de la Garde nationale. Afin de pouvoir aller vite, les gardes nationaux seraient désormais organisés par décrets impériaux rendus en la forme prescrite par les règlements d'administration publique. L'Empereur devait nommer les officiers, déterminer l'époque où les nouvelles mesures seraient appliquées dans chacun des départements, arrondissements et cantons de l'Empire, désignés par lui. Les gardes nationaux devaient être employés au maintien de l'ordre à l'intérieur, à la défense des frontières et des côtes; des places fortes seraient spécialement confiées à leur honneur et à leur bravoure.

L'Empereur, au cours de la séance impériale qu'il avait tenue au Sénat, avait eu soin d'exposer la nécessité où il se trouvait de faire la guerre; aussi, après avoir voté les deux sénatus-consultes, l'Assemblée chargea-t-elle son président et ses secrétaires de se transporter à Saint-Cloud afin d'exprimer à l'Empereur le dévouement unanime du Sénat et du peuple.

Le 2 vendémiaire an XIV, un article de la *Gazette de France*, parlant du sénatus-consulte, s'exprimait ainsi :

Parmi les mesures les plus importantes qui ont été annoncées dans la séance extraordinaire du Sénat, on remarque particulièrement celles qui sont relatives à la conscription et aux gardes nationales.

Il doit exister dans l'intérieur de l'Empire autant de confiance et de sécurité qu'elles apporteront de terreur et d'étonnement à nos ennemis.

Le Chef de l'État, dont la gloire militaire avait pour ainsi dire effacé toutes les réputations, va marcher lui-même à la tête d'une armée destinée à épuiser tous les triomphes.

En octobre 1806, la guerre avec la Prusse était commencée. L'armée française avait entrepris sa marche en avant dès le 8; le 9 avait lieu le combat de Schleitz et le 14 la bataille d'Iéna. Le 15, le Sénat s'était assemblé, mais la nouvelle de la victoire n'était pas encore parvenue dans la capitale où l'on savait seulement que les premiers combats avaient été favorables aux armes de la France.

Il entraît dans les intentions de Napoléon de demander au Sénat le vote de la conscription de 1807 et pour obtenir ce résultat de le tenir au courant des grandes lignes de la politique. Le 15 octobre 1806, l'archichancelier de l'Empire s'était rendu au Sénat pour lui exposer la nécessité d'une guerre avec la Prusse et pour lire une lettre où l'Empereur annonçait que la Saxe était envahie et que les troupes prussiennes se trouvaient devant les avant-postes français. Plusieurs documents diplomatiques furent également communiqués à l'Assemblée.

Le Sénat décida alors d'envoyer à Berlin une adresse qui devait être portée au quartier général par une députation de l'Assemblée comprenant Colchen, François de Neufchâteau et d'Aremberg. Les sénateurs arrivés auprès de l'Empereur s'avisèrent de lui faire des représentations sur les dangers qu'il y aurait à passer l'Oder et ils lui témoignèrent leur désir de lui voir cesser ses conquêtes (1). Napo-

---

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, livre 2, page 160.

l'éon fut mécontent de ces observations et il répondit à la députation qu'il ferait la paix le plus tôt qu'il pourrait, mais de manière à terminer une fois pour toutes; qu'eux-mêmes savaient bien qu'il avait tout tenté dans cette intention et qu'il ne pouvait s'empêcher de leur témoigner son mécontentement de ce que, sachant que les Russes venaient de se joindre aux Prussiens, ils étaient assez peu réfléchis pour donner le scandale d'une désunion entre le chef de l'État et le premier corps constitué de la nation. Il ajouta qu'avant de faire cette démarche il aurait voulu qu'ils s'assurassent de quel côté venait l'opposition à la paix et qu'ils lui apportassent des moyens de la faire disparaître. Napoléon écrivit d'ailleurs à Paris pour se plaindre de la mission des sénateurs (1).

Elle était le reflet d'une certaine lassitude de la nation et du Sénat. Cependant, les victoires de l'armée influèrent favorablement sur l'Assemblée au moment où il fut nécessaire de lui demander le vote de la conscription de 1807.

Le 4 décembre 1806 (2), l'archichancelier de l'Empire se rendit au Sénat auquel il exposa que la France avait été ramenée au combat par l'influence de la Grande-Bretagne et les prétentions ambitieuses de la Russie. Il fallait désormais pousser la guerre jusqu'au bout.

Un message de l'Empereur au Sénat disait que les monarques de l'Europe s'étaient joués de la générosité de la France, qu'une coalition vaincue en voyait aussitôt naître une autre; que celle de 1805 à peine dissoute, il avait eu à combattre celle de 1806 et qu'il fallait être moins généreux à l'avenir. Il annonçait à l'Assemblée que les États conquis seraient détenus jusqu'à la paix générale sur terre et sur mer, que l'Angleterre allait être bloquée, qu'il était prêt cependant à faire la paix avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, mais que la paix devait être faite sur des bases

---

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, livre 2, p. 160.

(2) *Moniteur* du 5 décembre 1806.

solides. Mieux valait si l'on était condamné à la guerre s'y plonger tout à fait que de s'y engager à demi; c'était le moyen de la terminer plus complètement et plus solidement par une paix générale et durable.

Les décrets de Berlin instituant le blocus continental avaient été signés le 21 novembre 1806. Napoléon voulait proportionner ses moyens à la grandeur de ses projets et pousser la guerre continentale jusqu'aux extrémités de l'Europe afin d'achever la soumission de toutes les puissances à sa politique.

L'Empereur avait appelé à la fin de 1805 la première moitié de la conscription de 1806 et il venait d'en appeler la seconde moitié au moment de son entrée en France. Il voulait agir de même pour la conscription de 1807 en l'appelant tout de suite quoiqu'on ne fût qu'à la fin de 1806 et ménager aux jeunes gens de cette classe une année pour s'instruire, se renforcer et se rompre aux fatigues de la guerre.

Au cours de la séance sénatoriale du 4 décembre 1806, Talleyrand lut deux rapports où étaient exposées la formation de la quatrième coalition, la perfidie anglaise et russe. L'Angleterre avait essayé de bloquer la France, mais maintenant Napoléon pouvait interdire à tout navire de se rendre en Angleterre.

Regnault de Saint-Jean-d'Angely exposa les motifs de la levée de la conscription de 1807. La Commission du Sénat rendit son rapport qui parlait de la nécessité d'adopter le projet de sénatus-consulte et elle demandait de voter une adresse à l'Empereur pour lui envoyer l'hommage du profond dévouement et la vive et respectueuse reconnaissance du Sénat.

Le sénatus-consulte fut voté sans difficulté : 80.000 conscrits devaient être levés en 1807; l'appel devait être fait aux périodes qui seraient fixées par les décrets impériaux et les conscrits seraient pris parmi les Français nés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1787 jusqu'au 31 décembre de la même année.



Le 17 février 1807, après que les victoires de l'Empereur eussent été communiquées au Sénat (1), l'archichancelier de l'Empire se rendit à l'Assemblée pour y apporter deux traités passés avec le Roi de Saxe et les princes de sa Maison et un rapport du ministre des Relations extérieures exposant que pour obtenir une paix définitive, il fallait poursuivre la guerre.

Le Sénat répondit par une adresse du 20 février 1807 (2) qui s'exprimait ainsi :

Vous ne pouvez plus, Sire, combattre pour la renommée; vous avez plus de gloire qu'aucun héros n'en a jamais obtenu, mais vous combattez pour la paix qui assure le bonheur du grand peuple.

Cependant, au commencement de 1807, Napoléon frappé des difficultés que la nature lui imposait en Pologne, ne voulut pas continuer la guerre sur ce terrain et il pensa nouer une grande alliance continentale. Il renouvela ses efforts pour percer le secret de la politique autrichienne au moment même où la cour de Vienne offrait sa médiation aux puissances belligérantes. Voyant dans cette proposition une manière de s'immiscer dans la guerre, Napoléon voulut créer une armée de réserve de 100.000 hommes pour la porter sur l'Elbe. De là, il pourrait écraser les Russes et les Prussiens et même se retourner contre l'Autriche si celle-ci voulait faire la guerre. Mais pour obtenir ce résultat, il fallait appeler une nouvelle conscription qui était celle de 1808. L'effectif de l'armée française qui était de 580.000 hommes allait être porté à 650.000 après cette levée.

Mais il était difficile, après avoir appelé en novembre 1806 la conscription de 1807, de faire encore l'appel en

---

(1) *Moniteur* du 6 février 1807. — Le 5 février, Monge, président du Sénat, admis avec le corps entier à l'audience de l'Impératrice, avait déclaré que depuis quatre mois, l'Empereur voulait la paix et que la prolongation de la guerre était imputable aux ennemis de la France.

(2) *Moniteur* du 20 mars 1807.



mars 1807 de la conscription de 1808. Il était à craindre que la nation ne se fatiguât d'appels renouvelés puisqu'il y en avait eu deux en cinq mois comprenant 150.000 hommes. N'allait-on pas rencontrer de la résistance dans le sein du Sénat ? Napoléon envoya le décret à Cambacérès et à Lacuée et il dit qu'une seule objection élevée dans le sein du Conseil d'État ou du Sénat l'affaiblirait en Europe, lui mettrait l'Autriche sur les bras et ce ne serait pas une ou deux conscriptions, mais trois ou quatre qu'il serait alors nécessaire de décréter, peut-être inutilement, pour finir par être vaincu.

Il ne faut pas, écrivait Napoléon, considérer les choses d'un point de vue étroit, mais d'un point de vue étendu. Il faut les considérer surtout sous leur rapport politique. Une conscription annoncée et résolue sans hésiter, conscription que je n'appellerai peut-être pas, que certainement je n'enverrai pas à l'armée active, car je n'entends pas soutenir la guerre avec des enfants, fera tomber les armes des mains de l'Autriche. La moindre hésitation, au contraire, la porterait à les reprendre et à s'en servir contre nous. Pas d'objection, répétait-il, mais une exécution immédiate et ponctuelle du décret que je vous adresse, voilà le moyen d'avoir la paix, de l'avoir prochaine et magnifique (1).

Cette lettre était évidemment écrite pour être communiquée en particulier aux sénateurs et Cambacérès accomplit sans doute cette tâche avec conscience.

D'ailleurs, un message de l'Empereur envoyé le 4 avril 1807 et lu par l'archichancelier de l'Empire au Sénat dans la séance de ce jour complétait la pensée de Napoléon (2) : « Nous avons appelé à commander et à diriger cette intéressante jeunesse, les sénateurs qui se sont distingués dans la carrière des armes et nous désirons que vous reconnaissiez dans cette détermination, la confiance sans borne que nous mettons en vous. » L'Empereur se déclarait prêt en terminant à faire la paix.

---

(1) Cité par THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. VII, p. 470.

(2) *Moniteur* du 8 avril 1807.

L'archichancelier, dans un discours qu'il prononça ensuite, dit que l'Empereur n'avait pu encore déposer les armes parce que les ennemis rassemblaient leurs dernières réserves et c'est pour cette raison que Napoléon avait jugé utile de lever la conscription de 1808. Il faisait remarquer que les conscrits ne seraient point immédiatement mêlés aux batailles, mais qu'ils resteraient un certain temps à l'intérieur et que leurs chefs seraient choisis dans le sein du Sénat.

Le 6 avril, la Commission spéciale chargée de l'examen de la question conclut à l'adoption du sénatus-consulte, d'autant plus que cette levée n'imposait aucune contribution nouvelle. La Commission proposa une adresse à l'Empereur où était exposée l'utilité de la levée de la conscription de 1808 et elle se terminait par une protestation de fidélité et de dévouement. Le sénatus-consulte et l'adresse furent votés sans difficulté dans la même séance.

En conséquence, 80.000 conscrits de la conscription de 1808 étaient mis à la disposition du Gouvernement. Ils devaient être pris parmi les jeunes gens qui étaient nés du 1<sup>er</sup> janvier 1788 au 1<sup>er</sup> janvier 1789 et être appelés aux époques fixées par le Gouvernement. Ils devaient être employés à compléter les cadres des corps affectés à la défense des côtes et des frontières et à former les nouvelles légions qui devaient être créées à cet effet. Les conscrits de la conscription de 1808 ne pouvaient être classés dans les cadres destinés aux armées déployées hors des frontières qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier suivant.

Le 24 juillet, les traités de paix signés avec la Russie et avec la Prusse furent, suivant la lettre de la Constitution, communiqués au Sénat.

Napoléon avait pris l'habitude d'appeler à l'avance des conscrits pour remplir ses dépôts afin que ces recrues pussent s'instruire avant de combattre. Ce système offrait trop d'avantages pour être abandonné et l'Empereur persévéra dans cette méthode de la conscription anticipée.

En conséquence, après avoir demandé au printemps 1807 la conscription de 1808, il fallut dès l'hiver de 1808 demander la conscription de 1809.

Mais l'Empereur ne voulut pas, auprès du Sénat et de la nation, paraître un conquérant trop ambitieux. De grands rassemblements de troupes s'opéraient à ce moment près des Pyrénées et il fallait en donner l'explication à l'Assemblée. Dans la séance du 21 janvier 1808 (1), Regnault de Saint-Jean-d'Angely exposa que la paix avait été rétablie, mais que c'était l'Angleterre qui avait voulu rallumer la guerre. Cette puissance ne pouvait plus aborder dans les ports du continent : désormais il fallait porter la guerre dans ses propres possessions. La conscription de 1808, disait-il, avait été le signal et le moyen de la paix continentale signée à Tilsitt, la conscription de 1809 serait le signal de la paix maritime.

L'exposé de Regnault fut suivi d'un rapport du ministre des Relations extérieures à l'Empereur où il était dit que l'Angleterre avait rejeté la médiation de la Russie, qu'elle avait violé tous les droits, que le Portugal avait trahi la cause du continent, qu'il armait contre la France, que la Maison de Bragance s'était donnée aux Anglais et qu'il fallait lui déclarer la guerre.

Un rapport du ministre de la Guerre Clarke fut encore lu au Sénat; il exposait la formation du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> corps d'observation de la Gironde. Le premier commandé par Junot avait conquis le Portugal. Clarke exposait la nécessité de fermer les ports, ce qui rendait utile la levée de la conscription de 1809. L'expédition de Copenhague avait de plus révélé les desseins criminels de l'Angleterre et il était donc indispensable d'accroître les armées.

Ces communications avaient préparé la lecture d'un message où l'Empereur montrait le désintéressement de la France; elle avait tenu dans ses mains l'Autriche, l'Al-

---

(1) *Moniteur* du 24 janvier 1808.

Allemagne, la Prusse, la Pologne et elle n'avait rien gardé pour elle-même, se contentant d'acquisitions insignifiantes comme Kehl, Cassel, Vessel ou Flessingue, ce qui prouvait les intentions pacifiques de l'Empereur.

Les sénateurs décidèrent de faire ce que leur demandait Napoléon et la conscription de 1809 fut votée sans difficulté. En conséquence, 80.000 conscrits de la conscription de 1809 étaient mis à la disposition du Gouvernement. Ils devaient être pris parmi les jeunes gens nés du 1<sup>er</sup> janvier 1789 au 1<sup>er</sup> janvier 1790 qui seraient employés, s'il y avait lieu, pendant le cours de l'année à compléter les légions de réserve de l'intérieur et les cadres des différents régiments dont les dépôts étaient en France. Cette disposition était destinée à atténuer le mauvais effet que devait produire la levée d'une conscription aussi rapprochée de la précédente.

A la fin de 1808, la situation en Espagne était mauvaise, Baylen venait de capituler et, cependant, il fallait pacifier le pays, car l'entrevue d'Erfurt allait avoir lieu le 27 septembre. Napoléon fit des préparatifs militaires assez importants pour parer à tous les événements; il fallait porter les régiments à cinq bataillons et, pour cela, avoir de nouveau recours à la conscription. Il restait bien à prendre sur les conscriptions antérieures à 1807, 1808 et 1809, 60.000 hommes, mais l'Empereur voulut néanmoins demander la conscription de 1810 anticipant ainsi de plus d'une année.

La séance du Sénat présidée par l'archichancelier de l'Empire eut lieu le 5 septembre 1808 (1). Un rapport du ministre des Relations extérieures montrait qu'il fallait mettre un terme à l'anarchie qui menaçait l'Espagne, que ce pays était actuellement hostile à cause de l'influence des Anglais qu'il fallait chasser de la péninsule. La paix était le vœu du monde entier sauf de l'Angleterre.

---

(1) *Moniteur* du 6 septembre 1808.



Le rapport du ministre de la Guerre exposait que les pertes en Espagne avaient été assez élevées et qu'il fallait voter la conscription de 1810. On pouvait dire d'ailleurs que l'on ne lèverait plus de conscrits des classes antérieures.

Enfin, l'Empereur disait dans un message qu'il était résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité et à détruire les armées que l'Angleterre avait débarquées dans ce pays. Il terminait en disant qu'il croyait à la paix du continent et que son seul but était la paix générale.

Cambacérès insista encore longuement sur cette volonté de l'Empereur, mais puisque des armements considérables étaient faits en Europe, il fallait tenir la force militaire de la France en bon état. Regnault de Saint-Jean-d'Angely fit remarquer que la levée de 1810 servirait seulement à garder l'intérieur et le 10 septembre, Lacépède, au nom de la Commission spéciale, prononça un discours où le vote du sénatus-consulte était recommandé.

Une fois de plus le Sénat s'inclina et vota la conscription à l'unanimité. Il était donc mis à la disposition du Gouvernement 80.000 conscrits dont 20.000 étaient inscrits sur chacune des classes de 1806, 1807, 1808 et 1809 qui pouvaient être mis immédiatement en activité. Les conscrits mariés avant l'époque de la publication du sénatus-consulte ne devaient point concourir à la formation du contingent et il en était de même de tous les conscrits qui avaient été légalement réformés.

Le titre 2 du sénatus-consulte ordonnait l'appel de la classe de 1810 dont 80.000 hommes étaient mis à la disposition du Gouvernement et qui devaient former des corps pour la défense des côtes. Ils ne devaient être levés qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 1809 à moins qu'avant cette époque de nouvelles puissances se fussent mises en état de guerre contre la France, ce qui devait permettre la conscription immédiate.



L'Empereur, voulant continuer à associer les membres du Sénat à la direction de l'armée, nomma à deux commandements le maréchal duc de Dantzig et le général de division Valence et, dans une lettre du 20 septembre 1808, au Sénat, le ministre de la Guerre faisait ressortir que cette marque particulière de Sa Majesté, en honorant ceux qui en étaient l'objet, devait être flatteuse pour leurs collègues (1).

Au mois d'avril 1809, la guerre d'Espagne offrant encore de nombreuses difficultés et la conscription de 1810 ayant fourni un contingent moindre que celui des quatre années précédentes, l'Empereur demanda au Sénat de joindre 30.000 hommes à ceux qui étaient déjà sous les drapeaux; 2.500 devaient être pris en outre sur chacune des classes de 1806, 1807, 1808 et 1809 et ils devaient être incorporés dans la garde.

Dans la séance du 4 avril 1809 (2), Champagny lut un rapport relatif aux dispositions militaires de l'Autriche et à la conduite respective de la Cour de France et de la Cour de Vienne. Dans l'exposé des motifs du sénatus-consulte on rappelait que les armées autrichiennes étaient entrées sur le territoire des alliés alors que la France avait seulement cherché la paix.

La Commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le sénatus-consulte en proposa l'adoption et c'est ainsi que 40.000 hommes furent levés : 30.000 sur la classe de 1810 et 10.000 sur les quatre classes antérieures.

Un peu plus tard, après que dans la séance du 15 avril 1809 (3) l'archichancelier de l'Empire eut communiqué au Sénat diverses pièces diplomatiques et un rapport du ministre des Relations extérieures lui exposant la situation de l'Europe, l'Assemblée envoya une adresse à l'Empereur

---

(1) Archives nationales, carton CC 5.

(2) Archives nationales, carton CC 5, p. 83.

(3) *Moniteur* du 25 avril 1809.

où elle flétrissait la perfidie de l'Autriche et où elle se félicitait de ce que les conscriptions qu'elle avait votées aidassent à faire la guerre.

Mais la prolongation de la guerre d'Espagne qui coûtait à la France un grand nombre de soldats, nécessita de nouveau dans le courant de cette année de 1809 l'appel d'un contingent de 36.000 hommes.

La nécessité de cette nouvelle levée fut rejetée sur l'Angleterre qui prolongeait la guerre en Espagne. Un rapport du ministre de la Guerre, lu dans la séance du 3 octobre 1809 (1), exposait qu'on n'appelait que 36.000 hommes alors que 800.000 étaient disponibles.

Au cours de la même séance, le comte de Cessac, conseiller d'État, chargé d'exposer les motifs du sénatus-consulte, affirma une fois de plus que Napoléon voulait la paix, qu'on n'avait appelé des jeunes classes que pour ménager les aînées, mais que celles-ci pouvaient facilement fournir 36.000 hommes. Sur les 1.867.000 hommes qu'on pouvait lever, on n'avait appelé que 520.000 hommes dans les classes de 1806, 1807, 1808, 1809 et 1810. La nouvelle levée devait forcer les négociateurs autrichiens à faire la paix.

Le Sénat s'inclina et vota cette levée de 36.000 hommes qui devaient être mis immédiatement en activité, mais qui ne comprenait pas les hommes mariés avant la publication du sénatus-consulte. Les conscrits des classes 1806, 1807, 1808, 1809 et 1810 qui, ayant satisfait à la conscription n'auraient été appelés ni pour le contingent de ces 36 000 hommes, ni pour le contingent de la levée précédente, devaient être libérés. Sur ces classes, aucun nouveau contingent ne serait plus levé.

Les années de 1810 et de 1811 furent des années de paix relative durant lesquelles le besoin de faire appel à des levées anticipées fut moins pressant; les conscriptions

---

(1) *Moniteur* du 22 octobre 1809.

furent régulièrement votées sans rencontrer une ombre d'opposition de la part du Sénat complètement soumis à l'Empereur.

L'Assemblée fut tenue au courant de la direction des Affaires extérieures selon l'usage établi et le 23 février 1810 (1) le duc de Cadore, ministre des Relations extérieures, vint donner connaissance au Sénat du traité de paix avec la Suède.

En décembre 1810, l'Angleterre bloquant tous les ports d'Europe, l'Empereur s'occupa d'améliorer sa marine, d'augmenter le nombre des marins et de les entraîner. Napoléon, estimant qu'ils devaient commencer leur métier jeunes, décida de les choisir de treize à seize ans et de créer des équipages de vaisseaux et des équipages de flottilles, ces derniers devant grouper les jeunes recrues.

Le comte Cafarelli, dans la séance du 14 décembre 1810, demanda au Sénat de désigner les départements dans lesquels les arrondissements maritimes devaient être réservés et de voter l'appel de 40.000 marins.

Le sénatus-consulte qui fut alors voté (2) fixa en conséquence 30 départements situés sur les rivages de la mer et dont les cantons littoraux devaient cesser de concourir à la conscription pour l'armée de terre et qui étaient réservés pour la conscription du service de la mer. 10.000 conscrits de chacune des classes 1813, 1814, 1815 et 1816 étaient mis à la disposition du ministre de la Marine.

Au cours de la même séance, Regnault de Saint-Jean-d'Angély lut un rapport du ministre de la Guerre exposant la nécessité de lever la conscription le 1<sup>er</sup> janvier 1811.

La nouveauté du projet de sénatus-consulte était que l'on ne distinguait plus la conscription de l'armée en contingents actifs et en contingents réservés parce que l'Empereur ne voulait plus faire les levées que progressivement

---

(1) *Moniteur* du 24 février 1810.

(2) *Moniteur* du 16 décembre 1810.

et dans le cours de l'année. Il prévoyait que quand la paix maritime serait faite, un tiers de la conscription proposée suffirait.

Le terme périodique était arrivé où l'appel de la conscription devait avoir lieu; la Commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le projet déclara, par l'organe de Lacépède, qu'elle n'avait vu dans le sénatus-consulte que l'exécution ordinaire de dispositions plus générales qui formaient la constitution militaire de l'Empire. Il fallait remplacer les vieux soldats qui seraient rendus, malgré leur zèle, à l'agriculture et à l'industrie. La paix étant revenue, la conscription également répartie devait souder étroitement les différentes parties de l'Empire.

Le sénatus-consulte proposé fut voté sans difficulté et à l'unanimité. 120.000 hommes de la conscription de 1811 étaient mis à la disposition du ministre de la Guerre pour le recrutement de l'armée; ils devaient être pris parmi les Français nés dans le courant de 1791. Les appels et leurs époques devaient être déterminés par des règlements d'administration publique.

Comme d'ordinaire, le Sénat envoya une adresse à l'Empereur en flétrissant la perfidie de l'Angleterre et en félicitant Napoléon de l'excellence des mesures proposées.

Un an plus tard, en décembre 1811, le même cérémonial se déroula pour la levée de la conscription de 1812 (1) et dans la séance du 20 décembre 1811, 120.000 hommes furent mis à la disposition du ministre de la Guerre.

Au début de l'année 1812, Napoléon, sentant que la guerre allait reprendre dans le Nord, procéda à une réorganisation générale de ses armées et il voulut les compléter par la levée du premier ban de la Garde nationale chargée du maintien de l'ordre à l'intérieur et de la défense du territoire.

Dans la séance du 10 mars 1812 (2) fut lu au Sénat

---

(1) *Moniteur* du 21 décembre 1811.

(2) *Moniteur* du 16 mars 1812.



un rapport du ministre des Relations extérieures, duc de Bassano, qui rappelait que l'Angleterre avait, par la déclaration de 1806, méconnu le droit des neutres à la navigation; par celle de 1807, la faculté de naviguer leur avait été rendue, mais seulement pour le service du commerce anglais. La nécessité de proclamer le blocus continental s'était donc fait sentir et pour le rendre efficace une armée spéciale pour garder les côtes et se porter où les navires de l'Angleterre voudraient aborder était nécessaire. Il fallait donc une force occupée uniquement à la défense du territoire, la Garde nationale divisée en trois bans comprenant : le premier, tous les conscrits des six dernières classes de 20 à 26 ans; le deuxième, tous les hommes de 26 à 40 ans, et l'arrière-ban, des hommes de 40 à 60 ans

D'après le sénatus-consulte voté à ce moment, les hommes composant les cohortes du premier ban de la Garde nationale devaient se renouveler par sixième chaque année et, à cet effet, ceux de la plus ancienne classe étaient remplacés par les hommes de la conscription de l'année courante.

Le premier ban de la Garde nationale ne devait point sortir du territoire de l'Empire et il était exclusivement destiné à la garde des frontières, à la police intérieure et à la conservation des grands dépôts maritimes, des arsenaux et des places fortes.

Le sénatus-consulte décrétait l'appel de 100 cohortes sur le premier ban de la Garde nationale mise en activité en 1812. Les hommes destinés à former ces cohortes étaient pris sur les classes de la conscription de 1807, 1808, 1809, 1810, 1811 et 1812, les hommes mariés antérieurement à la publication du sénatus-consulte n'étaient point désignés pour faire partie des cohortes du premier ban de la Garde nationale.

Mais la préparation de la guerre contre la Russie exigeait d'autres mesures. Le Sénat y avait été préparé, car



le 3 juillet 1812 (1), l'archichancelier de l'Empire lui avait communiqué deux traités d'alliance conclus avec l'empereur d'Autriche et avec le roi de Prusse pour assurer l'isolement du Czar, et en août 1812 (2), l'archichancelier avait dit à l'Assemblée qu'il était de sage prévoyance d'établir incessamment la conscription de 1813.

Cependant on avait, cette année-là, devancé la date de l'appel de la conscription qui ne devait se faire que le 1<sup>er</sup> janvier 1813, mais 120.000 hommes étaient demandés, puis 17.000 seraient appelés ensuite pour tenir au complet le premier ban de la Garde nationale. En effet, 80 cohortes seulement avaient été levées bien que le sénatus-consulte du 13 mars et le règlement organique du 14 en aient mis 100 à la disposition du Gouvernement.

Boulay de la Meurthe, dans l'exposé des motifs du sénatus-consulte, faisait ressortir que la mesure proposée ne serait exécutée que si le besoin s'en faisait sentir. « Alors qu'Alexandre devait faire appel à tous ses sujets, l'Empereur marchait vers son but avec une contenance tranquille, sans avoir besoin de déployer d'autres ressources que celle qui résultait du développement facile d'une administration bien assise. » Napoléon après la victoire de Friedland avait offert la paix, mais la Russie était maintenant liguée avec l'Angleterre. Ainsi l'Empereur ne pouvait pas reculer; il fallait conquérir nos droits maritimes et la Russie ne pourrait plus s'étendre dans le midi de l'Europe.

Garnier, au nom de la Commission spéciale du Sénat, dit que la levée de 120.000 hommes n'avait rien d'excessif et il répétait qu'en développant d'immenses moyens, on diminuait les chances de la guerre et on en abrégait la durée.

Cet argument servait déjà pour la deuxième fois, mais

---

(1) *Moniteur* du 4 juillet 1812.

(2) Archives nationales, carton CC 6, p. 134.

l'Assemblée ne voulut mettre aucun obstacle aux mesures demandées et le sénatus-consulte fut voté sans difficulté.

Au retour de la Russie, en décembre 1812, Napoléon reçut les principaux corps de l'État à la suite de la conspiration du général Malet. Répondant aux harangues de Lacépède et Defermon, l'Empereur parla peu de ce qui avait trait à la guerre, seulement il assura que celle qu'il avait entreprise contre la Russie était toute politique et qu'il la faisait sans animosité. Il aurait pu armer la plus grande partie de la population russe en proclamant la liberté des esclaves, mais il s'était refusé à cette mesure parce qu'elle aurait voué à la mort et aux plus terribles supplices bien des esclaves : « Si mon armée, ajouta-t-il, a essuyé des pertes, c'est par la rigueur de la saison (1). »

L'Empereur voulait bien convaincre le Sénat et la Nation, à qui il allait demander de nouveaux sacrifices, que ce n'était pas lui qui faisait la guerre, mais qu'elle lui était imposée.

Au mois de janvier 1813, le besoin se fit sentir de lever de nouvelles conscriptions. A ce moment cependant la défection de la Prusse n'était pas encore connue, mais tandis que Napoléon négociait avec les puissances allemandes réputées alliées, il fallait tout faire pour être en mesure de se passer d'elles.

Dans les circonstances du moment, il était impossible de refuser la conscription, le patriotisme exigeait qu'elle fût levée. Une assemblée libre l'eût votée avec enthousiasme, ce qui aurait eu sur le pays une très heureuse influence; le Sénat la vota avec soumission.

Au cours de la séance du 10 janvier 1813 (2), l'archichancelier de l'Empire dit dans son discours : « La Nation se dispose d'elle-même à des mesures qu'elle juge nécessaires pour le maintien de sa gloire et pour la conservation

---

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 46.

(2) *Moniteur* du 12 janvier 1813.

de sa prépondérance dans l'Europe. La volonté publique est prête à devancer les appels de l'autorité souveraine. »

Le rapport du ministre des Relations extérieures disait que les cohortes de la Garde nationale demandaient à se battre à côté des vieux soldats. La conscription de 1813 était entièrement sous les armes et il restait 300.000 hommes prêts à combattre dans la prochaine campagne. Ils eussent été suffisants si tous les alliés et spécialement l'Autriche, le Danemark et la Prusse étaient restés fidèles à la cause commune. Il fallait forcer l'Angleterre à la paix avant que l'Europe prit du repos.

Regnault de Saint-Jean-d'Angely répéta que l'Angleterre était responsable de la guerre et que l'Empereur avec les forces dont il disposait aurait pu la soutenir sans la trahison du général prussien Yorck. Les moyens militaires de la France demeuraient malgré tout immenses, mais il fallait voter le sénatus-consulte.

Celui-ci fut voté après l'avis favorable de la Commission spéciale : 350.000 hommes étaient mis à la disposition du ministre de la Guerre. Ils comprenaient 100.000 hommes formant les 10 cohortes du premier ban de la Garde nationale, 100.000 hommes des conscriptions de 1809, 1810, 1811, 1812 pris parmi ceux qui n'avaient pas été appelés à faire partie de l'armée active et 150.000 hommes de la conscription de 1814. Les 10 cohortes du premier ban cessaient de faire partie de la Garde nationale et devenaient parties intégrantes de l'armée active. Les hommes qui s'étaient mariés avant la publication du sénatus-consulte ne pouvaient être désignés pour faire partie de la levée prise sur les conscriptions des années 1809, 1810, 1811 et 1812.

En avril 1813 de nouveaux contingents furent demandés au Sénat. La guerre était sur le point de reprendre, car les Russes pour entraîner la Prusse à entrer en campagne s'étaient avancés sur l'Oder et ils avaient obligé le prince Eugène à évacuer Posen et Berlin. L'Autriche gardait

une attitude ambiguë et semblait vouloir tenir le rôle d'arbitre, mais le peuple autrichien demandait la guerre et la décision de la Prusse de se ranger aux côtés de la Russie suffit à Napoléon pour justifier les nouvelles levées.

Dans la séance du 1<sup>er</sup> avril 1813 (1), Defermon exposa qu'une augmentation de l'état militaire de la France était nécessaire et qu'il fallait faire un effort pour en éviter de plus grands dans l'avenir. L'Empereur voulait choisir les généraux qui seraient chargés de présider à l'organisation des compagnies de la Garde nationale dans le sein du Sénat.

La Tour-Maubourg, dans la séance du 3 avril, approuva purement et simplement au nom de la Commission spéciale la levée de la conscription de 1814. En conséquence, 180.000 hommes furent mis à la disposition du ministre de la Guerre. 10.000 d'entre eux devaient servir de gardes d'honneur à cheval; 80.000 hommes seraient appelés sur le premier ban de la Garde nationale; 90.000 hommes sur la conscription de 1814 et ces derniers étaient destinés à la défense des frontières de l'Ouest et du Midi et spécialement des chantiers d'Anvers, de Cherbourg, de Brest, de Lorient, de Rochefort et de Toulon. Le même sénatus-consulte indiquait le mode de formation de quatre régiments de gardes d'honneur, le mode de levée des 80.000 hommes, l'organisation de la défense des frontières de l'Ouest et du Midi et des chantiers maritimes (2).

Le 24 août 1813 (3), l'Empereur demanda au Sénat d'ordonner que les départements méridionaux organisassent une sorte de levée en masse. La guerre d'Espagne prenait une tournure très défavorable pour les armées françaises et le Midi était sérieusement menacé. En consé-

---

(1) *Moniteur* du 5 avril 1813.

(2) L'adresse envoyée à l'Empereur s'exprimait ainsi : « Le Sénat, organe des sentiments de la Nation, vous offre particulièrement en ce jour l'hommage de la fidélité qu'Elle vous a juré et du bonheur dont elle jouira lorsqu'elle reverra le vainqueur de ses ennemis et le pacificateur du continent. »

(3) *Moniteur* du 4 septembre 1813.



quence le sénatus-consulte mettait 30.000 hommes à la disposition de l'armée d'Espagne qui devaient être pris sur les classes 1814, 1813, 1812 et antérieures dans les départements de l'Ardèche, de l'Aveyron, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, du Tarn, de l'Ariège, de l'Aude, de la Haute-Garonne et autres départements méridionaux.

Le 4 octobre 1813 (1), l'archichancelier de l'Empire apporta au Sénat les pièces relatives à la guerre de l'Autriche et à celle de la Suède : « Il est, Messieurs, leur dit-il, une circonstance sur laquelle je m'arrête et qui n'échappera ni à votre attention, ni aux regards de l'Europe; la continuation de la guerre est contraire aux vœux de Sa Majesté. Elle a tout fait pour empêcher la reprise des hostilités; et alors même que l'espérance d'un rapprochement était perdue, vous verrez que l'Empereur a manifesté le désir qu'un congrès pût se réunir encore et travailler sérieusement à concilier les intérêts des puissances belligérantes. »

Peu de temps après, le 7 octobre 1813, la Régente l'Impératrice Marie-Louise, pour marquer le prestige du Sénat, vint elle-même le présider. Dans une lettre écrite le 17 septembre, Napoléon avait ainsi demandé à sa femme de faire cette démarche (2) :

MADAME ET CHÈRE AMIE,

Vous irez présider le Sénat et vous y tiendrez le discours suivant. Le Ministre de la Guerre fera un rapport et les orateurs du Conseil d'État présenteront un sénatus-consulte pour la levée de la conscription. Vous irez dans la voiture de parade, avec toute la pompe convenable et comme il est d'usage quand je vais au Corps législatif.

Dresde, 27 septembre 1813.

NAPOLÉON.

*P.-S.* — Le discours ayant dû être chiffré, le duc de Bassano le fera déchiffrer et l'enverra à l'archichancelier qui vous le remettra.

---

(1) *Moniteur* du 5 octobre 1813.

(2) *Mémoires de Meneval*, t. 3, p. 163.



L'Impératrice régente se rendit donc au Palais du Sénat avec un cortège dont l'ordre et la marche furent décrits dans les journaux. Les grands officiers du Sénat et 24 sénateurs reçurent l'Impératrice à la porte extérieure du Palais. L'Impératrice se reposa un instant dans les appartements préparés pour la recevoir. Puis l'on se rendit en grand cortège, précédé de la députation du Sénat dans la salle des séances. Un cérémonial minutieux avait été réglé : la régente avait à sa droite et à sa gauche en arrière d'elle les dames d'honneur, les chevaliers d'honneur et le premier écuyer, immédiatement derrière elle, le maréchal duc de Conegliano et le général Cafarelli, les dames d'atour, les dames du Palais, les chambellans et les écuyers. A l'arrivée de l'Impératrice, tous les sénateurs étaient découverts et debout. L'Impératrice monta sur un trône placé à gauche de celui de l'Empereur; à droite et à gauche du trône, une marche plus bas, s'assirent sur des chaises les princes grands dignitaires; à droite et à gauche en bas du trône, sur des gradins, les ministres et les grands officiers; en avant et en bas du trône, sur des tabourets, le grand chambellan et le grand maître des cérémonies.

L'Impératrice parla au Sénat d'un ton digne et élevé et elle fut attentivement écoutée (1) :

Sénateurs, dit-elle, les principales puissances de l'Europe révoltées des prétentions de l'Angleterre, avaient, l'année dernière, réuni leurs armées aux nôtres pour obtenir la paix du monde et le rétablissement des droits de tous les peuples.

Aux premières chances de la guerre, les passions assoupies se réveillèrent. L'Angleterre, la Russie ont entraîné la Prusse et l'Autriche dans leur cause. Nos ennemis veulent détruire nos alliés pour les punir de leur fidélité. Ils veulent porter la guerre au sein de notre belle Patrie pour se venger des triomphes qui ont conduit nos aigles victorieuses au milieu de leurs États. Je connais mieux que personne ce que nos peuples auraient à redouter s'ils se laissaient jamais vaincre.

Avant de monter sur le trône où m'ont appelée le choix de mon auguste époux et la volonté de mon père, j'avais la plus grande

---

(1) *Mémoires du Duc de Rovigo*, livre 4, p. 238.

opinion du courage et de l'énergie de ce grand peuple. Cette opinion s'est accrue tous les jours par tout ce que j'ai vu se passer sous mes yeux. Associée depuis quatre ans aux dangers les plus intimes de mon époux, je sais de quels sentiments il serait agité sur un trône flétri et sous une couronne sans gloire.

Français, votre Empereur, la Patrie et l'honneur vous appellent.

L'orateur du Gouvernement, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, parla des derniers revers de la France et il montra tout ce que le pays avait à craindre d'une coalition victorieuse. Le danger était immense, en effet, et personne ne pouvait songer à refuser la conscription.

Le sénatus-consulte mit 280.000 conscrits en activité de service et à la disposition du ministre de la Guerre : 120.000 étaient pris sur la classe 1814 et les classes antérieures et 160.000 sur la conscription de 1815. Les hommes mariés étaient toujours exemptés de concourir à la formation du contingent.

En novembre 1813, les circonstances devenant toujours plus pressantes, il devint nécessaire de faire une nouvelle levée de la conscription. Regnault de Saint-Jean-d'Angely, dans la séance du 12 novembre 1813 (1), parla de la nécessité pour la France « de proportionner ses efforts pour vaincre aux efforts tentés pour l'asservir ». Quelques semaines auparavant, en effet, on ne connaissait pas encore la défection de la Bavière et on ne savait pas comment les Saxons avaient au milieu des combats déserté leur rang dans nos armées pour occuper ceux qui leur étaient réservés d'avance dans les armées de nos ennemis, comment l'artillerie fournie et pourvue par nos arsenaux avait été tournée contre nos batteries destinées à les protéger. C'était là les désastreuses conséquences de la bataille de Leipzig. Le cri d'alarme avait été entendu de toute la France. Quelle paix, en effet, espérer d'un ennemi qui se trouvait en France? Le congrès de Dresde, espoir du monde, n'avait

---

(1) *Moniteur* du 17 novembre 1813.

été qu'un moyen pour masquer les apprêts effectifs d'une confédération générale. La paix ne pouvait être signée qu'autant que nous aurions éloigné et rejeté l'ennemi loin de nos frontières. Regnault ajoutait : « En rejetant l'appel qu'autorise le sénatus-consulte aux classes précédemment libérées et en remontant jusqu'à l'an **XI**, Sa Majesté cède à l'empire des circonstances autant qu'aux conseils de la justice, de la sagesse et de l'humanité. Cette levée permettra aux gardes nationales dont l'armement a honorablement prévu le danger, de rentrer dans leurs foyers, les pères de famille qui les composent seront rendus à leurs professions, à leurs travaux. »

Les circonstances commandaient, en effet, la levée de 300.000 hommes; ils devaient supporter aisément, vu leur âge, les fatigues de la guerre et ils devaient laisser à la jeune conscription le temps d'acquérir dans le service des places et dans celui des armées de réserves la vigueur qui leur manquait encore. Le comte Dejean, au nom de la Commission spéciale, disait : « Les adresses de toutes les villes à Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente ont pu vous convaincre que la France entière est disposée à faire tous les sacrifices que commandent la gloire et la sûreté de la couronne, ses intérêts les plus chers. »

Le sénatus-consulte mit à la disposition du ministre de la Guerre 300.000 conscrits pris dans les classes des années 1811, 1812, 1813, 1814 et années suivantes jusques et y compris 1814. 150.000 hommes devaient être levés sans délai pour être mis sur-le-champ en activité et 150.000 autres devaient être laissés en réserve pour être levés dans le cas où la frontière de l'Est serait envahie. Les conscrits qui devaient être levés dans les 24 départements qui, d'après le sénatus-consulte du 24 août 1813 étaient réservés au recrutement de l'armée d'Espagne, auraient la même destination.

Les armées de réserve seraient placées à Bordeaux, Metz,

Turin et Utrecht et dans les autres points où elles pourraient être nécessaires pour garantir l'inviolabilité du territoire de l'Empire.

Pour le vote des conscriptions et l'organisation de la Garde nationale, la soumission du Sénat-Conservateur avait été entière. Sans doute les circonstances devenant de plus en plus pressantes et le danger couru par la nation grandissant toujours, aucune Assemblée n'aurait pu s'opposer à des levées que nécessitait l'enchaînement des guerres de l'Empire. La France et Napoléon étaient pris dans un engrenage fatal dont l'Empereur ne pouvait plus désormais se dégager. Il n'en est pas moins remarquable de constater à quel point le Sénat-Conservateur avait cessé d'être une Assemblée délibérante. Le soin avec lequel l'Empereur expose devant elle sa politique extérieure pour expliquer par avance les votes de conscriptions, et le souci de justification plutôt destiné à la Nation qu'à l'Assemblée prête à sanctionner tout ce qu'on lui propose, ne parviennent pas à masquer le manque total de volonté du Sénat-Conservateur. La même carence se retrouve d'ailleurs d'une façon générale dans toutes les manifestations de la vie de l'Assemblée sénatoriale durant les dernières années de l'Empire.

## II

### **Les séances et le personnel sénatorial.**

Malgré la soumission de la plupart des sénateurs aux volontés de l'Empereur, il existait toutefois au sein du Sénat-Conservateur une opposition latente, trop faible pour s'organiser utilement, d'ailleurs définitivement brisée en l'an X, mais qui agissait cependant sourdement. Sieyès, oublié dans une boudeuse retraite, Grégoire, entré par surprise au Sénat mais resté un élément inassimilable, Garat, Lanjuinais, Lambrecht, continuaient à détester Na-



poléon. Ne pouvant le braver en face, ils se contentaient de comploter en secret. Les menées de cette petite société d'hommes aigris, butés dans une attitude de résistance sans espoir, sont assez difficiles à découvrir, car les sénateurs se réunissaient sans éclat chez l'un d'entre eux et, hommes prudents, redoutant d'ailleurs l'Empereur, ils se gardaient bien de répandre des écrits qui eussent pu les compromettre irrémédiablement.

Leur retenue n'était pas si grande cependant que leurs rancunes ne vinssent point parfois crever à la surface et provoquer des remous qui troublaient quelque temps le calme sénatorial d'ailleurs bien vite rétabli.

Dans le concert unanime de louanges qui s'élevait vers l'Empereur, la moindre note discordante paraissait, en 1808, une énormité. A l'occasion du décret du 1<sup>er</sup> mars de cette année qui rétablit les majorats, une noblesse héréditaire et des titres héraldiques, Grégoire qui avait gardé une grande indépendance vota seul contre l'adresse de félicitation votée par le Sénat. L'Assemblée n'avait pas à délibérer sur un acte dont on lui donnait seulement communication. L'adresse était platement approbative. Le vote de Grégoire n'avait donc qu'une faible importance, mais cet acte d'indépendance révolta spécialement quelques militaires qui « assouplis à l'obéissance passive, oubliaient sans doute qu'elle n'était pas obligatoire dans une Assemblée délibérante » (1). On parla de ce vote dans les dîners et les réunions particulières parmi les membres du premier corps de l'État. Cette manifestation isolée fit un certain fracas. Elle annonçait la nouvelle poussée d'opposition qui se manifesta en 1808 au Sénat à l'occasion de la première conspiration de Malet. Demaillot, chef des débris du parti jacobin, avait groupé autour de lui des généraux : Guillaume, Guillet et Malet, et il avait des intelligences dans le Sénat avec Garat, Sieyès, Lanjuinais et quelques

---

(1) *Grégoire*, t. I, page 445.



autres (1). Le plan de conspiration consistait à profiter du voyage de Napoléon à Bayonne pour fabriquer un sénatus-consulte proclamant l'abolition de l'Empire. Une assemblée nationale serait réunie et un gouvernement provisoire constitué (2). Dubois, le préfet de police ayant eu connaissance de la conspiration, fit arrêter les principaux conjurés : Demaillot, Florent-Guyot, Ricord et les généraux Malet, Guillaume, Guillet. Il voulait aussi faire arrêter douze sénateurs dont Garat, rédacteur des proclamations (3). Dubois déclarait que le complot avait eu pour but la restauration de la République et le rétablissement de la Constitution de l'an VIII. Napoléon vit dans cette affaire une occasion de détruire le parti Sieyès du Sénat (4). Cette faction avait d'ailleurs à cette même époque des relations avec le général Servan, ancien ministre de la Guerre qui, lui aussi, désirait le rétablissement de la République (5). Talleyrand, Fouché et lui devaient constituer un gouvernement provisoire (6). Cambacérès fut chargé d'une enquête supplémentaire sur les relations de Jacquemont avec le Sénat et Clarke, et d'une autre sur les officiers de réforme (7). Puis, étendant cette affaire, Napoléon écrivit à Fouché en le menaçant ainsi que La Fayette, Garat et la minorité du Sénat (8). Fouché se jugea à ce moment personnellement menacé par Dubois devenu son rival et il agit avec promptitude. Une contre-enquête fut

---

(1) Dossier F<sup>7</sup> 6499 et dossier F<sup>7</sup> 6501 aux Archives nationales.

(2) Voir MADELIN, *Fouché*, t. II, p. 44 et suivantes. Le Gouvernement provisoire devait comprendre : La Fayette, Malet, l'amiral Truguet, Moreau, les sénateurs Lambrecht et Lanjuinais.

(3) Note ministérielle. Bulletin du 24 juin 1803, AF IV 1503.

(4) Comte de CORNET, *Souvenirs sénatoriaux*, p. 19. Le comte de Cornet faisait partie du groupe libéral du Sénat.

(5) Dossier F<sup>7</sup> 6501, aux Archives nationales.

(6) *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. IX, chap. II.

(7) Napoléon à Clarke, 13 juin 1808. Lettre citée par MADELIN, *Fouché*.

(8) Napoléon à Fouché, 17 juin 1808. Lettre 1 205 citée par MADELIN, *Fouché*. « Quels qu'ils soient, disait Napoléon, ils n'y réussiront pas et ils n'entraîneraient que leur ruine. »

faite par Réal, et Fouché écrivit à l'Empereur : « Les membres du Sénat continuent à se plaindre des bavardages du préfet de police, le ministre aurait dû leur donner l'assurance que l'Empereur avait repoussé toute espèce d'insinuation à leur égard (1). » Fouché était devenu le protecteur du parti libéral du Sénat et il parvint à détourner l'orage qui menaçait cette petite phalange (2). Quoique courte, l'émotion avait été grande au Sénat ; les idéologues avaient épuisé dans cette obscure affaire leurs dernières ressources. Jusqu'à la fin de l'Empire, ces velléités de résistance ne furent plus renouvelées (3).

Le caractère du recrutement sénatorial contribuait d'ailleurs plus que jamais à briser une vaine opposition. L'Empereur faisait périodiquement d'importantes promotions, telles que celles du 19 mai 1806, du 14 août 1807, du 18 mars 1809, du 5 février et du 30 décembre 1810, du 22 février 1811 et du 5 avril 1813.

Des généraux entrèrent naturellement au Sénat : Latour-Maubourg (4), Demont (5), d'Hautpoul (6), Ordenner (7), commandant des gardes à cheval, Klein (8), de

---

(1) Note ministérielle du 14 juillet 1808. AF IV 1503.

(2) Comte de CORNET. *Souvenirs sénatoriaux*, p. 19.

(3) Le 2 mai 1809, Saint-Vallier écrivait à l'Empereur : « Sire, le Sénat a terminé aujourd'hui les élections du Corps législatif, je puis certifier à Votre Majesté Impériale et Royale que les membres du Sénat dans la discussion préalable et dans les élections, ont été animés du meilleur esprit, ont cherché à faire les meilleurs choix et n'ont eu d'autres vues que d'appeler au Corps législatif les vrais amis du gouvernement et des candidats dévoués à votre personne sacrée. » Archives nationales, AF IV, 1041.

(4) La Tour-Maubourg (Marie-Charles-César de Fay), né à Grenoble le 11 février 1756, mort à Paris le 28 mai 1831. Nomination du 28 mars 1806.

(5) Demont (Joseph-Laurent), né à Sartrouville (Seine-et-Oise) le 29 septembre 1747, mort à Paris le 5 mai 1826. Nomination du 19 mai 1806.

(6) d'Hautpoul (Jean-Joseph-Ange), né à Salettes (Haute-Garonne) le 13 mai 1754, mort au château de Vorinen près de Pronosich-Eylau, le 14 février 1807 des suites de blessures reçues à Eylau. Nomination du 19 mai 1806.

(7) Ordenner (Michel), né à l'Hôpital (Moselle) le 2 septembre 1755, mort à Compiègne le 30 août 1811. Nomination du 19 mai 1806.

(8) Klein (Dominique-Louis-Antoine), né à Blamont (Meurthe) le 24 janvier 1761, mort à Paris le 2 novembre 1845. Nomination du 14 août 1807.

Beaumont (1), Béguinot (2), le vice-amiral Thévenard (3), Legrand (4), Soulès (5). La nomination de ce général se fit dans des circonstances assez exceptionnelles. Conduisant les grenadiers de la vieille Garde revenant de Tilsitt, Soulès se trouva à Mayence en présence des douaniers qui voulurent visiter les caissons de la Garde. La réponse du général au directeur qui lui faisait part de ses intentions fut la suivante : « Si un seul douanier ose porter la main sur les caissons de mes vieilles moustaches, je les fais tous jeter dans le Rhin. » Et le général fit mettre les caissons sur la place et en confia la garde à un régiment.

Lorsque Soulès se présenta chez l'Empereur à Paris, celui-ci le reçut bien, puis ajouta : « A propos, dis-moi donc Soulès, tu en as fait de belles là-bas !... On m'a donné de tes nouvelles... Comment ! tu voulais jeter mes douaniers dans le Rhin ?... Est-ce que tu l'aurais fait ? » — « Oui, Sire, je l'aurais fait. C'était une insulte à mes vieux grenadiers que de vouloir visiter leurs caissons. » — « Allons, allons, répondit l'Empereur avec beaucoup d'affabilité, je vois ce que c'est, tu as fait de la contrebande. » — « Moi, Sire ? » — « Je te dis que si, tu as fait de la contrebande, tu as acheté du linge au Hanovre, tu as voulu monter ta maison parce que tu as pensé que je te nommerais sénateur. Tu ne t'es pas trompé. Va te faire faire un habit de

---

(1) Le comte de Beaumont (Marc-Antoine de la Bominière), né à Beaumont-la-Ronce (Indre-et-Loire) le 23 septembre 1763, mort à Paris le 4 février 1830. Nomination du 14 août 1807.

(2) Béguinot (François-Barthelemy), né à Paris le 22 janvier 1747, mort à Paris le 27 septembre 1808. Nomination du 14 août 1807.

(3) Thévenard (Antoine-Jean-Marie), né à Saint-Malo le 7 décembre 1733, mort à Paris le 9 février 1815. Nomination du 7 février 1810.

(4) Legrand (Claude-Just-Alexandre-Louis), né au Plessis sur Saint-Just (Oise) le 23 février 1762, mort à Paris le 8 janvier 1815. Nomination du 5 avril 1813.

(5) Soulès (Jérôme), né à Lectoure le 4 août 1760, mort à Paris le 3 octobre 1833. Nomination du 18 août 1807.

sénateur. Mais ne recommence pas, car une autre fois je te ferais fusiller (1). »

Beaucoup de sénateurs étrangers furent nommés par l'Empereur. Dans la pensée de Napoléon, leur présence au Sénat devait accroître les liens qui unissaient la France aux territoires nouvellement conquis. Mais ces personnages ne vinrent que rarement à Paris et ils ne jouèrent aucun rôle au Sénat. Ils étaient choisis parmi l'aristocratie la plus éminente. A cette époque furent nommés : Falleti de Barol (2), propriétaire, président de l'Académie de Turin; d'Aremberg (3), gros propriétaire belge; de Loë (4), conseiller d'État, originaire de la rive gauche du Rhin; Mérode Westerloo (5), maire de Bruxelles; le prince Corsini (6), de Florence; Anguissola (7), de Plaisance; Fossombroni (8), ancien lieutenant général de Toscane; Venturi (9), ancien sénateur de Florence; Carbonara (10), premier président de la Cour d'appel de Gênes; de Laville de Villastel-

---

(1) *Mémoires de Constant.*

(2) Falleti de Barol (Octave-Alexandre-Charles), né à Turin le 24 juillet 1753, mort à Turin le 30 janvier 1828. Nomination du 19 mai 1806.

(3) D'Aremberg (Louis-Engelbert-Marie-Joseph-Augustin), né à Bruxelles le 3 août 1750, mort à Bruxelles le 6 mars 1820. Nomination du 18 mai 1806.

(4) De Loë, comte d'Imstenraëdt (Gérard-Edmond-Antoine), né à Dusseldorf le 28 août 1749, mort au château de Wissen près de Clèves (Roër) le 30 mai 1813. Nomination du 18 mai 1806.

(5) Mérode Westerloo (Guillaume-Charles-Ghislain), né à Bruxelles le 16 septembre 1762, mort à Bruxelles le 18 février 1830. Nomination du 6 mars 1809.

(6) Corsini (Thomas), né à Rome le 5 novembre 1767, mort à Florence le 5 janvier 1856. Nomination du 18 mars 1809.

(7) Anguissola (Joseph-Louis-François-Paul-Balthazar-Ranuce-Gaspard comte Scotti de Grassano), né à Plaisance le 26 janvier 1752, mort à Plaisance le 31 mars 1832. Nomination du 18 mars 1809.

(8) Fossombroni (Victor-Marie-Joseph-Louis), né à Arezzo le 15 septembre 1754, mort à Florence le 13 avril 1844. Nomination du 18 mars 1809.

(9) Venturi (Hippolyte-Louis-Jean-Gualbert-Gaspard), né à Florence le 7 octobre 1752, mort à Florence le 21 octobre 1817. Nomination du 18 mars 1809.

(10) Carbonara (Louis-Dominique), né à Gênes le 11 mars 1753, mort à Gênes le 25 janvier 1826. Nomination du 28 mars 1809.



lane (1), de Turin; Schimmelpenninck (2), grand seigneur hollandais; Van Kinsbergen (3), ancien amiral hollandais; Zuylen van Nyevelt (4), ancien lieutenant général de Hollande; Van Dedem van Gelder (5), ancien ambassadeur hollandais; Van de Poll (6), maire d'Amsterdam; Meerman van Dalen et Wauren (7), ancien directeur des Sciences et Arts de Hollande; Alexandre Buonacorsi (8), Colonna d'Avella (9), Joseph Spada (10), tous trois grands seigneurs italiens, nommés sénateurs de Rome, et du Trasimène et d'Havermann, président de la Cour impériale de Hambourg.

Plusieurs prélats entrèrent au Sénat : l'archevêque de Tours, M<sup>gr</sup> de Barral (11); l'archevêque de Toulouse,

---

(1) De Laville de Villastellane (Victor-Hercule-Joseph-Ferdinand), né à Turin le 27 novembre 1753, mort à Paris le 13 juin 1826. Nomination du 14 décembre 1809.

(2) Schimmelpenninck (Roger-Jean), né à Deventer le 24 octobre 1761, mort à Amsterdam le 15 février 1825. Nomination du 30 décembre 1810.

(3) Van Kinsbergen (Jean-Henri), né à Doesberg le 1<sup>er</sup> mai 1735, mort à Appeldoorn (Gueldres), le 22 mai 1819. Nomination du 20 décembre 1810. La nomination ne fut pas acceptée par l'amiral et il fut rayé de la liste des sénateurs le 22 février 1812 après délibération du Grand Conseil d'Administration et sur l'ordre de l'Empereur.

(4) Van Zuylen van Nyevelt (Philippe-Jules), né à Rotterdam le 5 janvier 1743, mort à Utrecht le 20 février 1826. Nomination du 30 décembre 1810.

(5) Van Dedem van Gelder (Frédéric-Gilbert), né au château de Gelder (Over-Yssel), le 17 février 1743, mort au château de Gelder le 3 mars 1820. Nomination du 30 décembre 1810.

(6) Van de Poll (Jean-Wolsters), né à Amsterdam le 2 juin 1759, mort à Amsterdam le 30 janvier 1826. Nomination du 30 décembre 1810.

(7) Meerman van Dalen et Wauren (Jean), né à Leyde le 1<sup>er</sup> novembre 1753, mort à La Haye le 19 août 1815. Nomination du 30 décembre 1810.

(8) Buonacorsi (Alexandre), né à Macetara le 5 août 1740, mort à Rome le 24 avril 1817. Nomination du 22 février 1811.

(9) Colonna d'Avella (Charles), né à Rome le 3 septembre 1735, mort à Rome en 1819. Nomination du 22 février 1811.

(10) Spada (Joseph), né à Brisghella le 22 octobre 1752, mort à Paris le 21 juin 1840. Nomination du 22 février 1811.

(11) De Barral (Louis-Mathieu), archevêque de Tours, né à Grenoble le 20 avril 1756, mort à Paris le 6 juin 1816. Nomination du 19 mai 1806.



M<sup>gr</sup> Primat (1); l'archevêque de Turin, M<sup>gr</sup> de La Tour (2); le cardinal Caselli (3), évêque de Parme; le cardinal de Bayane (4) et l'évêque d'Évreux Bourlier (5).

Beaucoup de préfets, d'administrateurs et de fonctionnaires furent aussi nommés : Maleville (6), jurisconsulte qui avait fait partie du Conseil des Anciens, du Tribunal de cassation et qui avait collaboré au Code civil; Pétiet (7), ancien député du Conseil des Cinq-Cents, ancien conseiller d'État et ancien adjoint à Berthier, ministre de la Guerre, ancien administrateur de la République Cisalpine et intendant général de l'armée depuis 1803. Il succomba peu après sa nomination au Sénat de l'excès de son travail. Lapparent (8), préfet des Deux-Nèthes; Pastoret (9), ancien député du Var au Conseil des Cinq-Cents, administrateur des hôpitaux et professeur de droit; Dejean (10), premier inspecteur de l'Université; Fontanes (11) grand maître de

---

(1) Primat (Claude-François-Marie), archevêque de Toulouse, né à Lyon le 26 juillet 1747, mort à Toulouse le 10 octobre 1816.

(2) De La Tour (Hyacinthe-Charles), archevêque de Turin, né à Salures le 15 mars 1747, mort à Turin le 14 avril 1814. Nomination du 14 août 1807.

(3) Le cardinal Caselli (Charles-François), évêque de Parme, né à Alexandrie le 20 octobre 1740, mort à Parme le 19 avril 1828. Nomination du 18 mars 1809.

(4) Le cardinal de Bayane (Alphonse-Hubert de Latier), né à Valence le 30 octobre 1739, mort à Paris le 26 juillet 1818. Nomination du 5 avril 1813.

(5) Bourlier (Jean-Baptiste), né à Dijon le 1<sup>er</sup> février 1731, mort à Évreux le 30 octobre 1821. Nomination du 5 avril 1813.

(6) Maleville (Jacques), né à Domme (Dordogne) le 17 juin 1741, mort au château de Caudon, commune de Domme (Dordogne), le 22 novembre 1824. Nomination du 28 mars 1806.

(7) Pétiet (Claude), né à Châtillon-sur-Seine le 9 février 1749, mort à Paris le 25 mai 1806. Nomination du 19 mai 1806.

(8) De Lapparent (Charles-Cochon), né à Champdeniers (Seux-Sèvres) le 24 janvier 1750, mort à Poitiers le 17 juillet 1825. Nomination du 28 mars 1809.

(9) Pastoret (Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre), né à Marseille le 24 décembre 1755, mort à Paris le 28 septembre 1840. Nomination du 14 décembre 1908.

(10) Dejean (Jean-François-Aimé), né à Castelnaudary le 6 octobre 1749, mort à Paris le 18 mai 1824. Nomination du 7 février 1810.

(11) De Fontanes (Jean-Pierre-Louis), né à Niort le 6 mars 1757, mort à Paris le 17 mars 1821. Nomination du 7 février 1810.

l'Université; Belderbusch (1), préfet de l'Oise; Guéhéneuc (2), administrateur des Forêts; Barbé-Marbois (3), premier président à la Cour des Comptes; d'Haubersaert (4), le dernier sénateur nommé, premier président de la Cour impériale de Douai; enfin cinq conseillers d'État : Redon de Beaupréau (5), Shée (6), Chasseloup-Laubat (7), Gassendi (8) et de Saint-Marsan (9).

Deux maires : Dupont (10), maire de Paris, et Lafaurie de Monbadon (11), maire de Bordeaux, et quelques personnages présentés par les départements : Dupuy (12), Lejeas (13), Cossé-Brissac (14) et Villemazy (15) entrèrent au Sénat.

---

(1) Belderbusch (Charles-Théodore-Léopold-Marie-Antoine von Heyden), né au Château de Terrvorn près Montzen (Limbourg) le 8 octobre 1749, mort à Paris le 26 janvier 1826. Nomination du 7 février 1810.

(2) Guéhéneuc (François-Scholastique), né à Paris le 4 juin 1759, mort à Paris le 28 septembre 1840. Nomination du 3 mars 1810.

(3) Barbé-Marbois (François), né à Metz le 31 janvier 1743, mort à Paris le 13 janvier 1837. Nomination du 5 avril 1813.

(4) D'Haubersaert (Alexandre-Joseph-Séraphin), né à Toutich (Nord) le 18 octobre 1732, mort à Douai le 16 août 1823. Nomination du 14 avril 1813.

(5) Redon de Beaupréau (Jean-Claude), né à Thouard (Deux-Sèvres) le 2 mai 1738, mort à Paris le 4 février 1815. Nomination du 7 février 1810.

(6) Shée (Henri), né à Landrecies (Nord) le 25 janvier 1739, mort à Paris le 3 mars 1820. Nomination du 7 février 1810.

(7) Chasseloup-Laubat (François), né à Saint-Sornin (Charente-Inférieure) le 18 août 1754, mort à Paris le 6 octobre 1833. Nomination du 5 avril 1813.

(8) Gassendi (Jean-Jacques-Basilien), né à Champtercier (Basses-Alpes) le 18 décembre 1748, mort à Nuits (Côte-d'Or) le 14 décembre 1828. Nomination du 5 avril 1815.

(9) De Saint-Marsan (Antoine-Marie-Philippe-Asémart), né à Turin le 13 novembre 1767, mort à Astile le 19 juillet 1828. Nomination du 5 avril 1813.

(10) Dupont (Jean), né à Paris le 13 février 1737, mort à Paris le 19 septembre 1818. Nomination du 14 août 1807.

(11) Lafaurie de Monbadon (Laurent), né à Bordeaux le 3 août 1757, mort à Bordeaux le 29 décembre 1841. Nomination du 6 mars 1809.

(12) Dupuy (André-Julien), né à Brioude le 13 juin 1756, mort à Paris le 6 janvier 1837. Nomination du 28 mars 1806.

(13) Lejeas (Martin), né à Paris le 16 octobre 1748, mort à Aiserey (Côte-d'Or) le 12 décembre 1831. Nomination du 18 août 1807.

(14) De Cossé-Brissac (Hyacinthe-Hugues-Timoléon), né à Paris le 8 novembre 1746, mort à Paris le 19 juin 1813. Nomination du 18 août 1807.

(15) De Villemazy (Jacques-Pierre-Orillard), né à Amboise (Indre-et-Loire) le 5 janvier 1751, mort à Versailles le 3 septembre 1830. Nomination du 14 décembre 1809.

Les membres des anciennes assemblées révolutionnaires furent donc laissés de côté. Les tribuns sans emploi depuis la dissolution du Tribunat n'eurent pas accès dans l'Assemblée, à l'exception de Fabre de l'Aude (1), président de l'Assemblée, et de Curée (2), ancien député de l'Assemblée législative et de la Convention, ancien membre du Conseil des Cinq-Cents. Mais ce révolutionnaire assagi avait secondé le coup d'État du 18 brumaire et surtout il avait proposé la motion établissant l'Empire. Cette initiative lui valait un siège de sénateur.

Enfin, quelques grands dignitaires entrèrent au Sénat à la fin de l'Empire. Ils n'y jouèrent aucun rôle. Ce furent : le comte de Croix (3), chambellan; Champagny (4), duc de Cadore, ministre d'État; le duc de Frioul, Duroc (5), grand maréchal, le comte de Montesquiou Fezensac (6), grand chambellan; Caulaincourt (7), duc de Vicence, grand écuyer, et le comte Philippe de Ségur (8), grand maître des cérémonies.

Ces nominations sont remarquables parce qu'elles marquent le terme d'une évolution commencée dès l'avène-

---

(1) Fabre de l'Aude (Jean-Pierre), né à Carcassonne le 8 décembre 1755, mort à Paris le 6 juillet 1832. Nomination du 14 août 1807.

(2) Curée (Jean-Antoine), né à Pézenas (Hérault) le 21 décembre 1751, mort à Piqua-Talent près Castelnau-de-Guers (Hérault) le 11 avril 1835. Nomination du 14 août 1807.

(3) Le comte de Croix (Charles-Ludvine-Marie), né à Ferlinghem, commune de Brêmes (Pas-de-Calais) le 15 octobre 1760, mort à Paris le 10 avril 1832. Nomination du 5 avril 1813.

(4) Le duc de Cadore (Jean-Baptiste Nompère de Champagny), né à Roanne le 4 août 1756, mort à Paris le 3 juillet 1832. Nomination du 5 avril 1813.

(5) Le duc de Frioul (Giraud-Christophe-Michel Duroc), né à Pont-à-Mousson (Meurthe) le 25 octobre 1772, tué à Mackersdorff (Saxe) le 23 mai 1813. Nomination du 5 avril 1813.

(6) Le comte de Montesquiou Fezensac (Élisabeth-Pierre), né à Paris le 30 septembre 1764, mort au château de Courtanvaux, commune de Bessé (Sarthe) le 4 août 1834. Nomination du 5 avril 1813.

(7) Le duc de Vicence (Armand-Augustin-Louis de Caulaincourt), né à Caulaincourt (Aisne) le 7 décembre 1772, mort à Paris le 19 février 1827. Nomination du 5 avril 1813.

(8) Le comte de Ségur (Louis-Philippe), né à Paris le 10 septembre 1753, mort à Paris le 27 août 1830. Nomination du 5 avril 1813.

ment de Bonaparte. Le Sénat-Conservateur composé, au début, surtout de personnages tirés d'un personnel parlementaire éprouvé et habitué à la vie publique, s'était ensuite recruté dans les milieux les plus divers. Des ecclésiastiques, des généraux, des administrateurs, d'anciens grands seigneurs y étaient entrés. La noblesse, d'abord peu nombreuse, avait fini par y compter beaucoup de représentants. Tous ces personnages étaient ennemis de la Révolution et si leur opposition ne se manifesta pas ouvertement contre l'Empereur, c'est que son prestige était trop grand pour qu'ils aient pu l'ébranler. Mais la présence de ces hommes dans la première Assemblée impériale avait changé la physionomie de ce corps.

Assemblée de gauche lorsque le parti Sieyès la dominait, le Sénat était devenu assemblée de droite à la fin de l'Empire. Il avait cessé d'être une assemblée politique véritable puisque la vie lui manquait. Académie sans pouvoir véritable, le Sénat était composé d'éléments hétérogènes et qui n'avaient pas su se grouper en partis définis. Mal organisé, sans direction, sans appui, il était prêt à suivre avec empressement les conseils intéressés de ceux qui désiraient l'établissement d'un régime nouveau.

Il était cependant disposé jusqu'à cette époque à donner à l'Empereur les preuves les plus grandes d'entière soumission.

Au mois de novembre 1813 eut lieu un ajournement de l'élection de la quatrième série du Corps législatif. La séance sénatoriale du 12 novembre 1813 fut entourée d'un éclat particulier.

Pour obtenir du Sénat le vote du sénatus-consulte sur le Corps législatif, Molé, orateur du Gouvernement, fit valoir que l'époque de la convocation du Corps législatif était trop rapprochée pour qu'il fût possible de pourvoir au remplacement des députés sortants (1). Les motifs de cette convocation étaient trop impérieux pour qu'elle pût être différée.

---

(1) *Moniteur* du 17 novembre 1813.



Il était curieux d'entendre parler de convocation urgente pour un corps dont la réunion avait été ajournée du 2 au 19 décembre. Tous les membres du Corps législatif se trouvaient d'ailleurs en ce moment à Paris.

Les motifs de la suppression de la liste de candidats à la présidence du Corps législatif étaient plus extraordinaires encore. Jusque-là l'Empereur choisissait entre les cinq candidats que le Corps législatif lui présentait. Molé disait qu'il pouvait arriver que les hommes portés sur cette liste, quelque honorables et distingués qu'ils fussent, n'aient jamais été connus par l'Empereur. « Comme, ajoutait-il, une des prérogatives du Corps législatif est de pouvoir parvenir directement jusqu'au souverain par l'organe de son président, il avait paru, pour que ces communications pussent être utiles au Corps législatif, qu'il était convenable que le Président se trouvât déjà personnellement connu de l'Empereur. De cette manière, le Corps législatif et chacun de ses membres pouvaient être assurés de trouver dans son président un intermédiaire, un guide et un appui. » Molé faisait valoir, en outre, des motifs d'une futilité extrême en disant qu'il existait d'ailleurs dans le Palais des étiquettes, des formes qu'il était convenable de connaître, et qui, faute d'être bien connues, auraient pu donner lieu à des méprises, à des lenteurs que les Corps interprétaient toujours mal.

Pour donner satisfaction au Sénat et en quelque sorte le récompenser du vote de ce sénatus-consulte, un article 2 était prévu en vertu duquel le Sénat et le Conseil d'État assisteraient en corps aux séances impériales du Corps législatif. Jusqu'à cette époque, le Sénat n'y avait assisté que par une députation et plusieurs fois ses membres avaient manifesté le désir d'y assister en corps.

Le 15 novembre, Chaptal (1), au nom de la Commission spéciale, concluait à l'adoption du sénatus-consulte. Ce-

---

(1) *Moniteur* du 17 novembre 1813.



pendant de tous les motifs exposés par Molé, il n'en avait retenu qu'un seul : « L'Empereur nomme à la présidence du Corps législatif; cela est bon parce qu'il peut arriver que les candidats présentés ne soient pas du goût de l'Empereur ou ne soient pas connus de lui, ce qui serait fâcheux à cause des rapports fréquents qu'ils ont ensemble. »

Pour l'adoption du sénatus-consulte portant que les députés du Corps législatif de la quatrième série exerceraient leurs fonctions pendant tout le temps de la session qui devait s'ouvrir le 2 décembre 1813, Chaptal s'appuyait sur des précédents. Il reconnaissait que l'intervalle entre la convocation et l'époque assignée pour l'ouverture de la session, n'était pas suffisant pour réunir les assemblées électorales, présenter les candidats et les soumettre à la nomination du Sénat, et il feignait de croire que les circonstances du moment rendaient la convocation du Corps législatif urgente et nécessaire.

Le Sénat paraissait tout disposé à admettre ce sénatus-consulte avec sa passivité ordinaire. Le Président demanda donc, selon l'usage, si quelqu'un voulait la parole, bien certain d'ailleurs que personne ne la demanderait, car la discussion était presque absente du Sénat. Le comte de Cornet (1) la demanda cependant, démarche insolite qui étonna le Président, les commissaires du Gouvernement, le Sénat lui-même.

Je fis, dit-il, des observations sur le projet de sénatus-consulte qui donnait à l'Empereur la nomination du Président du Corps législatif, sans qu'il fût astreint à le choisir parmi les candidats que lui présentait ce Corps et même parmi ses membres, licence qui ne comporte pas un bon système de gouvernement représentatif. Ma démarche fut improuvée par un très grand nombre de mes collègues, plusieurs mêmes la jugèrent fort dangereuse : on me crut perdu. J'en fus quitte pour une phrase dans le grand *Moniteur* : je n'y étais pas nommé; elle était ainsi une énigme pour presque tous les lecteurs, je ne m'en inquiétai pas beaucoup.

---

(1) *Souvenirs sénatoriaux* du comte de CORNET, p. 62.

Malgré cet incident, les deux sénatus-consultes furent votés sans difficultés (1).

Le premier décrétait que les députés au Corps législatif de la quatrième série exerceraient leurs fonctions pendant tout le temps de la durée de la session qui s'ouvrait le 2 décembre 1813.

Le second décrétait que le Sénat et le Conseil d'État assisteraient en corps aux séances impériales du Corps législatif.

---

(1) *Moniteur* du 17 novembre 1813.

---



IV<sup>e</sup> PARTIE

**ROLE DU SÉNAT  
DANS LA CHUTE DE L'EMPIRE  
ET LA RESTAURATION**

---

CHAPITRE XV

**LA RÉDACTION  
DE L'ACTE DE DÉCHÉANCE  
DE NAPOLÉON**

« Sénateurs, ouvrage et enfants  
de Buonaparte, vous ne pouvez,  
ni ne devez lui survivre : vous êtes  
la production la plus dangereuse  
qui soit sortie de ses entrailles. »

*(Pamphlet royaliste.)*

## RÉSUMÉ

---

*La conspiration Malet a révélé la faiblesse du régime impérial. — Inertie publique au début de l'invasion. — Communication aux Assemblées de pièces diplomatiques. — La fidélité du Sénat semble s'affirmer. — Le Corps législatif réclame des garanties pour les libertés publiques. — Colère de l'Empereur et ajournement de cette Assemblée. — Pendant la campagne de France, l'opposition sénatoriale s'est organisée. — Réunions chez Talleyrand. — Il décide de convoquer les sénateurs. — La proclamation des Alliés : les souverains ne traiteront plus avec Napoléon et ils invitent le Sénat à nommer un gouvernement provisoire. — Dîner chez Alexandre. — Intrigues autour des sénateurs. — Le Gouvernement provisoire est élu par le Sénat. — L'Assemblée se rend chez Alexandre qui lui promet de rendre tous les prisonniers français. — Lambrechts rédige l'acte de déchéance voté le 3 avril par le Sénat. — Ordre du jour de Napoléon à l'Armée : il flétrit l'Assemblée sénatoriale. — Adhésion des grands corps de l'État aux actes du Sénat.*

---



Arrêtés le 23 octobre 1812, le ministre et le préfet de Police s'étaient laissés conduire en prison sur la production d'un sénatus-consulte dressé dans la nuit par Malet et ses complices. Quelle singulière idée avait-on eue en France sur l'esprit du Sénat pour que des personnages occupant des places aussi éminentes aient cru vraie cette pièce falsifiée? Il était donc possible que le corps conservateur des institutions impériales proclamât la République sitôt que parviendrait la nouvelle de la mort de l'Empereur : on croyait par conséquent l'Assemblée républicaine ou du moins disposée à se courber devant les circonstances? « Ainsi, écrivait Fiévée à l'Empereur, est révélé pour tout le monde ce que je vous disais avec chagrin à mon retour de Hambourg : Il n'y a rien encore, ni monarchie, ni véritable administration en France, il n'y a que le nom de Votre Majesté. La crainte de lui déplaire, l'espoir de fixer ses regards sont les seuls pivots sur lesquels tout marche (1). »

Que le prestige de Napoléon vienne à baisser, que l'ennemi envahisse la France et nul ne peut savoir à quel parti extrême se livreront non seulement les assemblées politiques, mais le peuple qui, en octobre 1813, écoutait les proclamations de Malet avec calme, regardant le rétablis-

---

(1) Correspondance de Fiévée. Minuit 23 octobre 1812.

sement de la République comme un événement de plus et voilà tout (1). »

Les guerres continuelles que la France avait dû soutenir contre l'Europe depuis de si longues années avaient lassé la nation. Jamais une telle inertie publique ne se manifesta au milieu de tant d'anxiété nationale qu'en décembre 1813 et au commencement de 1814 (2). La situation de la France était critique, l'invasion commencée avait amené les coalisés dans l'Est de la France, des détachements de cavalerie ennemie parcouraient la Belgique, l'Alsace et la Franche-Comté. Mais le pays qui avait perdu l'habitude d'intervenir dans son propre sort restait spectateur de la terrible et dangereuse partie dont il restait l'enjeu. Jamais on n'avait vu les mécontents s'abstenant à ce point de toute action, ni des agents si empressés à désavouer leur maître en restant si dociles à le servir (3).

Au milieu de la tourmente, Napoléon groupait autour de lui les dernières ressources de la nation. Il organisait les débris insuffisants de son armée et il voulait rallier autour de son Gouvernement les assemblées politiques prêtes à échapper à son influence. Avant de partir pour la suprême campagne, il invita les grands corps de l'État à manifester leur libre opinion sur les événements. Le duc de Vicence avait communiqué aux assemblées les pièces diplomatiques relatives aux pourparlers avec Metternich, le comte de Nesselrode et Lord Aberdeen. Le Sénat et le Corps législatif nommèrent des commissions pour prendre connaissance des documents annoncés dans le discours du trône. La Commission du Sénat composée de Talleyrand, de Fontanes, de Saint-Marsan, de Beurnonville, eut bientôt terminé son examen. Fontanes rédigea le rapport lu devant

---

(1) Correspondance de Fiévée, Note X. C. I.

(2) GUIZOT, *Mémoires*, t. I, p. 24.

(3) *Idem.*

le Sénat-Conservateur le 27 décembre 1813 (1). Il débutait ainsi : « Le premier devoir du Sénat envers le Monarque et le Peuple est la vérité. Les circonstances extraordinaires où se trouve la Patrie rendent ce devoir plus rigoureux encore. » Après avoir retracé l'histoire des négociations qui précédèrent la campagne de France, Fontanes s'écriait : « Rallions-nous autour de ce diadème où l'éclat de cinquante victoires brille à travers un nuage passager. La fortune ne manque pas aux nations qui ne se manquent pas à elles-mêmes. »

Malgré les symptômes alarmants tels que la violation de la neutralité suisse annoncée au Sénat le 29 décembre, la fidélité de cette Assemblée envers l'Empereur paraissait indéfectible (2). Dans l'adresse envoyée ce jour-là à Napoléon, les sénateurs le remerciaient d'avoir tout fait pour terminer la guerre. « Sire, disait le message, obtenez la paix par un dernier effort digne de vous et des Français et que votre main tant de fois victorieuse laisse échapper ses armes après avoir signé la paix du monde.

« Tel est, Sire, le vœu du Sénat et tel est le vœu de la France, tel est le vœu et le besoin de l'humanité. »

Mais les armées ennemies continuaient à déborder nos frontières, la situation devenait critique. La réponse de l'Empereur fut sombre : « Le Béarn, la Franche-Comté, le Brabant sont entamés, les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme, j'appelle les Français au secours des Français. J'appelle les Français de la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, de la Bourgogne et des autres départements au secours de leurs frères. Les abandonnerons-nous dans leur malheur ? Paix et délivrance de notre territoire, doit être notre cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira ou signera la paix, sur les bases qu'il a lui-même proposées. Il n'est

---

(1) *Moniteur* du 28 décembre 1813.

(2) *Moniteur* du 31 décembre 1813.

plus question de recouvrer les conquêtes que nous avons faites.»

Mais si la Commission sénatoriale avait jugé suffisant d'approuver Napoléon, celle du Corps législatif composée de Lainé, Raynouard, Gallois, de Flaugergues et Maine de Biran avait entendu jouer un rôle bien différent. Ces hommes crurent bon de réclamer en compensation des nouveaux sacrifices exigés du pays, des garanties pour ses intérêts. Le rapport de la Commission fut approuvé par le Corps législatif par 223 voix contre 31 (1). La colère de Napoléon fut vive lorsqu'il sut que le rapport exigeait la liberté, la sûreté des personnes, le respect des propriétés et le libre exercice des droits politiques.

Le Corps législatif, dit-il, n'est qu'une portion de l'État qui ne peut pas même rentrer en comparaison avec le Sénat et le Conseil d'État. Au surplus, je ne suis à la tête de la Nation que parce que la Constitution de l'État me convient..... Si la France exigeait une Constitution et qu'elle ne me convint pas, je lui dirais de chercher un autre roi..... Je le répète, les onze douzièmes de ce Corps législatif sont animés du meilleur esprit, si dans le reste, il s'en trouve un qui fasse imprimer le rapport, je le ferai mettre dans le *Moniteur*, avec les notes que je rédigerai. En supposant même que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me faire des reproches publics. Lorsqu'on a du linge sale, on ne va pas appeler tout le monde pour le voir laver... La France a plus besoin de moi que je n'ai besoin de la France (2).

Le lendemain, l'Empereur tint un Conseil des Ministres où fut décidé l'ajournement du Corps législatif (3). Puis, le jour suivant, fut promulguée l'ordonnance. Elle était fondée sur ce que la troisième série des députés allait être sans pouvoirs et qu'il convenait de procéder à ce renouvellement.

Lorsque, le 1<sup>er</sup> janvier 1814, le Sénat et le Corps légis-

---

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 124.

(2) Paroles de Napoléon aux membres du Corps législatif rapportées dans une note écrite par François de Neufchâteau. Archives nationales, carton A. B. XIX 88. Divers fragments de discours adressés à cette époque par l'Empereur aux législateurs se trouvent également dans ce carton.

(3) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 128.

latif vinrent présenter suivant l'usage leurs félicitations Napoléon dit aux législateurs : « Qu'est-ce que c'est qu'un trône ? Quatre morceaux de bois recouverts de velours. » Puis brusquement il ajouta : « J'avais besoin de consolations et vous avez voulu me déshonorer. J'attendais que vous vous seriez réunis d'intentions et d'efforts pour chasser l'étranger. Vous l'avez appelé ! Oui, j'aurais perdu deux batailles que cela n'aurait pas fait plus de mal à la France (1). »

Napoléon prêt à partir à la tête de la faible armée qu'il avait réussi à organiser hâtivement sentait donc renaître l'opposition des assemblées politiques, prêtes à l'abandonner. Seul le Sénat lui semblait attaché. Ce n'était qu'une trompeuse apparence. Il était assez indifférent que cette Assemblée fût composée d'honnêtes gens, car ces personnages peu actifs ne parvenaient ni à se connaître, ni à se grouper, ni à se deviner. Fiévée, au lendemain de la conspiration Malet, avertissait déjà l'Empereur : « Un sénateur Sieyès, écrivait-il, mangerait 100 sénateurs comme le banquier Dupont, respectable maire d'un des arrondissements de Paris (2). » La véritable force du Sénat n'était pas dans ces personnages disparates entrés un à un dans l'Assemblée, hommes probes, parfois illustres, mais sans liens véritables. Les politiciens unis par la conformité de leurs opinions et de leurs intérêts, qui avaient manœuvré autrefois ensemble dans les assemblées révolutionnaires : voilà quelle était dans le sein du Sénat la puissance réelle. Toute l'Assemblée allait être prête à suivre ces chefs, s'ils assuraient aux sénateurs la conservation de leur traitement et de leurs dignités.

Pendant les péripéties de la campagne de France, les membres de l'opposition sénatoriale s'assemblèrent quelquefois pour examiner la conduite à tenir dans le cas où

---

(1) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 128 et suivantes.

(2) Correspondance de Fiévée. Note X. C. I. 23 octobre 1812.



Napoléon serait vaincu (1). Talleyrand devait leur fournir les moyens d'être utiles à la cause des Bourbons. Durant le Congrès de Châtillon, en effet, les alliés sentirent la nécessité de s'éclairer sur l'état intérieur de la France. Ils recherchèrent donc des personnages susceptibles de les informer (2). Talleyrand, le duc de Dalberg, l'abbé de Pradt et le baron de Vitrolles fixèrent plus particulièrement leur attention (3). De Pradt fut spécialement chargé de pressentir Talleyrand et, dès le 24 janvier, il s'efforça de le décider à agir (4). Les conjurés voulaient tout d'abord être délivrés du joug de Napoléon et continuer l'ordre établi. La première partie de ce plan convenait à tout le monde, la deuxième fut combattue par les agents monarchiques tels que Pradt et le duc de Dalberg (5). Les réunions chez Talleyrand se multiplièrent durant les mois de février et mars (6). A l'approche des alliés, les 29 et 30 mars, jour

---

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 210.

(2) DE PRADT. *Récit historique sur la Restauration et la Royauté en France*.

(3) DE PRADT, *idem*.

(4) DE PRADT, *idem*. Talleyrand préparait d'ailleurs avec beaucoup de préméditation et de calcul la chute de l'Empire (voir à ce sujet le tome II, chapitre XXIV, p. 346 et suivantes du *Talleyrand* de LACOUR-GAYET). Au mois de février, il disait à Aimée de Coigny : « Il serait nécessaire d'arranger tout ceci d'une manière noble et sérieuse... Si la paix se fait tout est perdu, et notre pays est livré à l'effervescence d'une domination militaire qui, changeant les idées reçues de morale et de politique, n'accorde le nom de vertu qu'à l'asservissement ou l'obéissance sans contestation, et de gloire qu'à l'esprit de conquête. Il faut que lorsque le Sénat s'assemblera, il nous tire d'affaire, qu'il efface sans danger l'ignominie dont il est couvert et qu'il assure notre existence en travaillant à la sienne. » ... « Il faut voir parmi les sénateurs Garat, Lambrechts, Lenoir-Laroche, je ne sais qui encore, ces patriarches de révolution qui savent si bien démolir les trônes avec les mots de *patrie, tyrannie, liberté*. S'ils les prononcent, nous sommes sauvés. Je vais faire, de mon côté, ce que je pourrai pour leur faire sentir que, en s'y prenant ainsi, ils passent un véritable contrat entre le monarque et le peuple, et que les droits de naissance que peut apporter celui qu'ils appellent ne l'empêchent point d'être lié par des conditions, et que l'existence du *sine qua non* qu'ils cherchent tant se trouve assurée par cette manière d'agir. »

*Mémoires d'Aimée de Coigny*, pp. 192, 239, 246.

(5) DE PRADT, *idem*.

(6) Vitrolles aurait été envoyé le 6 mars auprès des Alliés par Talleyrand pour connaître leurs dispositions. Voir LACOUR-GAYET, t. II, chap. XXIV, p. 348 et suivantes.

de la bataille de Paris, les sénateurs opposants s'étaient aussi réunis au nombre d'une vingtaine d'abord chez Lambrechts, puis au Sénat (1). Ils demandèrent à Pasquier de convoquer officiellement l'Assemblée puisque la Régente et son Conseil avaient quitté Paris (2). Le préfet de police, en relations très étroites avec de Pradt (3), refusa (4). Les projets des anciens révolutionnaires de l'opposition sénatoriale, composée d'hommes tels que Grégoire, Lambrechts, Lanjuinais inspiraient évidemment quelque méfiance aux partisans de la Restauration des Bourbons. Mais Talleyrand comprit le parti qu'il pouvait tirer de ce mélange de velléités presque factieuses et de circonspection timide. Grand Électeur, il avait la prérogative de présider le Sénat dans des conditions spéciales. Elles n'avaient aucune analogie avec les circonstances du moment, mais il s'attribua le droit de convoquer l'Assemblée pour aviser à ce qu'exigeait la situation de la France (5). Les intentions des sénateurs demeuraient cependant encore assez incertaines (6). La timidité qui avait si longtemps retenu le Sénat pouvait le lier encore. Il fallait lui donner le courage de renverser le maître qu'il avait adulé. Beaucoup des membres de l'Assemblée se trouvaient disposés à se mettre en avant et à se rendre les instruments d'une restauration royaliste (7). Les anciens révolutionnaires ne pensaient sans doute qu'à renverser l'auteur du 18 brumaire, les modérés étaient prêts à détruire un gouvernement sans contrepoids, enfin, les monarchistes aidaient de toutes leurs forces les

---

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 210.

(2) VIEL-CASTEL, *idem*.

(3) DE PRADT, *Récit historique sur la Restauration*.

« A ma première entrevue avec M. de Talleyrand, je lui dis, que pour nous sauver tous, je ne lui demandais que de connaître sa force; elle me paraissait immense. Je me souviens que le ministre de la police entra durant notre entrevue. Je le connaissais trop pour en concevoir le moindre ombrage. »

(4) VIEL-CASTEL, t. I, p. 210.

(5) VIEL-CASTEL, *idem*.

(6) *Mémoires de Thibaudeau*, p. 394.

(7) VIEL-CASTEL, t. I, p. 210.

manœuvres de Talleyrand (1). Mais l'entreprise ne paraissait pas sans danger, aussi, lorsque les alliés eurent pénétré dans Paris, devint-il nécessaire de peser sur les volontés sénatoriales. Le mouvement monarchiste s'étendait tous les jours et, le 31 mars, de Pradt et le duc de Dalberg réunis chez Talleyrand purent voir sur la place Louis XV des gens qui portaient des cocardes blanches et qui agitaient des drapeaux blancs (2). Les jours suivants, le roi de Prusse, le prince de Schwartzemberg, de Nesselrode, Pozzo di Borgo, le prince de Lichtenstein se réunirent chez Talleyrand avec le duc de Dalberg, le baron Louis et de Pradt (3). L'Empereur Alexandre exposa à cette Assemblée que sa volonté était de faire la paix avec Napoléon, d'établir la Régence et de rappeler la maison des Bourbons (4). Talleyrand s'attacha à faire sentir les inconvénients des deux premières propositions et à les ruiner dans l'esprit du Conseil (5). Il proposa que les autorités constituées fussent chargées de renverser Napoléon. « Mais comment puis-je savoir, dit Alexandre, que la France désire la maison des Bourbons? — Par une délibération, Sire, que je me charge de faire prendre au Sénat et dont Votre Majesté verra immédiatement l'effet, répondit Talleyrand. — Vous en êtes sûr? — J'en réponds, Sire (6). » Puis Talleyrand demanda qu'une déclaration des puissances coalisées fût proclamée. Elle devait exprimer la résolution bien arrêtée des souverains étrangers de ne plus

---

(1) Plusieurs brochures telles que celles *Au Sénat pour le rétablissement des Bourbons* et *Adresse des Français au Sénat* parurent à ce moment pour demander au Sénat d'aider à la Restauration.

(2) DE PRADT. — LACOUR-GAYET. *Talleyrand*, t. II, ch. XXIV, p. 367 et suivantes.

(3) DE PRADT et VIEL-CASTEL, t. I, pp. 203 à 204.

(4) DE PRADT.

(5) DE PRADT.

(6) *Mémoires de Talleyrand*, t. II, p. 164. DE PRADT, BEUGNOT, *Les premiers temps de la Restauration*. Conversation rapportée par Talleyrand à Beugnot.

reconnaître Napoléon (1). Ainsi la résolution que l'on désirait du Sénat serait grandement facilitée puisque cette Assemblée se trouverait soutenue. Talleyrand présentait alors un projet qu'il avait, dit-on, rédigé dès le matin et que l'Empereur Alexandre revêtit de sa signature (2). La déclaration fut affichée dans Paris le 1<sup>er</sup> avril (3). Elle était ainsi conçue :

Les armées des Puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française :

Ils déclarent

que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

Les souverains alliés proclament en conséquence :

Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille.

Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes ; ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit Grande et Forte.

Qu'ils reconnaîtront et garantiront la Constitution que la nation française se donnera. Ils invitent par conséquent le Sénat à désigner un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'Administration et préparer la Constitution qui conviendra au peuple français.

Signée le 31 mars à 3 heures de l'après-midi. Cette déclaration devait produire une vive impression sur les sénateurs. En renversant Napoléon, ils rendraient service à la France qui pourrait obtenir des conditions de paix plus favorables et en nommant un Gouvernement provisoire ils s'associeraient par avance à la monarchie nouvelle. Ils pourraient donc conserver les dotations et les places auxquelles ils tenaient beaucoup.

---

(1) DE VIEL-CASTEL, t. I, pp. 203 et 204.

(2) DE VIEL-CASTEL, *idem*.

(3) *Moniteur* du 2 avril 1814.



Emportés dans un mouvement rapide, les sénateurs eurent à peine le temps de réfléchir à la déclaration d'Alexandre. Le 31 mars, en effet, les sénateurs ayant reçu une invitation à dîner chez l'Empereur de Russie, se rendirent tous à la convocation. Le dîner se passa en propos ordinaires et il n'avait été question de rien, lorsqu'on servit le champagne. Alexandre se leva alors et, adressant la parole à ses commensaux, il renouvela l'assurance qu'il n'était ni leur ennemi, ni celui des Français. La preuve était qu'il acceptait les vœux que lui avaient exprimés les hommes les plus honorables et les plus distingués du pays. Il proposa alors la santé du Roi de France, de S. M. Louis XVIII. Les sénateurs s'imaginèrent que cette scène avait été arrangée à l'avance et ils burent à Louis XVIII. On passa au salon et chacun de demander à son voisin ce qui s'était passé avant qu'il arrivât. Tous se faisaient la même question, tous étaient persuadés que quelque délibération avait eu lieu et il ne vint à la pensée de personne d'imaginer qu'ils étaient dupes d'une mystification (1).

Le Sénat sentant d'ailleurs son impuissance (2) se laissa dès lors manœuvrer par Talleyrand. Ayant brûlé ses vaisseaux, ce dernier ne pouvait plus retourner en arrière, il décida donc (3) d'agir rapidement et de convoquer le Sénat pour le lendemain 1<sup>er</sup> avril. Il déploya dans cette crise toute sa sagacité et son sang-froid. Dépourvu d'autorité dans le caractère, de fécondité dans l'esprit, et de puissance dans la parole, manquant de moyens d'action sur les hommes assemblés, Talleyrand excellait à traiter dans les conversations particulières les sujets les plus graves. Dans la nuit, il régla avec Alexandre la mise en scène de la journée. Le sort du monde se ballotta ainsi

---

(1) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. V, p. 20.

(2) *Souvenirs sénatoriaux du comte de Cornet*, pp. 9 et 16.

(3) *Mémoires de Meneval*, t. III, p. 246.



dans une de ces conversations particulières dont le diplomate, l'homme de cour avait l'habitude (1) et qu'il imposait autour de lui parce que c'était ainsi qu'il avait tous ses avantages (2)

Mais politique sans scrupule, capable de toutes les souplesses utiles à sa fortune, indolent et n'ayant point le goût du travail, Talleyrand se montrait assez irrésolu sur le rôle qu'il allait jouer au Sénat. A de Pradt qui vint le voir dans la matinée, il avoua durant qu'on le coiffait qu'il n'avait point de discours et il ne se montra pas disposé à tenir à l'Assemblée un langage bien ferme. De Pradt lui fit son discours sur-le-champ ce qui explique le mauvais style de ce morceau (3). Pendant ce temps, de multiples influences (4) s'exerçaient sur les 90 sénateurs qui se trouvaient alors à Paris (5). Toute la journée les émissaires de Talleyrand battirent l'estrade, allant de porte en porte recruter les adhérents (6). Mais parfois les retraites étaient difficiles à découvrir, car plusieurs sénateurs s'étaient cachés pour échapper à ces sollicitations importunes (7). Enfin à 4 heures du soir, 64 membres du Sénat se trouvèrent rassemblés et la séance put s'ouvrir sous la présidence de Talleyrand. Beaucoup de sénateurs en arrivant à la séance ne se doutaient certainement pas du

---

(1) BEUGNOT. *Les premiers temps de la Restauration*. Voir également M. LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, t. II, ch. XXVIII, p. 370.

(2) BEUGNOT, *idem*.

(3) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. V, p. 21.

(4) *Souvenirs sénatoriaux du comte de Cornet*, p. 10.

(5) VIEL-CASTEL, t. I, p. 210.

(6) THIBAUDEAU, *Mémoires*, p. 394.

(7) VIEL-CASTEL, t. I, p. 210.

Au moment où il se disposait à aller au Luxembourg. Talleyrand fut rejoint par Caulaincourt qui lui dit : « Eh bien ! si vous allez au Sénat pour faire prononcer la déchéance de l'Empereur, j'irai de mon côté pour l'y défendre ». Le prince répondit sur le ton de la plaisanterie : « Vous faites bien de m'avertir, je vais donner l'ordre de vous retenir dans mon hôtel jusqu'à mon retour. » Le duc de Vicence répliqua sur le même ton : « Vous pensez bien que, si j'en avais eu l'intention, je me serais bien gardé de vous

chemin qu'ils allaient faire; la nomination du Gouvernement provisoire entraîna tout le reste (1).

Talleyrand rappela que la lettre de convocation qu'il avait adressée aux membres de l'Assemblée leur avait fait connaître l'objet de la séance. Il s'agissait uniquement de leur transmettre des propositions. La liberté des sénateurs restait donc entière. Mais ils avaient les moyens de « laisser prendre un généreux essor aux sentiments dont l'âme de chaque sénateur était remplie ». Ils auraient la volonté de sauver le pays et la résolution d'accourir au secours d'un peuple délaissé. Dans les circonstances graves où l'on se trouvait, les membres du Sénat devaient avoir tous senti la nécessité d'une délibération. Ils ne laisseraient pas s'écouler la journée « sans rétablir l'action administrative, le premier de tous les besoins pour la formation d'un gouvernement dont l'autorité formée pour le besoin du moment ne pouvait être que rassurante ».

Diverses propositions furent alors discutées. L'opposition libérale demanda immédiatement qu'une Constitution fût rédigée pour sauvegarder les principes de la Révolution française (2). Le débat menaçait de donc s'égarer. Un sé-

---

prévenir. Je ne vois que trop qu'il n'y a pas moyen de le sauver, puisque vous êtes tous contre moi ». *Mémoires de Talleyrand*, t. II, p. 166. M. LACOUR-GAYET (t. II, pp. 376 et 468) fait justement remarquer que les mémoires placent au 2 avril, au lieu du 1<sup>er</sup>, cette conversation et la séance du Sénat.

(1) PASQUIER, *Mémoires*, opinion citée, t. II, p. 271.

(2) Le Sénat arrêta en principe et chargea le gouvernement provisoire de comprendre en substance dans son adresse au peuple français :

1<sup>o</sup> Que le Sénat et le Corps législatif fussent déclarés partie intégrante de la Constitution projetée, sauf les modifications qui seraient jugées nécessaires pour assurer la liberté des suffrages et des opinions;

2<sup>o</sup> Que l'armée ainsi que les officiers et soldats en retraite, les veuves et officiers pensionnés conservassent leurs grades, honneur et pensions;

3<sup>o</sup> Qu'il ne fût porté aucune atteinte à la dette publique.

4<sup>o</sup> Que les ventes de domaines nationaux fussent maintenues.

5<sup>o</sup> Qu'aucun Français ne pût être recherché pour les opinions politiques qu'il aurait pu émettre;

6<sup>o</sup> Que la liberté des cultes et de conscience fût maintenue et proclamée ainsi que la liberté de la presse, sauf la répression légale des délits qui pourraient naître de l'abus de cette liberté.

*Moniteur* du 2 avril 1814.

ducteur proposa alors de décréter que le Sénat et le Corps législatif garderaient dans la nouvelle Constitution la place qu'ils occupaient dans l'ancienne.

Ces suggestions furent adoptées, puis le Sénat décida qu'il serait établi un Gouvernement provisoire chargé de pourvoir aux besoins de l'Administration et de présenter au Sénat un projet de Constitution qui pût convenir au peuple français.

Ce gouvernement devait se composer de cinq membres désignés à l'avance par Talleyrand; ils furent immédiatement élus. Ce Conseil comprenait : Talleyrand, cheville ouvrière de tous les événements; le sénateur comte Beurnonville, vieux soldat de la Révolution, et que sa versatilité extrême rendait peu gênant au sein du Gouvernement provisoire; le sénateur comte de Jaucourt, un modéré qui voulait faire des Bourbons des monarques constitutionnels et sauvegarder ainsi la liberté, ami de Talleyrand, il devait lui fournir tout son appui (1); le duc de Dalberg, conseiller d'État, qui avait sourdement préparé avec les chancelleries étrangères les événements qui se déroulaient alors, et enfin Montesquiou, ancien constituant, royaliste déclaré qui n'avait cessé de correspondre avec Louis XVIII (2).

Montesquiou était le seul royaliste proposé au choix du Sénat, mais sa désignation était significative, tellement significative qu'on avait d'abord hésité si, par prudence, on ne porterait pas à sa place le sénateur Barthélemy (3), proscrit jadis, lorsqu'il était un des directeurs de la République.

La séance du Sénat n'eut rien de solennel. Les membres de cette Assemblée, bien que revêtus de leur costume officiel, divisés en petits groupes ou réunis autour du bureau,

---

(1) *Mémoires de Meneval*, t. III, p. 247.

(2) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 270.

(3) VIEL-CASTEL, t. I, p. 212.

causaient entre eux, debout, comme s'il se fût agi d'une simple conversation (1). Peut-être voulaient-ils en se dispensant des formes ordinaires atténuer la gravité des actes auxquels ils étaient entraînés et s'en dissimuler ainsi le caractère illégal.

Un sénateur demanda que la nomination des membres du Gouvernement provisoire fût accompagnée de l'exposé des motifs qui avaient déterminé le Sénat à voter, et rendu sa réunion indispensable. Mais l'Assemblée décida que ces motifs seraient incorporés dans l'adresse qui devait être publiée par les membres du Gouvernement provisoire (2). Le Sénat s'accordait ainsi l'autorisation de faire le procès du gouvernement de Napoléon.

Dans cette séance, le nom des Bourbons n'avait pas été prononcé. Il était dans tous les esprits et chacun savait que c'était pour eux que l'on travaillait. Mais le Sénat qui avait adopté le plan de Talleyrand (3) n'entendait pas livrer la France sans conditions et il avait montré dès le début qu'il entendait sauvegarder ses intérêts personnels.

Le Sénat s'était ajourné après la séance, au soir même. A 9 heures, l'Assemblée sous la présidence de Barthélemy adopta après quelques amendements de détail la rédaction du procès-verbal. Il fut signé immédiatement par les membres présents. L'adhésion de Pastoret fut très remarquée car, bien que secrétaire du Sénat, il n'avait pas paru à la séance précédente malgré le soin que Talleyrand avait mis à le prévenir (4). Les événements marchaient vite et beaucoup de sénateurs s'étaient armés, dans la journée, de résolution (5).

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 212.

(2) *Moniteur* du 2 avril 1814.

(3) VIEL-CASTEL, t. I, p. 212.

(4) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 270.

(5) Voici les noms des signataires du procès-verbal. Les membres malades ou absents par congé avaient envoyé leur adhésion (*Moniteur* du 2 avril 1814).

Abrial, Barbé-Marbois, Barthélemy, Cardinal de Bayane, Belderbusch, Berthollet, le général Beurnonville, Buonacorsi, Carbonara, Chasse-



Le Sénat, illégalement convoqué puisque son président se trouvait à Blois auprès de Marie-Louise, avait donc nettement pris position. L'établissement d'un Gouvernement provisoire impliquait la disparition du Gouvernement impérial, mais il fallait néanmoins rédiger un acte de déchéance.

Les 24 membres du Conseil municipal de Paris avaient déjà voté le 30 mars, sur la proposition de Bellart (1), une proclamation aux habitants de la capitale leur demandant « d'abjurer toute obéissance envers l'usurpateur pour retourner à leurs maîtres légitimes ». Le Sénat trouvait donc le terrain préparé. Les pamphlets dont le plus remarquable est celui de Chateaubriand avaient aussi produit un effet immense (2).

---

loup-Laubat, Cholet, le général Colaud, Cornet, Davous, Degregory-Marcorengo, général d'Harville, d'Haubersaert, général d'Hédouville, Dubois-Dubais, Emmery, Fabre de l'Aude, le général Ferino, Fontanes, Garat, Grégoire, Herwyn, Jaucourt, Journu-Aubert, général Klein, Lejeas, Lambrechts, Lanjuinais, Lannoy, Lebrun de Rochemont, Lemercier, général Lespinasse, Maleville, Meermann, Monbadon, Pastoret, Péré, Pontécoulant, Porcher, Rigal, Roger-Ducos, Saint-Martin de Lamotte, le général Sainte-Suzanne, Saur, Schimmelpenninck, le maréchal Serrurier, le général Soulés, Tascher, le général Valence, le maréchal duc de Valmy, le général Vaubois, Villetard, Vimar, Volney.

Talleyrand fut chaudement félicité par ses amis de sa conduite durant les journées des 31 mars et 1<sup>er</sup> avril. Le 3 avril 1814, Benjamin Constant après l'avoir comparé au vainqueur de Fontenoy lui écrivait : « Vous avez glorieusement expliqué une longue énigme, et quelque bizarre, quelque inconvenante que soit peut-être cette manière de vous féliciter, je ne puis résister au besoin de vous remercier, d'avoir à la fois brisé la tyrannie et jeté les bases de la liberté. Sans l'un, je n'aurais pu vous rendre grâce de l'autre, 1789 et 1814 se tiennent noblement dans votre vie. Vous ressemblez dans l'histoire à Maurice de Saxe, et vous ne mourrez pas au moment du succès... Il est doux d'exprimer son admiration, quand on l'éprouve pour un homme qui est en même temps le sauveur et le plus aimable des Français. J'écris ce mot après avoir lu les bases de la Constitution décrétée.

« Pardon si je n'ajoute aucun de vos titres; l'Europe et l'histoire vous les donneront avec bonheur. Mais le plus beau titre sera toujours celui de président du Sénat.

« Hommage et respect.

Benjamin CONSTANT. »

*Mémoires de Talleyrand*, t. II, p. 261. Citée par LACOUR-GAYET. *Talleyrand*, t. II, ch. XXVII, p. 382, et par Pierre SIMON, *L'élaboration de la Charte constitutionnelle de 1814*, p. 25.

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 210 et suivantes.

(2) VIEL-CASTEL, *id.* Le titre du pamphlet est de *Buonaparte et des Bourbons*.



Le 2 avril, le Sénat s'assembla de nouveau sous la présidence de Barthélemy (1). Lambrechts proposa formellement la déchéance de l'Empereur. Aucun sénateur ne s'y opposa, quelques membres seulement quittèrent la salle des délibérations (2). Le Sénat vota alors l'acte de déchéance et chargea Lambrechts de sa rédaction (3). La séance fut levée et les sénateurs se rendirent à l'audience de l'Empereur Alexandre. Celui-ci les reçut avec beaucoup d'affabilité. Après avoir accepté leurs hommages, il leur dit qu'il avait fait la guerre à celui qui était venu dans ses États en injuste agresseur et qu'il ne la faisait pas à la France. Il se dit l'ami du peuple français : « Ce que vous venez de faire ne peut que redoubler encore ce sentiment : il est juste et sage de donner à la France des constitutions fortes et libérales qui soient en rapport avec les lumières actuelles. Mes alliés et moi nous ne venons que protéger la liberté de vos décisions. »

L'Empereur s'arrêta alors un moment et avec une feinte émotion déclara qu'il rendait tous les prisonniers français qui étaient en Russie : « Le Gouvernement provisoire me l'avait déjà demandé. Je l'accorde au Sénat d'après les résolutions qu'il a prises aujourd'hui. »

Le Sénat, selon le *Moniteur*, sortit pénétré des sentiments de la plus vive reconnaissance et de la plus vive admiration de l'audience de l'Empereur de Russie (4).

Dans la soirée, Barthélemy, redevenu, en fait, président de l'Assemblée, avait envoyé un message aux membres du Gouvernement provisoire (5) pour les prier de faire connaître dès le lendemain, au peuple français, que le Sénat avait déclaré déchu Napoléon et sa famille et délié en conséquence le peuple français et l'armée du serment de fidélité.

---

(1) *Moniteur* du 3 avril 1814.

(2) VIEL-CASTEL, t. I, p. 217.

(3) *Moniteur* du 4 avril 1814.

(4) *Moniteur* du 3 avril 1814.

(5) *Moniteur* du 3 avril 1814.

Cette adresse avait permis au Gouvernement provisoire de faire paraître dans le *Moniteur* du lendemain une proclamation aux armées françaises qui se terminait par ces mots : « Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon, le Sénat et la France entière vous dégagent de vos serments (1). » Aussitôt après avoir reçu la nouvelle de la délibération du Sénat, le Gouvernement en avait d'ailleurs expédié par un officier général une ampliation au roi à Londres. Le comte d'Artois, qui se trouvait à Vesoul, le duc d'Angoulême qui était à Bordeaux, et le duc de Berry qui séjournait aux îles de Jersey, reçurent également des messages. Les murailles de Paris furent couvertes de toutes sortes de publications. Des courriers furent expédiés aux armées du Midi, aux grandes villes et aux places qui se trouvaient bloquées depuis l'invasion du territoire (2).

Le 3 avril à midi, le Sénat se réunit de nouveau pour voter les motifs et les considérants de l'acte de déchéance. La séance s'ouvrit par une invitation au Gouvernement provisoire à prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le retour en France des prisonniers français de Russie. Les sénateurs saisirent cette occasion pour faire connaître une fois encore combien l'Assemblée était « profondément touchée de cet acte magnanime qui devait rendre tant d'infortunés à leurs familles » (3).

Puis le Sénat rappela tous les membres absents, si nombreux, en effet, que l'Assemblée ne paraissait plus que l'ombre d'elle-même.

Enfin, Lambrechts lut le projet qu'il avait rédigé. Il fut renvoyé à une commission spéciale composée de Barbé-Marbois, de Fontanes, de Garat et de Lanjuinais. A

---

(1) *Moniteur* du 3 avril 1814.

(2) *Mémoires du duc de Rovigo*, t. V, p. 23.

Vitrolles eut à ce moment l'idée de précipiter le retour en France du comte d'Artois. Voir Pierre SIMON, *Élaboration de la Charte*, p. 26 et suivantes.

(3) *Moniteur* du 4 avril 1814.

4 heures, la séance fut reprise et après quelques modifications de détail, le projet fut définitivement adopté.

L'acte de déchéance débutait ainsi (1) :

Considérant que dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la Constitution ou du pacte social; que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un Gouvernement ferme et prudent avait donné à la Nation des sujets de compter pour l'avenir sur des actes de sagesse et de justice; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français.....

La longue série des reproches vrais ou faux que l'on pouvait adresser à l'Empereur venait ensuite.

Napoléon était ainsi accusé d'avoir levé des impôts et établi des taxes contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avènement au trône. L'acte de déchéance reprochait ensuite à l'Empereur l'ajournement sans nécessité du Corps législatif et la suppression comme criminelle du dernier rapport de ce corps (2), auquel il avait contesté son titre et sa part à la représentation nationale. L'Empereur était encore accusé d'avoir entrepris une suite de campagnes sans que les déclarations de guerre eussent été proposées, discutées comme des lois (3). Les décrets du 5 mars 1814 avaient tendu à faire considérer comme nationale une guerre entreprise dans le seul intérêt de l'ambition démesurée de l'Empereur. Les récents décrets rendus par Napoléon sur les prisons de l'État lui étaient aussi reprochés. Le Sénat institué gardien de la liberté individuelle n'avait pas vu sans mécontentement la publication d'actes qui avaient rendu illusoire le rôle d'une de ses commissions. Suivant l'acte de déchéance, Napoléon avait mis également des entraves à la liberté de la presse, « établie et consacrée comme l'un des droits de la Nation » et

---

(1) *Moniteur* du 4 avril 1814.

(2) Le rapport sur la communication des pièces diplomatiques relatives aux négociations qui avaient précédé l'ouverture de la campagne de France.

(3) Le Sénat considérait ces déclarations de guerre comme des violations de l'article 50 de l'acte des Constitutions du 22 frimaire an VIII.

qui avait été constamment soumise à la censure arbitraire de la police. L'Empereur s'était toujours servi de la presse « pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme et d'outrages contre les gouvernements étrangers ».

Puis venaient des reproches précis ou vagues. Napoléon avait anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs et détruit l'indépendance des corps judiciaires. Il avait « altéré les actes et les rapports communiqués au Sénat, abandonné sans pansements, sans secours, sans subsistance des blessés et il avait pris différentes mesures dont les suites avaient été la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses ».

Mais ces accusations si peu fondées, puisque ces souffrances sont la suite naturelle de toutes les guerres, ne suffisaient pas au Sénat. Il reprochait à l'Empereur « l'abus qu'il avait fait de tous les moyens qu'on lui avait confiés en hommes et en argent ». L'Assemblée avait ainsi complètement oublié la docilité qu'elle avait apportée au vote des conscriptions. Enfin, Napoléon était accusé, au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, d'« avoir mis le comble aux malheurs de la Patrie, par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national obligeait d'accepter et qui ne compromettaient pas l'honneur français ».

L'acte de déchéance concluait ainsi :

Considérant que par toutes ces causes le Gouvernement impérial établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, a cessé d'exister et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les États de la grande famille européenne.

Le Sénat déclare et décrète ce qui suit :

ART. 1. — Napoléon Bonaparte est déchu du trône et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli.



ART. 2. — Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte.

ART. 3. — Le présent décret sera transmis par un message au Gouvernement provisoire de la France, envoyé de suite à tous les départements et aux armées, et proclamé incessamment dans tous les quartiers de la capitale.

L'acte du Sénat consacrait l'arrêt du destin. D'après le principe de son institution, le Sénat n'avait plus de pouvoir après l'occupation militaire et étrangère de Paris; les sénateurs le reconnaissaient (1), mais l'Assemblée était le seul corps politique capable de donner une parure légale à tout ce qu'il était nécessaire de faire pour protéger la France contre les suites fâcheuses de la défaite. La déchéance de Napoléon devait être prononcée : elle ne pouvait l'être que par le Sénat.

Mais pourquoi, dans cette triste circonstance, déployer tant de docilité envers les souverains alliés, montrer tant de haine envers le souverain déchu? Quel extraordinaire entraînement subit alors le Sénat et quel profond aveulement fut le sien : associés durant l'Empire aux plus vastes ouvrages de Napoléon, les sénateurs ne semblaient point se rendre compte qu'en détruisant l'œuvre impériale, ils ruinaient en même temps leur autorité. Comment le Sénat en faisant le procès de l'Empereur ne se souvenait-il pas que ses empiétements continuels dans le domaine judiciaire, notamment dans l'affaire d'Anvers, avaient aidé la disparition de l'indépendance des corps judiciaires? Comment l'Assemblée ne se rappelait-elle pas que ses remaniements constitutionnels de l'an X, de l'an XII avaient anéanti la responsabilité des ministres et confondu tous les pouvoirs? N'était-ce point l'attitude docile du corps qui avait contribué à lever toute barrière devant l'ambition de Bonaparte et le Sénat n'avait-il point hissé sur le pavois le maître souverain de la France?

---

(1) *Souvenirs sénatoriaux du comte de Cornet*, p. 16.



Mais l'entraînement fut si rapide que l'on reste confondu d'un si complet oubli du passé (1).

La réponse de Napoléon à l'acte de déchéance fut véhémement. Dans son ordre du jour du 4 avril à l'armée, l'Empereur s'exprimait ainsi (2) :

Le Sénat s'est permis de disposer du Gouvernement français; il a oublié qu'il doit à l'Empereur le pouvoir dont il abuse maintenant; c'est l'Empereur qui a sauvé une partie de ses membres des orages de la Révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haine de la nation. Le Sénat se fonde sur les articles de la Constitution pour la renverser. Il ne rougit pas de faire des reproches à l'Empereur, sans remarquer que, comme premier corps de l'État, il a pris part à tous les événements. Il est allé si loin qu'il a osé accuser l'Empereur d'avoir changé les actes dans leur publication. Le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices. Un signe était un ordre pour le Sénat qui, toujours, faisait plus qu'on ne désirait de lui... Le Sénat ne rougit pas de parler de libelles publiés contre les Gouvernements étrangers, il oublie qu'ils furent rédigés dans son sein.

Puis venaient les paroles de reproches, sévères, mais méritées :

Si longtemps que la fortune s'est montrée fidèle à leur souverain, ces hommes sont restés fidèles et nulle plainte n'a été entendue sur les abus de pouvoir. Si l'Empereur avait méprisé les hommes comme on le lui a reproché, alors, le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son mépris. Il tenait sa dignité de Dieu et de la Nation; eux seuls pouvaient l'en priver.

---

(1) Voici les noms des sénateurs qui ont voté l'acte de déchéance : Aboville, Abrial, Barthélemy, Belderbush, Berthollet, Beurnonville, Carbonara, Chasseloup-Laubat, Cholet, Colaud, Colchen, Croix, Cornet, Davous, Degregory-Marcorengo, Dembarrère, Depère, Destutt de Tracy, Dubois-Dubais, Roger Ducos, Emmery, Fabre de l'Aude, Ferino, Fontanes, François de Neufchâteau, Garat, Grégoire, Harville, Haubersaert, Herwyn de Nèville, Jaucourt, Journu-Aubert, Kellermann, Klein, Lambrechts, Lanjuinais, Le Grand, Lejeas, Lemerrier, Lenoir-Laroche, Lespinasse, Maleville, Meermann van Dalem, Monbadon, Pastoret, Péré, Lebrun, Pontécoulant, Redon de Beaupréau, Richebourg, Rigal, Saint-Martin de la Motte, Sainte-Suzanne, Saur, Schimmelpenninck, Sieyès, Talleyrand, Tascher, Thévenard, Valence, Van Dedem van Gelder, Van de Poll, Van Kinsbergen, Van Zuylen van Nyevelt, Vaubois, Venturé, Villetard, Vimar.

(2) Baron FAIN, *Souvenirs de la campagne de France*, Manuscrit de 1814, p. 218, et Cf. MENEVAL, *Mémoires*, t. III, p. 248.

Les sénateurs avaient perdu toute mesure à tel point que certains régicides qui se trouvaient dans son sein réclamèrent le retour des Bourbons. Inconséquence dont Alexandre resta stupéfait lorsqu'il apprit de Talleyrand cette nouvelle (1).

Le Sénat-Conservateur ne subit pas seul l'entraînement rapide qui allait livrer la France à ses anciens maîtres. Le Corps législatif adhéra à tous les actes du Sénat : après bien des démarches un noyau de législateurs représentant tant bien que mal cette Assemblée avait pu être réuni. Il s'augmenta progressivement à mesure qu'évoluaient les événements (2). Le 3 avril (3), 78 députés de ce corps auxquels 10 autres devaient se joindre le lendemain (4), après l'invitation du Gouvernement provisoire à participer à l'acte du Sénat (5), reconnurent la déchéance de Napoléon et de sa famille. Les membres du Corps législatif décidèrent même de se rendre auprès de l'Empereur de Russie et du Roi de Prusse pour leur présenter leurs hommages (6).

Tous les grands corps de l'État apportèrent alors leur adhésion. Le 3 avril, la Cour de cassation approuva « les grandes mesures de salut public que le Sénat avait décrétées dans ses séances mémorables du 1<sup>er</sup> et du 2 avril : elles avaient exprimé le vœu des Français » (7). Puis la Cour des Comptes, le Conseil de préfecture de la Seine, la Cour Impériale de Paris, l'Université de France, la Municipalité de Paris (8), le Tribunal de Commerce de la Seine, l'Ordre des avocats se laissèrent eux aussi entraîner.

---

(1) *Mémoires de Talleyrand*, t. II, p. 164.

(2) *Mémoires de Meneval*, t. III, p. 249.

(3) *Moniteur* du 4 avril 1814.

(4) *Moniteur* du 5 avril 1814.

(5) *Moniteur* du 4 avril 1814.

(6) *Moniteur* du 4 avril 1814.

(7) *Moniteur* du 4 avril 1814. Suivaient 40 signatures.

(8) *Moniteur* du 6 avril 1814.

CHAPITRE XVI

**L'ÉLABORATION  
DE LA CHARTE SÉNATORIALE**

## RÉSUMÉ

---

*Une nouvelle Constitution doit rappeler les Bourbons et les obliger au respect des libertés acquises. — Rôle de Talleyrand. — Conseil chez le prince de Bénévent. — Le projet rédigé par les sénateurs. — Il est combattu par Montesquiou. — La Commission sénatoriale. — Le Sénat vote l'acte nouveau le 6 avril. — Les membres de l'Assemblée s'accordent d'immenses avantages. — Violentes attaques contre la Charte sénatoriale. — La « Constitution de rentes ». — Alexandre de Russie soutient le Sénat dont l'impopularité va grandissante. — Le Comte d'Artois précipite sa marche vers la capitale.*

---

Pour rendre la déchéance de l'Empereur définitive, il fallait rédiger une constitution. Cet acte rappellerait les Bourbons et les obligerait en même temps au respect des principes de liberté issus de la Révolution. Ainsi, les intérêts du pays seraient sauvegardés et la restauration de l'ancienne maison royale ne se présenterait plus comme un but, mais comme une conséquence. Talleyrand ayant aperçu ces avantages avec sa clairvoyance coutumière, poursuivit l'exécution de ce plan (1) avec une habileté et une persévérance remarquables. Il avait dicté au Sénat la première proposition faite au Gouvernement provisoire de proposer une constitution (2). Pour accomplir cette tâche, il rassembla chez lui dès le 2 avril les membres les plus éclairés du Sénat. Lebrun, duc de Plaisance, architrésorier, qui avait assisté aux conciliabules préparatoires, fut chargé de la rédaction du projet (3). Ayant fait partie de la Constituante et ayant occupé divers postes élevés dans l'administration, Lebrun avait une vieille réputation d'administrateur intègre et d'homme politique. Il accepta

---

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 315.

(2) *Mémoires de Pasquier*, *idem*.

(3) Lebrun avait été nommé gouverneur général en Hollande. Lors de l'évacuation de ce pays par les troupes françaises, il était revenu à Paris où il était demeuré après le 30 mars, malgré l'ordre donné aux fonctionnaires d'évacuer la capitale. Dès l'entrée des souverains étrangers à Paris, il était allé trouver Talleyrand et s'était mis à sa disposition. *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 315.



de fort bonne grâce la mission dont Talleyrand le chargea (1).

Le 3 avril, vingt à vingt-cinq personnes se trouvèrent réunies chez ce dernier pour entendre la lecture du projet. Les membres du Gouvernement provisoire, le général Dessolle, le baron Louis, Pasquier, les sénateurs de Marbois, Lanjuinais, Abrial, Pastoret, de Fontanes, Fabre, Cornet, Emmery, de Maleville, Lambrechts, Vimar et quelques autres, les représentants des gouvernements alliés, de Pozzo, de Nesselrode et de Hardenberg étaient entassés dans une fort petite pièce de l'entresol de Talleyrand (2). Ce Conseil, véritable Conseil de gouvernement, se recueillit, prêt à juger le fruit du travail de Lebrun. Mais celui-ci, tirant avec peine de sa poche un volume relié en maroquin rouge, présenta, goguenard, la Constitution de 1791. Les assistants se regardèrent stupéfaits et embarrassés. Talleyrand, très maître de lui, se leva alors et il montra très habilement en quelques mots que la Constitution de 1791 ne pouvait être tout entière accueillie : « Par exemple, dit-il (3), dans cette Constitution, il n'y a qu'un Corps législatif et une seule chambre; il nous en faut deux. Nous avons un Sénat dont nous ne pouvons nous passer. Cela seul doit amener de très grandes différences dans les combinaisons des pouvoirs. Ce qu'il faut décider, c'est une sorte de déclaration de principes, l'établissement de quelques bases solides sur lesquelles toutes les dispositions de détail pourront ensuite se coordonner. »

Ces paroles habiles devaient plaire à la majorité de l'Assemblée composée de sénateurs. Aussi, furent-elles généralement approuvées (4). Dans la discussion qui s'ouvrit alors, l'importance du Sénat fut soulignée; on reconnut la nécessité de donner à cette assemblée le plus de relief

---

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 316.

(2) PASQUIER, t. II, p. 316.

(3) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 317.

(4) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 317.

possible et quelques mots furent glissés au sujet de la dotation et des sénatoreries qu'il fallait consolider (1). Pasquier exposa qu'à son sens, seule l'hérédité pouvait donner au Sénat le moyen de contrebalancer l'influence que l'autre Chambre élue devait exercer naturellement sur la nation. Il fut approuvé par les sénateurs qui ne purent cependant cacher l'importance qu'ils attachaient aux intérêts pécuniaires (2). Au cours de cette première discussion, Talleyrand avait donc clairement montré (3) l'importance qu'il voulait donner au Sénat. Soumis à Napoléon, ce Corps se montrerait sans doute peu gênant sous les Bourbons; composé d'illustrations de la Révolution et de l'Empire, il constituerait un obstacle durable aux envahissements de l'émigration; Talleyrand n'avait d'ailleurs ni le temps ni le goût d'élaborer la constitution et il désirait s'en remettre de ce soin aux sénateurs. Ceux-ci furent donc chargés de présenter à l'Assemblée un nouveau projet.

Cependant la marche des événements faillit ruiner définitivement à ce moment l'œuvre de Talleyrand en permettant l'organisation de la Régence. Le 4 avril, en effet, Napoléon ayant rédigé à Fontainebleau un acte d'abdication réservant les droits de Napoléon II et de la Régence (4), chargea Caulaincourt, Ney et Macdonald d'aller le porter à Paris. La nouvelle de l'arrivée prochaine des commissaires de l'Empereur troubla Talleyrand et les membres du Gouvernement provisoire qui se réunirent en toute hâte à l'hôtel Saint-Florentin. Admis en présence du czar, ils affirmèrent que la France voulait les Bourbons et que la régence ne serait que l'Empire déguisé. Ils rap-

---

(1) PASQUIER, t. II, p. 317.

(2) En sortant de cette séance, Emmercy dit à Pasquier : « J'ai peur que ces gens-là n'aient pas le bon sens de voir que l'hérédité leur assurerait beaucoup plus d'avantages que ces sénatoreries qu'ils tiennent tant à conserver. » *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 318.

(3) VIEL-CASTEL, t. I, p. 240 et suivantes.

(4) Correspondance de Napoléon, 21.555, Cf. FAIN, 234.

pelèrent au czar sa déclaration du 31 mars et lui représentèrent qu'ils étaient maintenant définitivement compromis : « Quoi qu'il arrive, riposta vivement Alexandre, nul n'aura à se repentir de s'être fié à moi (1). »

Caulaincourt, reçu par le czar ainsi que les deux maréchaux, montra les avantages de la Régence qui rallierait la majorité des Français et Macdonald ajouta : « L'armée ne peut voir qu'avec effroi le retour de la royauté qui est étrangère à ses services et étrangère à sa gloire (2). »

Alexandre fut ébranlé (3). L'entretien commencé vers minuit se prolongeait depuis près de deux heures et déjà les maréchaux croyaient au succès de leur mission, quand un aide de camp entra et parla en russe au czar. Celui-ci qui venait d'apprendre la nouvelle que le 6<sup>e</sup> corps de Marmont venait de passer tout entier dans les lignes des coalisés dit : « Messieurs, vous prétendez vous appuyer pour me demander la Régence sur l'inébranlable attachement des troupes au Gouvernement impérial. Or l'avant-garde de l'armée de Napoléon vient de faire défection; elle est en ce moment dans nos lignes (4). »

Les maréchaux atterrés, comprirent que la cause de Napoléon et de la Régence était perdue et ils se retirèrent avec la promesse du czar de leur donner une réponse définitive dans l'après-midi du lendemain. Mais ils sentaient bien comme Alexandre que l'Empire s'était désormais irrémédiablement écroulé.

Le même jour, 4 avril, les réunions des membres les plus éclairés du Sénat reprirent chez Talleyrand pour élaborer une Constitution. L'Assemblée fut encore plus nombreuse

---

(1) ROVIGO, t. VII, p. 108-115; VIEL-CASTEL, t. I, p. 258; HOUSSAYE, 1814, p. 606-612.

(2) VITROLLES, t. I, p. 349; ROVIGO, t. VII, p. 125. *Souvenirs de Macdonald*, p. 275-277; HOUSSAYE, 1814, p. 613.

(3) Lettre de l'abbé Montesquiou trouvée aux Tuileries dans les papiers du duc de Blacas (*Journal de l'Empire* du 16 avril 1815). *Souvenirs de Macdonald*, p. 276; HOUSSAYE, 1814, p. 613.

(4) Récit du *Journal des Débats*, 7 avril; HOUSSAYE, 1814, p. 615.

que la veille. Lambrechts lut un exposé rédigé par lui et ses collègues (1). Une large part était faite au Sénat et une certaine défiance à l'égard de la royauté pouvait s'y distinguer. Alors éclata la discussion la plus vive entre les sénateurs et l'abbé de Montesquiou le plus fougueux des représentants des Bourbons. Le Sénat désirait poser le principe d'un contrat entre la nation et le Roi. Montesquiou ne pouvait combattre ouvertement ce désir. Mais les sénateurs ayant déclaré qu'ils rappelleraient eux-mêmes les Bourbons sur le trône, puisqu'ils représentaient seuls la nation, Montesquiou se récria. Comme on lui objectait que s'il en allait autrement la position des sénateurs ne serait pas garantie et qu'ils seraient exposés à se voir chasser comme des manants, il s'écria brusquement :

Je ne veux pas qu'on vous chasse, on ne chassera personne. Pourquoi vous donnerait-on la préférence? Je veux au contraire qu'on vous comble, mais par arrangements particuliers qui ne compromettent pas les principes essentiels de la puissance royale. Croyez-vous d'ailleurs dans votre système pouvoir vous défendre contre le Corps législatif dépositaire des mandats du peuple? A votre première résistance, il vous renversera si vous n'êtes pas très importants par votre nombre et par l'espoir de tous les ambitieux d'arriver jusqu'à vous. Il y a 250 pairs en Angleterre, et vous voulez n'en avoir que 100 en France? — Eh bien, dit Lambrechts, on vous en donnera 150. — Cent cinquante, reprit Montesquiou, c'est cinquante mille qu'il me faut, je n'en passe pas un de moins (2).

La question du rappel des Bourbons par le Sénat et celle du nombre et du mode de nomination des sénateurs menaçaient donc de tout envenimer. Montesquiou irritable retardait vainement les décisions. Heureusement Talleyrand qui n'avait pas pris position, s'entremet habilement. Il affectait de considérer le rétablissement des Bourbons comme la conséquence naturelle de la déchéance de Napoléon (3).

---

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 243.

(2) VIEL-CASTEL, *idem*.

(3) VIEL-CASTEL, *idem*.



Le 5 avril dans la matinée, la délibération fut reprise. Talleyrand ayant fait comprendre à Montesquiou la nécessité d'être calme avait également engagé les sénateurs du Comité à se montrer conciliants (1). Les deux parties se firent des concessions : il fut convenu que la nomination des membres du Sénat appartiendrait au Roi sans condition, mais le nombre des sénateurs ne devait pas être supérieur à deux cents (2).

Le projet ainsi rédigé fut porté au Sénat qui nomma une commission spéciale chargée de son étude. Elle se composait de Vimar, de Garat, de Lanjuinais, de Fabre, de Cornet, de Grégoire et d'Abrial (3). Ces choix étaient remarquables : Grégoire, absent de la Convention à l'époque du jugement de Louis XVI, avait envoyé son vote approuvatif de la condamnation sans appel au peuple, et Garat, alors ministre de la Justice, avait lu dans la prison du Temple la sentence au Roi. L'élection de ces personnages semble bien indiquer que la question du rappel des Bourbons n'était point résolue parmi les sénateurs. Grégoire ouvrit de nouveau la discussion. Il était partisan d'un système fédératif semblable à celui de l'Helvétie ou des États-Unis, mais avec un roi constitutionnel. Ce monarque élu ne devait avoir que des pouvoirs limités et la nomination des sénateurs serait faite par le concours des trois autorités formant le pouvoir législatif (4). Mais il était trop tard pour modifier encore le projet si péniblement élaboré chez Talleyrand.

Le 6 avril à 8 heures du soir, la nouvelle Constitution fut présentée au Sénat (5). L'Assemblée adopta à l'unanimité les vingt-neuf articles : l'adhésion de Sieyès n'était pas moins étonnante que celle de Grégoire.

---

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 263.

(2) VIEL-CASTEL, *idem.*, p. 263.

(3) *Moniteur* du 8 avril 1814.

(4) GRÉGOIRE. *De la Constitution française en l'an 1814.*

(5) *Moniteur* du 8 avril 1814.



Le Sénat décrétait que le Gouvernement français était monarchique et héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture : « Le Peuple français, disait l'acte, appelle librement au trône de France, Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier roi, et après lui les autres membres de la maison de Bourbon dans l'ordre ancien. »

La vieille noblesse reprenait ses titres, mais la nouvelle conservait héréditairement les siens. La Légion d'honneur était maintenue ; le Roi, désirant sans doute effacer l'aigle qui en constituait le centre, devait en déterminer la décoration.

Le pouvoir exécutif appartenait au Roi, mais le Sénat et le Corps législatif concouraient à la formation des lois, car les projets de lois pouvaient être également proposés par les deux Assemblées. Elles pourraient être invitées à délibérer sur les sujets qu'il désignerait. La sanction du Roi était nécessaire pour le complément de la loi.

Seule autorité reconnue par les monarques étrangers, représentant et héritier de la Révolution, le Sénat s'était naturellement concédé d'immenses avantages dans la Constitution nouvelle. Elle limitait le nombre des sénateurs à 200. La dignité devait être inamovible et héréditaire de mâle en mâle par primogéniture. Toutefois les sénateurs seraient à l'avenir nommés par le Roi. Les membres de l'Assemblée, à l'exception de ceux qui renonceraient à la qualité de citoyens français, devaient être maintenus dans leur rang. La dotation du Sénat et des sénatoreries continuaient à leur appartenir ; les revenus en étaient partagés également entre eux et passeraient ensuite à leurs successeurs. Le cas échéant de la mort d'un sénateur sans postérité masculine directe, sa portion retournerait au Trésor public. Les sénateurs qui seraient nommés à l'avenir ne pouvaient avoir droit à cette dotation.

Le Sénat s'était donc établi solidement en face du monarque. Les royalistes avaient lutté contre l'établissement d'une chambre haute héréditaire, d'autant plus puissante que les Bourbons seraient rentrés par ses soins

en possession de leur trône. Mais les sénateurs avaient été dans l'absolue nécessité d'édicter à leur profit ces dispositions, car ils avaient aisément deviné le peu de faveur dont jouirait une assemblée composée en grande partie de révolutionnaires et qui renfermait dans son sein plusieurs régicides.

D'ailleurs le chiffre de 200 sénateurs permettait au souverain de faire une cinquantaine de nominations. Une prudente conduite pouvait donc permettre au Roi de ne point redouter l'opposition sénatoriale.

La Charte composait la Chambre élective avec le Corps législatif existant jusqu'au renouvellement légal de cette Assemblée. Les nouvelles élections devaient avoir lieu en 1816 et être faites par des collèges électoraux dont le remaniement était prévu.

Aucun membre du Sénat ou du Corps législatif ne pourrait être arrêté sans une autorisation préalable de l'Assemblée auquel il appartiendrait. Le jugement d'un membre de ces corps était rendu par le Sénat.

La Charte instituait enfin la responsabilité ministérielle et l'inviolabilité du Roi.

L'acte était donc bien une charte constitutionnelle comme l'avait baptisé Talleyrand (1). Mais ses auteurs ne s'étaient pas contentés de poser ces règles générales, ils avaient voulu que le nouveau régime apparût comme la continuation du précédent et que l'héritage de la Révolution fût sauvegardé. La Constitution apportait donc des garanties précieuses en décidant que l'égalité de proportion dans l'impôt était de droit et qu'aucun prélèvement fiscal ne pourrait être établi s'il n'avait pas été librement consenti par les deux Assemblées. L'indépendance du pouvoir judiciaire était garantie par l'inamovibilité des juges sauf des juges de paix et de commerce, par la suppression des commissions et des tribunaux extraordinaires et par la fixité

---

(1) VIEL-CASTLE, t. I, p. 243.

du nombre des cours et des tribunaux ordinaires. Nul ne pouvait être distrait de ses juges naturels, l'institution des jurés était conservée, ainsi que la publicité des débats en matière criminelle. La peine de la confiscation des biens était abolie. Enfin, le Roi recevait le droit de grâce.

La Charte n'oubliait pas l'armée impériale : les militaires en activité, les officiers et soldats en retraite, les veuves et les officiers pensionnés conservaient leurs grades, leurs honneurs et leurs pensions.

Mais surtout la nouvelle Constitution s'attachait à sauvegarder les libertés conquises par la Révolution : liberté de conscience, liberté des cultes, puisque les ministres de toutes les religions devaient être également traités, et liberté de la presse, « sauf disait la Charte, la répression légale des délits qui auraient pu résulter des abus de cette liberté ». Les commissions sénatoriales de la liberté individuelle et de la liberté de la presse étaient conservées.

La Dette publique devait être garantie.

Les ventes des domaines nationaux étaient irrévocablement maintenues.

Aucun Français ne pourrait être recherché pour les opinions ou les votes qu'il avait pu émettre. Tous les citoyens étaient également admissibles à tous les emplois civils et militaires. Enfin, les lois existantes devaient rester en vigueur jusqu'à ce qu'il y fût dérogé légalement. Le Code des lois civiles serait intitulé : Code civil des Français.

La présente Constitution, disait la Charte, sera soumise à l'acceptation du Peuple français dans la forme qui sera réglée. Louis-Stanislas-Xavier sera proclamé Roi des Français aussitôt qu'il aura juré et signé par un acte portant : « J'accepte la Constitution, je jure de l'observer et de la faire observer. » Ce serment sera réitéré dans la solennité où il recevra le serment de fidélité des Français.

L'acte avait évité de désigner le roi sous le nom de Louis XVII ou de Louis XVIII, ses auteurs n'ayant point voulu reconnaître son droit exprès à succéder à son frère ou à son neveu.

La Charte fut signée par 66 sénateurs (1). Elle fut publiée le 8 dans le *Moniteur* et dans les différents quartiers de Paris, mais dès le 7 une note des journaux avait fait connaître que « Louis-Stanislas-Xavier était rendu aux vœux des Français par une Charte constitutionnelle également avantageuse au peuple et à l'auguste famille destinée à le gouverner ».

La nouvelle Constitution, bientôt appelée Charte sénatoriale comme si elle eût été l'œuvre personnelle des sénateurs au lieu d'être un compromis approuvé par le Gouvernement provisoire, fut violemment attaquée. Les royalistes découvrirent aisément le défaut de la cuirasse et pour détruire une œuvre qui leur déplaisait, ils prirent le Sénat par son côté faible (2). Lâchant la bride aux pamphlétaires, ils dénoncèrent le soin qu'avait pris l'Assemblée de ses intérêts. Un déluge d'écrits de tous genres, violents ou pondérés, comiques ou amers déferla, entraînant le public que la cupidité maladroite des sénateurs avait naturellement indisposé. Les pamphlets (3) reprochaient surtout au Sénat sa soif de l'or, sa servilité envers l'Empereur et le vote des conscriptions. « Vous voulez, sénateurs, conserver vos titres, votre traitement et vos sénatoreries héréditairement de mâle en mâle : on voit que vous ne vous êtes pas oubliés, disait une brochure (4). » Tous ces écrits rejetaient l'œuvre du Sénat. « Nous voulons notre constitution vierge, pure et qui ne soit pas défigurée par

---

(1) *Moniteur* du 7 avril 1814.

(2) Voir Pierre SIMON, *L'Élaboration de la Charte constitutionnelle de 1814*, p. 36.

(3) Le Sénat est encore une Constitution.

Aux Français.

Au Sénat de Buonaparte.

Le Sénat traité comme il le mérite : *Timeo danaos et dona ferentes*.

De la conduite du Sénat sous Buonaparte.

Lettre au Sénat sur la Charte constitutionnelle.

Lettre d'un sénateur absent à l'époque des séances des 3 et 6 avril 1814.

Réflexions de M. Bergasse, etc...

(4) Le Sénat traité comme il le mérite.



les sénateurs de Buonaparte (1). » Mais pour détruire la Charte il fallait prouver l'illégalité des réunions sénatoriales. « On pourrait demander au Sénat, dit un pamphlet (2) : Qui êtes-vous et de qui tenez-vous votre pouvoir? Vous avez été créé et mis au monde par Napoléon, à la journée de Saint-Cloud. Certes il ne vous a pas investi du pouvoir de le destituer. Le peuple ne vous a point investi d'une pareille autorité, il n'a nullement participé à votre création, il ne vous connaît que comme des vampires qui vivez aux dépens de ses sueurs et de son sang, des pourvoyeurs de l'ogre, à qui vous le forcez de fournir annuellement deux à trois cent mille hommes. Pourquoi fils ingrats agissez-vous ainsi, sans mission et sans droits? Par nécessité direz-vous. Soit, la nécessité est la première des lois. Qui vous a réduits à cette fatale nécessité? La loi du plus fort. Vous n'êtes donc quelque chose que par la volonté du plus fort, vous êtes une émanation, un souffle de sa volonté!... Ouvrage et enfants du Buonaparte, vous ne pouvez ni ne devez lui survivre : vous êtes la production la plus dangereuse qui soit sortie de ses entrailles (3). » Il est donc de toute justice que le Sénat de Buonaparte expie au moins ses forfaits par une abdication, s'il veut s'épargner la honte d'une dissolution et d'une expulsion mille fois méritée. Seuls quelques opposants, tels que Lanjuinais et Vernier, trouvent grâce devant les pamphlétaires (4). Mais le corps entier est attaqué. Un rire universel aide à détruire la popularité et le prestige d'une assemblée « qui n'a jamais conservé que pour elle-même » (5).

---

(1) Le Sénat traité comme il le mérite.

(2) De la conduite du Sénat sous Buonaparte.

(3) « Vous avez encouragé, excité le Minotaure depuis son envahissement jusqu'au jour où sa rage est devenue impuissante. Vous devez tomber avec lui. » Au Sénat de Buonaparte.

« Rentrez donc dans la classe des citoyens, cherchez par votre fidélité à faire oublier votre conduite. » Lettre au Sénat sur la Charte constitutionnelle.

(4) De la conduite du Sénat sous Buonaparte, p. 54.

(5) Lettre d'un sénateur absent à l'époque des séances des 3 et 6 avril 1814.



Depuis longtemps on n'avait vu un soulèvement d'opinion pareil à celui que provoqua l'acte constitutionnel. On eût dit qu'il consistait tout entier dans l'article relatif aux dotations (1). L'abbé de Montesquiou auteur de ces attaques, pouvait écrire au Roi : « Le public s'est élevé contre cette production au moment où elle a paru. Il s'est élevé contre l'impudence de ces sénateurs qui ont fait de leur fortune l'affaire du public et il a appelé cette Constitution une constitution de rentes (2). »

L'impopularité des sénateurs grandissait donc chaque jour. Cependant avant que le Sénat eût rappelé au trône Louis-Xavier de France, les princes de la maison de Bourbon n'avaient dans le pays qu'une existence hasardeuse. Beugnot qui lors de son séjour en Allemagne avait eu l'occasion de fréquenter quelques-uns des principaux ministres étrangers avait pu connaître les dispositions des cours. Il restait persuadé que si le Sénat avait appelé au trône de France une famille autre que les Bourbons, elle eût été acceptée de l'Europe, non sans difficultés, mais avec une sorte de complaisance, tant était répandu autour des souverains le préjugé que les princes de la maison de Bourbon trouveraient de grandes difficultés à s'établir en France (3). Les royalistes, oublieux du service rendu, ne voyaient plus dans le Sénat que le représentant de la Révolution et de l'Empire qui avait osé dicter des conditions au retour des rois légitimes.

Les bonapartistes et les derniers représentants de la Révolution n'étaient pas mieux disposés à l'égard de l'Assemblée. Les premiers ne pouvaient pardonner aux sénateurs leur lâche abandon. Les seconds leur reprochaient leur servilité envers l'Empereur. Cependant les amis de la

---

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 269.

(2) Papier de Blacas. Rapport de Montesquiou. *Moniteur* du 15 avril 1815, p. 420, col. 2. Cité par Pierre SIMON, *L'Élaboration de la Charte*, p. 37.

(3) BEUGNOT, *Les Premiers temps de la Restauration*.

liberté attaquèrent moins violemment le Sénat que ne l'avaient fait les royalistes. Benjamin Constant réclama l'institution d'une chambre haute héréditaire où le nombre des pairs ne fût point limité. Il était fortement influencé par l'exemple anglais (1).

Le Sénat, attaqué et abandonné de la masse, n'avait pas perdu cependant tout appui. Ses amis firent paraître diverses brochures (2) pour le défendre. Ils faisaient remarquer que sitôt libre l'Assemblée avait par ses actes imprimé un mouvement uniforme et régulier à l'opinion publique et qu'elle avait ainsi garanti la France de la guerre civile. Les sénateurs étaient aussi présentés comme ayant rendu d'importants services à l'État. « Tirés de tous les départements ils en connaissent l'esprit, les besoins, les ressources, ils ont des clients, des amis, des parents. Pourquoi prendre des hommes nouveaux (3)? »

Le Sénat méritait d'être défendu, car seul, dans la transmission de la couronne de Napoléon aux Bourbons, il pouvait représenter la nation et faire pour elle de sages conditions. La charte sénatoriale était fort acceptable. L'Empereur de Russie l'approuvait et le Sénat comptait sur lui pour défendre son œuvre, même par la force (4).

Vitrolles accourut à Nancy où se trouvait le comte d'Artois, pour lui faire connaître la nouvelle Constitution. Il lui lut à bâtons rompus et d'une voix altérée quelques articles. « C'est donc bien mauvais? dit le prince. — Si mauvais, répondit Vitrolles, que le Roi n'est pas roi, que Monseigneur n'est pas lieutenant général du royaume, que nous sommes jetés sans droits reconnus, sans appui, au

---

(1) Benjamin CONSTANT. *Réflexions sur les Constitutions, la distribution des pouvoirs et les garanties dans une monarchie constitutionnelle.*

(2) Voici les titres de quelques-uns de ces écrits conservés à la Bibliothèque Nationale : Lettre à M. Bergasse au sujet de ses réflexions. A M. Bergasse au sujet de ses réflexions. M. Montigny à M. Bergasse. Réponse aux réflexions de M. Bergasse.

(3) Réponse à M. Bergasse par M. Lugan de Laroserie.

(4) VITROLLES, t. I, p. 377.

milieu de gens sans foi et sans honneur. C'est au point que si l'arrivée de Monseigneur n'était pas si positivement annoncée, si ses chevaux n'étaient pas commandés, pour ainsi dire, jusqu'à la poste de Paris, il vaudrait mieux aller à Langres. — Mon ami, dit Monsieur, le sort en est jeté, il faut aller en avant, la France est devant nous, qu'avons-nous à craindre (1)? »

La présence du comte d'Artois à Paris était en réalité indispensable. Le Gouvernement provisoire, sans être aussi impopulaire que le Sénat, commençait à être atteint de la même défaveur (2). Il flottait sans pouvoir, sans volonté, s'appuyant tour à tour sur le Sénat, sur l'Empereur Alexandre et sur l'opinion quand il pouvait la rencontrer (3). La situation des membres du Gouvernement eût pu devenir dangereuse si l'Empereur Alexandre, qui croyait son honneur intéressé à ce que la France ne retombât pas sous les abus de l'absolutisme et de l'ancien régime ne les eût énergiquement soutenus (4). Timide et obstiné, le Sénat avait évoqué le principe despotique en face du principe révolutionnaire. Il avait opposé comme rival au droit absolu du peuple le droit absolu du roi. Restée presque seule pour défendre les principes républicains, l'Assemblée devenue impopulaire manquait d'autorité. Le comte d'Artois précipita donc sa marche sur la capitale.

---

(1) VITROLLES, t. I, p. 370.

(2) VIEL-CASTEL, t. I, p. 263.

(3) VITROLLES, t. I, p. 377.

(4) VIEL-CASTEL, t. I, p. 263.

---

CHAPITRE XVII

**LA LIEUTENANCE GÉNÉRALE  
AU COMTE D'ARTOIS**

## RÉSUMÉ

---

*Entrée de Monsieur à Paris. — Réserve observée par le Sénat. — Fouché s'offre comme intermédiaire. — Alexandre se pose en médiateur. — Le Sénat donne au comte d'Artois la Lieutenance générale. — Audience aux Tuileries. — Monsieur laisse pressentir que des modifications seront apportées à la Charte sénatoriale, mais que les Bourbons en observeront les bases. — Le Sénat chez l'Empereur d'Autriche. — L'Assemblée prend une attitude plus indépendante. — Louis XVIII débarque en France.*

---



Monsieur fit son entrée à Paris le 12 avril. Installé aux Tuileries, il prépara immédiatement le retour de Louis XVIII. Pourvu d'une mission officielle, le comte d'Artois n'avait reçu aucun titre. Celui de lieutenant général semblait indiqué, mais il ne pouvait s'en emparer sans l'aide du Sénat. Le comte d'Artois et son entourage avaient peine à comprendre que le retour des rois légitimes fût soumis à des formalités, mais Vitrolles avait fait admettre la nécessité de l'intervention du Sénat-Conservateur (1). Cette Assemblée s'était cantonnée dans une boudeuse réserve. Lorsque fut chanté à Notre-Dame un *Te Deum* pour célébrer le retour des Bourbons, le Sénat seul de tous les grands corps de l'État s'abstint d'y assister (2). Il ne voulait pas paraître s'associer à des cérémonies dont le but était le rétablissement des anciens rois, tant que ceux-ci n'auraient pas adhéré à la Constitution sénatoriale. La situation du Sénat devenait fort délicate. Un rapprochement était donc possible entre l'Assemblée et le comte d'Artois.

Vitrolles s'efforçait déjà de saper l'œuvre du Sénat, mais Talleyrand résistait ainsi que l'Empereur Alexandre (3). Ce monarque continuait à regarder la Constitution comme la règle à laquelle il fallait se soumettre. Elle était

---

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 352.

(2) VIEL-CASTEL, t. I, p. 307.

(3) VITROLLES, t. I, p. 370 et suivantes.

d'accord avec les besoins de la France, l'autorité royale trouverait sa force dans les concessions qu'elle ferait à la liberté publique (1). Ce libéralisme irritait les royalistes : « Sire, disait Vitrolles à Alexandre, n'est-ce pas renverser tous les principes de la monarchie que de rendre élective cette couronne transmise d'âge en âge par la succession de cent rois ? Et la rendre élective par qui ? Par ce Sénat qui, pendant vingt ans n'a servi qu'à river sur nos bras les fers que Bonaparte nous forgeait ! Et de quel droit choisiraient-ils leur maître et le souverain de la France ? Votre Majesté ne voudra pas que la race royale de France en soit réduite au point de tenir sa couronne des vils instruments de la tyrannie (2) ! » Cette insistance froissait Alexandre qui répondit à ce propos par une affectation d'indifférence (3).

Le 12 et le 13 avril la situation semblait donc difficile. Les adversaires avaient pris les partis extrêmes ; une entente demeurerait possible, mais Talleyrand attendait, immobile que la controverse s'apaisât ; aucun médiateur ne s'offrait.

Fouché se montra alors de nouveau sur la scène. Il était arrivé du Midi quelques jours plus tôt, après de longs détours qui l'avaient retardé (4). Très froidement reçu par les membres du Gouvernement provisoire, il avait trouvé plus d'accueil au Sénat et il sembla dès lors ne pas désespérer de se faire à force d'habileté une place dans le régime qui allait se fonder (5). Le 13 avril, Vitrolles en se rendant au pavillon de Marsan vit, outre Talleyrand et ses familiers, un personnage inconnu. La discussion s'ouvrit et Vitrolles somma le Gouvernement provisoire de reconnaître seul le lieutenant général puisque l'attitude du

---

(1) VITROLLES, t. I, p. 390-391.

(2) VITROLLES, t. I, p. 392.

(3) VITROLLES, t. I, p. 392.

(4) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 350. Voir Pierre SIMON. *L'Élaboration de la Charte*, p. 42 et suivantes.

(5) VIEL-CASTEL, t. I, p. 272.

Sénat devenait hostile. Jaucourt déclara que les délégués de l'Assemblée ne pouvaient agir sans son assentiment. L'inconnu prit alors la parole et il se déclara capable d'obtenir du Sénat qu'il déférât à Monsieur la lieutenance générale, pourvu que le comte d'Artois fit une déclaration de principes propre à rassurer les esprits. Vitrolles apprit alors que cet homme était Fouché. Sur-le-champ, celui-ci rédigea un projet de déclaration (1).

Les sénateurs durant ce temps se montraient de plus en plus mécontents. Malgré son impopularité, fort de l'appui d'Alexandre, le Sénat relevait la tête. Ceux de ses membres qui, quelques jours auparavant avaient été les plus empressés à provoquer le renversement du Gouvernement impérial, tels que Lambrechts et Lanjuinais, n'étaient pas maintenant moins ardents à combattre l'absolutisme nouveau qu'ils croyaient voir s'annoncer par l'attitude du comte d'Artois (2). D'ailleurs la situation du Sénat commençait déjà à se consolider : des adresses émanant des tribunaux, des corps municipaux lui parvenaient apportant l'adhésion de ces assemblées à l'acte sénatorial (3).

La matinée du 13 avril se passa en négociations hâtives. Les intrigues de Fouché et l'habileté d'Alexandre éclairèrent la situation. Le ministre de l'Empereur, de Nesselrode, alla trouver les conseillers de Monsieur, puis le czar se rendit lui-même auprès du prince; ils rappelèrent les services que le Sénat avait rendus à la maison des Bourbons en prononçant la déchéance de Napoléon et la promesse faite par les alliés de garantir la Constitution que les Français voudraient se donner. Alexandre déclara très péremptoirement que s'il plaisait aux Bourbons d'oublier les services du Sénat, les souverains étaient décidés à tenir leurs engagements. Monsieur se résigna à céder (4).

---

(1) VITROLLES. *Mémoires*, t. II, p. 4.

(2) VIEL-CASTEL, t. I, p. 304 et suivantes.

(3) Procès-verbaux des séances du Sénat. Archives nationales CC. 986.

(4) VIEL-CASTEL, t. I, p. 308.

Le Sénat cependant ne capitulait pas encore. A la séance du 13, l'Assemblée avait chargé Barthélemy d'inviter le Gouvernement provisoire à insérer dans le *Moniteur* des extraits des adresses qui lui étaient parvenues (1). Ces publications pouvaient ramener le public à l'acceptation de la charte sénatoriale. Puis l'Assemblée discuta la question de la lieutenance générale. Quelques voix s'élevèrent pour demander que la mesure proposée ne fût prise qu'avec certaines précautions dont la première devait être d'exiger que le prince s'engageât préalablement pour lui et le Roi son frère à accepter l'acte constitutionnel. Cette idée fut combattue, car le Roi n'ayant pas donné à son frère le droit de contracter cet engagement, aurait pu ne pas se croire obligé de le tenir et le Sénat aurait pu se trouver alors dans la plus fausse position (2).

Fouché avait pris séance pour la première fois, il insista pour l'adoption pure et simple de la proposition qui fut votée à une grosse majorité. Fouché eut de plus l'habileté de refuser de faire partie de la députation de sénateurs qui devait se rendre le lendemain aux Tuileries, pensant que les royalistes verraient avec peine un régicide. Cette conduite lui porta profit dans l'esprit de Monsieur (3).

Beurnonville à l'issue de la séance courut apprendre à Vitrolles le résultat. Ayant lu le décret, la joie de ce dernier tomba. Monsieur, furieux de l'insolence des sénateurs et de leur audace à ne rien retirer de leurs prétentions primitives, déclara ne pas vouloir les recevoir.

Son entourage eut beaucoup de peine à lui faire modifier sa décision (4).

Le 14 avril à 8 heures du soir, le Sénat conduit par

---

(1) Procès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur. Archives nationales CC. 986.

(2) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 352.

(3) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 353.

(4) VITROLLES, t. II, pp. 17 à 19.



Talleyrand se rendit aux Tuileries pour déférer la lieutenance générale au comte d'Artois.

Monseigneur, dit le prince de Bénévent (1), le Sénat apporte à V. A. R. l'hommage de son respectueux dévouement. Il a provoqué le retour de votre auguste maison au trône de France. Trop instruit par le présent et le passé, il désire avec la Nation affermir pour jamais l'autorité royale sur une juste division des pouvoirs, et sur la liberté publique, seules garanties du bonheur et des intérêts de tous.

Le Sénat, persuadé que les principes de la Constitution nouvelle sont dans votre cœur, vous défère par le décret que j'ai l'honneur de vous présenter, le titre de Lieutenant général du Royaume, jusqu'à l'arrivée du Roi votre auguste frère. Notre respectueuse confiance ne peut mieux honorer l'antique loyauté qui vous fut transmise par vos ancêtres.

Monseigneur, le Sénat, en ces moments d'allégresse publique obligé de rester en apparence plus calme sur la limite de ses droits, n'en est pas moins pénétré des sentiments universels. V. A. R. lira dans nos cœurs, à travers la retenue même de notre langage. Chacun de nous, comme Français, s'est associé à ces touchantes et profondes émotions qui vous ont accompagné dès votre entrée dans la capitale de vos pères, et qui sont plus vives encore sous les voûtes de ce palais où l'espérance et la joie sont enfin revenues avec un descendant de Saint Louis et de Henri IV.

Talleyrand lut alors le décret du Sénat. L'Assemblée déférait « le gouvernement provisoire de la France à S. A. R. Monseigneur le comte d'Artois, sous le titre de Lieutenant Général du royaume, en attendant que Louis-Stanislas-Xavier de France, appelé au trône des Français ait accepté la Charte constitutionnelle » (2).

La nécessité pour le Roi d'admettre l'acte sénatorial demeurerait donc.

Le comte d'Artois répondit alors par un discours préparé par Montesquiou, Vitrolles et quelques intimes plus qu'avec Talleyrand (3) :

Messieurs, j'ai pris connaissance de l'acte constitutionnel qui rappelle au trône de France le Roi, mon auguste frère, je n'ai point reçu

---

(1) *Moniteur* du 15 avril 1814.

(2) *Moniteur* du 15 avril 1814.

(3) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 353.



de lui le pouvoir d'accepter la Constitution, mais je connais ses sentiments et ses principes et je ne crains pas d'être désavoué en assurant en son nom qu'il en admettra les bases.

Le mot « rappelle » fut donc prononcé mais le comte d'Artois avait laissé pressentir que des modifications seraient apportées à la charte sénatoriale.

Monsieur énuméra alors les « bases » de la Constitution. Le Roi en déclarant qu'il maintiendrait la forme actuelle du Gouvernement avait reconnu que la monarchie devait être pondérée par un Gouvernement représentatif divisé en deux chambres. « Le Roi promettait que l'impôt serait librement consenti par les représentants de la Nation, que la liberté publique et individuelle serait assurée, la liberté de la presse respectée, sauf les restrictions nécessaires à l'ordre et à la tranquillité publique. » « La liberté des cultes serait garantie, les propriétés étaient inviolables et sacrées, les ministres responsables, les juges inamovibles, le pouvoir judiciaire indépendant. Il déclara que nul ne pourrait être distrait de ses juges naturels, que la dette publique serait garantie, les pensions, grades, honneurs militaires et titres de noblesse maintenus ainsi que la Légion d'honneur. Aucun individu ne pourrait être inquiété pour ses opinions et ses votes et la vente des biens nationaux était irrévocable... »

L'œuvre du Sénat était donc en partie détruite puisque cette énumération était limitative. L'hérédité du titre de sénateur et le maintien de la dotation sénatoriale n'avaient pas été promis. La déception des membres de l'Assemblée dut donc être assez grande quoique le comte d'Artois eût remercié le Sénat au nom du Roi, de la part qu'il avait eue dans son retour.

Il ne peut plus y avoir parmi nous qu'un sentiment; il ne faut plus se rappeler le passé. Nous ne devons plus former qu'un peuple de frères.

A ces mots, un sénateur enthousiasmé s'écria : « C'est vraiment un fils de Henri IV ! » — « Son sang coule en effet

dans mes veines, reprit Monsieur ; je désirerais en avoir les talents, mais je suis bien sûr d'avoir son cœur et son amour pour les Français (1). » Le Sénat se retira et l'on introduisit le Corps législatif pressé d'offrir ses vœux au Lieutenant Général.

Le discours du comte d'Artois avait donc été très hardi. Montesquiou en était l'inspirateur véritable. Talleyrand trouvait la conduite de Monsieur fort imprudente et il en témoigna de l'humeur (2). Ce mécontentement trouvait naturellement un écho chez les membres de l'Assemblée dont la situation se consolidait chaque jour. Les adhésions à la charte sénatoriale parvenaient en effet au Sénat (3). Le 16 avril, Barthélemy annonça que le Gouvernement provisoire avait promis de faire paraître ces adhésions dans le *Moniteur* (4). Mais ces publications pouvaient être dangereuses pour la cause royale, aussi ses partisans ne mettaient-ils aucun empressement à satisfaire le vœu du Sénat. Un membre de l'Assemblée devinant ces dispositions invita Barthélemy à renouveler ses instances (5). Enfin, le 21 avril, l'Assemblée, n'ayant reçu aucune satisfaction décida, sur la proposition d'Abrial, de faire imprimer de sa propre autorité les procès-verbaux de ses séances (6).

Le Sénat se sentant soutenu par Alexandre commençait donc de nouveau à reprendre une attitude plus indépen-

---

(1) *Moniteur* du 15 avril 1814.

(2) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 353.

Voir LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, t. II, pp. 398-399 et Pierre SIMON, *L'Élaboration de la Charte constitutionnelle*, pp. 46 et 47.

(3) 13 avril : adhésions du tribunal civil de Lisieux, de la municipalité de Calais, de celle de Provins.

16 avril : adhésions du tribunal de première instance de Douai, de Bernay, du conseil de préfecture de la Vienne, du conseil municipal de Gisors.

18 avril : adhésions du président de la Cour d'assises du Pas-de-Calais, etc...

(Procès-verbaux des séances. Archives nationales CC. 986) et SIMON, *Élaboration de la Charte*, p. 52.

(4) Procès-verbaux des séances. Archives nationales CC. 986.

(5) Procès-verbaux des séances. Archives nationales CC. 986.

(6) Procès-verbaux des séances. Archives nationales CC. 986.

dante. Cependant, le 19 avril, l'Assemblée se rendit en corps chez l'Empereur d'Autriche arrivé quelques jours auparavant. La pompe déployée à l'entrée de ce monarque dans Paris avait été considérable. Monsieur, escorté de la Garde nationale à cheval, s'était trouvé au boulevard du Temple pour recevoir les souverains alliés. Après une grande revue, l'Empereur François s'était rendu au faubourg Saint-Honoré dans l'hôtel de la princesse Borghèse qu'il devait occuper. Les sentiments nationaux avaient été froissés de tout cet éclat (1). La visite du Sénat n'était donc pas habile puisqu'elle risquait de produire un pénible effet à Paris.

Talleyrand exprima à l'Empereur d'Autriche les remerciements du Sénat pour la paix accordée à la France :

Vous avez sauvé l'Europe en laissant à son destin celui qui voulait la perdre et se perdre lui-même par une aveugle obstination.

Voyez, Sire, le monde tranquille après quinze ans de convulsions. L'Europe raffermie sur ses antiques bases et tous les peuples qui sont les premières familles des Rois ne forment plus, en quelque sorte, qu'une seule famille (2).

L'Empereur lui répondit en se félicitant de la paix et il invita tous les partis à se rallier autour du Roi (3). Mais, au cours de sa harangue, l'Empereur d'Autriche dit qu'il avait combattu vingt ans les principes qui avaient désolé le monde. Ce singulier compliment adressé aux vétérans des diverses assemblées révolutionnaires les blessa vivement et ils ne voulurent pas le consigner dans leur procès-verbal (4).

Le 26 avril 1814, Lanjuinais proposa à l'Assemblée la

---

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 362.

(2) *Moniteur* du 21 avril 1814. Voir LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, t. II, ch. XXIX, p. 403.

(3) *Moniteur* du 21 avril 1814.

(4) VIEL-CASTEL, t. I, p. 314.

réhabilitation de Moreau. Après avoir fait l'apologie de ce général, il s'écriait :

Cependant vous savez comment il fut payé d'ingratitude, comment il fut outragé, dégradé, opprimé sous un gouvernement qui a dû périr, ayant violé le droit des nations et le pacte social par de funestes attentats, et par tous les excès de la puissance arbitraire.

Sa mémoire peut être vengée par une seule parole du Sénat. J'ose donc vous demander cette parole aussi juste que mesurée, qui n'a besoin d'autre forme que de votre assentiment qui satisfera la presque universalité des citoyens, qui ne peut manquer de plaire à tous nos augustes alliés, qui ne blessera aucun droit, qui n'offensera aucune opinion légitime (1).

Alors que l'Assemblée devait se concilier l'opinion publique, le moment n'était pas bien choisi pour exalter la mémoire d'un traître, du vainqueur de Hohenlinden, passé à l'ennemi et tué sur le champ de bataille par un boulet français. Ces fautes du Sénat étaient irréparables.

Cependant, la liste des sénateurs qui adhérèrent à la charte votée par l'Assemblée devenait plus nombreuse (2),

---

(1) Proposition faite au Sénat le 26 avril par le sénateur comte Lanjuinais. Bibliothèque nationale Le 49 81.83 et Archives nationales : séance du 26 26 avril 1814. Procès-verbaux des séances registre CC. 8.

(2) Avaient adhéré aux actes votés par le Sénat-Conservateur les sénateurs : Séance du 6 avril : cardinal de Bayane, comte d'Aboville, Dedelay d'Agier, Dyrez, François de Neufchâteau, Garan Coulon, de Lannoy, maréchal Serrurier, Shée, Soulès, Thévenard, Venturi, Vernier.

Séance du 8 avril : Colchen, maréchal de Dantzig.

Séance du 9 : Buonacorsi, Clément de Ris, d'Aguesseau, Dupuy, Laplace, Volney.

Séance du 11 : cardinal Cambacérès, Latour-Maubourg.

Séance du 13 : Dejean, Dupont, Garnier, de Laville, de Montesquiou, de Ségur, de Villemazy.

Séance du 14 : Prince de Cambacérès, duc de Parme, duc d'Otrante, duc de Cadore, Beauharnais, Corsini.

Séance du 16 : Lecouteulx Canteleu, Chasset, Cornudet, Lamartillière, Guéhéneuc, Boissy d'Anglas, duc de Vicence, prince de Neufchâtel.

Séance du 18 : comte Gassendi, archevêque de Barral, Monge, Lacépède, de Beaumont.

(*Moniteur* du 21 avril 1814.)

Séance du 23 avril : Canclaux, Chasset, Demont, Sémonville, Rœderer, Primat, archevêque de Toulouse, Spada, Maréchal Pérignon.

(*Moniteur* du 27 avril.)

Le 30, les sénateurs de Saint-Marsan, prince Corsini, Schimmelpenninck et Van de Poll, tous étrangers, avaient démissionné.

chacun s'empressait de s'associer à cette œuvre dont l'unique mérite, aux yeux des partisans de la royauté, avait été le rappel des rois légitimes. A cette époque, Louis XVIII débarquait d'Angleterre pour prendre possession du trône de ses pères et pour combattre l'acte constitutionnel élaboré par le Sénat-Conservateur.

---



CHAPITRE XVIII

**LA DÉCLARATION DE SAINT-OUEN  
ET LA CHARTE OCTROYÉE**

## RÉSUMÉ

---

*Le Roi est disposé à Hartwell à accepter la Charte sénatoriale. — L'attitude de l'Angleterre et l'enthousiasme des populations du Nord modifient ses intentions primitives. — Abstention du Sénat et inquiétudes des sénateurs. — Talleyrand et Alexandre sont assez mal reçus par le Roi. — L'Assemblée sénatoriale cesse sa résistance et une députation se rend à Saint-Ouen auprès de Louis XVIII. — Publication de la déclaration de Saint-Ouen. — Elle annonce des revisions à la Charte sénatoriale. — Une commission spéciale est chargée d'élaborer la nouvelle constitution. — Attitude intransigeante des commissaires du Roi. — Le Sénat se montre entièrement soumis. — Promulgation de la Charte en présence du Sénat et du Corps législatif. — Dissolution du Sénat-Conservateur. — Dédommagements matériels donnés à ses membres par Louis XVIII. — Part des sénateurs dans la Chambre des Pairs.*

---

Lorsque Louis XVIII apprit à Hartwell le vote de la charte sénatoriale, il en ressentit une joie très vive. Il ne croyait pas payer trop cher son retour en France en acceptant une forme de gouvernement qu'il voyait pratiquer sous ses yeux en Angleterre depuis de longues années. Le 15 avril, le comte de Bruges envoyé par Monsieur, trouva le Roi en train d'élaborer une proclamation dans laquelle il acceptait la constitution du Sénat (1). Vitrolles persuada au Roi de remettre à plus tard son adhésion. Les hommages éclatants rendus à Londres à Louis XVIII par le prince régent (2) et la disposition des esprits en France, changèrent les résolutions primitives du monarque. Prenant une plus juste notion des hommes et des choses, il vit que les Bourbons étaient désormais indispensables. L'autorité du Sénat s'était usée dans l'inaction et en arrivant à Compiègne le Roi comprit le parti qu'il pouvait tirer de la situation où s'était mise cette Assemblée.

Le Sénat ne paraissait pas, comme à l'arrivée de Monsieur et ses membres avaient résolu de s'abstenir de toute démarche jusqu'au moment où la royauté se serait expli-

---

(1) *Mémoires de Vitrolles*, t. II, pp. 29 et 106. DUVERGIER DE HAURANNE, t. II, p. 125, BEUGNOT, *Mémoires*, p. 468. Pierre SIMON, *L'Élaboration de la Charte*. Deuxième partie, p. 49 et suivantes.

(2) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 395.

quée sur les conditions qu'on lui avait posées (1). Les sénateurs étaient fort agités, Talleyrand affectait, suivant sa coutume, une grande sécurité et il s'efforçait de les calmer : « Nous aurons une constitution, soyez tranquilles, leur disait-il, mais nous avons affaire à un roi spirituel et instruit, préparez-vous à défendre votre ouvrage (2). » Mais les sénateurs n'étaient pas plus rassurés que le prince de Bénévent (3) et ils laissaient de nouveau paraître leur mécontentement. Talleyrand vit alors s'évanouir quelques-unes de ses illusions. Sûr de l'influence qu'il allait exercer, il avait compté poser avec le Roi les premières bases du programme politique qui devait être suivi à l'intérieur et à l'extérieur (4). Mais il fut relégué à Compiègne dans la foule des courtisans et il dut attendre deux ou trois heures avant d'être reçu chez le Roi (5).

Celui-ci lui fit un accueil des plus charmants et lui dit mille paroles gracieuses : « Eh bien, Monsieur de Talleyrand, c'est donc moi qui ai raison à la fin ? Si l'avantage vous fût demeuré, vous m'auriez dit : Asseyons-nous et causons, puisque c'est à moi à vous faire le compliment, asseyez-vous et causons (6). » Le prince de Bénévent parla alors de la nécessité d'un acte faisant connaître les intentions du Roi, sur la charte sénatoriale. Louis XVIII lui laissa tout espérer sans s'engager sur rien (7). Il tint le même langage à l'Empereur Alexandre qui plaïda auprès de lui la cause du Sénat (8). Mais le czar rencontra à

---

(1) VIEL-CASTEL, t. I, p. 354. Une commission composée de Garat, Vimar, Lanjuinais, Fabre de l'Aude, Cornet et Grégoire, avait été nommée le 26 avril au Sénat pour étudier la conduite que devait tenir cette Assemblée lors de l'arrivée du Roi. Archives nationales, registre GC. 8.

(2) VIEL-CASTEL, t. I, p. 354.

(3) VIEL-CASTEL, *idem*.

(4) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 402.

(5) *Mémoires de Pasquier*, *idem*.

(6) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 403. *Mémoires de Talleyrand*, t. I, p. 450. *Mémoires de Vitrolles*, t. II, p. 168. Voir LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, t. II, p. 412 et 413 et Pierre SIMON, p. 61.

(7) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 403 et 404.

(8) VIEL-CASTEL, t. I, p. 357 et PASQUIER, t. II, p. 404.

Compiègne une atmosphère très différente de celle où il avait vécu à Paris (1). Il n'était plus l'homme indispensable depuis que le prince régent de la nation anglaise avait salué avec enthousiasme la restauration des Bourbons. L'Empereur de Russie se montra peu satisfait de l'accueil de Louis XVIII (2) et il fit la route en revenant de Compiègne à Paris, dans une disposition d'esprit fort différente de celle qu'il avait au départ (3).

Ces mécomptes n'eurent point d'effet trop regrettable au Sénat, car les esprits commençaient à se rapprocher. Il fut admis de part et d'autre que le Roi n'accepterait pas la Constitution sénatoriale, mais qu'il en accorderait une, fondée sur les principes les plus libéraux. En attendant que cet acte fût rédigé, une déclaration solennelle en ferait connaître les bases (4). Mais cette transaction était insuffisante pour faire cesser l'état de séparation qui existait entre le Roi et l'Assemblée sénatoriale. Il était indispensable que le Sénat vînt visiter Louis XVIII à Saint-Ouen où il s'était rendu.

Le 30 avril, le Grand Maître des cérémonies avait prévenu le président du Sénat de l'entrée imminente du Roi à Paris. Le Lieutenant Général pensait qu'il était convenable qu'une députation de sénateurs se rendît auprès de Sa Majesté pour la féliciter. Les noms des membres qui devaient se rendre à Saint-Ouen étaient indiqués dans ce message (5). Le 2 mai dans la soirée, le Roi reçut la dépu-

---

(1) *Mémoires de Pasquier*, t. II, pp. 400 et 401.

(2) VIEL-CASTEL, t. I, p. 357.

(3) *Mémoires de Pasquier*, t. III, p. 401.

(4) VIEL-CASTEL, t. I, p. 357 et suivantes.

(5) Archives nationales, registre CC. 8. La députation devait comprendre : le bureau, le prince de Bénévent chargé de porter la parole, Barbé Marbois, Chasset, duc de Plaisance, Cholet, Garnier, Vaubois, Hédouville, Abrial, Lecouteulx-Canteleu, Porcher de Richebourg, Villemazy, duc de Dantzig, Berthollet, de Barral, Cornet, Cardinal de Bayane, de Beauharnais, de Fontanes, Laplace, Canclaux et Clément de Ris.

Suppléants en cas d'empêchements des précédents : Lacépède, d'Aguesseau et Herweyn de Nevelle.



tation du Sénat. Talleyrand dans un discours fort habilement écrit (1) exprima les idées qui avaient universellement cours. Ce n'était plus le Sénat mais la Nation entière qui, éclairée par l'expérience, se portait au-devant du Roi et le rappelait au trône de ses pères. L'Assemblée accourait avec le pays saluer le monarque. Celui-ci, guidé par sa sagesse, allait donner des institutions conformes aux lumières de la raison moderne en lui empruntant les plus sages théories politiques.

Une charte constitutionnelle, dit Talleyrand, réunira tous les intérêts à celui du trône et fortifiera la volonté première du concours de toutes les volontés.

Vous savez mieux que nous, Sire, que de telles institutions si bien éprouvées chez un peuple voisin, donnent des appuis et non des barrières aux monarques amis des lois et pères des peuples.

Oui, Sire, la Nation et le Sénat, pleins de confiance dans les hautes lumières et les sentiments magnanimes de Votre Majesté, désirent avec elle que la France soit libre pour que le Roi soit puissant.

Louis XVIII répondit d'une façon gracieuse en se disant pleinement d'accord avec le président du Sénat.

Seule la déclaration restait à publier. Plusieurs rédactions avaient été élaborées par Vitrolles, de Blacas, de Montesquiou et de la Maisonfort. Ce dernier mettait de l'importance à la forme de l'acte; Vitrolles finalement lui laissa faire la rédaction sans cependant lui abandonner le fond des choses (2).

L'acte, appelé déclaration de Saint-Ouen, fut publié le lendemain 3 mai (3). Il débutait ainsi :

LOUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut.

Rappelé par l'amour de notre peuple au trône de nos pères, éclairé par les malheurs de la Nation que nous sommes destinés à gouverner,

---

(1) *Mémoires du Prince de Talleyrand*, t. II, p. 170.

(2) VITROLLES, t. II, pp. 170 à 172 et *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 407.

(3) Cf. le *Moniteur* du 3 mai 1814. Voir Pierre SIMON, *L'Élaboration de la Charte constitutionnelle*, p. 64 et suivantes, sur les circonstances de la préparation de la déclaration de Saint-Ouen.

notre première pensée est d'invoquer cette confiance mutuelle nécessaire à notre repos, à son bonheur.

Après avoir lu attentivement le plan de la Constitution proposé par le Sénat, dans sa réunion du 6 avril dernier, nous avons reconnu que les bases étaient bonnes, mais qu'un grand nombre d'articles portant l'empreinte de la précipitation avec laquelle ils ont été rédigés, ils ne peuvent dans leur forme actuelle devenir lois fondamentales de l'État.

Résolu d'adopter une Constitution libérale, nous voulons qu'elle soit sagement combinée et ne pouvant en accepter une qu'il est indispensable de rectifier, nous convoquons pour le 10 du mois de la présente année, le Sénat et le Corps législatif, nous engageant à mettre sous leurs yeux le travail que nous aurons fait avec une Commission choisie dans le sein de ces deux corps, et à donner pour base à cette Constitution les garanties suivantes :

Le Roi énumérait alors toutes celles que le comte d'Artois avait déjà promis de respecter.

L'effet de la déclaration fut satisfaisant (1) et le public attendit dès lors avec impatience la promulgation définitive de la Charte. Le Roi donna une preuve d'empressement en convoquant pour le 31 mai le Corps législatif (2) dont la réunion avait été annoncée dans la déclaration pour le 10 juin. Alexandre avait réclamé avec insistance (3) cette modification car il sentait le besoin de quitter la France, mais il ne voulut pas sortir de la capitale sans que la nation fût assurée de jouir d'une Constitution libre dans laquelle seraient protégés et défendus ses intérêts (4).

Le Roi, entré à Paris, s'occupa de composer la Commission chargée de l'élaboration de la Charte. Aucun arrêté ne parut ni au *Moniteur*, ni au *Bulletin des Lois*.

---

(1) *Mémoires de Pasquier*, t. II, p. 408.

(2) PASQUIER, t. II, p. 414.

(3) *Moniteur* du 8 mai 1814.

(4) Pasquier dit à ce sujet : « On avait assez confiance dans les lumières du Roi, mais on se méfiait du parti royaliste dont les tendances avaient paru différentes pendant la lieutenance générale de Monsieur. L'Empereur Alexandre surtout redoutait ce parti; les démarches qu'il avait hasardées auprès de lui à plusieurs reprises le lui faisaient considérer comme capable de toutes les imprudences. Voilà pourquoi il tenait tant à ne pas s'éloigner avant que tout fût réglé par l'acte le plus solennel », t. II, p. 414.

Louis XVIII ne voulait point, sans doute, lui conférer l'ombre d'un pouvoir constituant. Pastoret, Barthélemy, Vimar, Boissy d'Anglas, Barbé-Marbois, Serrurier, Garnier, de Fontanes et de Sémonville comme sénateurs; Lainé, Maine de Biran, Blanquart de Bailleul, Chabaud-Latour, Fager de Baure, Félix Faulcon, Clausel de Coussergues, Duchesne, Duhamel comme députés, firent partie de la Commission. De Montesquiou, Ferrand, d'Ambray et Beugnot leur furent adjoints en qualité de commissaires du Roi (1). En faisant part à Beugnot de cette nomination, le Roi lui recommanda de ne rien communiquer à Talleyrand du travail des réunions (2). L'influence du prince de Bénévent fut donc soigneusement écartée, car Louis XVIII craignait de trouver en lui un défenseur trop ardent de la Charte sénatoriale.

Des colloques préparatoires eurent lieu chez le chancelier où Montesquiou apporta un projet qui renfermait presque tous les articles de la déclaration de Saint-Ouen qui reparaissaient dans la Charte (3). Il fut convenu que le projet serait présenté à la délibération de la réunion et que les trois commissaires du Roi le défendraient dans la discussion. Beugnot fut chargé de tenir note de la délibération à mesure que les articles seraient arrêtés (4).

En présence des quatre commissaires du Roi, la discussion fut illusoire (5). Lors de l'ouverture des séances, le chancelier d'Ambray fit sentir aux membres de la Commission qu'ils n'avaient pas été convoqués comme séna-

---

(1) THIBAudeau, t. X, p. 98 et PASQUIER, t. II, p. 415.

(2) BEUGNOT, *Premiers temps de la Restauration*, p. 37.

(3) BEUGNOT, *idem*.

(4) BEUGNOT, *idem*.

(5) THIBAudeau, t. X, p. 98.

Sur le travail de la commission, voir PASQUIER, t. II, p. 415 et suivantes, BEUGNOT, *Premiers temps de la Restauration*, p. 37 et suivantes, et A. B. XIX 340-341-351-353 : papiers relatifs à l'élaboration de la Charte aux Archives nationales.

Pierre SIMON, *L'Élaboration de la Charte constitutionnelle*, pp. 69 et suivantes.

teurs ou comme députés et que le Sénat et le Corps législatif n'avaient plus d'existence. Il leur dit que le Roi avait voulu réunir autour de lui comme conseil, les notables du royaume, afin de rédiger la grande Charte (1). Les commissaires du Roi se montrèrent intransigeants (2) et ils firent triompher toutes les idées qu'ils étaient chargés de défendre. Boissy d'Anglas fit une opposition partielle qui demeura sans résultat. D'après la rédaction de la nouvelle Constitution, il résultait clairement que l'acte nouveau émanait de la royauté seule. Tous les articles de la Charte sénatoriale qui parlaient de la nature du principe monarchique, de sa transmission de mâle en mâle par ordre de primogéniture furent laissés de côté. Boissy d'Anglas protesta contre ces omissions. Les commissaires du Roi lui répondirent que le droit des Bourbons au trône n'avait pas besoin d'être énoncé. Fontanes appuya cette doctrine et fut d'avis de laisser dans l'ombre l'origine des pouvoirs (3). Battus sur les questions de principe, les sénateurs le furent également lorsque la Commission passa au vote des articles de la Constitution. Une Chambre des Pairs remplaça le Sénat; il était cependant entendu que le Roi choisirait parmi les sénateurs tous ceux qui, sans inconvénient, pourraient passer à la nouvelle Chambre Haute.

Durant les travaux de la Commission, le Sénat-Conservateur sentant sa fin prochaine, avait complètement modifié son attitude : les membres de l'Assemblée faisaient en général de grands efforts pour plaire au nouveau monarque. Le 6 mai, le Sénat se rendit auprès du Roi. Il fut introduit par le marquis de Brézé, grand maître des cérémonies et Barthélemy félicita Louis XVIII, l'assurant du respect, de l'amour et de la fidélité de l'Assemblée.

La confiance du Sénat dans la bonté paternelle de Votre Majesté pour le peuple français est sans bornes : quelle confiance fut jamais

---

(1) THIBAudeau, t. X, p. 98 et suivantes.

(2) Voir sources citées plus haut.

(3) BEUGNOT, *Les premiers temps de la Restauration*, p. 37 et suivantes.



plus légitime, puisque nous l'exprimons au digne fils d'Henri IV, à l'héritier de la noble et antique race des Bourbons qui, depuis tant de siècles, a fait la gloire et le bonheur de la France.

Le Roi répondit à ce langage flatteur par quelques sobres paroles :

Je vous remercie des sentiments que vous m'exprimez. Je tiendrai la promesse que je vous ai faite et je me concerterai volontiers avec les grands corps de l'État sur les moyens les plus propres à rétablir le bonheur de la France (1).

Cette promesse ne fut point observée lors de l'élaboration de la Charte, mais l'éloignement où il était tenu n'empêcha pas le Sénat de voter le 26 mai un don de 10.000 francs afin de contribuer au rétablissement de la statue de Henri IV (2), et d'assister au service funèbre célébré à Notre-Dame pour Louis XVI et les autres princes et princesses de la Maison de France. Les sénateurs se rendirent aussi près du prince de Condé et du duc de Bourbon pour les féliciter (3).

Au début du mois de juin, la Charte se trouva prête. Comment serait-elle proclamée? Au sein de la Commission, Beugnot proposa, puisqu'on ne pouvait s'adresser à la France assemblée, de rechercher des représentants qui puissent lui suppléer jusqu'à un certain point. Le Sénat et le Corps législatif semblaient donc spécialement désignés (4). La publication de la Charte en présence du Sénat et du Corps législatif fut décidée, mais ces Assemblées furent trouvées peu consistantes pour recevoir le serment royal qui, en France, ne se prête qu'une fois à la cérémonie du sacre (5).

Le 4 juin, le Roi se rendit en grande pompe au Palais Bourbon où siégeait le Corps législatif. L'Assemblée était

---

(1) *Moniteur* du 7 mai 1814.

(2) *Moniteur* du 27 mai 1814.

(3) Archives nationales, registre CC. 8. Séances du 18 mai 1814.

(4) BEUGNOT, *Premiers temps de la Restauration*, p. 78 et suivantes.

(5) BEUGNOT, *idem*.



imposante : tous les souverains et leurs nombreuses suites, le Sénat, placé à droite et les députés placés à gauche s'y trouvaient réunis. Les ministres étaient au centre. Le Roi gravit les degrés d'un trône dressé sur l'estrade où siégeait ordinairement le président. Le vaste amphithéâtre était rempli des plus grands personnages de France et d'Europe dont Paris était alors le rendez-vous (1).

Devant cette élite attentive, le Chancelier prononça un discours :

En pleine possession de ses droits héréditaires sur ce beau royaume, dit-il, le Roi ne veut exercer l'autorité qu'il tient de Dieu et de ses pères qu'en posant lui-même les bornes de son pouvoir.

Loin de lui l'idée que la souveraineté doive être dégagée de ces contre-poids salutaires qui, sous des dénominations différentes, ont constamment existé dans notre Constitution. Il y substitue lui-même un établissement de pouvoir tellement combiné, qu'il offre autant de garanties pour la nation que de sauvegarde pour la royauté.

Il ne veut être que le Chef suprême de la grande famille dont il est le père. C'est lui-même qui vient donner aux Français une Charte constitutionnelle appropriée à leurs besoins et à la situation respective des hommes et des choses.

Tel est, Messieurs, l'esprit vraiment paternel dans lequel a été rédigée cette grande Charte que le Roi m'ordonne de mettre sous les yeux de l'ancien Sénat et du dernier Corps législatif. Si le premier de ces corps a, pour ainsi dire, cessé d'exister avec la puissance qui l'avait établi; si le second ne peut plus avoir, sans l'autorisation du Roi, que des pouvoirs incertains et déjà expirés pour plusieurs de ces séries, leurs membres n'en sont pas moins l'élite légale des notables du royaume. Aussi, le Roi les a-t-il consultés, en choisissant dans leur sein des membres que leur compétence avait plus d'une fois signalés à l'estime publique. Il en a, pour ainsi dire, agrandi son conseil, et il doit à leurs sages observations plusieurs additions utiles, plusieurs restrictions importantes (2).

Puis Ferrand, doyen des commissaires du Roi, fit la lecture de la Charte. Le Sénat avait suscité pour rival au droit absolu du peuple le droit absolu du Roi. Ayant triomphé de cette résistance, Louis XVIII répondit dans

---

(1) BEUGNOT, *Premiers temps de la Restauration*, p. 78 et suivantes.

(2) *Moniteur* du 5 juin 1814.

l'acte nouveau aux prétentions du régime révolutionnaire par les prétentions de l'ancien régime : au lieu de présenter la Charte comme un traité de paix après de longs troubles, le Roi octroya la Constitution comme une pure concession royale ; ce qui n'empêcha pas la Charte d'être généralement bien accueillie. Durant la lecture de cet acte, des signes individuels d'approbation pouvaient être remarqués sur tous les bancs (1). A la fin de la séance, les membres de l'ancien Sénat et les députés des départements prêtèrent le serment de fidélité au Roi, d'obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume.

Le Sénat-Conservateur avait donc vécu, mais d'importantes concessions avaient été faites à ses membres. Le Roi avait accordé aux sénateurs une pension annuelle de 36.000 francs et de 6.000 francs à leurs veuves. Louis XVIII avait ainsi voulu payer le corps entier des services rendus au cours des derniers mois à la cause royale (2).

De plus, un grand nombre de sénateurs entrèrent dans la Chambre des Pairs (3). 57 sénateurs étaient éliminés de

---

(1) BEUGNOT, *Les premiers temps de la Restauration*. THIBAUDEAU parle de murmures qui se seraient élevés lorsque le chancelier prononça le nom d'ordonnance de réformation et lorsqu'il eut terminé la lecture de la Charte, t. X., p. 101 et suivantes.

(2) *Moniteur* du 5 juin 1814.

(3) La liste des sénateurs admis à la Pairie le 4 juin 1814 est la suivante :

Talleyrand, Abrial, de Barral, Barthélemy, Cardinal de Bayane, Beaugharnais, de Beaumont, Berthollet, Beurnonville, Barbé-Marbois, Boissyd'Anglas, Bourlier, duc de Cadore, Canclaux, Casabianca, Chasseloup-Laubat, Cholet, Clément de Ris, Colaud, Colchen, Cornet, Cornudet, Aboville, d'Aguesseau, maréchal duc de Dantzic, Davous, Demont, marquis de Croix, Dedelay d'Agier, Dejean, Dembarrère, Depère, Destutt de Tracy, d'Harville, d'Haubersaert, Hédouville, Dupont, Dupuy, Emmery, Fabre de l'Aude, de Fontanes, Garnier, Gassendi, de Gouvion, Herwyn de Nevèle, de Jaucourt, Journu-Aubert, Klein, Lacépède, Fabre de Lamartillière, Lanjuinais, Laplace, la Tour Maubourg, le Couteux de Canteleu, Lebrun de Rochemont, Le Grand, Lemercier, Lenoir-Laroche, de Lespinasse, de Maleville, Monbadon, de Montesquiou, Pastoret, Péré, maréchal de Pérignon, Pontécoulant, Porcher de Richebourg, Rampon, Redon de Beaupréau, de Sainte-Suzanne, Saint-Vallier, comte de Ségur, de Sémonville, maréchal Serrurier, Soulès, Shée, Tascher, Thiembrune de Valence, duc de Valmy, Vaubois, Vernier, de Villemazy, Vimar, Volney.

la nouvelle Assemblée : 20 appartenait à des pays séparés de la France et 12 étaient d'anciens conventionnels dont plusieurs avaient voté la mort de Louis XVI. Parmi les exclus, on remarquait le constituant Demeunier, Garat, Rœderer, et surtout le rédacteur de l'acte de déchéance, Lambrechts, qui avait pris une si large part aux délibérations des 1<sup>er</sup>, 4 et 6 avril. Ces personnages s'étaient trop compromis durant la Révolution et l'Empire. Volney fut rayé par Louis XVIII comme athée (1). Quelques omissions étaient éminemment regrettables : celle du maréchal Davout par exemple, le glorieux défenseur de Hambourg, dont la résistance avait été si gênante pour les coalisés, et celle de Masséna qui ne parvint point à la pairie parce qu'il était né à une lieue de la frontière de 1790.

La plupart des exclus ne pouvaient cependant raisonnablement prétendre faire partie de la nouvelle Assemblée. Certains sénateurs protestèrent néanmoins contre l'omission dont ils étaient l'objet (2), mais leurs réclamations furent vaines.

Au milieu des vingt-six membres de l'ancienne pairie qui avaient siégé au Parlement de Paris, de onze anciens ducs héréditaires, de cinq ducs à brevet et de six officiers généraux de l'ancien régime (3), les sénateurs de l'Empire se préparaient à oublier définitivement celui qui durant tant d'années les avait tenus courbés sous le joug de sa toute-puissante volonté.

---

(1) THIBAUDEAU, t. X, p. 101.

(2) Le 17 juin 1814, par exemple, François de Neufchâteau écrit au chancelier pour protester de son dévouement au Roi :

« J'avais écrit à M. le prince de Bénévent. Mais hélas ! les absents et les malades ont tort. Je crains bien d'être jugé sans être entendu. Il y a dans la vie d'un homme public des circonstances que le public ne saurait juger que longtemps après l'événement. »

Le chancelier promit simplement de mettre sa lettre sous les yeux du Roi.

Archives nationales. A. B. XIX 88, papiers de François de Neufchâteau.

(3) Voir la liste des 144 pairs dans le *Moniteur* du 8 juin 1814.

---



## CONCLUSION





## I

Le Sénat-Conservateur est perdu de réputation depuis qu'il a prononcé l'acte de déchéance de l'Empereur. L'histoire, à juste titre, ne pardonne pas les trahisons. Plaider en sa faveur est donc superflu; du moins est-il nécessaire d'établir le bilan de son œuvre, afin de le juger complètement.

L'Assemblée accomplit une tâche législative importante, elle organisa la grande famille de Napoléon et fut associée aux actes de réparation et de pacification qui marquèrent l'avènement du Gouvernement de Bonaparte, aux actes d'administration qui remirent l'ordre en France.

Mais en regard de cet actif, beaucoup de ses actes peuvent être inscrits au passif du Sénat. N'est-ce pas lui, en effet, qui par ses adresses toujours enthousiastes, au lieu d'arrêter l'Empereur sur la pente fatale où il était engagé ne fit que l'y pousser davantage?

N'est-ce pas lui qui, gardien de la Constitution, au lieu de veiller à la conservation du pacte national, se montra toujours le plus empressé à y porter la main et à augmenter la puissance grandissante du maître de la France, pourvu que sa complaisance fût payée d'avantages honorifiques ou d'avantages matériels comme les sénatoreries?

N'est-ce pas lui qui, au lieu de protéger la liberté individuelle, ne servit qu'à abuser l'opinion en lui faisant

croire que la Commission sénatoriale veillait à la sauvegarde d'une des plus belles conquêtes de la Révolution, alors qu'en réalité il n'en était rien?

Le Sénat, loin de se solidariser avec les autres assemblées pour chercher dans un juste équilibre des pouvoirs la garantie de leur commune indépendance, fut le servile instrument du Premier Consul et de l'Empereur et il contribua à écraser dans le Tribunat et dans le Corps législatif les derniers vestiges d'une opposition toujours plus timide. C'est lui en effet qui vota les prorogations de pouvoirs des députés du Corps législatif lorsque les réélections pouvaient être dangereuses pour le Gouvernement et qui refondit et supprima le Tribunat d'abord gênant, puis inutile.

Mais où la conduite du Sénat devient vraiment inqualifiable c'est au moment de la chute de l'Empire. Tous ces sénateurs, anciens révolutionnaires pour la plupart, mais qui avaient renié leur passé pour devenir opportunistes, abandonnèrent le maître devant lequel ils avaient plié les premiers. Les membres de l'Assemblée qui dans la charte sénatoriale s'étaient conservé d'immenses avantages durent faire dans cet acte une part à la Nation : ils y inscrivirent donc le maintien des libertés publiques. Or par une singulière ironie des choses, le résultat inattendu de ce travail fut que ces dernières demeurèrent dans la Charte alors que le Sénat-Conservateur n'y paraissait point. Il n'en reste pas moins que le Roi revenu en France se trouva en face d'un acte où l'œuvre de la Révolution était maintenue et qu'il dut accepter en grande partie.

Faible actif, lourd passif, voilà donc le bilan de l'œuvre du Sénat-Conservateur. Ne peut-on invoquer en faveur de l'Assemblée des circonstances atténuantes? En l'an VIII, le Sénat était fortement constitué et Sieyès était à sa tête. Si celui-ci avait eu plus de persévérance, moins de susceptibilité, plus de caractère en un mot, s'il avait combattu sur le terrain politique au lieu de se retirer dans sa terre

de Crosne, peut-être l'influence du Sénat eût-elle pu balancer celle du Premier Consul dans le nouveau gouvernement.

Mais le Sénat, privé presque dès le début de son chef, se trouva désorienté. Au début de l'an X cependant, il essaya de résister, et de tempérer l'action de la puissance consulaire. Mais un général, membre de l'Assemblée, disait à cette époque à Bonaparte, qu'il ne demandait que quatre hommes et un caporal pour mettre le Sénat au pas (1). Voilà bien en effet la situation : que pouvait faire une assemblée sans direction contre un général comme le Premier Consul, disposant de l'armée et, grâce à ses victoires, de la France tout entière ?

Ainsi toute la puissance est d'un côté : puissance matérielle et puissance morale. De l'autre, du côté du Sénat, faiblesse matérielle et faiblesse morale, car au début presque tous les sénateurs sont d'anciens révolutionnaires, anciens membres d'assemblées dont le souvenir est mauvais et que le pays ne veut plus revoir.

Plus tard, tout concourt à mettre le Sénat sous la domination plus étroite de Bonaparte : Cambacérès, dévoué au Premier Consul, prit peu à peu la place de Sieyès et il entraîna l'Assemblée dans la voie de l'obéissance absolue. Le recrutement des sénateurs modifié en l'an X, puis en l'an XII, faisait dépendre la nomination des sénateurs du Premier Consul et de l'Empereur. Corps conservateur de la Constitution, corps constituant, organe de la haute législation, l'Assemblée ne tenait point ses pouvoirs de la nation, elle n'avait pas été choisie par elle, elle était tout par le Premier Consul, ou plutôt elle n'était rien. Comme aristocratie ou corps intermédiaire destiné à exercer une influence, à exprimer l'opinion, à servir de point d'appui, à former le principal anneau de la chaîne qui lie une nation à un gouvernement, le Sénat n'avait aucune consis-

---

(1) *Souvenirs sénatoriaux du comte de Cornet.*

tance, car, s'il renfermait quelques illustrations, on y chercherait vainement une réunion suffisante des notabilités de la propriété, de la richesse nobiliaire, du commerce et de l'industrie, des arts et des sciences, seules véritables forces nationales qu'on ne peut trouver que là où elles sont, et que nulle puissance ne crée à sa volonté.

D'ailleurs l'édifice compliqué du Gouvernement consulaire issu de la Constitution de l'an VIII sentait l'artificiel et la précarité. Dès janvier 1806, Fiévée écrivait à propos de l'envoi de drapeaux au Sénat et au Tribunat qui avait laissé indifférente la population parisienne (1) : « Tous ces corps nouveaux n'ont point de racine dans nos mœurs, les mots par lesquels on les désigne ne sont pas liés à la langue française, il y a dans tout cela une sorte d'étrangeté qui glace et quand on met par-dessus les aboyeurs payés par la police, c'est à repousser l'opinion. » Il prévoyait d'ailleurs la disparition du Tribunat, mais aussi le maintien du Sénat « organisé de manière à ce que le pouvoir le plus ombrageux n'en ait aucune inquiétude ».

La création des sénatoreries acheva de transformer les sénateurs en grands seigneurs, puisqu'ils devinrent propriétaires terriens. Ils n'étaient plus dès lors des hommes politiques, mais des créatures du Gouvernement, prêtes à soutenir par tous les moyens le régime qui leur assurait honneurs et richesses.

Le Sénat, en dernière analyse, ne gouvernait pas, n'administrerait pas, mais comme le dit le comte de Cornet (2) : « était tenu en réserve pour colorer, enluminer les grandes mesures de législation et de gouvernement auxquelles la force des choses obligeait l'autorité publique quelle qu'elle soit, d'avoir recours ».

Grégoire, resté jusqu'à sa mort un opposant irréductible, dépeint la vérité sous un jour encore plus cru lorsqu'il dit :

---

(1) Correspondance de Fiévée. Note XL janvier 1806.

(2) *Souvenirs sénatoriaux du comte de Cornet*, p. 63.



« Si jamais on écrit l'histoire du Sénat, on saura que ce corps qui devait être si auguste, n'a guère été jusqu'ici que le bureau d'enregistrement des volontés d'un tripot qu'on appelle la réunion. On n'arrive aux séances du Sénat que pour faire ce qui est fait et le Sénat est toujours hors de lui-même (1). »

La vie politique, en effet, a été absente du Sénat et tout se passait en dehors du sein de cette Assemblée. Napoléon dit à cet égard dans le Mémorial (2) :

On a beaucoup accusé le Sénat, on a beaucoup crié au servilisme, à la bassesse, mais des déclamations ne sont pas des preuves..... Le vrai est que toutes nos circonstances étaient forcées, les gens sages le sentaient et savaient s'y plier. Ce qu'on ignore, c'est que presque dans toutes les grandes mesures, des sénateurs venaient, avant de voter, me produire à l'écart, et quelquefois très chaudement, leurs objections ou même leurs refus, et qu'ils s'en retournaient convaincus, ou par mes raisonnements, ou par la force et l'imminence des choses.

Si je ne faisais pas de bruit de tout cela, c'est que je gouvernais en conscience et que je dédaignais la charlatanerie, et tout ce qui pouvait être pris pour elle.

Mais, si le travail législatif, les discussions avaient lieu en dehors de l'Assemblée, celle-ci fut cependant la proie des entraînements les plus contradictoires. L'histoire du Sénat-Conservateur montre combien sont fragiles les conceptions idéologiques, comme la Constitution imaginée en l'an VIII par Sieyès, en face des événements et des hommes. Toutes les constitutions, si bien équilibrées soient-elles par le législateur, subiront un sort analogue et ne pèseront d'aucun poids sur la marche des événements lorsqu'elles ne correspondront pas à l'esprit public et aux circonstances.

C'est pour cette raison que dans l'histoire qui vient d'être retracée nous n'avons pas l'un en face de l'autre : un Sénat et un Consul. Nous avons un homme tout-puissant,

---

(1) GRÉGOIRE, t. I, p. 437.

(2) Mémorial de Sainte-Hélène. 1<sup>er</sup> novembre 1815.

vainqueur de l'ennemi, maître de la France et une poignée d'hommes usés dans les assemblées révolutionnaires, derniers vestiges d'un régime disparu.

C'est pour cette raison aussi qu'en 1814 nous n'avons pas l'un en face de l'autre un Empereur, monarque absolu et une Assemblée comblée d'honneurs, mais sans pouvoirs : nous avons un chef vaincu et un Sénat, seule autorité existante alors dans Paris.

Les constitutions ne sont pas des abstractions vivant d'une vie propre; ce sont les hommes qui les font vivre et elles ne vivent que par eux.

Vu le 29 avril 1932 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,*

L. DELACROIX.

VU

et permis d'imprimer :

*Le Recteur  
de l'Académie de Paris,*

CHARLÉTY.

---

## **BIBLIOGRAPHIE**



## I — PIÈCES D'ARCHIVES

### 1<sup>o</sup> Archives nationales.

Les Archives nationales contiennent des documents fort abondants relatifs au Sénat-Conservateur, puisqu'il est possible d'y trouver plusieurs centaines de dossiers et de cartons. Leur état de conservation est en général fort bon et leur lecture facile; malheureusement, ces documents ne sont pas tous d'un intérêt historique de premier plan et beaucoup d'entre eux, qu'à diverses reprises on avait voulu détruire, ont trait à des questions administratives dont l'importance est très mince. Ces derniers seront seulement énumérés ici pour mémoire.

Dans la série AD. XVIII. A. se trouvent les documents imprimés émanant du Conseil des Cinq-Cents et du Conseil des Anciens. La liste de ceux où se trouvent les opinions et les rapports des principaux membres de ces Assemblées devenus ensuite membres du Sénat-Conservateur et qui ont été consultés pour connaître l'état d'esprit des sénateurs à la veille de leur nomination, est la suivante :

#### AD. XVIII. A. :

- |     |                                            |
|-----|--------------------------------------------|
| 1.  | Opinions, rapports et discours d'ABOVILLE. |
| 5.  | Id. de BARTHÉLEMY.                         |
| 11. | Id. de BOULAY DE LA MEURTHE.               |
| 13. | Id. de CABANIS.                            |
|     | Id. de CAMBACÉRÈS.                         |
| 16. | Id. de CHAPTAL.                            |
| 17. | Id. de CHOLET.                             |
| 18. | Id. de CORNET.                             |
| 22. | Id. de Roger DUCOS.                        |
| 27. | Id. de FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU.            |
|     | Id. de GARAT.                              |
| 36. | Id. de GRÉGOIRE.                           |
| 40. | Id. de JORDAN.                             |



|     |                                   |                 |
|-----|-----------------------------------|-----------------|
| 43. | Opinions, rapports et discours de | LANJUNAIS.      |
| 52. | Id.                               | de MONTESQUIOU. |
| 56. | Id.                               | de PORTALIS.    |
| 63. | Id.                               | de SIEYÈS.      |
| 64. | Id.                               | de TALLEYRAND.  |
| 65. | Id.                               | de THIBAUDEAU.  |
| 66. | Id.                               | de TRONCHET.    |

La série CC est celle qui offre le plus grand nombre de documents relatifs au Sénat. L'inventaire détaillé de cette série se trouve dans un volume manuscrit spécial (inventaire 549 aux Archives nationales), mais il n'est malheureusement plus à jour, les cotes ayant été changées.

Étant donné le nombre des cartons de la série CC, on ne peut en donner ici qu'un inventaire très sommaire. Les archives du Sénat-Conservateur nous sont parvenues en excellent état, les déficits sont indiqués dans le corps de l'inventaire 549.

Le fond d'archives du Sénat-Conservateur n'offre pas un intérêt historique de premier plan. Les procès-verbaux authentiques et non authentiques (série CC. 1 à 9 et CC. 10 à 22) sont d'une froideur extrême et enregistrent simplement les décisions du Sénat.

La série CC. 10 à 22 contient toutefois une collection nombreuse de lettres autographes de Napoléon, de membres de sa famille, de ses ministres, des sénateurs. Beaucoup d'originaux ont disparu, mais les copies sont demeurées. Les lettres des sénateurs n'offrent d'intérêt que pour leurs familles. Les feuilles de scrutin qui sont jointes au plumitif des procès-verbaux en font le véritable prix. Quelques rapports, discours et motions, surtout à l'époque de l'opposition de Lambrechts, méritent d'être signalés. Les autres pièces n'offrent qu'un intérêt très mince, car elles se rapportent à des événements bien connus sur lesquels elles n'apportent aucune lumière nouvelle.

La série CC. 59 à 63 relative aux registres et pièces diverses des commissions sénatoriales de la liberté individuelle et de la liberté de la presse, a été étudiée dans le chapitre spécial réservé à ces commissions.

Les nombreux cartons relatifs à l'administration du Sénat et à la comptabilité (CC. 70 à 167) et aux délibérations du grand Conseil d'administration (CC. 168 à 238) devaient être livrés au pilon. Ils contiennent une énorme accumulation de correspondance échangée entre les administrateurs et les membres ou les employés du Sénat, les fonctionnaires, les grands Corps de l'État et le public. Ils contiennent, en outre, les rapports, placets, mémoires, quittances, ordonnances et mandats de paiement. Ces dossiers renferment également tout ce qui se rattache à l'administration du Palais et de ses dépendances, au jardin, à l'Odéon et à la Bibliothèque de l'Arsenal.

Les cartons relatifs à la Chancellerie du Sénat n'ont rien conservé de particulièrement remarquable. A ce groupe appartiennent les inventaires des diamants de la couronne, les catalogues des bibliothèques impériales privées, du Louvre, de Fontainebleau, de Saint-Cloud et surtout les regis-

tres de transcription des lettres patentes portant création de titres héréditaires. Voici l'inventaire sommaire de cette série :

- CC. 1 à 9. — Procès-verbaux authentiques du Sénat-Conservateur.
- CC. 10 à 22. — Procès-verbaux non authentiques du Sénat-Conservateur et pièces annexes.
- CC. 64-65. — Composition du Sénat an XII à 1812.
- CC. 66-69. — État civil et nécrologe des sénateurs an VIII à 1814.
- CC. 70-167. — Administration du Sénat : budget, comptabilité et préture, correspondance, administration générale, an VIII à 1815.
- CC. 168-238. — Délibérations du grand Conseil d'administration, livres de raison, de caisse, de correspondance et de comptabilité, an VIII à 1814.
- CC. 239. — Arrêtés du Chancelier du Sénat-Conservateur, 25 vendémiaire an XII au 10 novembre 1809.
- CC. 240-255. — Lettres patentes enregistrées au Sénat-Conservateur (1808-1814).
- CC. 256. — Enregistrement des lois, arrêtés et bulletins distribués au Sénat (an VIII à 1814).
- CC. 972 à 986. — Procès-verbaux du Sénat-Conservateur, secondes minutes.

Divers dossiers de la série AF. IV contiennent des documents relatifs au Sénat. Ce sont en général des doubles de ceux de la série CC.

- AF. IV. 1032-1033. — Sénatus-consultes.
- AF. IV. 1041. — Correspondance du Grand Chancelier, des Présidents du Tribunat, du Corps législatif et du Sénat.
- AF. IV. 1220-1224. — Famille et maison de l'Empereur (dotations et domaine de la couronne).
- AF. IV. 1227-1284. — Minutes des procès-verbaux des séances présidées par l'Empereur.
- AF. IV. 1310. — Rapports, projets, mémoires, pièces diverses, relatifs au Sénat. Conseil du sceau des titres.
- AF. IV. 1313. — Mémoires relatifs au Sénat. Rapports ministériels et autres pièces susceptibles d'être jointes à des sénatus-consultes, lois et décrets, rapports ministériels concernant des propositions de Légion d'honneur.
- AF. IV. 1424-1425. — Listes des candidats au Sénat et au Corps législatif an XII-1808.
- AF. IV. 1503. — Rapports de la Préfecture de Police (contenant les bulletins de la Police du 3 juin an VIII au 29 septembre 1808). — Arrestation de Prigent, affaire Malet. — Analyse de la correspondance de Fauche-Borel avec un agent du Comité de Paris.
- AF. IV. 1 à 15. — Procès-verbaux inédits des séances des Consuls.
- AF. IV. 93. — Conseil d'administration du Sénat.
- AF. IV. 94. — Conseils privés pour sénatus-consultes.
- AF. IV. 1051 à 1054. — Correspondance des sénateurs, résidant dans les sénatoreries, avec l'Empereur et diverses autorités.

Les documents relatifs aux sénatoreries se trouvent dans la série O.2 dont on trouvera ci-dessous l'inventaire. L'administration des sénatoreries peut, grâce à eux, être complètement reconstituée, car les comptes qui s'y trouvent sont d'une extrême minutie. On peut découvrir dans cette série des documents utiles sur l'état général de la France sous l'Empire, sur l'esprit des habitants, sur l'opinion publique et le fonctionnement de l'administration :

- O.2. 1.336. Pensions (Minutes de rapports, dossiers individuels).  
Sénatorerie d'Aix (1803-1805).
- O.2. 1.337. Id. d'Agen (1806-1818).
- O.2. 1.338. Id. d'Ajaccio (1806-1818).
- O.2. 1.339. Id. d'Amiens. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.340. Id. d'Angers, Besançon. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.341. Id. de Bordeaux. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.342. Id. de Bourges. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.343. Id. de Bruxelles, Caen. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.344. Id. de Colmar, Dijon. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.345. Id. de Douai, Florence. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.346. Id. de Gênes, Grenoble. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.347. Id. de Liège, Limoges. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.348. Id. de Lyon (Cf. Plan de la Sénatorerie de MM. BERTHOLAN et PÉRET à Lyon, AF. IV. 5.150).  
Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.349. Registre d'ordre. Biens des sénatoreries (1815-1820).
- O.2. 1.350. Sénatorerie de Metz. Projet de constitution définitive (1805-1820).
- O.2. 1.351. Id. de Montpellier. Projet de constitution définitive (1805-1820).
- O.2. 1.352. Id. de Nancy. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.353. Id. de Nîmes. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.354. Id. d'Orléans. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.355. Id. de Paris. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.356. Id. de Pau, Poitiers. Projet de constitution définitive (1805-1815).

- O.2. 1.357. Sénatorerie de Rennes. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.358. Id. de Riom, Rome. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.359. Id. de Rouen. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1360. Id. de Toulouse, Trèves. Projet de constitution définitive (1805-1815).
- O.2. 1.361. Id. d'Aix, Ajaccio. I. Projet de constitution définitive (1800-1815).  
Procès-verbaux de prise de possession, états de dotation, baux.  
NOTE. — Les dossiers de dotation renferment des titres anciens de propriété.
- O.2. 1.362. Id. d'Ajaccio, II. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.363. Id. d'Agen. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.364. Id. d'Amiens, Angers. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.365. Id. de Besançon. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.366. Id. de Bordeaux, Bourges. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.367. Id. de Bruxelles, Caen. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.368. Id. de Colmar. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.369. Id. de Dijon (Plans annexés, biens dans le département du Mont-Tonnerre). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.370. Id. de Douai. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.371. Id. de Gênes. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.372. Id. de Grenoble. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.373. Id. de Liège. I. (Plan du château de Fremalle, départ. de l'Ourthe). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.374. Id. de Liège. II. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.375. Id. de Limoges. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.376. Id. de Lyon. Plan du domaine de la Bevière (Ain). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.377. Id. de Metz. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.378. Id. de Metz (Plan du château d'Oberkayle d'Haffendange). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.379. Id. de Montpellier. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.380. Id. de Nancy. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.381. Id. de Nancy. (Ce carton contient des actes munis des sceaux du Chapitre de SS. Apôtres de Cologne). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.382. Id. de Nîmes. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).
- O.2. 1.383. Id. d'Orléans (Dossiers et plans relatifs au château d'Amboise affecté au logement du Sénateur. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).

- O.2. 1.384. Sénaterie de Paris. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.385. Id. de Pau, Poitiers (Plan de la maison sénatoriale de Dax). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.386. Id. de Poitiers, Rennes. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.387. Id. de Riom, Rome. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.388. Id. de Toulouse (Plans). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.389. Id. de Trèves. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.390. Id. d'Agen, Angers, Turin. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.391. Id. de Besançon, Bourges. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.392. Id. de Limoges (Réparations, biens vendus, biens conservés). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.393. Id. de Caen. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.394. Id. de Pau, Rouen. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.395. Id. d'Agen (Biens en Lot-et-Garonne, dans le Gers, en Eure-et-Loir (Moulin d'Anet) et Seine-et-Oise). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.396. Id. d'Ajaccio. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.397. Id. d'Amiens. Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.398. Id. d'Angers (Plans du château de Saint-Florent, près Saumur). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.399. Id. de Bourges (Réparations, biens dans la Nièvre). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.400. Id. de Caen (Réparations à la maison sénatoriale d'Alençon, répartition des biens ruraux). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.401. Id. de Colmar (Réparations, transformation du collège de Molsheim (Bas-Rhin) (Plans). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.402. Id. de Douai (Réparations, transformation de l'Abbaye Saint-Waast d'Arras en maison sénatoriale, biens de Hems, Saint-Pol, etc.). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.403. Id. de Grenoble (Hautes-Alpes, Drôme, Isère, Mont-Blanc, et départ. de la Roër, inventaire des biens ruraux). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.404. Id. de Limoges (Réparations, constructions). Cf. note O.2. 1.361 (1800-1815).  
O.2. 1.405. Id. de Lyon (Réparations, vente de biens ruraux, etc. plan du palais épiscopal de Belley) (1800-1815).  
O.2. 1.306. Id. de Montpellier (Réparations, palais de Narbonne, biens dans l'Aude, Eure-et-Loir, Seine-et-Marne Marne et Roër) (1800-1815).  
O.2. 1.407. Id. de Nancy (Mise en état des bâtiments, biens et bâtiments du départ. de la Roër, etc.) (1800-1815).



- O.2. 1.408. Sénatorerie de Nancy (Biens, états des biens, bâtiments, mise en état, plans, etc.) (1800-1815).
- O.2. 1.409. Id. de Nîmes (Biens, bâtiments, mise en état départ. de la Sarre, du Mont-Tonnerre, etc.) (1800-1815).
- O.2. 1.410. Id. d'Orléans (Biens, bâtiments, travaux au château d'Amboise) (1800-1815).
- O.2. 1.411. Id. d'Aix (Réparations, travaux, aux berges du Rhône, etc., plans) (1800-1815).
- O.2. 1.412 à 1.413. — Dotation toscane du Sénat.
- O.2. 1.414 à 1.415. — Réparations, dotations, baux, entretien des digues, etc. (département de la Méditerranée), 29<sup>e</sup> division militaire (sénateur CHAPTAL).
- O.2. 1.416. — États généraux des sénatoreries et de leurs biens.
- O.2. 1.417 à 1.420. — Dotation toscane du Sénat.
- O.2. 1.421. — Affaires générales. — Formation des dotations. — Biens vendus.
- O.2. 1.422. — Administration du Sénat. — Agence générale des biens du Sénat. — Odéon. — Maison du Sénat. — Légion d'honneur. — Bibliothèque du Sénat. — Galerie des tableaux du Sénat. — Affaires renvoyées à la Préture. — Chancellerie du Sénat.
- O.2. 1.425. — Minutes des arrêtés du Conseil particulier d'administration du Sénat (les dossiers sont établis par sénatorerie).
- O.2. 1.426. — Affaires générales. — État des biens dotaux vendus.
- O.2. 1.427. — Affaires générales. — État des biens dotaux vendus.
- O.2. 1.428. — Rentes sur l'État. — Dépenses de la Chancellerie. — Comptabilité des exercices. — Dépôts faits à la Banque de France par des sénateurs (Sénatus-consultes du 8 frimaire an XII). — Relevé des ventes de biens faites pour le compte des sénatoreries.
- O.2. 1.302. — Commission royale pour l'administration des sénatoreries. — 30 avril 1817, suppression de la Commission. — Affaires diverses : anciennes habitations sénatoriales cédées aux évêques d'Auch, Belley, etc... — Biens sénatoriaux provenant d'anciennes communautés rétablies. — Exécution de la loi du 28 mai 1829 (Réunion au domaine de l'État de l'ancien domaine du Sénat).
- O.2. 1.303 à 1.334. — Administration des biens des anciennes sénatoreries.
- O.2. 1.335. — Pensions payées à des sénateurs ou veuves de sénateurs.

Le fonctionnement de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle et de la presse peut être reconstitué grâce aux documents suivants :

CC. 59 à 63. — Registres et pièces diverses des Commissions sénatoriales de la liberté individuelle et de la presse. — Les registres qui contiennent les délibérations de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle mentionnent le nom des prévenus, les extraits de leurs réclamations, le nom des rapporteurs, la date des accusés de réception et la suite qu'a eue l'affaire.

Le carton CC. 63 relatif à la liberté de la presse ne contient que des dossiers à peu près vides.

O.2. 1.430 à 1.436. — Dossiers des prisonniers dont les affaires sont instruites par la Commission de la liberté individuelle.

Les dossiers ayant été réunis dans ces cartons ne figurent plus à la série F. 7. comme ont permis de le démontrer divers sondages.

F.7. 6.081. — Salignac-Fénelon.

F.7. 4.775. 12. — Salignac-Fénelon.

F.7. 5.959. — Hérisson de Beauvoir.

F.7. 4.583. — Plaq. 5. Audinet.

F.7. 4.663. — Abbé David.

F.7. 6.079. — Marquis de Sade.

O.2. 1.513 à 1.522. — Ces dossiers contiennent les réclamations des détenus adressées à la Commission sénatoriale de la liberté de la presse et à celle de la liberté individuelle.

BB.30. 188 et 189. — Dossiers des prisonniers d'État. Ils n'ont pas fourni de détails intéressant les arrestations arbitraires.

Les dossiers BB.3. 19 à 28 contiennent les documents relatifs à la Haute Cour de Justice sous l'Empire. Cette rubrique comprend les Hautes Cours d'Orléans et de Vendôme et aussi les procès de Babœuf et de Vadier. Les dossiers BB.30. 98 à 101 B. contiennent tout ce qui concerne l'affaire de Baylen.

La série F.7, si elle ne contient aucun document relatif aux détenus s'étant plaint d'arrestations arbitraires, renferme des pièces du plus haut intérêt pour l'histoire générale de l'Empire. Le dossier F.7. 3.715 contient les rapports de la Préfecture de police d'avril, mai et juin 1808 relatifs aux agissements de Prigent et au complot d'Eve Demaillot. Le dossier F.7. 3.832 et le dossier F.7. 3.833 contiennent les rapports de la Préfecture de police relatifs aux menées des émigrés, à l'arrestation de Pichegru, à l'arrestation de Georges Cadoudal. Le dossier F.6. 6.501 contient les rapports de police, les pièces et interrogatoires relatifs à l'affaire Malet de 1812.

Divers sondages dans la série F. IC.III relative à l'esprit public et aux élections et contenant la correspondance des autorités départementales avec le ministère de l'Intérieur, n'ont rien donné pouvant être utile à l'histoire du Sénat.

Les papiers de François de Neufchâteau, contenus dans les cartons AB XIX 85 à 90, ne sont point d'un véritable intérêt et ils font ressortir l'esprit étroit de ce personnage.

Divers documents ont été utilisés enfin pour l'étude de la préparation de la Charte :

BB.3. 191. — Documents relatifs aux travaux préparatoires de la Charte.

AB. XIX 340-341-351 et 353. — Papiers relatifs à l'élaboration de la Charte.

— Travail des Commissions législatives et divers écrits de Beugnot.

## 2° Archives du Sénat.

Les Archives du Palais du Sénat contiennent peu de documents importants concernant l'histoire du Sénat Conservateur. La bienveillance des Présidents successifs de la Haute-Assemblée, MM. de Selves, Doumer et Lebrun, m'a permis de consulter les documents suivants :

941. — Sénat-Conservateur. — Comptes rendus par le Chancelier du Sénat (an XII-1814).
- Page 1. — Compte rendu pour l'exercice de l'an XII.
- Page 97. — Compte rendu pour l'exercice de l'an XIII.
- Page 205. — Compte des dépenses ordonnancées par le sénateur-chancelier du Sénat pendant l'exercice 1806. — Budget des dépenses ordinaires et extraordinaires de 1807.
- Pages 343, 429, 565, 675, 819, 965. — Comptes rendus des exercices 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813 et 1814.
- Page 1005. — Prélèvements autorisés par arrêté du Conseil particulier d'administration du Sénat sur le produit de biens dotaux de sénatoreries.
- Page 1801. — Des comptes à rendre par les officiers administrateurs du Sénat.
- Page 1117. — État comparatif du prix des baux renouvelés de gré à gré par les titulaires de sénatoreries de 1813.
- Page 1121. — État de la situation des 36 sénatoreries sous le rapport des ventes, échanges et acquisitions.
- Page 1417. — Minute du compte rendu du grand Conseil d'administration de l'exercice 1812. — Budget des dépenses de 1814.
- 1.102. — Recueil des pièces annexes et minutes de procès-verbaux du Sénat-Conservateur (ans X, XIII et 1814).
- Page 1068. — Minutes de quelques procès-verbaux des séances des années X, XI, XII et XIII.
- 1.235. — Répertoire analytique des procès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur depuis le 24 décembre 1799 jusqu'au 30 décembre 1812.
- 1.236. — Répertoire analytique des procès-verbaux des séances du Sénat depuis le 24 décembre 1799 jusqu'au 31 décembre 1810.
- 1.109. — Page 81. — Projet de règlement. — Mémoire sur les sénatoreries.
- Page 115. — Notes instructives données aux prêteurs et au Secrétaire général du Sénat d'Italie par M. le Chevalier Cauchy, garde général des Archives du Sénat français.
- 1.121. — Page 83. — Lettre du Sénateur Barthélemy au général Berthier. Ministre de la Guerre, au sujet des ministres anglais Bentinck et Churchill (24 vendémiaire an XII).
- 1.221. — Page 406. — Lettre de J. Cornudet au Chancelier de France, président de la Chambre des Pairs, accompagnant la pétition qu'il

lui envoie au sujet de son exclusion de la Chambre des Pairs (26 septembre 1815).

Page 512. — Le sénateur Mathieu Depère, au citoyen Berthier, Ministre de la Guerre : pour demander une grâce (3 vendémiaire an XII-28 septembre 1803).

Page 1320. — Lettre de Vernier au Ministre de l'Intérieur en faveur du citoyen La Gaudiche, pour obtenir une place d'agent de change (3 thermidor an IX-22 juillet 1801).

HUSTIN. — Le Palais du Luxembourg. — Ses transformations, son agrandissement, ses architectes, sa décoration. 1904, P. Mouillot, imprimeur.

Plusieurs visites au Sénat m'ont permis, grâce à l'obligeance de M. le Bibliothécaire, de me rendre compte sur place des dimensions de l'ancien Sénat-Conservateur et des transformations successives du Palais Médicis.

### 3° Archives du Ministère de la Guerre.

Les cartons de la correspondance de la Grande Armée de décembre 1813 à mai 1814 contiennent la correspondance des Sénateurs envoyés comme commissaires extraordinaires dans les départements avec le Duc de Feltre, Ministre de la Guerre.

Ces lettres sont intéressantes pour l'étude de la situation de la France à la fin de 1813 et au début de 1814; elles complètent l'ouvrage de M. Louis BENAERTS : *Les Commissions extraordinaires de Napoléon I<sup>er</sup> en 1814*, d'après leur correspondance avec Montalivet et qui est contenue aux Archives nationales, dans les cartons de la Série F.7. 7.020 à 7.026.

### 4° Archives de famille.

Nous nous sommes mis en rapport avec la plupart des descendants des sénateurs du Premier Empire. Malheureusement, beaucoup de documents ont été égarés, certains même, comme les papiers de Sieyès, ont été détruits durant la dernière guerre et il reste fort peu de choses intéressantes entre les mains des représentants actuels de la noblesse impériale. Grâce à l'obligeance de quelques-uns d'entre eux, parmi lesquels M. le Marquis de Barthélemy, M. le Comte de Beaumont, M. le Comte de Cholet, M. le Comte de Barral, j'ai pu consulter :

— les Archives de la famille de M. le Comte de Cholet (Historique de la dotation du Sénat et lettre à Lally Tollendal, juin 1814);

— les Archives de famille de M. le Marquis de Barthélemy (Documents relatifs à Barthélemy, sénateur, et au rôle du Sénat dans l'acte de médiation);

— les Archives de famille de M. le Comte de Beaumont (Documents relatifs au sénateur comte de Beaumont);

— les Archives de famille de M. le Comte de Barral (Documents relatifs à M<sup>gr</sup> de Barral, sénateur).

## II — IMPRIMÉS

### 1<sup>o</sup> Ouvrages et documents contemporains.

#### A) BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

La Bibliothèque nationale, à part une importante série de pamphlets parus à la chute de l'Empire et dirigés contre les sénateurs, ne contient pas de documentation particulière concernant le Sénat-Conservateur.

Dans le cabinet des Estampes, la collection de la topographie de Paris donne de précieuses indications sur les transformations successives du Palais du Luxembourg; la collection de l'histoire de France (Série Qb. 117-119-124-130), la collection des costumes et la collection des portraits donnent également des renseignements utiles sur les grandes cérémonies auxquelles assistèrent les sénateurs, sur leur costume et sur les séances.

La série Lb., au département des imprimés, contient à peu près tous les livres et les brochures utiles à l'histoire du Sénat-Conservateur.

En l'an VIII furent publiés :

Lb. 43.57. — Premiers fonctionnaires constitutionnels. Paris, Logerot-Petiet (sans date), in-folio plano.

En l'an IX :

Lb. 43.124. — La supériorité de la Constitution de l'an VIII sur celle de l'an III, par le citoyen DOCHE-DELISLE, Angoulême, an IX, in-8 pièce.

Lb. 43.598. — Du Sénatus-Consulte rendu le 15 nivôse an IX sur le référé du Gouvernement. Paris, imp. de Demonville, in-8 pièce.

En l'an X parurent des écrits, qui avaient pour but soit de demander l'établissement du Consulat à vie, soit au contraire de le critiquer.

Parmi les écrits qui demandèrent l'établissement du Consulat à vie, le fameux écrit de RŒDERER :

Lb. 43.708. — Un citoyen à un sénateur, 18 floréal an X.

Parmi les écrits qui critiquèrent le Consulat à vie :

Lb. 43.222. — Le vrai sens du vote national sur le Consulat à vie, par le citoyen JORDAN (sans date), in-8.

Lb. 43.236. — Examen raisonné de la Constitution de l'an VIII et du Sénatus-Consulte organique du 16 thermidor an X, par le citoyen ROBERT DUGARDIER. Lyon, Bohaire, 1803, in-8.

On trouve ensuite une série de plaquettes à caractère officiel qui contiennent de simples copies de pièces d'archives ou des registres sénatoriaux :

Le 48.22. — Recueil des différents règlements et arrêtés réglementaires pris par le Sénat. Paris, impr. de P. Didot l'ainé, in-8 pièce.

Le 48.2. — Arrêtés. Extraits du registre des procès-verbaux de la Commission administrative du Sénat-Conservateur (s. l. n. d.). In-8 pièce.



- Le 48.3. — Recueil des Sénatus-Consultes rendus depuis le 16 thermidor an X, Paris. Impr. de P. Didot l'aîné, an XI, in-18.
- Le 48.12. — Table des matières, des noms de lieux et des noms de personnes contenus dans les procès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1814 jusqu'au 20 mars 1815. Paris, impr. de Dunauville, 1821, in-8.
- Le 48.3. — Section contenant tous les extraits des registres du Sénat, imprimés sur l'ordre de ce dernier, par P. Didot l'aîné (s. d.), in-8, 83 numéros.
- Le 49.13. — Rapport fait au Sénat-Conservateur au nom de sa Commission administrative, par le sénateur ROUSSEAU sur l'aperçu des dépenses de l'an XI.
- Le 49.17. — REGNAULT DE SAINT-JEAN-D'ANGELY. Suspension des jurys en l'an XII et en l'an XIII.
- Le 49.18. — REGNAULT DE SAINT-JEAN-D'ANGELY. Rapports au Sénat sur la création des sénatoreries.
- Le 49.52. — Rapport au Sénat dans sa séance du 31 mai 1806 sur la Commission confiée aux sénateurs RØDERER, PÉRIGNON et FÉRINO (s. l. n. d.), in-8 pièce.

Une plaquette est relative à la mission d'un sénateur dans la 16<sup>e</sup> division militaire.

- Lb. 44.1.209. — Discours prononcé le 1<sup>er</sup> mars 1814 par M. le Président LENGLET, au nom de la députation de la Cour Impériale de Douai, chargée de présenter à M. le Sénateur Comte de Villemanzy, commissaire extraordinaire de S. M. l'Empereur dans la 16<sup>e</sup> division militaire les hommages de ladite Cour. Douai, impr. de Veuve Wagrez (s. d.), in-4 pièce.

En 1814, ce fut une extraordinaire floraison de pamphlets, brochures, plaquettes, écrits pour ou contre les sénateurs, pour ou contre l'Empire. et qui sont curieux à consulter car ils révèlent assez exactement l'esprit du temps. Certains doivent être spécialement consultés :

- Lb. 45.172. — Réflexions sur les constitutions, la distribution des pouvoirs et les garanties dans une monarchie constitutionnelle, par Benjamin CONSTANT. Paris, H. Nicolle, 1814, in-8.
- Lb. 45.177. — De la constitution française de l'an 1814, par M. GRÉGOIRE, ancien évêque de Blois, seconde édition. Paris, impr. A. Tyron, 1814, in-8.

Les autres, fort nombreux, dont on trouvera ci-après l'inventaire, ne peuvent être consultés qu'avec précaution, car écrits à une époque troublée, tous ces écrits reflètent les passions avec lesquelles ils ont été composés.

- Lb. 44.635. — De la conduite du Sénat sous Bonaparte, par M. LE HODEY DE SAUTCHEVREUIL. 3<sup>e</sup> édition. Paris, Lebègue, 1814, in-8.
- Lb. 44.638. — Trahison et 1814, par DINEM. Paris, L. Rosier, 1834, in-8 pièce.

- Lb. 44.652. — Faut-il une nouvelle constitution? Paris, imp. de Cellot (s. d.), in-8 pièce. Signé de S... (de Sales d'après une note manuscrite).
- Lb. 44.655. — Aux Français. Quelques observations sur la Constitution faite par le Sénat (s. l.), avril 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.656 A. — Le Sénat, et encore une Constitution. Saint-Petersbourg, imp. de Pluchard, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.658 A. — Le Sénat traité comme il le mérite. Paris, chez les Libraires associés. 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.659. — Buonaparte, justifié aux dépens de qui il appartiendra, ou la confession du Sénat, recueillie et publiée par A. L. LED... de Paris, auteur des Éléphants détronés et rétablis, 3<sup>e</sup> édition, Paris, chez tous les marchands de nouveautés, mai 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.1.187. — Réflexions sur le rapport de M. de Fontanes au Sénat-Conservateur, le 27 décembre (signé : un Champenois). Londres, imp. de Juigné, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.1.234. — Au Sénat, vote pour le rétablissement des Bourbons, de la liberté et de la paix (signé : le Baron DE M... Paris, 1<sup>er</sup> avril), (s. l. n. d.), in-8 pièce.
- Lb. 44.1.250. — L'agonie d'un sénateur et son amende honorable à la nation française. Paris, chez les marchands de nouveautés. 1814, in-8 pièce.
- Lb. 44.1.253. — Considérations sur la Constitution décrétée le 5 avril 1814 par le Sénat-Conservateur, par J. S..., Paris, Charles, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.74. — Lettre d'un sénateur absent à l'époque des séances des 3 et 6 avril (Signé : PROBUS, 20 avril). Paris, J. M. Eberhart (s. d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.86. — A M. Bergasse, au sujet de ses réflexions sur l'acte constitutionnel (Signé : L. de L..., maire de la Ville de V...) (s. l. n. d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.89. — Réflexions sur les réflexions de M. Bergasse sur l'acte constitutionnel du Sénat, par BEAULIEU. Paris, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.156. — Lettre au Sénat sur la Charte constitutionnelle (s. l.), imp. de Gillé (s. d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.167. — Projet d'une constitution nouvelle, d'après les bases fondamentales de la Monarchie française et l'analyse comparée des principes régulateurs des lois de Rome et de l'Angleterre pour servir de réfutation au projet de constitution présenté par le Sénat. Bordeaux, imp. de Simard, mai 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.457. — Adresse des Français au Sénat (s. d. n. l.), in-4 pièce.
- Lb. 45.468. — Appel des Français au Sénat ou 1<sup>re</sup> Philippique (s. l. n. d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.469. — Seconde Philippique, par M. C. ROUCH. Genève, Paschaud (s. d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.470. — Aen den senaet van Bonaparte. Mea culpa van Bonaparte (par Noël-Laurent PISSET) (s. l. n. d.), in-8 pièce.

- Lb. 45.471. — Les deux Philippiques. Paris, chez les Libraires associés; 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.472. — Manifeste du peuple français contre les régicides, leurs adhérents et leurs complices (s. l. n. d.), in-8 pièce (4<sup>e</sup> Philippique).
- Lb. 45.473. — Collection des quatre Philippiques (s. l. n. d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.490. — Réponse de M. A. L. LEB..., auteur d'un pamphlet intitulé : « Bonaparte justifié aux dépens de qui il appartiendra, ou Confession du Sénat », par C. L..., homme de loi (Signé : C. R...). Paris, chez les marchands de nouveautés, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.537. — Appendice aux réflexions de M. Bergasse sur l'acte constitutionnel du Sénat. Signé : LA FERTÉ SÉNECTÈRE. Paris, Schœll (s. d.), in-8 pièce.
- Lb. 45.538. — Un mot sur les réflexions de M. Bergasse et sur ses principes (Signé : A. MOUQUET), s. l. n. d., in-8 pièce.
- Lb. 45.539. — Un mot et quelques réflexions sur la brochure et les réflexions de M. Bergasse (Signé : Constantin DE CHANAY), in-8 pièce.
- Lb. 45.540. — Réflexions sur les brochures de MM. Bergasse et Grégoire, par une Française (in-8 pièce).
- Lb. 45.542. — Réfutation sur les réflexions faites par M. Bergasse sur le Sénat et observations sur les dangers de la Constitution, présentée par M. L. D..., avocat à Lyon (Signé : M. L. DURIEN), in-8 pièce.
- Lb. 45.547. — Lettres écrites de Normandie sur la Constitution proposée par le Sénat ou la Constitution du Sénat et la Constitution anglaise comparées, par M. le Marquis DE FRONDEVILLE. Paris, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.548. — Observations sur les actes du Sénat-Conservateur, in-8 pièce.
- Lb. 45.549. — Observations sur le projet de la nouvelle constitution présentée par le Gouvernement provisoire au Sénat-Conservateur, Paris, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.551. — Réflexions d'un bon Français, in-8 pièce.
- Lb. 45.552. — Réflexions sur la constitution proposée par le Sénat au peuple et au Roi, par M. MÉTRAL. Paris, chez les marchands de nouveautés, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.553. — La vérité au Sénat et au Corps législatif ou Vœux des bons Français, in-8 pièce.
- Lb. 45.563. — Des divers projets de constitution pour la France. Paris, imp. de Maure frères, 1814, in-8 (par L. DE BARANTE, d'après BARLIER).
- Lb. 45.570. — Observations sur la constitution décrétée par le Sénat-Conservateur... et Discussion de quelques articles de cet acte présenté à S. A. R. Monsieur le 27 avril 1814, par C. DUPRÉ. Paris, chez les marchands de nouveautés, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.594. — L'opinion publique, ou Réflexions sur les journaux, le Sénat, la liberté de la presse et les Puissances alliées, par H... Paris, chez les Marchands de nouveautés, 1814, in-8 pièce.

- Lb. 45.604. — Encore un mot sur la Constitution, par un membre du Corps législatif (Signé : DURBACH, 18 mai). Paris, 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.605. — Opinion d'un Français, dédiée au Sénat et au Corps législatif, par M. T.... Paris, chez les Marchands de nouveautés. 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.610. — Observations sur les propositions suivantes :
- 1<sup>o</sup> Sera-t-il question de privilèges personnels ou pécuniers pour les membres du Sénat et du Corps législatif?
  - 2<sup>o</sup> La monarchie a-t-elle cessé d'exister?
  - 3<sup>o</sup> Le Roi nommera-t-il les membres du Corps législatif sur une triple liste présentée par les collèges électoraux?
  - 4<sup>o</sup> Le Roi aura-t-il seul l'initiative des lois? Paris, chez les Libraires du Palais-Royal, 1814, in-8 pièce.

En 1814, parurent également deux pamphlets écrits par d'anciens détenus politiques.

- Lb. 44.10. — Tableau historique des prisons d'État en France, sous le régime de Buonaparte, par ÈVE dit DEMAILLOT. Paris, Delaunay, 1814, in-8.
- Lb. 44.11. — Histoire générale des prisons sous le règne de Buonaparte. Paris, A. Emery, 1814, in-8.

Un petit écrit particulier parut à cette époque :

- Le 49.5.083. — Proposition faite au Sénat le 26 avril 1814 par le Comte LANJUINAIS, pour la réhabilitation du général Moreau. Paris, 1814, in-8.

Deux documents officiels sont utiles à consulter :

- Le 52.1. — Liste de 154 Pairs que Sa Majesté nomme à vie pour composer la Chambre des Pairs de France. Paris, imp. de Poulet. 1814, in-8 pièce.
- Lb. 45.368. — Mémoire de M. le Comte du Bois, ex-sénateur titulaire de la Sénatorerie de Nîmes, à Son Excellence le Comte de Jaucourt, membre de la Chambre des Pairs, Ministre d'État, exerçant par intérim le ministère des Affaires étrangères, pour être communiqué à MM. les Commissaires chargés par le Roi de la liquidation des biens et revenus des Sénatoreries (14 nov.). Paris, imp. de Fain (s. d.), in-4 pièce.

Les documents qui parurent après la Restauration sont assez sujets à caution, car ils présentent les événements sous un jour différent, suivant les auteurs. Parmi eux, on trouve :

- Lb. 44.637. — Récit historique de la Restauration de la Royauté en France, le 31 mai 1814, par l'auteur du « Congrès de Vienne » (M. DE PRADT). Paris, Rosa, 1816, in-8.

Parmi les ouvrages généraux retraçant l'histoire du Sénat-Conservateur, l'un est utile à consulter :

Le 48.5. — Souvenirs sénatoriaux, précédés d'un essai sur la formation de la Cour des Pairs, par le Comte DE CORNET. Paris, Baudouin frères, 1824, in-8.

D'autres n'ont point de valeur historique :

Le 48.4. — Histoire critique du Sénat-Conservateur depuis sa création en nivôse an VIII, jusqu'à sa dissolution en avril 1814, par R. S. DURDENT. Paris, A. Emery, 1815, in-8.

D'autres enfin ont nettement le caractère de pamphlet et ils peuvent être rapprochés de ceux qui parurent en 1814 :

Lb. 44.23. — Histoire de Napoléon Bonaparte, avec les portraits du caractère de ses lieutenants, des sénateurs, des conseillers d'État, des ministères qui l'ont secondé dans ses entreprises, par A. H. DE CHATEAUNEUF. 1<sup>re</sup> partie. Londres, Decouchy, août 1815, in-8.

#### B) CORRESPONDANCE ET MÉMOIRES

##### ÉCRITS PAR DES AUTEURS CONTEMPORAINS

La collection du *Moniteur* constitue une mine considérable de documents officiels. La publication de ce journal s'étend aussi bien à la période révolutionnaire qu'à la période impériale.

Quelques emprunts ont été faits à des journaux tels que le *Journal de Paris*, où RÖDERER écrivit de nombreux articles, et la *Gazette de France*.

Une autre source importante de renseignements est donnée par la correspondance de Napoléon qui a été publiée en plusieurs fois, d'abord sous le second Empire, puis par des érudits sous la III<sup>e</sup> République.

Correspondance de Napoléon. 32 vol. Paris, imp. Nationale, 1858-1870.

Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup>, par Léonce DE BROTONNE. Paris, 1898, H. Champion édit.

Dernières lettres inédites collectionnées, par Léonce DE BROTONNE. Paris, 1903, H. Champion édit. 2 vol.

Lettres inédites, par LECESTRE (Léon). Paris, Plon édit., 1<sup>re</sup> édition, 1897, 2 volumes.

Ordres et apostilles (1799-1815), publiés par Arthur CHUQUET. Paris, H. Champion édit., 1911-1912, 4 vol. in-8.

Diverses publications contiennent des documents officiels. Parmi elles :

D'HAUTERIVE (Comte). — La police secrète du premier Empire (bulletins de la police). 3 vol., Poitiers, imp. Marc Rexier, in-8 (B. B., 8°, L. F., 152. 8).



Des correspondances méritent d'être lues à cause de leur caractère d'authenticité :

Correspondance et relations de J. Fiévée avec Bonaparte pendant onze années, de 1802 à 1813, publiées par l'auteur. Paris, A. Dessez, 1836, 3 vol. in-8 (BN. Lb. 43.14).

MALLET DU PAN. — Mémoires et correspondance. 1851, 2 vol. in-8.

*Idem.* — Correspondance inédite avec la Cour de Vienne. 1884, 2 vol. in-8.

De très nombreux volumes de mémoires et souvenirs sur l'époque révolutionnaire et sur l'époque impériale ont été consultés. Nous énumérons simplement ici les principaux :

LAREVEILLÈRE-LÉPEAUX (Louis-Marie). — Mémoires. Paris, Plon-Nourrit, édit. (s. d.), 3 vol.

THIBAUDEAU (A. C.). — Mémoires sur le Consulat (1799-1804), par un ancien Conseiller d'État. Paris, Ponthieu, 1827, in-8 (B.N. 2, Larrey, 681).

RØDERER. — La première et la seconde années du Consulat de Bonaparte. Paris, in-8 pièce (s. d.) (B. N. Lb. 43.2).

LAVALETTE (Comte de). — Mémoires et souvenirs. Paris, H. Fournier jeune, 1831, 2 vol. in-8 (B. N. Lb. 44.274).

PELET DE LA LOZÈRE, membre de la Chambre des Députés. — Opinions de Napoléon I<sup>er</sup> sur divers sujets politiques et d'administration, recueillies par un membre du Conseil d'État. Didot, 1833.

THIBAUDEAU. — Le Consulat et l'Empire, ou Histoire de France de Napoléon Bonaparte, de 1799 à 1815. J. Renouard, 1834-1835. 10 vol. in-16 (B. N. Lb. 43.13).

DESMAREST. — Témoignage historique ou quinze ans de haute police sous Napoléon. Paris, A. Levavasseur, 1833, in-8.

RÉAL (Comte). — Indiscrétions, 1798-1830. Souvenirs anecdotiques et politiques tirés du portefeuille d'un fonctionnaire de l'Empire, mis en ordre par MUSNIER-DESCLOZEUX. Paris, Dufey, 1835, 2 vol. in-8 (B. N. La. 33.153).

LUCIEN BONAPARTE. — Mémoires écrits par lui-même. Paris, G. Gosselin, édit., 1836 (B. N. La. 33.17).

CONSTANT. — Mémoires. Paris, Ladvocat, 1836, 5 vol. in-8.

GRÉGOIRE, ancien évêque de Blois. — Mémoires précédés d'une notice historique sur l'auteur, par M. H. CARNOT. Paris, A. Dupont, 1837.

LAS CASES. — Mémorial de Sainte-Hélène, suite de « Napoléon dans l'exil », par O'MEARA et ANATOMARCHI. Paris, Em. Bourdin, édit., 1842.

MOLLIEN. — Mémoires d'un ancien ministre du Trésor public, de 1800 à 1814. Paris, imp. H. Fournier, 1845, 4 vol. in-8 (B. N. Lb. 44.290).

TOUCHARD-LAFOSSÉ. — Histoire de Napoléon, du Consulat et de l'Empire. 2<sup>e</sup> édition, Paris, Vialat, édit. 1849, in-12 (B. N. Lb. 43.8).

BEUGNOT. — Les derniers temps de l'Empire. Extrait des Mémoires inédits du Comte Beugnot, ancien Ministre. Paris, aux Bureaux de la *Revue Contemporaine*, 1852, in-8.

- JOSEPH (Roi). — Mémoires et correspondance politique et militaire publiés et annotés par A. DU CASSE. Libr. Perrotti, 1853, 18 vol.
- RÆDERER (Comte). — Œuvres. Paris, Firmin-Didot, édit., 1853, 6 vol.
- Idem.* — Autour de Bonaparte. Journal, notes intimes et politiques d'un familier des Tuileries. Paris, in-8, H. Daragon, édit. (B. N. L. 27 n. 54.085).
- BEUGNOT. — Les premiers temps de la Restauration, 15 et 28 février. Paris, Aux Bureaux de la *Revue Contemporaine*, 1854, in-8 (B. N. Lb. 45).
- VIEL-CASTEL (H. DE). — Histoire de la Restauration. Paris, 1860-1878, 20 vol. in-8 (B. N. La. 38.34).
- GUIZOT. — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps. Paris, Lévy, édit., 1858-1867, 8 vol. in-8 (B. N. La. 38.39).
- METTERNICH. — Mémoires. Paris, Plon, édit., 8 vol.
- VITROLLES (Baron DE). — Mémoires et relations politiques publiés selon le vœu de l'auteur, par Eugène FORGES. Paris, Charpentier, 1884, 3 vol. in-8 (B. N. La. 37.16).
- HYDE DE NEUVILLE. — Mémoires et souvenirs. Paris, Plon, édit., 1888, 3 volumes.
- TALLEYRAND (Prince DE). — Mémoires, publiés par le duc DE BROGLIE. Paris, Calmann-Lévy, 1891, 5 volumes.
- CHAPTAL. — Mes souvenirs sur Napoléon. Paris, 1893, libr. Plon.
- MENEVAL (Baron DE). — Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon I<sup>er</sup>, E. Dentu, édit., 1894, 3 volumes.
- PASQUIER (Chancelier). — Mémoires. Libr. Plon, Paris, 1894, 6 volumes.
- FERRONNAYS (A. DE LA). — Souvenirs, par le Marquis COSTA DE BEAUREGARD. 2<sup>e</sup> édition, Paris, Plon, édit., 1901, 1 vol.
- ROVIGO (Duc DE). — Mémoires pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon. 6 vol., édition nouvelle, revue et annotée par Désiré LACROIX. Paris, Garnier frères, édit., 1901.
- RÉMUSAT (Claire-Élisabeth-Jeanne DE). — Mémoires, 1802-1808, publiés par son petit-fils Paul DE RÉMUSAT. Paris, C. Lévy, édit., 1906, in-16, 2 vol.
- STAËL (Baronne DE). — Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France, publié par John VIÉNOT. Paris, libr. Fischbacher, 1906 (B. B. Le 32.877).
- FAIN (Baron), premier Secrétaire du Cabinet de l'Empereur. — Mémoires. Paris, libr. Plon, 1908, 1 vol.
- THIBAUDEAU (A. C.). — Mémoires, 1799-1815. Paris, Plon-Nourrit, 1913, in-8 (B. N. 8<sup>o</sup> Ln. 27.58.527).
- FAIN (Baron). — Souvenirs de la Campagne de France, manuscrit de 1814. Paris, Perrin, 1914, in-8 (B. N. 8<sup>o</sup> Lb. 44.1890).
- GOHIER. — Mémoires. Bossange, édit., 1924, 2 vol.
- HORTENSE (Reine). — Mémoires. Plon, édit., Paris, 1928, 3 vol.
- ABRANTÈS (Duchesse D'). — Mémoires, libr. Garnier frères, 10 vol., Paris (s. d.).

BOURRIENNE. — Mémoires sur le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration. Nouvelle édition, refondue et annotée, par Désiré LACROIX. Paris, Garnier frères, 5 vol. (s. d.).

CASTELLANE (Maréchal DE). — Journal, 1804-1862. Paris, Plon, in-8.

#### C) RECUEILS DE DOCUMENTS CONTEMPORAINS

AULARD. — Paris sous le Consulat. Libr. Léopold Cerf et libr. Noblet. 1903

*Idem.* — Études et leçons sur la Révolution française, 3<sup>e</sup> série (Étude sur la liberté individuelle sous Napoléon I<sup>er</sup>). Paris, 1902, in-8 (B. N. Ma. 32.695).

*Idem.* — Paris sous le premier Empire. Paris, libr. Léopold Cerf et libr. Noblet. 1914, 2 vol.

#### 2<sup>o</sup> Ouvrages écrits par des auteurs non contemporains.

##### A) OUVRAGES GÉNÉRAUX.

MIGNET. — Histoire de la Révolution, 1865, 2 vol. in-8, 9<sup>e</sup> édit., Paris, Firmin-Didot, édit.

THIERS. — Histoire du Consulat et de l'Empire. 20 vol., Paris, Lheureux, édit., 1862.

DUVERGIER DE HAURANNE. — Histoire du Gouvernement parlementaire en France. Tome I (1814-1848). Paris, 1875 (B. N. La. 39.29).

TAINE. — Les origines de la France contemporaine. Paris, libr. Hachette, 1878, 6 vol.

DODU. — Le Parlementarisme et les Parlementaires sous la Révolution (1789-1799). Paris, Plon-Nourrit, 1911, in-8 (B. N. 8<sup>o</sup> La. 32.842).

VANDAL (Albert). — L'avènement de Bonaparte, 2 vol., libr. Plon-Nourrit. Paris.

##### B) OUVRAGES SPÉCIAUX.

###### a) *Sur le Sénat-Conservateur et sur les sénateurs.*

BROTONNE (L. DE). — Les Sénateurs du Consulat et de l'Empire. Paris, Étienne Chavaray, édit., 1895.

TROUILLARD. — Le Sénat-Conservateur du Consulat et de l'Empire. Mayenne, 1911, in-8.

BENAERTS (Louis). — Les Commissaires extraordinaires de Napoléon I<sup>er</sup> en 1814. Paris, F. Rieder, édit., 1915.

ROTOURS (Baron J. A. DES). — Notre sénatorerie bas-normande. Souvenirs d'hier, vues d'avenir. Conférence à la Société historique et archéologique de l'Orne, 1922, imp. Alençonnaise.

b) *Sur des sujets particuliers.*

- SAINT-BEUVE. — Causeries du Lundi. Paris, Garnier frères, édit., 1862 (Étude sur Sieyès).
- LAIR. — Les Hautes Cours politiques en France et à l'étranger. Paris, Ernest Thorin, édit., 1889, 1 vol.
- HOUSSAYE (Henry), 1814. Paris, Perrin, édit., 1893.
- SIMON (Pierre). — L'élaboration de la Charte constitutionnelle de 1814 (1<sup>er</sup> avril-4 juin 1814). Paris, E. Cornely, 1806, in-8 (B. N. 8° 68.202).
- MATHIEZ (Albert). — Le Cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen (dans la *Revue des Études napoléoniennes de l'année 1916*).
- MASSON (Fr.). — Joséphine répudiée. 1914, libr. Paul Ollendorf.
- Idem.* — L'impératrice Marie-Louise. 1916, Paris, libr. Paul Ollendorf.
- DUPUIS. — Le Ministère Talleyrand en 1814. Paris, Plon-Nourrit, édit. 1919, in-8, Paris (B. N. 8°, La. 27 60.630).
- GOBERT Adrienne. — L'opposition des Assemblées pendant le Consulat. Thèse pour le doctorat de Droit. Paris, 1925.
- SAGNAC (Philippe). — L'avènement de Bonaparte à l'Empire. Le Consulat à Vie (dans la *Revue des Études napoléoniennes*, 1925, librairie Félix Alcan, Paris).
- MADELIN (L.). — Fouché. Paris, Plon, édit., 1926, 2 vol. (réédition).
- MATHIEZ (Albert). — La Révolution française et la théorie de la dictature (dans la *Revue historique*, 1929, Félix Alcan, édit.).
- LACOUR-GAYET. — Talleyrand. Paris, Payot, édit., 1931, 3 vol. in-8.
-

## INDEX ALPHABÉTIQUE <sup>(1)</sup>

### A

Aberdeen (Lord), 318.  
 Aboville (François-Marie d', sénateur), 124, 175, 180.  
*Abrantès* (Duchesse d'), 53 (note), 97 (note), 108 (note), 302 (note).  
 Abrial (André-Joseph, sénateur), 123, 197, 222 (Affaire d'Anvers), 330, 342, 346, 363.  
 Adam (Avocat), 210 (Liberté de la presse).  
 Aguesseau (Henri-Jean-Baptiste d', sénateur), 164, 259.  
 Alexandre (Czar de Russie), 292, 324 et suivantes (Préparation de l'acte de déchéance), 332, 338, 354, 357, 358, 359, 363, 370, 373.  
 Ambray (d', Commissaire du Roi), 374.  
 Amiens (Traité d'), 97, 101, 276.  
 Anciens (Conseil des), 8, 10, 16, 41, 42, 71.  
 Andrieu (Tribun), 74.  
 Angleterre (Royaume d'), 5 (Constitution de l'Angleterre), 12 (Gouvernement de l'Angleterre), 132.  
 Angoulême (Duc d'), 333.  
 Anguissola (Joseph-Louis-François-Paul-Balthazar, sénateur), 305.  
 Aumale (Forêt d'), 269.

Anvers (Ville d'), 295.  
 Anvers (Affaire d'), 212, 213, 214, 215, 216, 222, 239, 336.  
 Aremberg (Louis-Engelbert-Marie-Joseph-Augustin, sénateur), 278 (Mission à Berlin), 305.  
 Arnaud, 197 (détention arbitraire).  
 Artois (Comte d'), 333, 355, 357, 359, 361, 362 (Lieutenance générale), 373.  
 Assemblée constituante, 13, 228, (Haute Cour de Justice).  
 Assemblée législative, 8, 228 (Haute Cour de Justice).  
 Audinet aîné, 197 (détention arbitraire).  
 Auteuil (Société d'), 64, 142.

### B

Babeuf (François-Noël), 14, 229 (Haute Cour de Vendôme).  
 Bacciochi (Félix, sénateur), 163, 253.  
*Balzac* (Honoré de), 53.  
*Barante* (Amable-Guillaume-Prospér Brugière de), 74 (note).  
 Barbé-Marbois (François, sénateur), 308, 330, 333, 342, 371.  
 Barral (Louis-Mathieu de, archevêque-sénateur), 306.  
 Barras (Directeur), 14, 18.

(1) Les noms en italique sont ceux des auteurs dont les noms sont cités dans le corps de l'ouvrage. Les chiffres en italique correspondent aux références des livres des auteurs.



- Barthélemy (François, sénateur), 49, 62, 115, 115 (note), 116, 329 (Gouvernement provisoire), 330, 332 (Acte de déchéance), 360, 363, 374, 375.
- Bayane (Alphonse-Hubert de Latier de, cardinal, sénateur), 307, 330.
- Baylen (Capitulation de), 237, 285.
- Beauharnais (Eugène de), 246 et 247 (Le Divorce), 257 (Archichancelier de l'Empire), 258 (Mariage avec la princesse Augusta), 258 (Adoption), 294.
- Beauharnais (Claude de, sénateur), 126, 180, 185.
- Beaumont (Marc-Antoine, comte de, sénateur), 304.
- Béguinot (François-Barthelémy, sénateur), 304.
- Belderbusch (Charles-Théodore-Léopold - Marie - Antoine, sénateur), 308, 330.
- Bellart (Conseiller municipal de Paris), 331.
- Benjamin Constant, 14, 74, 76, 87, 331 (note) (Acte de déchéance), 353, 353 (note).
- Berlier (Conventionnel), 9, 139.
- Berlin (Décrets de), 280 (Blocus continental).
- Berlin (Ville de), 294.
- Bernadotte (Général, roi de Suède), 18.
- Bernardin de Saint-Pierre* (Littérateur), 76.
- Berruyer (Général), 79, 85.
- Berry (Duc de), 333.
- Berthier (Maréchal, prince de Neuchâtel), 160, 246.
- Berthollet (Claude-Louis, sénateur), 40, 43, 133, 175, 330.
- Beugnot* (Jacques - Claude), 324 (note), 327 (note), 350 (note), 369 (note), 374 (note), 375 (note), 376, 376 (note), 377 (note), 378 (note).
- Beurnonville (Pierre-Riel, sénateur), 164, 185, 248 (Le Divorce), 259, 318, 329 (Gouvernement provisoire), 330, 360.
- Bévières (Jean-Baptiste-Pierre, sénateur), 163.
- Bicêtre (Indigents de), 198 (détentions arbitraires).
- Bigot de Préameneu (Conseiller d'État), 78, 211.
- Blacas (Pierre-Louis-Jean-Casimir d'Aulps, duc de), 372.
- Blanquart de Bailleul (Membre du Corps législatif), 374.
- Boissy d'Anglas (François-Antoine, sénateur), 126, 197, 222 (Affaire d'Anvers), 374, 375.
- Bonaparte (Élisa, princesse de Piombino), 253.
- Bonaparte (Jérôme), 160, 246 (Le Divorce).
- Bonaparte (Joseph), 63 (note), 105, 118, 122, 133, 138 (Établissement de l'Empire), 154, 165, 168, 226, 251 (Admission au Sénat), 260 (Hérédité de la dignité impériale), 261.
- Bonaparte (Louis), 160, 246 (Le Divorce), 253 (Fixation de l'apanage de Louis), 253, 260 (Hérédité de la dignité impériale), 269.
- Bonaparte (Lucien), 24, 40, 89, 98, 99, 105, 118, 122, 133, 148 (Établissement de l'Empire), 154, 173, 226, 251 (Admission au Sénat).
- Bonaparte (Napoléon-Charles), 261.
- Bonaparte (Napoléon-Louis), 261.
- Bonaparte (Pauline, princesse Borghèse), 254, 255.
- Bordeaux (Ville de), 299.
- Borghèse (Prince Camille), 160, 254, 255, 257.
- Bougainville (Louis-Antoine, amiral, sénateur), 47, 62.

Boulay de la Meurthe (Conseiller d'État), 21, 21, 22, 23, 23, 24 (note), 25, 26, 26 (note), 212 (note), 213 (note), 216, 217 (Affaire d'Anvers), 225, 292 (Levées de la conscription).

Boulogne (Ville de), 276.

Bourbons (Famille des), 139, 145, 178, 261, 322, 323, 324, 329, 338, (Acte de déchéance), 341, 343, 345, 346, 352, 353, 357, 359, 369, 375.

Bourbon (Duc de), 376.

Bourlier (Jean-Baptiste, évêque-sénateur), 307.

*Bourrienne* (Louis-Antoine Fauvelet de Charbonnière de), 40 (note), 41 (note), 45 (note), 51 (note), 84 (note), 99 (note), 100 (note), 102 (note), 104 (note), 106 (note), 107 (note), 111 (note), 133 (note), 138 (note), 139 (note), 140 (note), 141 (note), 145 (note).

Bragance (Maison de), 284.

Bréard, 13.

Brest (Ville de), 295.

Brézé (Marquis de, grand maître des cérémonies), 375.

Bruges (Comte de), 369.

Bruneteau de Sainte-Suzanne (Gilbert-Joseph-Martin, général, sénateur), 125, 127.

Buonacorsi (Alexandre, sénateur), 306, 330.

## C

Cabanis (Pierre-Jean-Georges, sénateur), 5, 32 (note), 33, 33 (note), 42, 72 (note), 73 (note), 77 (Opposition de l'an X), 127, 142 (Établissement de l'Empire).

Cacault (François, sénateur), 125, 197.

Cadoudal (Georges), 132, 230.

Cafarelli (Général), 289, 297.

Cambacérés (Jean - Jacques - Régis de), 39, 40, 49 (Cambacérés et Bonaparte), 83 (Opposition de l'an X), 84, 85, 86, 99 (Consulat à vie), 100 (Consulat à vie), 101, 102, 104, 105, 106; 107, 118, 124. Établissement de l'Empire : 134, 139, 150, 151, 152, 153, 160; 165, 166 (Nominations de sénateurs), 237 (Capitulation de Baylen), 246 et suivantes (Le Divorce), 282 (Les conscriptions), 286, 302, 385.

Cambacérés (Étienne-Hubert, cardinal-sénateur), 164, 259.

Camus (Archiviste du Corps législatif), 41 (note).

Canclaux (Jean-Baptiste-Camille, sénateur), 163.

Carbonara (Louis-Dominique, sénateur), 305, 330.

Carnot (Lazare-Nicolas-Marguerite), 89.

*Carré* (Henri), 192 (note).

Casabianca (Raphaël, sénateur), 47, 175, 180.

Caselli (Charles-François, cardinal-sénateur), 307.

Cassel (Ville de), 285.

Caulaincourt (Armand - Augustin-Louis, duc de Vicence, sénateur), 309, 327, 343, 344.

Chabaud-Latour (Membre du Corps législatif), 374.

Chabot de l'Allier (Président du Tribunal), 101.

Chalgrin (Architecte), 58, 59.

Chambre des Communes, 12.

Chambre des Pairs, 186 (Dotation du Sénat), 222, 375, 378.

Champagny (Duc de Cadore, conseiller d'État, ministre des Relations extérieures, sénateur), 287, 289, 309.

Champ de Mars, 150 (Établissement de l'Empire).

- Chaptal (Jean-Antoine, sénateur), 124, 164, 248 (Le Divorce), 311 (Ajournement du Corps législatif).
- Chasseloup Laubat (François, sénateur), 308, 331.
- Chasset (Charles-Antoine, sénateur), 45, 218, 219, 220 (Affaire d'Anvers), 239.
- Chateaubriand (François-René, vicomte de), 331 (Acte de déchéance).
- Châtillon (Congrès de), 322.
- Chauchard (Journaliste), 210 (Liberté de la presse).
- Chazal (Jean-Pierre), 13, 85, 87.
- Chénier (André), 6, 41.
- Chénier (Marie-Joseph), 13, 74, 85, 87.
- Cherbourg (Ville de), 295.
- Choiseul-Praslin (Charles-Raynal-Laure-Félix de, sénateur), 46, 65, 127, 142 (Établissement de l'Empire).
- Cholet (François-Auguste, sénateur), 46, 60 (notes), 186 (note), 331.
- Cinq-Cents (Conseil des), 10, 15, 34, 41, 46, 71.
- Clarke (Duc de Feltre, ministre de la Guerre), 284, 302.
- Clausel de Coussergues (Membre du Corps législatif), 374.
- Clément de Ris (Dominique, sénateur), 47, 51, 52 et 53 (Conspiration avant Marengo), 81.
- Clichy (Club de), 14.
- Coigny (Aimée de), 322 (note).
- Colaud (Claude-Sylvestre, sénateur), 51, 127, 331.
- Colchen (Jean-Victor, sénateur), 165, 197, 278 (Mission à Berlin).
- Colonna d'Avella (Charles, sénateur), 306.
- Compiègne (Château et Forêt de), 268, 270, 369, 370.
- Concordat, 97.
- Condé (Prince de), 376.
- Condorcet (Marie-Jean-Antoine-Nicolas Caritat, marquis de), 5.
- Conseil d'État, 17, 31, 41, 63, 71.
- Opposition de l'an X : 77, 90 (Amnistie des émigrés), 97, 106, 107 (Consulat à vie), 109, 111, 113, 115, 117, 127, 139, 146 (Établissement de l'Empire), 148, 149, 161 (Sacre), 162, 171 (Sénatoreries), 172, 224, 225, 282 (Les conscriptions), 311, (Ajournement du Corps législatif), 313.
- Conseil privé, 112, 113, 149, 205 (Détentions arbitraires), 207, 244.
- Constitution de l'an III, 10, 11, 15.
- Convention nationale, 7, 8, 9, 10, 228 (Haute Cour de Justice).
- Copenhague (Expédition de), 284.
- Cornet, 65, 78 (note), 127, 161 (note), 162 (note), 302 (note), 303 (note), 312 (Ajournement du Corps législatif), 326 (note), 327 (note), 331, 336 (note), 342, 346, 385 (note), 386 (note).
- Cornudet (Joseph, sénateur) 45, 171 (note), 177.
- Corps législatif, 7, 8, 9, 10, 17, 26, 31, 33, 39, 50 (Symptômes d'opposition), 63, 66, 68, 71, 72, 73, 74, 75, 76. Opposition de l'an X : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 97, 101, 109, 110, 111, 113, 121. Établissement de l'Empire : 138, 144 (note), 145, 148, 161, 194; 228 et suivantes (Haute Cour de Justice); 239, 275 et suivantes, (Les Conscriptions), 303 (note), 310 à 313 (Ajournement), 320 (L'invasion), 329, 334 (Acte de déchéance), 338, 345, 347, 348, 373, 376, 384.
- Corsini (Thomas, sénateur), 305.
- Cossé Brissac (Hyacinthe-Hugues-Timoléon, sénateur), 308.
- Courtois (Tribun), 87.
- Cousin (Jacques-Antoine-Joseph, sénateur), 44.
- Crassous (Aaron-Jean-François, sénateur), 51, 78.

Croix (Charles-Ludvine-Marie de, sénateur), 309.  
Crosne (Domaine de), 48, 385.  
Curée (Jean-Antoine, sénateur), 141, 309.

## D

Dailly (Michel-François, sénateur), 44.  
Dalberg (Duc de), 322, 324 (Préparation de l'acte de déchéance), 329 (Gouvernement provisoire).  
*Dalloz*, 224.  
Darcet (Jean, sénateur), 48.  
Darçon (Général, sénateur), 50.  
Daru (Intendant général de la couronne), 89, 264.  
Daubenton (Louis-Jean-Marie, sénateur), 48.  
Daunou (Pierre-Claude-François), 13, 16, 25, 25 (note), 27, 40, 41, 74, 78, 81, 82, 83, 84, 87.  
David (Abbé), 205 (Détenion arbitraire).  
Davous (Pierre-Louis, sénateur), 47, 65, 331.  
Davout (Louis-Nicolas, maréchal), 379.  
Debaralle (Chansonnier), 210 (Liberté de la presse).  
Debrosse (Architecte), 57.  
Decaze (Élie duc), 252 (Fixation de l'apanage de Louis).  
Decker (Journaliste), 209 (Liberté de la presse).  
Dedelay d'Agier (Pierre-Claude, sénateur), 49.  
Defermon (Joseph, conseiller d'État), 100, 225, 293, 295 (Conscriptions).  
Degregory Marcorenco (Jean-Laurent, sénateur), 125, 331.  
Dejean (Jean-François-Aimé, sénateur), 299, 307.  
Demaiiot (Eve dit), 301, 302.  
Dembarrère (Jean, sénateur), 165.

Démeunier (Jean-Nicolas, sénateur), 14, 41, 77, 78, 79, 80, 264 (Apanages), 270 (Biens de la couronne), 379.  
Demont (Joseph-Laurent, sénateur), 303.  
Depère (Mathieu, sénateur), 45.  
*Descartes*, 5.  
Desodoards (Journaliste), 210 (Liberté de la presse).  
Dessolle (Général), 342.  
Destutt - Tracy (Antoine - Louis-Claude, sénateur), 5, 44, 127.  
Directoire, 10, 11, 13, 16, 17, 229 (Haute Cour de Justice).  
Dourdan (Forêt de), 271.  
Drapanand (Veuve), 209 (Liberté de la presse).  
Dresde (Congrès de), 298.  
Du Bellay (Jean-Baptiste, sénateur), 124.  
Dubois (Préfet de police), 107, 302.  
Dubois-Dubais (Louis-Thibault, sénateur), 44, 127, 175, 331.  
Duchesne (Membre du Corps législatif), 374.  
Ducis (Poète), 43.  
Ducos (Roger, Consul), 3, 24, 39, 40, 49 (note), 62, 180, 331.  
Duhamel (Membre du Corps législatif), 374.  
Dujon (Administrateur de la Société des donations), 210 (Liberté de la presse).  
Dupont (Jean, sénateur), 308, 321.  
Dupont (Général), 238 (Capitulation de Baylen).  
Dupuis (Membre de l'Institut), 76.  
Dupuy (André-Julien, sénateur), 308.  
Duroc (Giraud - Christophe - Marie, duc de Frioul, sénateur), 309.  
*Duvergier de Hauranne*, 203 (note), 369 (note).  
Dyzez (Jean, sénateur), 46.

## E

Élysée Napoléon (Palais de l'), 269.  
Emmery (Jean-Louis-Claude, sénateur), 40, 125, 197, 222 (Affaire d'Anvers), 331, 342, 343.  
Enghien (Duc d'), 132.  
Erfurt (Entrevue d'), 285.  
Eu (Forêt d'), 269.

## F

Fabre de l'Aude (Jean-Pierre, sénateur), 74, 141, 309, 331, 342, 346.  
Fager de Baure (Membre du Corps législatif), 374.  
*Fain* (Baron), 337 (note), 343 (note).  
Falleti de Barol (Octave-Alexandre-Charles, sénateur), 305.  
Fargues (Jean-Joseph), 62, 65, 100, 104 (Consulat à vie), 171 (note).  
Faulcon (Félix, membre du Corps législatif), 374.  
Férino (Pierre-Marie-Barthelémy, sénateur), 164, 331.  
Ferrand (Commissaire du Roi), 374, 377.  
Fesh (Joseph, Cardinal, sénateur), 164, 180, 259 et 260.  
*Fiévée* (J.), 317 (note), 318 (note), 321, 386.  
Flaugergues (de, membre du Corps législatif), 320.  
Flessingue (Ville de), 285.  
Florence (Duché de), 243.  
Florent-Guyot, 302.  
Fontanes (Jean-Pierre-Louis, sénateur), 99, 134, 307, 318, 331, 333 (Acte de déchéance), 342, 374, 375.  
Fontenay (Pierre-Nicolas de, sénateur), 126.  
Fossombroni (Victor-Marie-Joseph-Louis, sénateur), 305.

Fouché (Joseph, ministre de la Police, sénateur), 49 (note), 51 et 52 (Conspiration à la veille de Marengo), 98, 101 (Consulat à vie), 102, 127. Établissement de l'Empire : 135; 262, 302, 303, 358, 359, 360.  
Fourcroy (Antoine-François de, conseiller d'État), 90, 139.  
François de Neufchâteau (Nicolas-Louis, sénateur), 46, 63 (note), 82 (Opposition de l'an X), 142 (Établissement de l'Empire), 153, 154, 166 (Nominations de sénateurs), 168, 175, 181, 260 (Hérédité de la dignité impériale), 261, 278 (Mission à Berlin), 320, 379.  
François (Empereur d'Autriche), 364.  
Friedland (Bataille de), 292.

## G

Gallois (Membre du Corps législatif), 320.  
Gamlh (Tribun), 87.  
Garan-Coulon (Jean-Philippe, sénateur), 45, 175, 180.  
Garat (Dominique-Joseph, sénateur), 13, 34 (note), 44, 62, 77 (Opposition de l'an X), 85, 104, 127, 150 (Établissement de l'Empire), 301, 302, 322 (note), 331, 333, 346, 379.  
Garnier (Germain, sénateur), 125, 248 (Le Divorce), 292, 374.  
Garnier-Laboissière (Pierre, sénateur), 125, 175, 180.  
Gassendi (Jean-Jacques-Basilien, sénateur), 308.  
Gaudin (Ministre des Finances), 173 (note).  
*Gazette de France*, 35 (note), 74 (note), 278.  
Ginguené (Tribun), 13, 77.  
Girardin (Stanislas de, Tribun), 74, 74 (note), 101 (Consulat à vie).  
Giraudet (Homme de lettres), 41.



Golo (Département du), 88.  
 Goupil-Préfeln (Tribun), 74.  
 Gouvion (Louis-Jean-Baptiste, maréchal, sénateur), 164, 197.  
 Grand Électeur, 22, 23, 24, 26, 40, 77, 82.  
 Grégoire (Abbé, sénateur), 40, 41, 49 (note), 50, 74, 77 (Opposition de l'an X), 78, 79, 80, 127, 142 (Établissement de l'Empire), 146, 147 (note), 300, 301, 323 (Préparation de l'acte de déchéance), 331, 346, 346 (note), 386, 387 (note).  
*Grouvelle*, 40 (note).  
 Guastalla (Principauté de), 243, 256.  
 Guéhéneuc (François-Scholastique, sénateur), 308.  
 Guillaume (Général), 301, 302.  
 Guillet (Général), 301, 302.  
*Guizot* (François-Pierre-Guillaume), 318 (note).  
*Guyot* (Raymond), 11 (notes).

## H

Hardenberg (Frédéric-Novalis, baron de), 342.  
 Hartwell (Résidence d'), 369.  
 Harville (Louis-Auguste-Juvénal des Ursins, général, sénateur), 50, 331.  
 Hatry (Joseph-Maurice, général), 44.  
 Haubersaert (Alexandre-Joseph-Séraphin, sénateur), 308, 331.  
 Hautpoul (Jean-Joseph-Ange, général, sénateur), 303.  
 Haute Cour de justice, 144, 147, 190, 194, 207, 223 et suivantes (Institution d'une Haute Cour), 245.  
 Havermann (Sénateur), 306.  
 Hedouville (Gabriel-Marie, sénateur), 164, 331.  
 Herwyn de Novèle (Pierre-Antoine, sénateur), 45, 331.  
*Houssaye* (Arsène), 344 (note).  
*Hustin*, 58 (notes), 59 (note).

## I

Iéna (Bataille d'), 278.  
 Institut de France, 33.

## J

Jacqueminot (Jean-Ignace, sénateur), 46, 62, 85, 99, 103.  
 Jard-Panvillier (Tribun), 74, 141.  
 Jaucourt (Arnail-François de, sénateur), 126, 329 (Gouvernement provisoire), 331, 359.  
*Jordan* (Camille), 110 (note).  
 Joséphine (Impératrice), 99, 153 (Établissement de l'Empire), 243, 244 et suivantes (Le Divorce), 262 et suivantes (Douaire).  
 Josset (Journaliste), 210 (Liberté de la presse).  
 Jourdan (Général), 13, 18, 81 (note).  
*Journal de l'Empire*, 58 (note), 210 (Liberté de la presse).  
*Journal de Paris*, 34.  
 Journu-Aubert (Bernard, sénateur), 46, 197, 331.  
 Jury de constitution (Jurie constitutionnaire), 7, 8, 9, 13, 15, 30.

## K

Kehl (Ville de), 285.  
 Kellermann (François - Christophe, maréchal), 44, 62, 82 (Opposition de l'an X); 122, 127, 175, 180, 276.  
 Klein (Dominique - Louis - Antoine, général, sénateur), 303, 331.

## L

Lacan (Président du tribunal civil de Clamecy), 210 (Liberté de la presse).

- Lacépède (Bernard-Germain-Étienne, sénateur), 40, 43, 62, 99, 104, 133, 150 (Établissement de l'Empire), 175, 195 (Liberté individuelle), 196, 230, (Haute Cour de Justice), 248 (Le Divorce), 251, 286, 290, 293.
- Lacour-Gayet*, 322, 324, 327 (note), 328 (note), 331 (note), 363 (note), 364 (note), 370 (note).
- Lacué de Cessac (Jean-Gérard, comte de, conseiller d'État), 40, 282 (Les conscriptions).
- Lafaurie de Monbadon (Laurent, sénateur), 308.
- La Fayette (Général), 302.
- Lagrange (Joseph-Louis, sénateur), 48, 132.
- Lainé (Membre du Corps législatif), 320, 374.
- Lair*, 224 (note).
- Laloi (Ancien constitutionnel, membre des Anciens), 41, 74.
- Lamartillière (Général Jean-Fabre de, sénateur), 78 (note), 79, 81, 82, 175.
- Lambrechts (Charles - Joseph - Mathieu, sénateur), 44, 146 (Établissement de l'Empire); 150, 300, 302 (note), 322 (note), 323 (Chute de l'Empire); 331, 332 (Acte de déchéance), 333, 342, 345, 359, 379.
- Langres (Ville de), 354.
- Lanjuinais (Jean-Denis, sénateur), 50, 51, 64, 77 (Opposition de l'an X), 100 (Consulat à vie), 104, 127, 142 (Établissement de l'Empire), 150, 175, 300, 301, 302 (note), 323 (Préparation de l'acte de déchéance), 331, 333, 342, 346, 351, 359, 364, 365.
- Lannoy (Chrétien-Joseph-Ernest-Grégoire de, sénateur), 126, 331.
- Laplace (Pierre-Simon, sénateur), 43, 62, 85, 98, 100, 103, 104 (Consulat à vie), 133, 248 (Le Divorce).
- Lapparent (Charles-Cochon de, sénateur), 307.
- Larévillière-Lépeaux (Conventionnel, directeur), 9, 22 (notes), 76.
- Lasalle (Fournisseur de l'État), 204 (Détention arbitraire).
- La Tour (Hyacinthe-Charles, archevêque, sénateur), 307.
- La Tour d'Auvergne (Capitaine), 74.
- La Tour-Maubourg (Marie-Charles-César de Fay, sénateur), 295 (Conscriptions), 303.
- Laville de Villestellane (Victor-Hercule-Joseph-Ferdinand, sénateur), 306.
- Laville-Leroulx (Joseph de, sénateur), 46.
- Lebrun (Jean-Baptiste, duc de Plaisance, sénateur), 40, 85, 100 (Consulat à vie), 106, 111, 126, 171 (Sénatoreries), 236, 331, 341.
- Lecouteux de Canteleu (Jean-Barthélémy, sénateur), 45, 171 (note)-175, 180.
- Lefebvre (François-Joseph, maréchal, sénateur), 51, 62, 105, 276.
- Légrand (Claude - Just - Alexandre-Louis, sénateur), 304.
- Le Huby, 210 (Liberté de la presse).
- Leipzig (Bataille de), 298.
- Lejean (Lazare, sénateur), 46.
- Lejeans (Martin, sénateur), 197, 308, 331.
- Lemercier (Louis-Nicolas, sénateur), 62, 175, 197, 331.
- Lenoir-Laroche (Sénateur), 197, 322 (note).
- Lesage (Conventionnel), 9.
- Léspinasse (Augustin de, sénateur), 44, 104, 175, 331.
- Liamone (Département du), 88.
- Lichtenstein (Prince de), 324.
- Loë (Gérard-Edmond-Antoine de Loë, sénateur), 305.
- Lorient (Ville de), 295.

Louis XVIII, 18, 326, 329, 347, 349, 352, 357, 361, 366, 369, 370, 371, 372, 374, 377.

Louis (Baron), 324.

Louvet de la Somme (Conventionnel), 9.

Lunéville (Traité de), 118, 134, 276.

Luxembourg (Palais du), 20, 23, 41, 57, 327.

Luynes (Louis-Joseph-Charles-Amable, duc d'Albert de, sénateur), 125, 127.

Lyon (Ville de), 83, 89.

## M

Macdonald (Maréchal, Étienne-Jacques-Joseph-Alexandre), 18, 343, 344.

*Madelin* (Louis), 127 (note), 302 (note).

Maine-de Biran (Membre du Corps législatif), 320, 374.

Maisonfort (de la), 372.

*Malebranche*, 5.

Malet (Général), 293, 301, 302, 317, 321.

Maleville (Jacques, sénateur), 222 (Affaire d'Anvers), 307, 331 (Acte de déchéance), 342.

Malmaison (Propriété de la), 99 (note), 106, 137.

Marengo (Bataille de), 51, 52.

Maret (Duc de Bassano, secrétaire d'État), 176 (note), 247 (Le Divorce), 291.

Marie-Louise (Impératrice des Français), 215 (Affaire d'Anvers), 250 (Douaire), 262 (Douaire), 268 et suivantes (Douaire), 296 (Régence), 299, 323 (Chute de l'Empire), 331.

Marmont (Auguste-Frédéric-Louis, maréchal, duc de Raguse), 344.

Masséna (André, prince d'Essling), 379.

*Masson* (Frédéric), 245 (note), 246 (note), 253 (note), 256 (note).

*Mathiez* (Albert), 4 (note), 5 (note), 6 (note), 13 (note), 14 (note), 15 (note), 192 (note).

Mayence (Ville de), 276, 304.

Meerman van Dalen et Wauren (Jean, sénateur), 306, 331.

*Meneval*, 89 (note), 93 (note), 99 (note), 132 (note), 146 (note), 245 (Divorce de Napoléon et de Joséphine), 296 (note), 326 (note), 329 (note), 337 (note), 338 (note).

Menou (Général), 13.

Merlin de Douai (Philippe-Antoine, conseiller d'État), 13, 76.

Mérode Westerloo (Guillaume-Charles-Ghislain de, sénateur), 305.

Metternich (Clément-Wincelas-Lothaire, prince de), 318.

Metz (Ville de), 299.

Mirabeau (André-Boniface-Louis-Riqueti, vicomte de), 6.

Molé (Conseiller d'État), 310 et 311 (Ajournement du Corps législatif).

Mollevault (Membre des Anciens), 41 (note).

Mollien (Ministre des Finances), 182.

Monge (Gaspard, sénateur), 40, 43, 62, 248 (Le Divorce), 281.

*Moniteur* (Journal), 7.

Montalivet (Ministre de l'Intérieur), 210 (Liberté de la presse).

*Montesquieu*, 6, 11.

Montesquiou (Abbé de), 344, 345, 352, 365 (Lieutenance générale), 372, 374.

Montesquiou-Fezensac (Élisabeth-Pierre de, sénateur), 309, 329 (Gouvernement provisoire).

Montmorency (Hôtel de), 13.

Mont-Tonnerre (Département du), 88.

Morard de Galles (Justin-Bonaventure, sénateur), 47, 175, 180.

Moreau (Général), 18, 133, 302, 365.

Murat (Prince), 160, 246 (Le Divorce), 253, 258 et 259 (Grand amiral).

## N

Nancy (Ville de), 353.

Napoléon Bonaparte, 3, 11 (Correspondance avec Talleyrand), 13, 18 (Bonaparte et Sieyès), 22, 23, 24 (Bonaparte et Sieyès), 25, 26 (Bonaparte et la Constitution de l'an VIII), 27, 32, 34, 35, 40 (Bonaparte et Sieyès), 41 (Choix des sénateurs), 43, 45, 48, 49 (Opposition de Sieyès), 59 (Dotation du Sénat), 60, 63 (note), 64, 73 (Opinion sur le Tribunat). Opposition de l'an X : 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 89; 92 (Sénatus-consulte sur les émigrés), 97, 98, 99 (Le divorce), 100 et 101 (Consulat à vie), 104, 105, 106, 107, 108, 112, 114, 116 (Proclamation du Consulat à vie), 117, 121, 122, 123, 124 (Nominations de sénateurs), 127, 131, 132. Établissement de l'Empire : 133, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 154, 159, 160, 161, 164; 166 (Nominations de sénateurs), 171 (Sénatoreries), 172, 173, 175 (Nominations aux sénatoreries), 177, 180, 181, 182, 184 (Dotation du Sénat), 189 (Attributions judiciaires du Sénat), 191 (Liberté individuelle), 192, 193, 205 (Détenction arbitraire), 208, 210 (Liberté de la presse), 212 et suivantes (Affaire de l'octroi d'Anvers), 224 et suivantes (Haute Cour de justice), 224 (Attentat de la rue Saint-Nicaise), 225 et suivantes (Haute Cour de justice), 237 (Capitulation de Baylen), 243 et suivantes (Statut de la Famille impériale), 251 (Le Sénat et les frères de Napoléon), 257 (Napoléon et Eugène), 260 (Hérédité de la dignité impériale), 260 (Douaire de l'Impératrice), 275

et suivantes (Les conscriptions), 287, 290, 293 (Retour de Russie), 295, 296 (Désir de paix), 300, 301, 302, 303 et suivantes (Nominations de sénateurs), 311 (Ajournement du Corps législatif), 317 (Affaire Malet), 319 (L'invasion), 325 et suivantes (Préparation de l'acte de déchéance), 333 et suivantes (Acte de déchéance); 341, 343, 353, 383, 385, 387, 388.

Nesselrode (Comte de), 318, 324, 342, 359.

Ney (Maréchal Michel, duc d'Elchingen), 343.

Noailles (Club de), 13.

## O

Oder (Fleuve de l'), 278.

Ordener (Michel, général, sénateur), 303.

## P

Palais Bourbon, 376.

Papin (Jean-Baptiste, sénateur), 165.

Paris (Ville de), 153.

Parisse (Jean-Baptiste), 197 (détenction arbitraire).

Pasquier (Chancelier), 293 (note), 320 (note), 321 (note), 323, 328 (note), 329 (note), 341 (notes), 342 (Gouvernement provisoire); 343, 343 (note), 357 (note), 358 (note), 360 (note), 361 (note), 363 (note), 364 (note), 369 (note), 371 (note), 372 (note), 373 (note), 374 (note).

Pastoret (Claude - Emmanuel - Joseph-Pierre, sénateur), 197, 307, 330, 331, 342, 374.

*Pelet de la Lozère* (Baron), 127 (note), 132 (note), 133 (note), 135 (note), 137 (note), 138 (note), 139 (note), 141 (note), 143 (note), 145 (note), 150 (note), 151 (note), 152 (note), 175 (note).

Péré (Antoine-François, sénateur), 45, 331.  
 Pérignon (Dominique-Catherine, maréchal, sénateur), 51.  
 Perregaux (Jean-Frédéric, sénateur), 46.  
 Pétiet (Claude, sénateur), 307.  
 Pichegru (Général), 132, 133.  
 Piombino (Principauté de), 253, 254.  
 Pléville (Georges-René, sénateur), 44.  
 Pontécoulant (Louis-Gustave le Doucet, sénateur), 165, 331.  
 Porcher de Richebourg (Charles-Gilles, sénateur), 44, 331.  
 Portalis (Conseiller d'État), 149, 150, 195 (Liberté individuelle), 230 (Haute-Cour de justice).  
 Posen (Ville de), 294.  
 Pozzo di Borgo, 324, 342.  
*Pradt* (Abbé de), 322 (note), 323, 324, 327.  
 Primat (Claude-François-Marie, archevêque, sénateur), 307.  
 Prusse (Roi de), 324, 338.

## R

Rampon (Antoine-Guillaume, général, sénateur), 50, 177.  
 Raynouard (Membre du Corps législatif), 320.  
 Réal (Pierre-François, comte), 13, 303.  
 Redon de Beaupréau (Jean-Claude, sénateur), 308.  
 Regnault de Saint-Jean-d'Angely (Conseiller d'État), 40, 41 (note), 45 (note), 49, 51 (note), 81 (note), 84 (note), 98, 106, 109, 139 (note), 247 (Le Divorce), 253 (Apanage de Louis); 255, 263 et suivantes (Biens de la famille impériale); 263 (Douaire de l'Impératrice); 268 (Douaire de l'Impératrice);

276 (Les conscriptions); 280 et 284 (Les conscriptions); 286, 289, 294, 298, 299.  
 Régnier (Claude-Ambroise, duc de Massa, conseiller d'État et ministre de la Justice), 45, 90; 214 et 215 (Affaire d'Anvers); 225.  
*Rémusat* (M<sup>me</sup> de), 43 (note), 48 (note).  
 Resnier (Louis-Pierre-Pantaléon, sénateur), 44.  
 Révolution française, 4, 10, 15, 97, 113, 141, 150, 341, 343, 349, 352, 384.  
 Rhin-et-Moselle (Département du), 88.  
 Ricord, 302.  
 Rigal (Louis-Maximilien, sénateur), 163, 331.  
 Riouffe (Tribun), 13, 74.  
 Rochefort (Ville de), 295.  
 Rochefort (Bois de), 270.  
 Rœderer (Pierre-Louis, conseiller d'État, sénateur), 10, 23 (note), 24 (note), 34, 46, 74 (notes), 79, 90, (Consulat à vie); 101, 102, 103, 103 (note), 104, 106, 110, 111, 111 (note), 115, 149 (Établissement de l'Empire), 177, 178 (note), 179 (note), 379.  
 Roër (Département de la), 88.  
 Rousseau (Jean, sénateur), 44.  
*Rousseau* (Jean-Jacques), 5.

## S

Sade (Marquis de), 207 (Détention arbitraire).  
*Sagnac* (Philippe), 98 (note), 114 (note).  
 Saint-Cloud (Ville et château de), 22, 150 et 151 (Établissement de l'Empire), 204, 277, 351.  
 Saint-Marsan (Antoine - Marie - Philippe Asémart, sénateur), 308, 318.



Saint-Martin de la Motte (Félix, sénateur), 126, 331.  
 Saint-Ouen (Ville de), 371, 372, 374.  
 Saint-Vallier (Jean-Denis de la Croix de Chevrères, sénateur), 165, 303 (note).  
*Sainte-Beuve*, 4 (note), 5 (note).  
 Sainte-Hélène (Mémorial de), 387.  
 Sainte-Pélagie (Détenus de), 198 (Détenions arbitraires).  
 Salignac-Fénelon, 197 (Détenion arbitraire), 198, 206.  
 Sarre (Département de la), 88.  
 Saür (Jean-André, sénateur), 163, 331.  
 Savary (Duc de Rovigo), 52 (Conspiration de Marengo); 134 (note), 279 (note), 297 (note), 326 (note), 333 (note).  
 Say (Jean-Baptiste, Tribun), 74.  
 Schimmelpenninck (Roger-Jean, sénateur), 306, 331.  
 Schwartzemberg (Prince de), 324.  
 Ségur (Louis-Philippe, sénateur), 277, 309.  
 Sémonville (Charles-Louis-Huguet, sénateur), 164, 185, 248 (Le Divorce); 252 (Fixation de l'apanage de Louis), 259, 374.  
 Serrurier (Jean-Mathieu-Philibert, général, sénateur), 47, 65, 248 (Le Divorce), 331, 374.  
 Sers (Jean-Pierre, sénateur), 46, 197.  
 Servan (Général), 302.  
 Shée (Henri, sénateur), 308.  
 Sieyès (Consul, sénateur), 3, 4 (Théorie du pouvoir constituant), 5, 6 (Dictature de l'Assemblée Nationale), 7, 8 (note), 9, 10 (Projet devant la Convention), 13, 14 (Sieyès et M<sup>me</sup> de Staël), 15, 16, 17, 18, 21 (Constitution de l'an VIII), 22, 23, 24 (Bonaparte et Sieyès), 25, 26, 27, 31, 39, 40, 41, 43 (Nominations de sénateurs), 48, 48 (Don du domaine de Crosne), 49, 50, 62, 64, 74 (Nominations

des tribuns, législateurs et conseillers d'État). Opposition de l'an X : 77, 80, 81, 82, 87; 98, 101 (Consulat à vie), 102, 109, 113, 127, 142 (Établissement de l'Empire), 174, 175, 239 (Haute Cour de justice), 300, 301, 310, 321, 346, 384, 385, 387.

Siméon (Tribun), 101.

*Simon* (Pierre), 331 (note), 333 (note), 350 (note), 358 (note), 363 (note), 369 (note), 370 (note), 372 (note), 374 (note).

Soignes (Forêt de), 269.

Soulès (Jérôme, général, sénateur), 304, 331.

Spada (Joseph, sénateur), 306.

*Staël* (Baronne de), 4 (note), 14, 14 (note), 15, 16, 17 (note).

## T

Talleyrand (Prince de Bénévent), 11, 13, 14, 23, 24, 63, 98, 99 (Consulat à vie), 118, 246 (Le Divorce), 280, 302, 318, 322 et suivantes (Préparation de l'acte de déchéance), 324, 338 (note), 341, 342, 343, 346, 348 (Charte sénatoriale), 357, 358, 361 et 363 (Lieu-tenance générale au comte d'Artois), 364, 370, 372 (note), 374 (La Charte), 379 (note).

Tallien (Jean-Lambert), 13.

*Taillandier*, 17 (note), 25 (note).

*Taine* (Hippolyte), 5 (note).

Tascher (Pierre-Jean-Alexandre, sénateur), 163, 331.

Thévenard (Antoine - Jean - Marie, vice-amiral, sénateur), 304.

Thibaudeau (Conventionnel, conseiller d'État), 9, 10, 25 (note), 78 (note), 82 (note), 95, 109, 109 (note), 110 (note), 117, 145 (note), 146 (note), 150 (note), 323 (note), 327 (note), 374 (note), 378 (note), 379 (note).

Thibault du Cantal (Membre des Cinq Cents), 41 (note).  
*Thiers* (Adolphe), 82 (note), 102 (note), 238 (note), 282 (note).  
Thiessé (Tribun), 76, 85.  
Tiers-État, 5.  
Tilsitt (Paix de), 284, 304.  
Toscane (Province de), 253, 254.  
Toulon (Ville de), 295.  
Tours (Ville de), 52.  
Treilhard (Conseiller d'État), 13, 182 (note), 256.  
Trianon (Château de), 268.  
Tribunat, 7, 13 (Projet de Sieyès), 22, 25, 26, 31, 32, 33, 39, 50 (Symptômes d'opposition), 63, 66, 68, 71, 73, 74, 75, 76 (Tentative d'opposition), 77, 79, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 97 (note), 101, 109, 111, 113, 121, 138, 141 (Établissement de l'Empire), 142, 144 (note), 149, 161, 232 et suivantes (Haute Cour de justice), 384, 386.  
Tronchet (François-Denis, sénateur), 40, 51, 75, 85, 86, 104 (Consulat à vie), 184.  
Truguet (Amiral), 302.  
Tuileries (Palais des), 58, 115, 118, 137, 153, 154, 260, 357, 361.  
Turin (Ville de), 300.

## U

Utrecht (Ville d'), 300.

## V

Valence (Jean-Baptiste-Cyrus-Marie-Adélaïde Thiembume, sénateur), 165, 287, 331.  
*Vandal* (Albert), 25 (note), 27, 40 (note), 49 (note).  
Van Dedem van Gelder (Frédéric-Gilbert, sénateur), 197, 306.

Van de Poll (Jean Wolsters, sénateur), 306.  
Van Kinsberger (Jean-Henri, sénateur), 306.  
Van Zuylen van Nyevelt (Philippe-Jules, sénateur), 306.  
Vaubois (Claude-Henri-Belgrand, sénateur), 51, 62, 331.  
Vendée (Province de), 97, 112.  
Venturi (Hippolyte - Louis - Jean-Gualbert-Gaspard, sénateur), 305.  
Vernier (Théodore, sénateur), 45, 197, 351.  
Vessel (Ville de), 285.  
*Viel-Castel*, 322 (note), 323 (note), 325 (note), 327 (note), 329 (note), 330 (note), 331 (note), 332 (note), 343 (note), 344 (note), 345 (note), 346 (note), 348 (note), 352 (note), 354 (note), 357 (note), 359 (note), 364 (note), 370 (note), 371 (note).  
Vieu (Joseph-Marie, sénateur), 47.  
Villemanzy (Jacques-Pierre Orillard, sénateur), 308.  
Villers-Cotterêts (Forêt de), 268, 269.  
Villetard (Edme-Pierre-Alexandre, sénateur), 46, 331.  
Vimar (Nicolas, sénateur), 44, 175, 179, 197, 222 (Affaire d'Anvers), 331, 342, 346, 374.  
Viry (François-Marius-Joseph-Justin de, sénateur), 125.  
Vitrolles (Baron de), 322, 333 (note), 344 (note), 353 (note), 353, 354 (note), 357, 357 (note), 358, 358 (note), 359, 359 (note), 360, 360 (note), 361, 369, 369 (note), 372 (note).  
Volney (Constantin-François, sénateur), 5, 40, 43, 142 (Établissement de l'Empire), 331, 379.

## Y

York (Général prussien), 294.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## PREMIÈRE PARTIE

### LES DÉBUTS DU SÉNAT-CONSERVATEUR

|                                                                                                    | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE I. — <i>Les Origines.</i> . . . . .                                                       | 1     |
| CHAPITRE II. — <i>Élaboration de la Constitution.</i> . . . . .                                    | 19    |
| CHAPITRE III. — <i>La place du Sénat-Conservateur dans la Constitution de l'an VIII.</i> . . . . . | 29    |

## DEUXIÈME PARTIE

### LE CONSULAT

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — <i>La formation du Sénat-Conservateur.</i> . . . .                                   | 37  |
| CHAPITRE V. — <i>L'organisation intérieure du Sénat-Conservateur.</i> . . . .                       | 55  |
| I. — <i>Le Palais et les Biens.</i> . . . . .                                                       | 57  |
| II. — <i>Les Costumes des Sénateurs.</i> . . . . .                                                  | 60  |
| III. — <i>Les Séances.</i> . . . . .                                                                | 62  |
| CHAPITRE VI. — <i>Tentative d'opposition.</i> . . . . .                                             | 69  |
| I. — <i>Rapports du Sénat avec le Tribunat, le Corps législatif et le Conseil d'État.</i> . . . . . | 71  |
| II. — <i>Opposition de l'an X.</i> . . . . .                                                        | 77  |
| III. — <i>La fin du Consulat à vie.</i> . . . . .                                                   | 84  |
| CHAPITRE VII. — <i>Le rôle du Sénat dans l'établissement du Consulat à vie.</i> . . . . .           | 95  |
| CHAPITRE VIII. — <i>Le Sénat-Conservateur sous le Consulat à vie.</i> . . . . .                     | 119 |

## TROISIÈME PARTIE

### L'EMPIRE

|                                                                                                                                 | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE IX. — <i>Le rôle du Sénat dans l'établissement de l'Empire . . . . .</i>                                               | 129   |
| CHAPITRE X. — <i>Les séances et le personnel sénatorial durant les premières années de l'Empire . . . .</i>                     | 157   |
| CHAPITRE XI. — <i>Les biens du Sénat. — La dotation de l'Assemblée. — Les sénatoreries . . . . .</i>                            | 169   |
| CHAPITRE XII. — <i>Rôle du Sénat dans le domaine judiciaire .</i>                                                               | 187   |
| I. — <i>Le Sénat-Conservateur gardien de la Liberté individuelle et de la Liberté de la Presse . . .</i>                        | 191   |
| II. — <i>Le Contrôle du Sénat-Conservateur sur l'autorité judiciaire . . . . .</i>                                              | 211   |
| <i>Le Sénat-Conservateur et les jurys . . . . .</i>                                                                             | 211   |
| <i>L'affaire d'Anvers . . . . .</i>                                                                                             | 212   |
| III. — <i>Institution d'une Haute Cour de justice. . . .</i>                                                                    | 223   |
| CHAPITRE XIII. — <i>Le Sénat-Conservateur, le Statut, les Droits et les Biens des membres de la Famille Impériale . . . . .</i> | 241   |
| CHAPITRE XIV. — <i>Le Sénat-Conservateur durant les dernières années de l'Empire . . . . .</i>                                  | 273   |
| I. — <i>Les conscriptions. . . . .</i>                                                                                          | 275   |
| II. — <i>Les séances et le personnel sénatorial . . . . .</i>                                                                   | 300   |

## QUATRIÈME PARTIE

### ROLE DU SÉNAT-CONSERVATEUR

#### DANS LA CHUTE DE L'EMPIRE ET LA RESTAURATION

|                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE XV. — <i>La rédaction de l'Acte de Déchéance de Napoléon. . . . .</i> | 315 |
| CHAPITRE XVI. — <i>L'Élaboration de la Charte sénatoriale . .</i>              | 339 |
| CHAPITRE XVII. — <i>La Lieutenance générale au comte d'Artois.</i>             | 355 |



|                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE XVIII. — <i>La Déclaration de Saint-Ouen et la Charte octroyée.</i> . . . . . | 367 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----|

CINQUIÈME PARTIE

|                      |     |
|----------------------|-----|
| CONCLUSION . . . . . | 381 |
|----------------------|-----|

SIXIÈME PARTIE

|                         |     |
|-------------------------|-----|
| BIBLIOGRAPHIE . . . . . | 389 |
|-------------------------|-----|

SEPTIÈME PARTIE

|                              |     |
|------------------------------|-----|
| INDEX ALPHABÉTIQUE . . . . . | 411 |
|------------------------------|-----|





